• LE PÉTROLE SOUS L'EMPIRE DU MARCHÉ

# Algérie : 6 DA Audillos fa. | 19.00 P Bellique : 95 FB Canada : 2,75 S C C-Fr. : 1/70 FCVS Bellique : 35 S U Rey-Uni : 1,30 F Conada : 2,75 S C C-Fr. : 1/70 FCVS Bellique : 3,50 Pt Bel

(Pages 12 et 13.)

L'Algérie

Abonnements : voir tarif page 2

# PLANETE

Par CLAUDE JULIEN

 Notre principale tâche est de profi-ter des changements en cours pour essayer d'influer sur les événements afin d'établir un monde sur, plus humain, à l'abri du danger. »

MANFRED WORNER, ancien ministre ouest-allemand de la défense, secrétaire général de l'OTAN (1).

ANS quel type de société voulez-vous vivre? Dans une société libre, prospère, résolue à corriger inlassablement les injustices, capable d'offrir à chacun de bonnes chances de mettre en valeur ses dons personnels, de s'épanouir au service de la communauté humaine? Cette société-là n'a rien de chimérique, mais elle ne peut prendre corps que dans la mesure où les grandes décisions qui façonnent la vie de chaque pays s'adaptent avec précision à une exacte perception de l'environne-ment international. Phénomène très

Ainsi, les facilités qu'assurait un marché captif - l'ancien empire colonial - ont longtemps voilé aux gouvernements et à beaucoup de chefs d'entreprise l'àpreté de la compétition industrielle qui allait frapper de plein fouet. Une méconnaissance des courants d'échange a fait échoner la relance socialiste de 1981 : la stimulation de la demande interne a gonflé les importations et déséquilibré la balance commerciale, imposant un retour à la « rigueur ». Une confiance aveugle en l'idéologie Chirac d'être pris au dépourvu par le « hoquet » boursier d'octobre 1987. qui l'obligea à geler son programme de privatisations, sur lequel il fondait pourtant de si grands espoirs. Une surestimation de la menace extérieure peut détourner vers la production d'armements des ressources qui seraient plus rentables dans d'autres secteurs. Une attitude irréaliste à l'égard de l'endettement du tiersmonde a fermé aux pays industrialisés des débouchés qui, jusqu'alors,

avaient soutenu leur production et

donc contem le chômage.

Dans les discours électoraux, ces grands problèmes sont, au mieux, vaguement évoqués par une rapide référence à la « contrainte externe », allusion sibylline aux réalités mondiales qui déterminent pourtant la prospérité de chaque pays, sa plus ou moins grande aptitude à assurer un minimum d'équité sociale, à garantir aux citoyens une élémentaire égalité des chances.

Les organisations syndicales en seront-elles aurprises? Toujours estil que leurs revendications et mouvements de grève - infirmières, gardiens de prison, enseignants, fonctionnaires - lancés début octobre constituent, consciemment ou non, une réponse à une politique étrangère qui ne permet pas de satisfaire les aspirations d'importantes couches de la population. La défense du pouvoir d'achat passe per des actions menées à la base, mais ellesmêmes inscrites dans les grands affrontements économiques mon-

Le niveau de vie de l'ouvrier et de l'instituteur, du postier ou du cultivateur, se joue dans la gigantesque partie de bras de ser engagée entre pays voisins ou fort éloignés, sûrs de leur puissance ou doutant de leur survie, vastes ou réduits à une minuscule tache sur les planisphères.

Chaque nation poursuit un objectif prioritaire, fin traditionnelle de toute politique étrangère : assurer sa sécurité. Essentiellement confiée, armées, cette sécurité nationale repose désormais sur une stratégie globale qui, en une délicate combinaison sujette à de changeants dosages, allie avec plus ou moins de bonheur ses composantes militaire et économique, mais aussi écologique et sociale : que deviendrait la sécurité d'un pays économiquement prospère et militairement fort en cas de détérioration aggravée de la couche d'ozone, ou devant l'afflux massif de populations fuyant leur pays d'origine pour échapper à un massacre, à un cataclysme, à la famine ?



Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

JEAN LURÇAT Le Chant du mond

La désense des libertés, des intérêts, du mode de vie de chaque citoyen se situe au point d'intersection des grands axes de la politique nationale et des lignes de force d'une nouvelle configuration mondiale en pleine mutation. Comment trouver sa place dans ce tableau mouvant? Quels en sont les principaux éléments, militaires et civils? Comment chacun d'eux influe-t-il sur tous



ILITAIRE d'abord. De la massue de Cro-Magnon au missile nucléaire électroniquement programmé, l'homme ne cesse de perfectionner les armes par leselles il compte assurer sa sécurité. En 1981, dans le monde entier, environ 500 000 savants et ingénieurs de laboratoires de recherche scientifique à des fins militaires. Par leur inlassable inventivité, ils multiplient des prouesses qui distancent souvent. celles de la production civile. Leurs performances forcent l'admiration... Il est vrai qu'ils disposent d'un marché en constante expansion : mondialement, 1000 milliards de dollars cette année - six fois le budget de l'Etat français...

(Lire la suite page 6.)

(1) Newsweek, 10 octobre 1988.

# DE L'ÉCOLE A L'UNIVERSITÉ

# L'injustice toujours recommencée

L'Europe des marchands est-elle en train de saper la culture de l'Europe? Sous la pression du marché du travail, écoles et universités semblent avoir désormais pour principale mission de satisfaire les besoins à court terme des entreprises. Quels seront les besoins sociaux dans dix ou quinze ans? Comment les nouvelles générations pourront-elles pleinement maîtriser la pensée?

Ces jeunes qui, il y a deux ans, en France, crièrent dans la rue leur refus de la sélection et leur soif de solidarité, n'y songeaient peut-être point, mais la régression de la culture dans l'enseignement est une nouvelle injustice faite à la jeunesse. Tandis que persistent d'autres inégalités. Tout a changé, certes, en quarante ans, à l'école et à l'Université – plus ouvertes, plus démocratiques. Mais tout est resté pareil dans un système qui perpétue l'élitisme social.

### Par GÉRARD COURTOIS

OUS les enfants, quelles que soient leurs origines familiales, sociales, ethniques, ont un droit égal au développement maximum que leur personnalité comporte. Ils ne doivent trouver d'autre limitation que leurs aptitudes. L'enseignement doit donc offrir à tous d'égales possibilités de développement, ouvrir à tous l'accès à la culture. L'introduction de la « justice à l'école » par la démocratisation de l'enseignement mettra chacun à la place que lui assignent ses aptitudes, pour le plus grand bien de tous. La diversification des fonctions sera commandée non plus par la fortune ou`la classe sociale mais par la capacité à remplir la fonction. »

Tout est dit. En quelques lignes, le plan Langevin-Wallon trace, des 1947, la philosophie humaniste et égalitaire qui a inspiré bien des réformes de l'enseignement depuis lors. On en retrouve l'esprit, dès l'année suivante, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par la toute à l'éducation », « enseignement élémentaire gratuit et obligatoire », accès aux études supérieures ouvert en pleine égalité à tous, en fonction du

Ce texte de référence devient, surtout en France, la Bible de tous ceux qui souhaitent démocratiser l'enseignement et donner aux enfants de toute origine des chances égales d'accéder à le culture, aux savoirs et aux compétences. Bref, de tous ceux qui voient dans l'éducation un puissant levier de transformation de la société.

Vaste programme qui allait conduire aux profondes mutations des années 60 (allongement de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, création des collèges d'enseignement secondaire, CES), des années 70 (création du collège unique) et des années 80. La perspective, maintenant admise de tous côtés ou presque, d'amener quatre jeunes Français sur cinq au niveau du baccalauréat ne rejoint-elle pas, à quarante ans de distance, l'allongement de la scolarité jusqu'à dix-huit ans que préconisait le plan Langevin-Wallon?

(Lire la suite page 20).

En vente le 10 novembre :

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

Manière de voir n°3

# Tarricle de Gabriel kolko. – La ki de las

MARKETTA ATT 17. AUG.

1870 (2.91), 1" === 1974

cipant, sur un plan national rigion a mational, à l'accomplissement de les

Bien que la Commission de da l'homme prépare, depuis 1981, ne le tion affirmant la nécessité de puis des droits de l'homme.

militarits des droits de l'home at

notamment grace aux efforts de la fil

support and resolution among an a support and resolution of the support of the su

Ne nous y trompons pas : c'es fau projet le pius raisonnable que l'anni

samais denné à son histoire qui et ing

par l'action pour les droits de l'action

plus lain que d'empêcher les fores a

water de reprimer en rand, elle mit

repression au mande dans le soud fait

dre les virtimes. Ecole d'une rémet

decence; summer bar le droit de se

lang terme les raisons de ce pomit

en profilant sur l'ensemble de la mil

Brojet ressent: 1 in fois comme some

de ese et moyen de défense de la de

Cette democratie dent l'avenemen uis

क्षा वार्तवाद रेक Nations प्रशंक व कार्र

(1) Cl. es présentales és la Déclaras tende des artists de l'income et de pareire.

(23 E. CTN 4 (1937 15 § 122, document die Minimation dem Artista del Promisse de l'ONU.

Caracies et Documents, tortes atmelle à la

15; Bese Canain : Introduction m ) c

(4) Rappelone que les individes formés

Maria de la companie de apparenta de la companie de

Martine ett sinemis an emmensus des San ber

Mandatar Janes des Cross de Mante de

Calperts state arrested subspectate, as b

mentalist of antion soul trop states, and Services : Promatigues, les organes de Nastr charges des droits de l'homme sont magnet

(5) F CN4 (Cae, 6 mass 1971, 28 min)

west de la Commission des dress de fiere

164 NORE E CN4/1021/Rev [497], 600

171 Stud section VIII Completion and M

18: Remistier du Camel berempen

L'accession des cross de l'acces de

PONC. & E/Cha 1134, 1" ferrar 1914 4.9

le execution de l'ONU est d'accomp

A02\$ 20 et 21 :

CHE THECALITES QUI SAPENT LA DORD The logement, thence des segrégation des photostal, par Roger-Heari Guerrant.

: Blockers culturels et ajustement 188 23 à 26 : tour. ving:-truis siècles d'histoir

de famos bear, par Jean-Michel Olf.

Commence manuère de voir... par Chule De Gantte ou l'éternel défi », par le strice

The Property Colleges LEVELS DU MOIS : Nous le con When par Your Florence Francisc on Gordoner, par Marie-Francisc on Gordoner, par Marie-Francisc on Gordoner, par Marie-Francisc on Gordoner, par Marie-Francisc on Gordoner, par Marie-Francisc

the distance of the Property of Section 198 # 800 trd # 168 000 examples Octobre)

### Incertaine mutation DANS CE NUMÉRO:

Les grands affrontaments économiques et la prolifération des armes couvrent toute la planète. L'environnement est menacé, comme la sécurité et le mode de vie de chacun. Une page se tourne. Et dans ce lent ébranlement des vieilles idées Claude Julien voit se dégager « les lignes de force d'une nouvelle configuration mondiale » (pages 1, 6 et 7). Mais cette mutation est obérée par l'hégémonie des « multinationales, omniprésentes et... impuissantes ». Oui, impuissantes à régler cette crise planétaire de civilisation (page 8).

# UN CHOIX POUR L'EUROPE

Une Europe plus autonome, attentive à recentrer ses intérêts, peut influer sur le nouveau cours. Mais les forces de changement sont affaissées (« Mortelle démission du syndicalisme », page 9). Contre l'intérêt des citoyens, l'esprit des affaires façonne l'ordre juridique et fiscal du futur grand marché (pages 22 et 23). En France même, il dicte sa loi au système d'enseignement («A l'école et à

l'Université. l'injustice toujours recommencée », pages 1, 20 et 21). Et la politique de dissussion nucléaire doit se garder du rêve technicien (page 36).

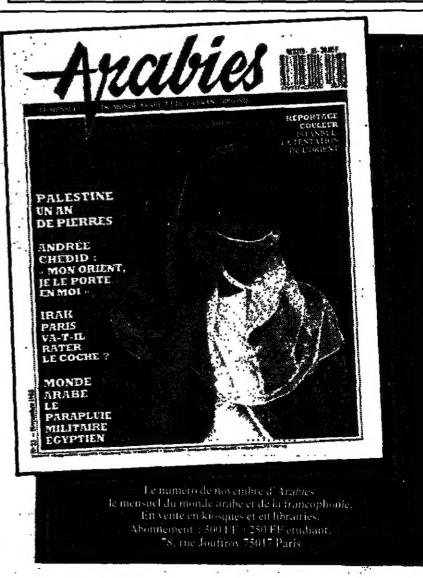
# LE LIBÉRALISME SANS LA DÉMOCRATIE .

Tant de richesses, et tant de misère : Michel Beaud s'interrone alors sur «Les causes de la pauvreté des nations et des hommes», mais aussi sur les moyens d'y ramédier (pages 10 et 11). Les pays producteurs de pétrole avaient cru pouvoir construire des économies prospères : aujourd'hui, les prix se sont effondrés (« Le pétrole sous l'ampire du marché», pages 29 à 32/; engagé dans une réforme libérate, le régime algérien écrase dans le sang la révolte d'une génération sacrifiée (« L'Algérie sous le choc», pages 12 et 13).

La libération des économies, qui partout se tente, pourrait-elle se passer de la démocratie ? L'agitation sociale dicte une pause à « la Chine en crise», dont l'un des écrivains contestataires parle du «Nécessaire combat contre les privilèges et pour la démocratie » (pages 15 à 18). Même attente en Amérique latine, qui espère le soutien du nouveeu président des Etats-Unis (page 3).

# NOUVEAU «DEAL» ?

Mais huit ans de reeganisme ont durement frappé la société américaine, où cependant des initiatives locales redynamisent l'économie pour donner place à une nouvelle « société de parteneriat » (pages 4 et 5). Une sorte de nouveau deal, qui s'apprêterait à réparer les dégâts du capitalisme global ?



# « Dans la jungle du grand marché »

M. Paul Collowald, ancien directeur général de l'information du Parlement européen, nous écrit à propos de l'article de Bernard Cassen, « Dans la jungle du grand marché », publié dans notre numéro de septembre dernier.

J'apporte aussi de l'eau à votre moulin lorsque vous notez très justement que « la libre circulation des capitaux et des personnes peut donner son essor à une Europe marchande qui Jamais ne suffira à définir une identité euro-

Nous sommes bien au cœur d'un débat fondamental et passionnant. Faut-il alors donner la priorité aux probièmes « concrets » (chômage, inflation, monnaie enropéenne, défense, etc.) ou appeler l'attention sur les problèmes «institutionnels» (vote à la majorité, rôle de la Commission, pouvoir du Parlement européen, etc.)?

Faux problème, car vous ne ferez pas de - marché unique - (normes, fiscalité, etc.), vous ne réduirez pas les inégalités sociales ou régionales, vous ne créerez pas la monnaie européenne

# L'antimilitarisme: une utopie positive?

L'article de Dominique Vidal « L'objection de conscience, margi-nale et pourtant révélatrice », paru dans notre numéro d'août 1988, a suscité cette lettre de M. René Cruse, de Genève :

... Personnellement je suis antimilitariste comme d'autres sont psychiatres, pour soigner les déviances menuales de la société. Mais je le suis aussi pour des raisons politiques claires, sachant que le finalité première des armées est de dynamiser les usines d'armements et par voie de conséquence le trafic des armes, source de revenus considérables réalisés sur le dos de ceux qui en sont

Ce n'est qu'au second degré, et encore, qu'interviennent les concepts éculés de « défense nationale » ou de dissussion > faussement présentés

comme vérités premières. Pourquoi « éculés » ? Tout simplement parce qu'à l'ère atomique il n'y a plus aucun « sanctuaire » inviolable, ne serait-ce qu'en raison de l'existence des centrales nucléaires et de la sophistication des technologies de pointe qui fragilisent le tout en multipliant les chances d'erreurs et d'accidents. Certes, je ne crois pas à la suppression de l'armée dans quelque pays que ce soit. Mais je me bats pour cette utopie comme Don Quichotte, pour ne pas désespérer de la vie.

sans politique, sans promouvoir « l'amorce du gouvernement euro-péen » qu'évoquait Jacques Delors il y a quelques mois dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg.

Prenons une image en partant de ce double constat : les Français sont en majorité pour l'Europe et on les a réconciliés avec l'entreprise. Je suis sûr que des milliers de travailleurs, ingénieurs, cadres, étudiants, comprendraient facilement qu'une entreprise, pour exister et prospérer, doit être dirigée! Mais qu'en est-il pour « l'entreprise Europe - ? Où est le management de l'Europe ? C'est bien l'imbrication de l'économique, du social, du politique, qui est posée en même temps que les finalités de la construction euro-

Est-ce que cette prise de conscience est savorisée par les médias? Est-ce que les partis politiques s'orientent vers juin 1989 avec un programme comportant des options de cette nature, ou bien ces élections européennes vontelles être, à nouveau, un baromètre pour la politique intérieure ?

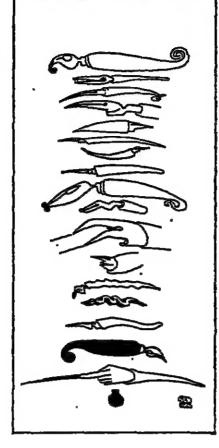
# « Quand les catholiques inquiétaient l'Amérique»

A propos de l'article de Philippe Videlier « Quand les catholiques inquiétaient l'Amérique » (10 Monde diplomatique, juin 1988), cette remarque de M. Stéphane Marsalain, étudiant québécois:

L'Histoire montre bien que l'immigration et la citoyenneté au dixneuxième siècle étaient déjà à l'origine de polémiques. Toutefois, il est regrettable que vous n'ayez parlé que des immigrants catholiques européens puisque, an dix-neuvième siècle, un grand nombre de catholiques nord-américains ont immigré aux États-Unis : les Québécois. En effet, la conquête britannique avait enlevé à ce peuple, connaissant alors un taux de croissance démographique très fort, la liberté de s'établir où leur culture et leur langue prédominaient. Cette immigration amena en Nouvelle-Angleterre des villages catholiques tel Lowell, lieu de naissance de l'écrivain Jack Kerouac.

Maintenant il y a plus de Franco-Américains (Américains d'origine québécoise) qu'il n'y a de Québécois. Il s'agit donc d'une diaspora que le melting-pot a bien vite assimilée. C'est bien amicalement que je voulais vous faire part de cette facette de l'histoire dz Québec.

# COURRIER DES **LECTEURS**



# « Le Monde diplomatique » en cour d'appel

L'appel du jugement du tribunal de Paris condamnant le Monde diplomatique pour injure publique et diffamation, sur plainte déposée per l'Institut de la désinformation, sera plaidé devant la cour d'appel à l'audience du 11 janvier 1989. L'andience du 21 septembre dernier a été de pure forme, pour éviter la

Le procès avait pour origine, rappelons-le, un article de Claude Julien intitulé : « L'art de la désinformation », paru dans le Monde diplo-matique de mai 1987.

# Dépassionner le débat proche-oriental

A propos de l'article d'Alain Chambon, « Proche-Orient: du conflit à la paix par l'internationalisation » (le Monde diplomatique, juin 1988), M. Pierre Cohen, de Lima, nous écrit :

Alain Chambon a le mérite de dépassionner le débat, de poser objectivement les données réelles du problème, de s'interdire de porter des jugements trop schématiques et de voner aux gémonies le coupable (comme de bien entenda, Israël!) « ce pelé, ce galeux, dont nous vient tout le

Alain Chambon tient un langage de vérité. Il nous dit en quelque sorte ceci : Finie la langue de bois, finies les chamailleries : les deux frères ennemis sont condamnés aujourd'hui à s'entendre. Les solutions anciennes sont sans issue : trouvons-en d'autres, plus audacieuses, plus porteuses d'espoir. Seule une solution fédérale peut aujourd'hui assurer définitivement la paix et la stabilité à tous les Etats de la région. Voilà un langage de bon sens (...). Le phénomène des implantations juives dans les territoires occupés présenté par l'OLP comme une annexion, voire une judaïsation de ces territoires, ne se pose plus de la même manière aujourd'hui, car il n'est que le pendant d'un autre phénomène, celui de la dé-israélisation on de la déjudaisation de toute la contrée nord d'Israël, en particulier, la Galilée, où les Arabes israéliens constituent pour ainsi dire un Etat dans l'Etat. Il en est de même des Palestiniens des territoires occupés qui, venant travailler tous les jours en Israël, - s'insèrent de plus en plus insidieusement dans l'infrastructure de l'édifice géographique et économique israélien ». L'OLP, comme d'ailleurs le gouvernement israélien, observe un silence pudique sur ce phénomène nouyears et ce pour des motivations diffé-

PASSUH

S'adressant aux Israeliens, Alain Chambon ne manque pas de leur rappeler les « renoncements douloureux » anxquels ils devraient consentir s'ils veulent s'insérer un jour, d'une façon harmonieuse, dans l'ensemble proche-oriental, obtenir leur recommissance et assurer définitivement leur sécurité. Le Grand Israel envisage par Begin, Shamir et d'autres ne peut pas être, leur dit-il, à juste titre, la copie conforme de la Palestine, version OLP...

# « Munich on l'illusion de la paix »

A la suite de l'article de René Bayssière - Munich ou l'illusion de la paix », paru dans le numéro de septembre 1988, Mª Pascale Casbi et M. Pascal Fleury, de Thonon-les-Balus, nous écrivent :

Il y eut un avant-propos à Munich, dont pen argumentent. 7 juillet 1938 : l'annexion de l'Autriche est déjà acceptée par nos nations « démocratiques ». Reste le problème juif. Sur lequel se pencheront trente-deux pays. Une - conférence - ayant pour but d'apporter une solution à la douloureuse situation des juis allemands et autrichiens. Le lieu choisi à cet effet fut Evian-les-Bains

La conférence fut un échec. Et l'Europe vendit « ses juifs ».

Cinquente ans plus tard, des hommes et des femmes se sont souvenus. L'événement de cette commémoration ne fut pas médiatique puisque cette page d'histoire ne figure pas dans les manuels scolaires. Un dossier complet a été constitué et déposé au Centre de documentation juive et contemporaine, 17, rue Geoffroyl'Asnier, à Paris.

### « LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très

En réponse à cet appel nous avions reçu, à la fin du mais d'octobre 1988, la somme de 61 512 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M= Claire Brisset, MM, Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement noire journal. 171 abonnements ont déjà été établis : 97 en Afrique et au Proche-Orient, 62 en Amérique latine, 11 en Asie et

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous:

lecteur du Monde diplomatique depuis . . . . . 225, verse par

ou de 🗆 50 F 🗆 100 F 🖰 200 F, destinés su fonds com

Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés un Monde diplo

a 250 F pour un abonnement en Afrique ou su Proche-Orient.

313 F pour un abounement en Amérique latine.

D 343 F pour un abonnement en Asie.

chèque bancaire la somme de :



| COMPRENDRE L'ENVI  | RONNEMEN                                  | IT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT  |
|--|---|---|
| ABONNEZ<br>VOUS  | NOS   | LE MONDE diplomatique   |
| IE MONDE<br>Te diplomatique  |   | Vous bénéficiez d'un tarif spécial     Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro     Vous pouvez recevoir directement chez vous     LE MONDE DIPLOMATIQUE     dans le monde entier  Pour vous sbonner, renvoyez le coupon ci-dessous     ou per MENETEL 36.18 LEMONDE puis ABO |
| TARIF ABONNEMENTS  | 1 AN 6 MOIS                               |   |
| France, Andorre, Monaco  | 162 F 90 F<br>120 F 70 F                  | Je m'abonne pour 1 AN 🗆 6 MOIS 🗆  |
| ÉTRANGER<br>VOIE NORMALE<br>(toutes destinations)                            | 225 F 125 F                               | NOM PRÉNOM  |
| VOIE AERIENNE  Burope, Pays du Meghreb  Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient | 250 F 138 F                               | ADRESSE LOCALITÉ PAYS PAYS  |
| St-Pierre-et-Miqueion Sp85000 Dom  | 271 F 148 F<br>313 F 169 F<br>343 F 184 F | Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)  7, ses épi lutime, 75427 frais Codes 09   |

| <b>ÉDITI</b> | DNIC A | DE | DO |  |
|--------------|--------|----|----|--|

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

DROIT DE L'ESPACE, aspects récents

sous la direction de J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE

Un volume de 370 p. Mai 1988

260 F

en collect

Atlas S

**ETUDES DE DROIT DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES** 

**INTERVENTIONS PUBLIQUES** ET DROIT COMMUNAUTAIRE

sous la direction de J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE.

Un volume de 188 p. Mai 1988

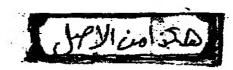
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

sous la direction de J. Charpentier.

Un volume de 178 p. - Octobre 1988

120 E

100 F



dine manière e le pendant **事实 2 dé** d, on parti-Ambes seratder an Etal iga jours en d'aillears le

Acan et ce bon gel putt S'adressant aux lev Chambon ne manque per le la peler les renoncement le la auxquels ils deviaent le la veulent s'insérer le nouvelent s'insérer le nouvelent de la control de l Grand Israel cavisage for

> « Munich on l'il de la pair,

A la suite de l'aride le Bayssière Munich on la la paix - paru dans le septembre 1988, Me l'aride et M. Pascal Fleur, de l'aride Bains, nous écriten :

Il y eut un avant populy dont peu argumenten 7 in l'annexion de l'Autrôle et la ros nations dénant de par nos nations de la receita de par nos nations de la receita de la Conference a syant per but ter une solution à la double tion des justs allemands a se Le lieu choisi à cu ellu la le

La conférence fut m its Cinquante ans plus la hommes et des femme s'e venus. L'événement de cua due cette page d'asson a la dans les manuels solains les complet a été constitué de Centre de documentaine Contemporaine, 17, ne le

# EURS SOLIDAIRES

nin man précédents numéros, un appel à la le temer un fonds permettant d'abonne at en enganismes situés dans det papiet ma, en dans des pays dont le taux de deux

de de gerrine de ce fonds, constitué prés.

Actualist de gerrine de ce fonds, constitué prés.

Charensenay, Achille le meiendere titte de bibliothèques, centre bis haldernest ruite journal 171 abonumes Proche-Ur.en: 52 en Amérique latin, lie

🚧 🛦 ve mouvement de solidarié, mija

egarana Code postii......

F o 260 F, destants an fonds comme . met attribue par le consité chargé de gérali

Michigan Managha Malaymani aper et adressés au Monde debet. L'anné des Renderes. "442" Paris Codes (9).

IONS A. PEDON

13. No Souther, 75005 PARIS

DE L'ESPACE, aspects récents

Marcion de J. DUTHEIL DE LA ROCHÉRE

1988 Mai 1988

EMPORT DES COMMUNAUTÉS EUROPES

THERVENTIONS PUBLIQUES T BROTT COMMUNAUTAIRE

Manualion de J. DUTHEIL DE LA ROCHÉRE

188 p. Mai 1988

ESTION DE L'ENVIRONNEMENT COMMUNAUTÉS EUROPÉENIES

lever le direction de J. Charpentier.

Gelobre 1988

TH : 43-54-06-97

DANS L'HÉRITAGE DU NOUVEAU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'attente de l'Amérique latine

E prêt de 3,5 milliards de dollars accordé en catastrophe par les États-Unis au Mexique, le 19 octobre dernier, montre l'extrême sensibilité de Washington aux risques de déstabilisation de son voisin du Sud. Au-delà, on y verra la signe d'un intérêt sou-tenu pour un hémisphère où l'actuelle administration n'a pas atteint son objectif majeur : l'élimination du régime sandiniste au Nicaragua. Pour le successeur de M. Reagan, l'alternative est simple : ou consolider de fragiles démocraties, ou les laisser s'enliser dans leurs difficultés économiques,

### Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

voyé les généraux dans leurs casernes. Ce que les Etats-Unis ont fait,

lorsqu'ils ont senti le vent tourner, c'est

· lâcher » les dictatures et tenter

d'obtenir que la transition lèse le moins

Voilà ce qu'ils recherchent en ce

moment au Chili, après avoir long-

temps ménagé le général Augusto Pino-

chet, et au Paraguay, où le général

Alfredo Stroessner n'a eu que fort

récemment à se plaindre des activités

de l'ambassadeur américain.

possible leurs intérêts.

. Je crois que, dès que nous cessons d'exercer des pressions féroces, le Nicaragua évolue vers un régime communiste. En refusant l'aide à la Contra au mois de février 1988, le Congrès a commis une grave erreur. Dire que notre politique en Amérique centrale nous a coupés de nos voisins latino-américains est aussi une erreur. lamais nous n'avons eu de meilleures relations avec l'Argentine et l'Uruquay, pour s'en tenir à ces exemples. La raison? Nombre de pays sont bien contents de nous trouver en cas de danger pour leurs démocraties renaissantes. Mais ils ne le proclament pas à haute voix, voilà tout. - Soussecrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines, M. Elliott Abrams affichait, lors d'un récent entretien, un air de satisfaction. Rien ne semblait troubler ses certitudes d'idéologue pur et dur. D'un revers de main, cet homme

jenne - à qui M. George Shultz, fort occupé sur d'autres fronts, a paru donner carte blanche pour appliquer ses théories - balayait les arguments contenus dans des articles extrêmement critiques de la presse américaine, qui parlaient de « gâchis » et de « travail bousillé - à propos des initiatives du département d'Etat en Amérique latine (1).

Absurde, a répliqué M. Abrams en utilisant lui-même les voies de la presse (2). Jamais la démocratie n'avait gagné autant de terrain dans cette région que pendant les deux man-dats du président Ronald Reagan, lequel s'est appuyé constamment sur deux valeurs fondamentales : forte croyance dans la liberté individuelle concernant tous les domaines de la vie, et volonté d'exercer partout l'influence américaine. Reste maintenant à consolider cet « extraordinaire succès », contre lequel conspirent à la fois « les groupes communistes et les extrémistes de droite voués à la violence ».

Il faut un bel aplomb pour lier le retrait des militaires usurpateurs du pouvoir aux efforts de Washington, qu'il s'agisse de l'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, du Guatemala et de l'Uruguay. Ce sont les peuples concernés, et maltraités, qui out ren-

D'immense efforts ont été déployée en revanche, pour déloger les sandinistes et promouvoir au Salvador une hypothétique « troisième voie » défendue par le président Napoleon Duarte : depuis 1980, les pays « alliés » de la région ont reçu 6 milliards de dollars en assistance militaire et économique L'échec est évident et les faits parlent d'eux-mêmes, comme le soulignait un journal modéré (3). La Contra a abandonné ses prétentions à maintenir une présence en territoire nicaraguayen. L'insurrection révolutionnaire au Salvador se poursuit avec la même intensité, tandis que les exactions commises par les Escadrons de la mort se multiplient. Dans la région, pendant la dernière décennie, le revenu par tête d'habitant a chuté de 25 %.

Economies dévastées par la guerre, populations déplacées, appauvries. Aspiration désespérée à la paix.

Mais l'opinion publique américaine en sait moins là-dessus que sur les erimes supposés du général Mannel Antonio Noriega, l'«homme fort» du Panama. A lui seul, en excellente tête de Turc, il a occupé plus d'espace dans une campagne électorale menée à coups de «révélations» que les questions de fond préoccupant des millions de Latino-Américains.

### Les « Latinos » dans la campagne

Le paradoxe veut qu'en même temps jamais les électeurs de sou-che hispanique — ils sont quelque 20 millions à vivre aujourd'hui, plutôt mal, aux Etats-Unis, et nombre d'entre eux aspirent à occuper des postes de responsabilité dans les affaires publis - n'avaient été autant cou Détail révélateur : tant M. George Bush que M. Michael Dukakis parlent l'espagnol.

Le premier s'est surtout efforcé de rassurer le lobby anticastriste de Flo-ride, inquiet devant les marques récentes d'un certain dégel entre La Havane et Washington, en lui promettant que jamais, au grand jamais, il ne rétablirait les relations avec Cuba.

Le second, d'une autre sensibilité de par ses origines et sa propre expérience, a plaidé pour une politique de concertation à l'égard du Sud. « Pendant l'été 1954, j'ai eu l'occasion de vivre chez une merveilleuse famille à Lima, au Pérou, et d'étudier dans la plus ancienne université de notre hémisphère. Là, j'al appris à apprécier et à respecter le peuple latino-américain, son histoire et sa culture. [...] Chaque fois que nous sommes intervenus en Amérique latine, nous l'avons fait au nom de la démocratie et de la liberté. dours ce a apporté, c'est la tyrannie et non pas la diporté, E est la syrunde et non pas la liberté. [...] L'aide à la Contra doit cesser. Ce que nous faisons en Améri-que centrale est une violation du droit des États-Unis et du droit internatio-

Paroles courageuses, prononcées devant le City Club de Chicago, le 17 décembre 1987. Mais par la suite, tout en maintenant cette position de manière plus discrète, M. Dukakis juges prudent de choisir un colistier ultraconservateur, partisan, lui, de l'aide à la Contra : le sénateur Lloyd Bentsen, dont les vues sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, concordaient avec celles du républicain George Bush. Ce dernier avait luimême placé à sa droite un «faucon»

De tels choix en disent long sur l'Amérique telle qu'elle apparaît après huit ans de reaganisme : conservatrice, soucieuse de rester forte et préoccupée de régler ses problèmes intérieurs, au américains, aux yeux desquels la drogue a été trop souvent, ces dernières années, un prétexte aux ingérences dans leurs affaires internes. Personne n'a remis en cause le «Drug Abuse Act = (1986), qui a causé de vives tensions avec le Mexique, le Panama, la Bolivie, la Colombie, les Bahamas, parce que cette loi lie étroitement l'aide américaine à la vérification des

Point de réflexion non plus sur les termes inégaux de l'échange, alors que les prix des principaux produits latinoaméricains d'exportation sont en chute libre et que pour certains - le sucre par exemple - les quotas d'entrée sur le marché américain ont été brutalement réduits.

Point de réflexion, enfin, sur le lien entre dette et démocratie. Celle-ci est pourtant bien plus sûrement compromise à long terme par l'endettement que par une «menace communiste» qui a obsédé le président Reagan au point de lui faire négliger tout le reste.

« Les politiques adoptées à l'égard de l'Amérique latine ont été si manifestement erronées (demonstrably wrong) qu'à des degrés divers des changements devront marquer la prochaine administration >, estime M. Wayne Smith, I'un des meilleurs spécialistes de ces questions. Fonctionpaire du département d'Etat pendant vingt-cinq ans, il a démissionné en 1982, alors qu'il dirigeait la section des intérêts américains à La Havane, en raison de profondes divergences avec la philosophie qui guidait alors la Maison Blanche. Il enseigne aujourd'hui à la prestigieuse John Hopkins University School of Advanced International Studies (SAIS), à Washington.

Dans la capitale fédérale, tout près de la Chambre des représentants, des instituts tels que l'International Center for Development Policy, le Washington Office of Latin America et le Policy Alternatives for the Caribbean and Central America travaillent, chacun à. sa manière, auprès de la classe politique et de l'opinion publique pour ieux faire connaître les réalités

Qu'attend l'Amérique latine? D'abord le respect des principes d'autodétermination et de souveraineté

Le cas du Panama est à cet égard exemplaire. Dès le commencement de la crise, en juillet 1987, une résolution de l'Organisation des Etats américains (OEA), parrainée par dix pays

- Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie,
Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou,
Uruguay, Venezuela, - exigeait la
mise en œuvre complète des traités

de la plus belle espèce, M. Dan Quayle.

premier rang desquels la drogue. Là, qu'il s'agisse du discours démocrate ou républicain, point de réflexion sur le mécontentement des pays latinoefforts entrepris localement pour lutter contre producteurs et trafiquants.

Plus tard, en mars 1988, les mem-bres du Système économique latinoaméricain (SELA) élevèrent une vigoureuse protestation contre les sanctions économiques et financières appliquées par les États-Unis à l'encontre d'un petit pays dont l'intérêt stratégi-que est exceptionnel. L'attitude de Washington, outre ses forfanteries, était jugée dangereuse.

Dangereuse, aussi, la manière de s'attaquer aux conflits centraméricains. D'où la formation du groupe de Contadora (1983) et du «groupe d'appui» (1986), l'adoption du plan Arias et des accords d'Esquipulas (1987) en vue d'une recherche de solu-

Torrijos-Carter, prévoyant la restitu-

tion du canal aux Panaméens (4).

tions négociées pour parvenir à la paix.

Que veut l'Amérique latine? Toujours plus d'autonomie sur le plan politique. On l'a bien senti en décembre 1987, lors du sommet d'Acapulco, quand le groupe des Huit — Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay, Venezuela (5) — s'est réuni en dehors de l'OEA. On l'a encore mieux senti à Quito, capitale de l'Equateur, le 10 août 1988, à l'occasion de la passation des pouvoirs entre le président conservateur Leon Febres Cordero et le social-démocrate Rodrigo Borja Caballos (6).

Invité pour la première fois à ce genre de cérémonie, le président Fidel Castro a reçu un chaleureux accueil, tant de la part de la population que des nombreux chefs d'Etat présents, toutes idéologies confondues. Cela sous l'œil chagrin du secrétaire d'Etat George

Que s'engage une concertation multila-térale sur les grands défis à relever : la consolidation des libertés reconquises,

la croissance économique - la Banque interaméricaine de développement, par exemple, est bloquée depuis deux ans par un contentieux entre ses actionnaires du Nord et du Sud, - des solutions à long terme pour le règlement de la dette, une paix durable en Amérique

Mais le dialogue devra s'instaurer sur un pied d'égalité.

C'est la condition pour que les Etats-Unis rétablissent un climat d'entente avec leurs alliés traditionnels, qui aujourd'hui regardent avec insistance du côté de l'Asie et de l'Europe, tant de l'Ouest que de l'Est.

(1) Cf. par exemple, Carla Anne Robbins, «Central America: the Grand Botch», US News and World Report, 6 juin 1988, et «The Central America Mess», éditorial du Washington Post, 20 juin 1988.

(2) Voir Elliott Abrams, «The Reagan Policy for Latin America has Worked», The New York Times, 28 juillet 1988.

(3) Voir Robert Graham, «When Ideology Holds Sway», Financial Times, 8 août 1988.

(4) Voir Françoise Barthélémy, «Panama plus nationaliste que jamais», le Monde diplomatique, septembre 1987, et Jean Lapèze, «La croisade de Washington coutre le général Noriega», le Monde diplomatique, avril 1988,

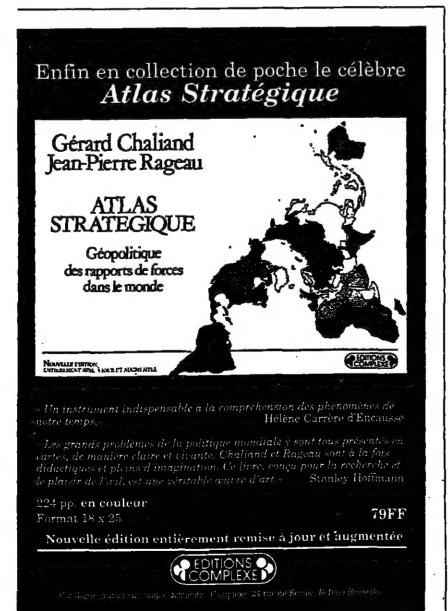
(5) L'accord d'Acapulco pour la paix, le développement et la démocratie » fut adopté le 28 novembre 1987. Inquiets du poids de la dette, les participants résolurent de se rencontrer une fois l'an, dans le cadre d'un « mécanisme permanent de consultation et de concertation politique ».



118, avenue des Champs-Elysées, Paris

Tei.: 45 62 24 04

(6) Voir «El encuentro de Quito», El Païs, 12 août 1988, et Jaime Galarza-Zavala, «La démocratie prend la relève en Equateur», le Monde diplomatique, septembre 1988. Que souhaite l'Amérique latine? TAX FREE SALES\*





LE MONDE DIPLOMATIQUE - NOVEMBRE 1988 - 3

# Les prémices d'une société

E néolibéralisme reaganien laissera au nouveau président américain la mission quasi impossible de combler les gigantesques déficits budgétaire et commercial. Mais il aura, par contrecoup, provoqué le réveil des Etats. Démocrates ou républicains, de nombreux gouverneurs prennent directement en main des dossiers laissés en friche à Washington: revitalisation du tissu industriel, recherche de la compétitivité, création d'emplois, etc. Autant d'expériences qui, un jour, pourraient fournir la matière d'un grand dessein.

Par PIERRE DOMMERGUES

Rien n'aurait-il changé dans la perception que les Américains ont de leur place dans le monde? Le diagnostic, la vision, les programmes des partis seraient-ils parfaitement interchangeables? Ou, au contraire, peut-on entrevoir – au-delà du discours-spectacle – les frémissements d'une conscience nouvelle confrontée aux nouvelles réalités?

Même si les républicains clament que l'Amérique est la nation la plus puissante du monde (« le prochaîn siècle, plus encore que celui que nous vivons, sera américain », affirmait le candidat Bush dans son discours de La Nouvelle-Orléans) : même si les démocrates évitent leur catastrophisme coutumier (- certes le monde est-il en train de changer, précisait le gouverneur Dukakis devant les étudiants de l'université de Tufts en 1987, mais l'ère de la suprématie industrielle de l'Amérique est loin d'être révolue »). chacun sait que rien n'est plus comme avant. Les rapports officiels, comme les recherches universitaires et les études des fondations, convergent dans leurs analyses et souvent dans leurs recommandations. Le ton est donné par

le titre du rapport A Nation at Risk (« Une nation en danger ») (1), remis au président Reagan, à l'automne 1983, sur l'enseignement primaire et secondaire aux Etats-Unis.

Ces thèses sont diversement prises en compte par les partis ou les courants à l'intérieur de chacun d'eux, mais elles correspondent bel et bien à des réalités vécues dans la quotidienneté et l'ambiguité par la majorité des Américains : les produits importés sont certes moins chers, mieux finis et toujours plus nombreux; mais les Japonais ne sont-ils pas en train d'acheter l'Amérique ?

Quels sont les signes d'inquiétude les plus visibles? Le salaire moyen des travailleurs américains a fléchi de 17 % depuis 1973 et, selon une étude du service des statistiques du ministère du travail des Etats-Unis, les revenus moyens de l'ouvrier ouest-allemand sont de 20 % supérieurs à ceux de son homologue américain. Quant au niveau de vie moyen, il aurait nettement fléchi, au cours des dix dernières années, si le nombre des foyers à double salaire n'avait très fortement augmenté. Autres sujets d'inquiétude, le déficit commercial (qui se creuse à partir de 1983 pour atteindre 174 milliards en

1986, 160 milliards en 1987 et sans doute encore 140 milliards environ en 1988, le déficit budgétaire (qui s'est massivement accru au cours des deux administrations Reagan), la concurrence internationale, la globalisation de l'économie, etc.

Face à ce défi, les Etats élaborent des stratégies individuelles adaptées à leurs spécificités. En Pennsylvanie, le gouverneur républicain Richard Thornburgh crée un modèle de développe ment économique à la fois global et décentralisé. En Arizona, le gouverneur Bruce Babbitt (démocrate) fonde sa stratégie sur la protection de l'envi-ronnement (en l'occurrence l'eau) qu'il réussit à associer à la croissance, et sur le remodelage des services sociaux. En Arkansas, le gouverneur Bill Clinton (qui fut l'un des candidats démocrates aux primaires présidentielles) fait le pari de l'intelligence en centrant sa politique économique sur le renforcement de l'enseignement primaire et secondaire (un budget en augmentation de plus de 40 % en deux ans). Au Michigan, l'objectif du gouverneur Blanchard (démocrate) est de créer l'usine du futur. Dans l'Ohio, le gouverneur Celeste (démocrate) opte pour une audacieuse politique de transferts technologiques en faveur des petites et moyennes industries (PMI). A New-York, le gouverneur Cuomo (démocrate) expérimente des programmes qui visent à enrichir le tissu économique local à partir d'une politique originale de logements sociaux. Au Massachusetts, le gouverneur Dukakis centre ses actions sur la redistribution de la croissance économique, entrainant les sous-ensembles régionaux défavorisés dans la spirale du « miracle » d'un Etat où le taux de chômage passe de 12 % en 1975 à moins de 4 % en 1985. Véritables leaders de l'Etat, les gouverneurs concentrent les pouvoirs d'initiative et d'exécution. Leurs seules limites sont les assemblées locales qui, notamment, votent les budgets.

Les gouverneurs n'œuvrent pas en ordre dispersé. Regroupés dans la puissante Association nationale des gouverneurs (National Governor's Association), ils utilisent l'expertise des consultants les plus expérimentés dans les pratiques de revitalisation régionale; ils comparent et évaluent leurs expériences; ils constituent un véritable think-tank, qui est en train de donner naissance à une nouvelle philosophie économique et sociale. Les premières conclusions sont publiées

APRÈS MOL LE DELUGE!

Caricature purse deux l'Internacional Herald Tribuse (30 septembre 1988)

dans deux brochures surtitrées Making America Work («Comment mettre fédérale pour le résoudre. Si le programme on une nouvelle agence fédérale pour le résoudre. Si le programme on la résolution de continue de la continue de l

America Work (-Comment mettre l'Amérique au travail »), Jobs, Growth and Competitiveness («Emplois, croissance et concurrence ») (2), qui proposent une stratégie économique décentralisée. Bringing Down the Berriers («Briser les barrières») jette les bases plus défavorisés de s'insérer dans le tissu économique. Leurs remarques sont d'autant plus importantes que l'association regroupe les gouverneurs des deux partis et que les conclusions sont moins le résultat d'un compromis négocié que le produit original d'un consensus «post-partisan» reflétant plus un équilibre entre des sensibilités individuelles qu'entre des positions idéologiques préexistantes.

# Créer un « environnement d'opportunités économiques »

POUR créer un « environnement d'opportunités économiques » (Framework for Economic Opportunity), les gouverneurs proposent un programme en quatre points qui doit être mis en place sous la responsabilité de chaque Etat :

1) Améliorer la productivité des travailleurs, c'est-à-dire établir un pont entre l'école et le marché, accroître le nombre et la qualité des scientifiques et des ingénieurs, encourager le secteur privé à investir dans une formation qui développe les compétences générales, redéfinir les programmes de formation, élaborer des programmes qui améliorent la connaissance des problèmes internationaux.

2) Créer des lieux de travail compétitifs. Le rôle des Etats est de stimuler le développement technologique en encourageant les liaisons entre la recherche et l'industrie; d'accroître le rythme des transferts technologiques en disséminant l'information en direction des PMI; d'encourager la coopération entre employeurs et employés ainsi que la participation des salariés aux décisions; de promouvoir les exportations en aidant les entreprises à identifier et élargir les marchés internationaux; d'aider les entrepreneurs, en particulier les PMI, à coordonner l'aide financière et technique.

3) Soutenir les collectivités locales motivées (responsive communities), car c'est le leadership local — public et privé — qui fait la différence entre une zone qui patine et celle qui décolle. Le rôle de l'État est d'encourager la diversification locale par des investissements en infrastructures à la carte; de soutenir la création de parcs publics qui valorisent les ressources historiques et culturelles; d'identifier les ressources de l'État susceptibles d'accroître les potentialités locales; de développer la capacité des collectivités à répondre, elles-mêmes, aux problèmes économiques et sociaux, y compris aux licenciements.

4) Mettre en place un programme d'action fédéral autour des axes suivants : création d'un environnement économique national à la fois stable et juste (en clair, un budget fédéral équilibré) et d'un cadre financier international stable (un dollar stabilisé); établissement de relations commerciales plus « équitables » (la nouvelle loi sur le commerce, signée par le président Reagan en août dernier, répond en partie à cette attente); redéfinition des rôles respectifs du gouvernement fédéral et des Etats. D'un côté, les gouverneurs sont plus que jamais soucieux de préserver, voire d'accroître, leurs prérogatives politiques, économiques et sociales; mais, de l'autre, ils considèrent que la lutte pour la compétitivité des États-Unis implique un nouveau partenariat avec le gouvernement fédéral.

En ce qui concerne le volet social, le message est double : d'une part, il est possible de réduire le gâchis de ressources humaines, et c'est au gouverneur qu'il appartient de prendre l'initiative; d'autre part, l'insertion sociale, et, d'une façon plus générale, la réussite des programmes sociaux, dépendent de l'établissement d'un contrat fondé sur des droits et des devoirs réciproques. Chaque citoyen a le droit d'exiger de son Etat une politique sociale plus audacieuse, mais, en contrepartie, il a la responsabilité de contribuer à la réussite du programme. La clef de la réforme du welfare repose sur un accord selon lequel le droit aux avantages sociaux est soumis à l'engagement de poursuivre dans la voie de l'indépendance. Chaque bénéficiaire doit participer à un programme de for-mation initiale ou continue et s'insérer dans une activité professionnelle (3).

La thèse, dans les années 60, c'était que le secteur privé était le problème et le gouvernement la solution. Le double échec du président Johnson, qui ne met fin ni à la guerre au Vietnam ni à la pauvreté, provoque le premier recul démocrate : en 1968, deux ans après le raz de marée qui porte Lyndon Johnson à la présidence, le candidat Hubert Humphrey perd 16 millions de voix et le Parti démocrate 46 députés. Ancien rédacteur des discours de Hubert Humphrey et de M. McGovern, M. Ted Van Dyk résume, quelques années plus tard, la politique démocrate en ces termes : « Lorsqu'un problème économique et/ou social est identifié, il suffit de créer un nouveau

programme ou une nouvelle agence fédérale pour le résoudre. Si le problème n'est pas résolu, il convient d'accroître les subventions et le personnel... Si le problème persiste, il est recommandé de le faire étudier par une fondation ou de le confier à une autre agence... »

L'antithèse se développe dès la seconde moitié des années 70 : c'est le gouvernement qui devient le problème et le secteur privé la solution. Le président Carter avait perçu le besoin d'élaborer une solution de rechange à la politique économique caricaturale du président Johnson. Mais, incapable de concevoir un nouveau projet, il s'était contenté, sous l'influence de Patrick Caddell, son spécialiste des sondages, de proposer un nouveau style fondé sur un pilotage à vue effectué à partir des attentes des électeurs. En 1980, M. Reagan l'emporte grâce non pas à un programme positif, adapté aux réalités économiques nouvelles, mais à un programme négatif qui s'inscrit contre les déformations du libéralisme des précédentes années. Ses propositions réduction d'impôts, déréglementation, diminution des dépenses sociales et augmentation des dépenses militaires - correspondent à une partie de l'attente des électeurs. Une large majorité approuve la politique présidentielle, mais 60 % des personnes interrogées considèrent néanmoins que le président Reagan est incapable de conduire l'Amérique vers l'avenir.

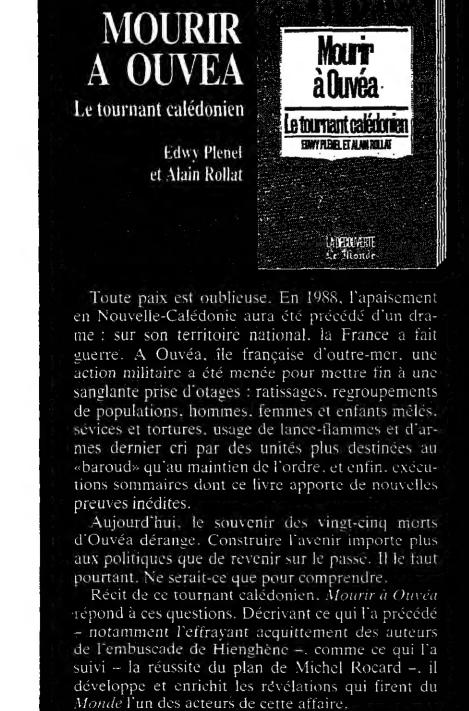
La synthèse en train de naître au niveau des Etats redessine les contours du problème et de la solution. Le problème, c'est la place des Etats-Unis dans un nouveau mode économique, politique, culturel et social régi par la communication immédiate et l'internationalisation du marché. La solution,

CHIEF LINE

(1) Rapport soumis as président Reagan, A Nation et Risk, Government Printing Office, Washington DC, 1983.

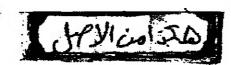
(2) Center for Policy Research, Making America Work. Jobs, Growth and Competitiveness. National Governors' Association (NGA), Washington, DC, 1987; Bringing Down the Barriers, NGA, Washington, DC, 1987; Follow-Up Report, NGA, Washington DC, 1988.

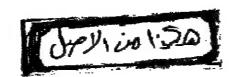
# (3) Voir en particulier les programmes GAIN au Massachusetts et ET en Californic. (alchirier des fêtes nationales 1"-36 novembre 1" ALGÉRIE Fête de la pérelation 1" ANTIGUA Rète de l'indépendence 3 PANAMA Fête de l'indépendence 4 URSS Aunés, de la révelation 11 ANGOLA Fête netionale 12 MONACO Fête nationale 13 MONACO Fête nationale 24 ZAIRE Rête de l'indépendence 24 ZAIRE Rête nationale 28 IA BARBADE Fête nationale 28 MAURITANIE Fête nationale 29 YOUGOSLAVIE Aunés, de la proch de la Rép. soc. fét. 30 RÉNIN Rête nationale 30 RÉNIN Rête nationale Rête nationale



Une coédition

LA DÉCHIVERTE/Le Monde





# MENT D'EXPÉRIENC



programme on me made ederale pour le résoudre Si cième n'est pas résolu, i a d'accouitre les subvention als connei Si le problème prin ersommunale de le join de une fondation ou de le min Suite Spenie... L'antithèse se dévelopei:

and Sherald Tribune (30 september 1980)

servande muste des amés de . Livernement qui devent ha at la secteur privé la soluing den! Carter avant perça lebes parer une seintion de reces peritique économique carea. eren den: Johnson Mais met admoayers un nouveau prod.) Contante, was l'influence & ! Caddell, son spécialiste de sa ம் இருந்தன் பர வை**வை வுக்**க un pulluge à que effectel pe attentes des electeurs B M. Reagan l'emporte gia si an programme positif, adapte The controlled the second of t Stostamme sekani da gaze: to delamations de libérate précédentes années. Sa popie reduction d'impôts, dérigion diminution des dépend me augementation des depens it - correspondent à un pe Lattente des électeurs parint rica approuve la politique pe Letie, mais 60 e des persone Ber. considerent neummis Fre den! Reagan est imp cunduire l'Amanque en les

La symittiese en man det T. . T. . Jes Eins redenne Es de proclème et de la soluit Biorie d'est la place de les there we nouver mode bas Per Laure, culturel et sacraties Committee of the state of the s tional matter du marche last

district

int motivi. 🔄

the later of the

debie de 122

ME 400 MON !!!

the state of

neirs reci-

Com contrat

a le droit

nine politique me, man, ca monablisé de

de programme.

M to drost and

A & Feeds

binificatiff.

# de fer-

h (3).

Rapport Stumis as printing of Author of Risk Governance Oct. 1913 Office, washington DC 1983.
Content for Policy Report
of the Policy for Policy Report
of the Policy for Policy Report
of the Policy for Policy Report
of the Barriers, NGA Washington
Office of the Barriers, NGA Washington
Office of the Policy Report, NGA Washington
Office of the Policy Report
Office of the Pol GAIN au Massachusetts et Febr

Calendrier des fets min - ALCERIE ANTIGLA
3 PANAMA T LESS IS ANCOLA IS OMAN IS MONACO IS LIBAN M ZARE

LA BARBAR

MAL RITANE 29 ALBANE 29 YOUGOSLAVE M REP. DELL POP.

# DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

# de partenariat aux Etats-Unis

paires nationaux et internationaux, une conception inédite des alliances entre communautés, régions et nations, riches et pauvres, un mode de coopération original entre le secteur public et le secteur privé, le monde du travail et le patronat, l'Université et l'entreprise, les acteurs institutionnels et ceux du tiers-secteur. L'objectif n'est plus d'accroître ou de réduire les programmes étatiques, mais d'utiliser l'Etat pour modifier la nature du marché. Bref, le gouvernement n'est ni le problème ni la solution. C'est le parte

Nul n'a mieux identifié les ingrédients de ce nouveau projet que David Osborne dans une magistrale synthèse qu'il consacre aux expériences de déveppement économique et social (4). Pendant plus de deux ans, ce journaliste indépendant de Boston mène une enquête sur le terrain auprès des élus. des universitaires, des syndicalistes, des patrons, des consultants, des gouverneurs. Il partage sa réflexion avec des chercheurs tels que M. David Birch, le professeur-consultant du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui théorise le rôle critique des PMI dans la croissance conomique, et M. Robert Reich, l'un des deux principaux conseillers économiques de M. Dukakis, l'auteur de The Next American Frontier (- La prochaine frontière américaine ») et de Tales of a New America (- Contes d'une nouvelle Amérique ») (5).

David Osborne poursuit la réflexion amorcée en 1969 par Jane Jacobs qui, dans The Economy of Cities (« L'économic des villes ») (6), perçoit le développement économique comme « un procès continu d'innovations dans un contexte qui rend possible cette injection d'improvisations perpétuelles dans la vie quotidienne ». L'innovation n'est pas sculement dans le laboratoire, mais dans l'atelier de production, dans un rapport constructif entre les employeurs et les salariés, dans telle structure de financement originale. Quant à la croissance économique, elle n'est pas un « état » ; elle est un « processus - capricieux et imprévisible.

David Osborne a identifié quelques principes d'action communs aux programmes de développement économiques et sociaux :

pour réussir, ces programmes doivent être préparés par des études éco-

- l'approche dite du « grossiste » (l'Etat cherche à modifier les lois du marché, à transformer la culture des affaires et à faire passer un message précis; il n'intervient financièrement

celle du . détaillant . (l'Etat se contente de subventionner quelques programmes prioritaires) dans une économie où les interventions de l'Etat, notamment dans le domaine de la formation du capital, sont infinitésimales au regard des ressources privées. Pour renforcer son message, le gouverne-ment peut jouer un rôle de catalyseur (il prend, par exemple, l'initiative de la création d'un fonds de capital-risque), de levier (il apporte sa contribution, moyennant une participation au moins égale du secteur privé), de marieur (il suscite, par exemple, des partenariats entre l'Université et l'industrie). En cas de défaillance du secteur privé, il peut même jouer le détaillant, à titre

exceptionnel; l'économique et le social sont les deux volets d'une même réalité. Une meilleure organisation socioprofessionnelle est un facteur d'innovation et de croissance. Ainsi au Massachusetts, les allocations de chômage servent à subventionner des entreprises qui forment et embauchent des travailleurs licenciés. A New-York, des prêts bonifiés sont accordés aux entreprises qui s'engagent à former et embaucher des membres des groupes défavorisés...

- les stratégies de développement performantes reposent sur l'investissement plutôt que la dépense. Trop de programmes économiques et sociaux se contentent de dépenser l'argent public - pour aider les défavorisés, créer des emplois publics ou payer des loyers. Trop peu cherchent à investir dans le développement des capacités de l'individu ou des collectivités - à enseigner de nouvelles compétences, à encourager l'autonomie. L'essentiel est d'enseigner à pêcher dans la rivière, plutôt que de distribuer le poisson.

- développer les potentialités des institutions et des acteurs locaux (7). Le développement économique est un phénomène local, reposant sur des acteurs locaux, industriels, banquiers, universitaires, élus, syndicalistes. Le rôle des pouvoirs publics est de susciter les coopérations.

- Les systèmes qui fonctionnent le mieux sont à la fois globaux et décentralisés. Le développement étant multidimensionnel, les services apportés, par exemple aux PMI, doivent également être multidimensionnels. Il importe de multiplier les « guichets uniques » ;

- les programmes de développement doivent être construits à une schelle appropriée (ils sont trop souvent sous-dimensionnés) et dans une perspective à long terme ;

- enfin, pour demeurer efficaces, les programmes doivent être constamment confrontés à la réalité du marché,

devenir compétitif, pour enrayer l'épidémie des « nouveaux pauvres », les Etats-Unis doivent entreprendre un puissant effort de formation (9). Les gouverneurs de l'Arkansas, de l'Illinois ou du Michigan se sont déjà lancés dans des programmes ambitieux. L'une des priorités d'un prochain président des Etats-Unis pourrait être de faire voter, pour les travailleurs, l'équivalent, sur le plan de la formation professionnelle, du GI Bill, qui avait ouvert l'accès des universités aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale. En attendant, les Américains envient les systèmes français, allemand ou suédois de formation permanente.

Une quatrième priorité est la création d'un environnement favorable à l'esprit d'entreprise. Deux composantes som vitales : un élément immatériel. l'expertise en gestion et le management

MM. ROBERT FRIEDMAN et William Schweke, res-

pectivement président et vice-président

de l'Association pour le développement

de l'entreprise (The Corporation for

Enterprise Development), cabinet de

consultants installé à Washington, ont

établi, dans des brochures et des arti-

cles publiés dans leur mensuel, Entre-

preneurial Economy (10), une métho-

dologie permettant à une région, un

département ou une ville de définir

elle-même et de mettre en place sa pro-

pre stratégie ainsi qu'une série de cri-

tères d'évaluation, dans un long terme

prospectif, des actions menées par les

Etats pour améliorer le climat des

affaires ou ce qu'ils préférent appeler

Fortement affaiblie dans les

années 60, la coalition démocrate des

années 30 a définitivement disparu

avec l'échec de Walter Mondale à

l'élection présidentielle de 1984. La

victoire de M. Ronald Reagan n'a pas

l'« environnement économique ».

ROBERT FRIEDMAN

technologique, et un élément plus tan-gible, la disponibilité du capital. Deux domaines où les Etats-Unis semblent en avance sur l'Europe, et plus particulièrement la France, même s'il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne le second.

Pour ce qui est du financement, en revanche, les Américains ont mis an point – en plus des formes clastiques de capital-risque privé – des modalités originales : d'une part, les pouvoirs publics interviennent pour fournir les services qui, faute de rentabilité, ne sont pas rendus par le secteur privé (financement de projets, de prototypes, etc.), et ils n'hésitent pas à investir dans des fonds de capital risque d'Etat ; d'autre part, des individus - par opposition à des institutions - se regroupent en réseaux informels locaux pour constituer une épargne de proximité mise à la disposition des petits entrepreneurs locaux.

réussi à préparer l'entrée de l'Améri-

que dans le troisième millénaire. La

nouvelle donne mondiale exige néan-

moins un réalignement économique,

social, idéologique et politique majeur

Une nouvelle problématique et des

solutions nouvelles, transcendant les

traditionnels clivages idéologiques, se

font jour dans les Etats. Les gouver-

neurs républicains sont aussi « acti-

vistes » que les gouverneurs démo-crates. Si ces derniers sont plus

nombreux à développer les « labora-

toires de la démocratie », c'est en par-

tie parce qu'il y a plus de gouverneurs

démocrates que républicains, notam-

ment dans l'Est et la région des Grands

Lacs, où les problèmes économiques

sont plus visibles.

sur les plans national et international.

Des « laboratoires de la démocratie »

des expériences des Etats. La plupart des réformes formalisées par les progressistes au tournant du siècle n'avaient-elles pas été mises à l'épreuve d'abord dans les Etats, plus aptes à répondre aux mutations technologiques, économiques et sociales? Dans les années 30, le président Roosevelt ne se plaisait-il pas à rappeler qu'il s'était contenté de reprendre - sur le plan national - les réformes mises en place par son ami Al Smith, gouverneur de l'Etat de New-York?

l'économique et le social, de nouvelles

pratiques partenariales, une conception

rénovée des opportunités individuelles, et un leadership à la fois consensuel et

mobilisateur - sera au cœur d'un réali-

ou 1996 pour que ce réalignement se

réalise, en s'inspirant, une fois de plus,

Peut-être faudra-t-il attendre 1992

gnement politique fondamental.

PIERRE DOMMERGUES.

(4) David Osborne, Laboratories of Demo-eracy, Harvard Business School Press, Boston, Mass., 1988.

(5) Robert Reich, The Next American Frontier, Penguin Books, New-York, 1984; Tales of a New America, Times Books, New-

(6) Jane Jacoba, The Economy of Ciries, Random House, New-York, 1969. David Birch, Job Creation in America. How our Smallest Companies Put Most People to Work, Free Press, New-York, 1988. (7) Voir Pierre Dommergues, « Le Michigan, laboratoire de l'économie-territoire », le Monde diplomatique, octobre 1986.

(8) Voir Pierre Dommergues, « La recher-che industrielle tremplin de la compétitivité américaine », le Monde diplomatique, février

(9) Evelyn Ganzglass et Maria Heidka (9) Evelyn Ganignas et Nasia Hesidaun, State Strategies for Training a Competitive Workforce: The Emerging Role of State-Funded Job Training Programs, Center for Policy Research, NGA, Washington, DC, 1987; National Alliance of Business et Com-mittee on Urban Economic Development, Employing Human Capital, Washington, DC, 1987.

Schweize, "Sowing the Seeds of Economic Renewal: a Manual for Dislocated Communities. Entrepreneurial Economy, Washington, DC, mars-avril 1986; Making the Grade: The Development Report Card for the States, Corporation for Enterprise Development, Washington, DC, 1987.

De nouvelles priorités OUELLES sont aujourd'hui les priorités des responsables politiques régionaux ? En tête de liste figure le renforcement de l'infrastructure intellectuelle. Une bonne formation initiale et continue, une excellente recher-

# Adresses utiles

 Un très grand nombre de publications portent sur le développement économique régional aux Etats-Unis peuvent être consultées à Triade, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris, Tél. : (1) 45-48-08-95/46-49-20-38. Télécopie : (1) 45-44-96-68. L'association Triade a pour mission de développer le partenariat entre les entreprises, les universités et les collectivités locales et elle organise, en perticulier pour ces dernières années, des voyages d'études aux Etats-Unis qui débouchent, au retour en France, sur la mise en place de projets stratégiques. Triade organise également des ate-liers de travail et des journées de formation sur les stratégies de développement économique régional en

 Council of State Planning Agencies (CSPA), Half of the States, 444 North Capitol Street, Suite 250, Washington, DC, 20003-1672.

 Committee for Economic Deve-lopment (CED), 1700 K Street, N.W., Washington, DC, 20006. Corporation for Enterprise

Development (CFED), 1725 K Street, New-York, Suite 1401, Washington, DC, 20006. National Council for Urban Econamic Development (CUED), 1730 K Street, New-York, Washington, DC,

20006. National Governors'Associa-tion (NGA), Hall of the States, 444 North Capitol Street, Suite 250,

Washington, DC, 20003-1572. National League of Cities (NLC), 1301 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington, DC.

che universitaire. Mais, surtout, un réseau interactif qui crée une synergie entre ses composantes. La formation continue doit, aussi, tenir compte des besoins du marché. La recherche doit. également, déboucher sur la création de produits et de procès nouveaux. Pour développer les transferts technologiques, quatre modèles se mettent en place : les parcs scientifiques (tel le Research Triangle Park, en Caroline du Nord), qui suscitent tout au plus la création d'unités de production des grands groupes; les consortiums de recherche publics et/ou privés, qui développent des recherches interdisciplinaires (8) : des projets spécifiques où les pouvoirs publics suscitent le partenariat entre chercheurs et industriels. et sournissent la carotte financière sous réserve de financements privés complémentaires; un système global (assis-tance technologique, financière et managériale offerte par un guichet uni-que), sur une base décentralisée.

Une seconde priorité est la modernisation industrielle - c'est-à-dire le déploiement des nouvelles technologies dans les industries traditionnelles. Au Michigan, les pouvoirs publics mettent à la disposition de PMI un service (Michigan Modernization Service) qui apporte aux bénéficiaires un diagnostic, un projet élaboré en commun, une formation et une méthodologie d'utilisation. Au Massachusetts, une agence quasi publique, l'Economic Stabilization Trust, offre un service comparable, auquel s'ajoutent des pistes de

Le capital humain - ou les ressources humaines - constitue une troisième priorité. Les Etats-Unis ont toujours valorisé l'éducation, mais ils n'ont jamais sérieusement pris en considération la formation professionnelle des travailleurs. Pourtant, 20 % des adultes américains ne savent ni lire, ni écrire, ni compter (50 % des Hispaniques et 40 % des Noirs entrent dans cette catégorie) et la plupart sont pauvres ou sous-employés. 85 % des travailleurs de l'an 2000 auront été formés dans la

### Toujours est-il que le parti (ou l'homme) qui réussira à cristalliser et populariser ces nouvelles tendances, à incarner le nouveau deal - un contrat fondé sur un nouveau dosage du public et du privé, un nouvel équilibre entre

La première biographie de Nelson MANDELA



Prisonnier depuis un quart de siècle, Nelson MANDELA est sans doute le demier héros vivant de l'Afrique contemporaine. François SOUDAN raconte pour la première fois la vie du leader de l'ANC, celle d'un homme qui représente peutêtre l'ultime chance d'éviter un bain de sang en Afrique du Sud.

JEUNE AFRIQUE LIVRES

# Collection Destins Mandela l'indomptable FRANÇOIS SOUDAN 200 PAGES DONT 32 DE PHOTOS INEDITES. FORMAT: 14,5 × 21 CM.

Dėjà parus : Bourguibe, Tome 1. À la conquête d'un destin. Sankara le rebelle, par S. Andriamirado. Sékou Touré, le héros et le tyran, par l. Baba Kaké. Kaddafi, la CIA et les marchands de mort, par F. Soudan et J. Goulden. À paraître : Bourguiba, Tome 2. Un si long règne.

### BON DE COMMANDE

À RETOURNER ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÈGLEMENT À DIFPRESS. 3, RUE ROQUÉPINE. 75008 PARIS (FRANCE). TÉL : (1) 42.65.69.30. 

| NOM           |       | PRÉNOM      |  |
|---------------|-------|-------------|--|
| ADRESSE.      |       | <del></del> |  |
| BOÎTE POSTALE | VILLE | PAYS        |  |

# Droits individuels et niveau de vie se jouent dans une

(Suite de la première page.)

Mais pourquoi rêver? Riche ou pauvre, capitaliste ou communiste, membre d'une alliance (OTAN, pacte de Varsovie) ou neutre (Suisse, Suède), tout pays espère trouver dans ses arsenaux une garantie de sécurité. Sous le gouvernement de M. Chirac, gauche et droite réunies ont, comme un seul homme, voté la loi de programmation militaire. Le public ne leur en a pas tenu grief. Rarement contestée, une idée simple, bien ancrée dans les esprits et les mœurs, persuade chaque citoyen de financer cet effort gigantesque. Gigantesque et sans fin. Car soumis à un impératif : il faut toujours aller de l'avant, toujours perfectionner les armes existantes, toujours en inventer de plus sophistiquées.

CONSÉQUENCE logique d'une obsession sécuritaire trop étroitement conçue, la course aux armements crée de nouvelles causes d'insécurité en aggravant les déséquilibres économiques et en faisant surgir des foyers de violence que nul n'est jamais sur de maîtriser. Mieux encore, elle fait entrer dans le champ du possible la destruction sans appel, l'éventuelle annihilation non sculement d'un pays ou d'un continent, mais de l'humanité tout entière. L'utilisation d'une petite partie sculement des missiles disponibles provoquerait l'a hiver nucléaire a, la glaciation de la planête, la plus grande catastrophe «écologique» jamais envisagée. Définitive. Et voulue par l'homme. Irraisonnée ou étayée a posteriori par de changeantes - doctrines », la quête d'une sécurité absolue peut conduire au désastre absolu.

Bien que les industries d'armements se montrent peu soucieuses de réduire leurs coûts et d'améliorer, si l'on peut dire, le rapport qualité-prix, elles sont obligées, pour rendre leurs activités un peu moins dispendieuses, de vendre une partie de leur production.

Deux marchés s'ouvrent à elles : les armées des autres pays industrialisés, d'où la féroce compétition entre Américains et Européens, mais aussi entre Européens eux-mêmes comme le montre l'affaire des deux avions concurrentiels Rafale et EFA (2); les armées du tiers-monde. Sur ces deux marchés, les fournisseurs rivalisent de générosité sous forme de pots-de-vin. Dictateurs et gouvernements militaires ne sont pas les seuls sensibles à cette vénalité : le prince Bernard des Pays-Bas en fut contraint à se démettre. Par la corruption, la quête de sécurité sape les valeurs démocratiques que l'on prétend

La prolifération des armes engendre deux sous-produits qui mettent la planète en danger.

Le premier est militaire. Car si les ventes au tiers-monde contribuent. pour une part non négligeable, à l'équilibre de la balance commerciale des pays producteurs, elles entretiennent et prolongent ces « conflits régionaux » qui, depuis 1945, ont fait quelque 17 millions de morts. La démarche sombre dans un dramatique burlesque lorsque par exemple, en 1965, l'Inde et le Pakistan s'affrontent avec les armes qu'ils ont tous deux recues des Etats-Unis, ou lorsque le président Reagan fournit des équipements militaires à l'Iran. Absorbés par des affaires autrement sérieuses, vraiment à la mesure de leur prodigieuse puissance de feules Supergrands ont longtemps considéré ces guerres périphériques avec une indulgence dédaigneuse... Jusqu'au moment où, en 1988, elles sont devenues un atout et un test dans leurs

négociations bilatérales. Le second sous-produit appartient à l'ordre économique. Entre 1977 et 1982, les dépenses militaires des pays les moins développés ont atteint un total supérieur à l'ensemble de la dette du tiers-monde à la fin de 1982. Si les « marchands de canons » out tiré profit de ces opérations, les banquiers, qui n'espèrent plus récupérer l'intégralité de leurs prêts au tiers-monde, savent, eux, qu'une bonne part de leurs actifs est partie en fumée. Grâce à eux, leurs débiteurs sont mieux armés : ils ne sont

EN dépit de toute leur arrogance, les Grands eux-mêmes n'échappent pas aux contraintes budgétaires. L'éblouissante imagination créatrice des fabricants d'armes est sans limite, mais non pas les capacités financières des Etats. Lorsque M. Carlucci remplace M. Weinberger à la tête du Pentagone, il doit donc réviser en baisse son budget. Puis, au grand chagrin de M. Reagan, le général James Abrahamson, directeur du programme de « guerre des étoiles », donne sa démission à la fin du mois de septembre dernier. L'ambitieux projet de « bouclier spatial » aura coûté une dizaine de milliards de dollars mais ne verra pas le jour. En effet, ni M. Bush ni M. Dukakis n'ont osé proposer un alourdissement de la pression fiscale: parler d'impôts, dit-on à Washington, est électoralement suicidaire. Le coût exorbitant de leurs ambitions militaires incite les deux Superpuissances à plus de modération, stimule leur volonté de

négociation et de détente (4). Est-ce à dire que, tempérant enfin leur obsession de sécurité par les armes, les Etats chercheraient d'autres

moyens, politiques, d'affirmer leur souveraineté? A l'Est comme à l'Ouest, ils devront alors surmonter une difficulté majeure, trop rarement mentionnée, qui risque de leur interdire l'accès de cette voie plus raisonnable. En s'intensifiant jusqu'à la frénésie, la course aux armements a en effet entraîné une forte militarisation de l'enseignement supérieur et des programmes de haute technologie. « Les attitudes et les valeurs intellectuelles et sociales des individus engagés dans la recherche et le dêveloppement militaires constituent l'un des principaux obstacles, et peut-être même le principal », à une recouversion des industries de guerre (5).

Outre les considérables difficultés techniques inhérentes à tout accord de désarmement, les gouvernements les mieux intentionnés doivent aussi compter avec les idées reçues, habilement

entretenues dans l'opinion, et avec les

groupes d'intérêt qui profitent de la course aux armements. Ramener à leur

juste place les peurs que n'apaisent nul-

lement l'accumulation et le perfection-

nement des armes, inscrire l'effort mili-

taire dans une stratégie plus réaliste de

sécurité globale : cette double tâche ne

peut être menée à bien sans l'appui de

citoyens mieux avertis de la complexité

pluridimensionnelle de leur propre

A sécurité de chaque pays et la

paix de la planète sont mena-

cées au moins autant par des

périls économiques que par

des risques militaires. La puissance

très hypothétique une guerre de

conquête car elle offrirait au vainqueur

– s'il y en a un... – le douteux privilège

de s'emparer d'un champ de ruines,

pratiquement inexploitable avant long-

temps, alors qu'il devrait, chez lui

réparer les dégâts causés par les tirs

nucléaires du camp adverse. Quant à la

résistance au chantage militaire, elle

requiert non pas la parité des forces

mais simplement des moyens capables

d'infliger à l'adversaire des dommages

inacceptables. Plus plausibles que la

guerre moderne, deux dangers ont déjà

économique, un pays subirait la dégra-dation puis la liquidation progressive

de son autonomie politique. Pas de

capitulation formelle comme à la suite

d'une défaite militaire, mais lente

subordination des libertés fondamen-

tales et du niveau de vie à des pouvoirs

extérieurs échappant au contrôle des

ressortissants du pays économiquement

sociale de la planète elle-même, ampli-

fication des déséquilibres qui consti-

tuent le terrain privilégié des plus folles

violences (6). Si meurtriers qu'ils aient

été, les conflits régionaux interétati-

ques ont fait moins de victimes que le

sous-développement économique

(famines, malnutrition, épidémies, extrême misère d'où surgissent des

conflits internes à caractère interethni-

Certes, les hallucinants scénarios

élaborés dans les états-majors déchaîneraient une apocalypse, mais jusqu'à

présent ils restent du domaine des vir-

tualités. Fauchant d'innombrables vies

humaines, les effets disruptifs des frac-

tures économiques et sociales appar-

tiennent, eux, au monde réel, quoti-

Des théories de bazar attribuent aux

gouvernements, directoires et conseils

d'administration, le pouvoir exclusif de

déterminer les rapports de forces éco-

nomiques. Mais seuls le consentement.

la résignation ou l'indifférence d'un

public plus ou moins bien informé ren-

dent possible la mise en œuvre des poli-

tiques préconisées par les « grands

décideurs ». Avec les rudes chocs dont

elle ne parvient pas à se remettre, la

décennie 1980-1990 a été dominée par

l'acceptation béate d'une certaine

vision économique qui, à la tribune des

Nations unies, a été formulée en ces

parle beaucoup du droit au développe-

ment. Mais il devient de plus en plus

évident que le développement n'est pas

un droit en lui-même. Il est la résul-

tante de plusieurs droits : le droit de

propriété, le droit d'acheter et de ven-

dre librement, le droit de conclure des

contrats, le droit d'être libre d'impôts

excessifs et de réglementations trop strictes d'un gouvernement fâcheuse-

« Dans les halls de ce bâtiment, on

que ou révolutionnaire).

- Par dislocation économique et

- Par la perte de sa souveraineté

pris forme sous nos veux :

ment pesant. D'après certaines études, les pays qui pratiquent une taxation légère connaissent un taux de croissance supérieur à celui des pays lourdement imposés (...). Dans des pays comme la Colombie, la Turquie ou l'Indonésie, les gouvernements réduisent les impôts, révisent les réglementations, ouvrent des possibilités à l'initiative privée (...). Čeux qui invoquent des solutions gouvernementales pour résoudre le problème du développement devraient considérer que le marché libre constitue une autre voie, et que c'est la seule vole juste. Contrairement à beaucoup d'autres, celle-ci conduit au but. Et ça marche! -

Ainsi s'exprimait le président Reagan devant la quarante-deuxième ses-sion de l'Assemblée générale de l'ONU. Combien de pays choisiraient comme modèle la Colombie (où la

cocalne assure la principale exporta-

tion), la Turquie (trop peu développée

pour réaliser son vœu d'adhérer à la

CEE) ou l'Indonésie? Ils envieraient

phitôt le sort de la Suède : une ponction

fiscale lourde, mais le taux de chômage

le plus saible en Europe, des services

sociaux très développés, une industrie

et une balance commerciale en excel-

lente santé.

5 823 dollars dans un « college » public (9). Tout est dans l'ordre : des riches plus riches, des pauvres plus pauvres. Les premiers votent, les seconds non, et ils ne sout pas les seuls puisque la moitié des citoyens ne prennent pas la peine d'aller aux urnes. Fragile démocratie...

Qu'en serait-il si l'Amérique ne vivait largement au-dessus de ses moyens (10) ? Longtemps récusé, ce constat élémentaire a fini par être admis par de savants caprits. Lorsque, porté par une incomparable popularité. M. Reagan entre à la Maison Blanche en 1981, M. James Carter ini laisse une situation jugée inacceptable : une dette fédérale de 738 milliards de dollars, un déficit commercial de 25 milliards. Lorsqu'en janvier prochain M. Bush on M. Dukakis prendra possession de la présidence, il héritera de son glorieux

Etats-Unis doivent donc attirer des Capitana extériours et, pour les sédu Washington augmente les taux d'in ret à court terme qui, de mois de mai an mois d'août derniers, sont parefs de 6,7 % à 7,5 %. Pour tenter de : les pays européens s'ongagent dans la surenchère (17) : ils rendont le crédit plus cher et, miturellement, les cotreprises bésitent à investir - à créer des emplois. Absorbé par de lessantes démarches pour percevoir ses indem-nités, pointer à l'ANPE, répondre sux petites annonces, expédier son curriculum vitse, tirer les cordons de sonnette le châmeur ne songe même pas à analy-ser d'arides études qui lui feraient entrevoir de quel jen international, de quelle incompétence, de quelle avidité il est victime.

spetition a

Les entreprises qui « dégraissent » leurs effectifs, le gouvernement qui négocie avec les infirmières, n'ocent pes avouer qu'ils pilotent à vue, improvisent de mois en mois. Que peuvent-lls faire d'autre alors que, depuis des années (1971 : non-convertibilité du dollar : 1976 : accord de la Jamatque, etc.), ils tolèrent l'anarchie moné-taire? Comment diable pourraient-ils élaborer upe stratégie cohérente et réaliste dans un environnement aussi incertain, dangereusement labile, dépourva de points d'appui fixes ?

En amplifiant les désordres mondianx qu'elle prétendait éliminer, la resganomie a été le fossoyeur d'une part importante, pent-être décisive, de la souveraineté économique des Etats-Unis. Un budget militaire en expansion et les réveries technologiques de la « guerre des étoiles » (18) ne pouvaient la restaurer. Guettant jour et nuit l'arrivée des barbares, tout empire refuse de savoir qu'il se défait d'abord de l'intérieur, par lui-même (19). En général, il entraîne avec lui dans le nême tourbillon ses alliés les plus fidèles, ses plus proches féaux. A eux de comprendre que leur souveraineté ne se fonde qu'en partie sur la force des armes et qu'elle dépend aussi de leur solidité écocomique. Alliés militaires des Etats-Unis, mais rivalisant avec eux dans l'industrie et le commerce, l'Allemagne et le Japon ne s'y trom-



R voilà que, découlant d'un mode de développement illustré pendant trois décennies par une fulgurante croissance et par une enviable prospérité, deux autres menaces se manifestent. Nouvelles venues sur la scène internationale. l'une concerne la nature, atteinte dans ses conditions de survie : l'autre concerne l'homme, de vestes communautés ballottées au gré des conflits armés, des famines, des séismes politiques, des antagonismes raciaux ou SOCIETY.

Lorson'au début d'octobre M. Brian Canada, annonce la dissolution du Parlibre-échange qu'il a négocié avec Washington et dans lequel l'opposition nement non pollué » (21).

(2) Voir «Les armes de l'Enropa», le (onde diplomatique, janvier 1988. (3) Sur les effets économiques de la course aux armements, et sur les liens entre désarme-ment et développement économique, voir le Rapport Thorsson, Nations unies, document A/36/356, 5 octobre 1981.

(4) Cet argument est développé dans «Le prix des armes», le Monde diplomatique, juillet 1988.

(5) Antonio Domini, rapport ronéotypé présenté au séminaire organisé par l'UNITAR (Institut des Nations unies pour la formation et la recherche) et par l'Association soviétique pour les Nations unies, Moscou, 5-9 septembres l'est l'autres communications présentées bre 1988. D'autres communications présentées au cours de ce séminaire sont utilisées dans cet article qui, toutefois, ne peut en rien être

considéré comme un compte rendu de la rencontre.

(6) Voir le dossier «Sociétés écartelées, planète disloquée», le Monde diplomatique, mai 1988.

(7) Sidney Bell, rapport ronéotypé présenté au séminaire de Moscon.

(8) Cf. «Forgive Us Our Debts», Time, 10 octobre 1988.

bre 1988.

(9) Cf. «Are You Better Off?», Time, 10 octobre 1988. Le même article fournit bien d'autres précisions; par exemple, trente-sept millions de jeunes Américains ne sont converts ncune assurance sociale. D'antre part, la ession en francs du revenu familial américonversion en francs du revenn familial américain ne permet pas une comparaison exacte puisque, en France, l'enseignement est pratiquement gratuit et que les soins de santé sont, pour l'essentiel, remboursés par la Sécurité sociale. De telles différences ne sont pas seulement économiques ou budgésaires; elles traduisent deux conceptions différentes de la place de l'homme dans la société, deux approches de la civilisation humaine. Dans le même numéro de Time, voir anssi l'article «The Underclass: Breaking the Cycle», portrait économique, social et culturel de sept à huit millions d'Américains qui vivent dans les pires conditions. «Dans la guerre contre la pouconditions. Dans la guerre contre la pauwett, semble-t-il, c'est la pouvreté qui a gagné », écrit l'auteur. Voir aussi «America's Third World », Newsweek, 2 août 1988.

prédécesseur une dette fédérale de 2 100 milliards et un déficit commercial qui, l'an dernier, a atteint 161 milliards. Pour renforcer la sécurité astionale, M. Reagan a beaucoup augmenté le budget militaire. Mais sa politique économique - a sacrifié une part de la souveraineté américaine », note mélancoliquement M. Benjamin Friedman (11).

« Il n'est pas nécessaire d'être un

prophète de malheur et de ruine (« 2

prophet of doom and gloom >) pour

esquisser le scénario d'un déclin (...).

d'un nouveau plongeon des marchés

s'inquiéter (14). Pour payer les inté-

rêts de sa dette (externe et interne), le

gouvernement fédéral a déboursé 52

milliards de dollars en 1980, et 151

milliards en 1988. Soit, sur chaque dol-

lar collecté par l'impôt sur le revenu,

21 centimes en 1980 et 37 centimes

cette année (15). Et Washington man-

que d'argent pour l'enseignement, la

formation professionnelle, la santé

Depuis la réforme fiscale de M. Rea-

an. • la dette fédérale a presque tri-

plé, alors que le revenu national n'aug-

mentait que de moitié » (16). Les

publique...

M. Felix Rohatyn n'est pas seul à

boursiers (...), d'une crise bancaire. »

Ne faisant confiance qu'à l'entre-prise privée, les théories libérales ont BIEN avant que cette évidence se s'impose aux regards les plus causé au monde un tort incalculable. myopes, M. Felix Rohatyn, de la Ban-En 1974, le Fonds monétaire internaque Lazard à New-York, lançait le tional proposa que les centaines de milmême cri d'alarme (12). Il a'a pas été liards de pétrodollars fussent recyclés par le Fonds. Appuyé par les pays sous-développés mais aussi par la Grandeécouté. Mais il ne se décourage pas. Le voici donc qui revient à la charge. Le Bretagne, la France et l'Italie, ce point système financier américain, ose-t-il de vue se henria au veto des Etatsécrire, est un « château de Unis, qui - bien avant le délire libéral cartes = (13). Au grand dam des de l'époque reaganienne - obtinrent dévots du libéralisme, il rappelle que ce que ce recyclage fût assuré par les bann'est pas le dien-marché qui a pansé les ques commerciales (7). Celles-ci doiplaies ouvertes par le « hoquet » bourvent aujourd'hui se mordre les doigts sier d'octobre 1987, mais la Réserve qu'une telle faveur leur ait été accorfédérale et les gouvernements japonais dée car c'est ainsi qu'elles ont pu prenet européens en injectant de l'argent dre des risques maieurs en ouvrant aux dans les circuits financiers déboussolés pays du tiers-monde des créances dont Passant en revue les absurdités qui elles savent maintenant qu'elles sont favorisent les pires spéculations, précoirrecouvrables. nisant des réformes urgentes pour éviter la catastrophe, il ajoute :

Si les banques étaient les seules victimes de cette erreur stratégique! Dès qu'elles déconvrirent la situation périlleuse dans laquelle elles s'étaient mises, elles demandèrent au FMI de voler à leur secours. Celui-ci imposa donc aux pays débiteurs une diminution de la consommation par habitant, la suppression des subventions aux produits de première nécessité, l'allégement des services sociaux, un freinage des investissements. l'équilibre de la balance commerciale - ce qui se traduisit par une réduction de leurs importations en provenance du monde industrialisé, où la crise, dès lors, ne pouvait que s'amplifier. Beau résultat...

PT cependant l'endettement n'a cessé de croître: 950 milliards de dollars en 1985 - au moment où le secrétaire américain au Trésor, à juste titre inquiet, lance le fameux plan Baker », présenté comme l'amorce d'une solution - et 1 200 milliards de dollars aujourd'hui. . Le plan Baker est mort. Faisons donc la seule chose décente : enterrons-le, et cherchons autre chose », dit le sénateur Bradley (New-Jersey). Mais, entre un tardif constat de décès et de discrètes funérailles, ce cadavre lui-même continue de faire des ravages : au cours des deux dernières années, quinze pays parmi les plus lourdement endettés ont effectué vers leurs créditeurs des transferts nets de 58 milliards de dollars. Mieux encore, en 1988 le FMI luimême a reçu du tiers-monde 5 milliards de plus qu'il n'a déboursé en sa faveur (8).

Admirable système, émouvante efficacité de la pompe à capitaux... Vive le

libéralisme moderne! Banques légitimement inquiètes, tiers-monde pris à la gorge : les Etats-Unis, pour autant, s'en portent-ils mieux? De 1977 à 1988, les 10 % les plus pauvres de la population out vu revenu annuel moyen tomber de 3 673 dollars à 3 286 dollars (- 10,5 %), soit environ 20 000 F moins de 1 700 F par mois... Dans le même temps, les familles aisées sont passées de 73 348 dollars à 93 464 dollars (+ 27,4 %), soit environ 580 000 F, et la couche supérieure, à peine 5 % de la population totale, a fait encore mieux: de 94476 dollars à 129762 dollars (+ 37,3 %), soit environ 817000 F. Dans cette catégorie, chaque famille a donc ajouté à son revenu l'équivalent de celui de dix famille pauvres. Peut-être ces chiffres prendront-ils un sens plus concret si l'on ajoute qu'un an d'études coûte en moyenne 12 924 dollars (plus de trois fois le revenu annuel d'une famille pauvre) dans un « college » privé, et

Mulroney, premier ministre du lement, il ne le fait pas de gaieté de cœur. Il y est contraint par un large courant d'opinion hostile à l'accord de voit un instrument voué à faire du Canada « une colonie des Etats-Unis » (20). Au contraire, dit M. Mulroney, cet accord nous permettra d'accomplir « le rêve réalisable d'une économie en expansion et d'un environ-

(10) Voir «L'Empire du dollar», le Monde diplomatique, février 1985. Apoure du libéralisme économique, appuyé sur d'inébran-lables convictions, Gry Sorman, auteur de la Révolution conservatrice, déclare an Nouvel Observateur (14-20 octobre 1988) : «Le res-

ganisme a été globalement positif...»

(11) Benjamin M. Friedman, «The Campaingn's Hidden Issue». The New York Review of Books, 13 octobre 1988. Cet article analyse aussi l'énorme endettement des entreprises. Il propose un ensemble de mesures pour redresser la situation, et déplore qu'aucun des deux candidats n'ait en le courage de s'aventurer sur ce terrain.

(12) Cf. F. Rohatyn, The New York
Review of Books, 3 décembre 1987 et
18 [évrier 1988.

(13) Félix Roharyn, «A Financial House of Cards», Time, 17 octobre 1988.
(14) Voir en particulier Françoise Crouigneau, «La dette extéricure des Etats-Unis: ane bombe à retardement », le Monde,

(15) Cf. David S. Broder, «Campaign: he Winner So Far Seems to be Cynicism».

Mernational Herald Tribune, 30 septem-(16) Benjamin Friedman, article cité, cf.

(17) Cf. «Weather Worries», Time, 12 septembre 1988. An cours des quatre mêmes mois, les taux d'intérêt out grimpé de 7,7 % à 12,2 % en Grande-Bretagne, de 7,6 % à 3,1 % en France, et de 3,5 % à 5,3 % en Alle-

magne fédérale.

(18) Voir l'article de Philip Anderson, prix
Nobel de physique, le Monde diplomatique.
décembre 1986.

décembre 1986.

(19) « L'Amérique ne sait pas encore que le rève américain est mort. Il ne pourrait revivre que par l'abandon de l'empire. Et, abandonner l'empire, ce n'est pas renoncer à une abstraite volonté de jouissance. C'est renoncer [à tout ce] que l'Amérique exploite un peu partout dans le monde afin de faire du mode de vie américain un exemple inimitable. Abandonner l'empire ce servit priver l'Américain en exemple par l'Américain un exemple inimitable. Abandonner l'empire, ce serais priver l'Amérique de sa condition de consommateur privilégié. - Claude Julien, l'Empire améric Grasset, Paris, 1968, page 388.

table to plan

Sea Sea Sea

# vie se jouent dans

Etats-Unis doivent done and a capitaux extérieum et por le la court terme qui de la court terme et la court de la court terme et la court de la court terme et la court de l s collage -R Forther : des au mois d'août deme qui de les 6,7 % à 7,5 %. Pour les les pays européens font de les surenchère (17) : ils pages en cher et naturalise cher et naturalise cher et naturalise per les seuls at he prenplus cher et, naturellement à prises hésiteut à invent à le emplois. Absorbé par et le la company de Andrique pe Input de ses impe stones, or the per dure matter Lorsque démarches pour par le le mités, pointer à l'ANPE se le mittés, pointer à l'ANPE se le mitter à l'ANPE se le mitt Marie Proposition

per lei bies une debie pos dette

Attended 161 mil-

Column Batio

in in politique

une part de la

delidance no grata has plus yes, do la Ran-

Magan de

ander 1 - x

per seel à

and to remark.

of 37 continue

151 mg 151

STATE STATE

IN SOUTH

4. (16) La

PLATTAR

most, la

pager has self-man of language), la man distributed !!

ween miles.

nités, pointer à l'ANPE de petites annonces, expédie se, lum vitte, tirer les cordes se, le chêmeur ne songe même se, ser d'arides études études de petite entrevoir de quel jeu interes que le incompétence, de que, il est victime. Les entreprises qui dipe leurs effeculs, le source négocie avec les sources pas avoure qu'is pilonent in visent de mois en mois Qu'in-faire d'autre alors que les années (1971) non-commit deliar; 1976; accord de la le etc.), ils tolèrent faurces dollar: 1970: accom de la cic.). ils tolèrent l'angle taire? Comment diable par élaborer une stratégie obtain dans un environment liste dans un environne incertain, dangerensent dépourve de points d'appoint

En amplifiant les dantes diaries en amplifiant les dantes diaries qu'elle prétendat des reaganomie a été le fossigni part importante, peutêment la souveraineté économique les Unis. Un budget militaire que et les réveries technologies. et les réveries technologies et les réveries technologies guerre des étoiles (III) e vaient la restaurer Grenze s auit l'amvée des barbare be refuse de savoir qu'il se dint de l'intérieur, par lui-mine general, il entraine avec il meme tourbillon as with a fidales, ses plus proches feet de comprendre que les sus ne se lande qu'en partie se la armes et qu'elle dépend me scholite economique. Alle et des Euro-Unis, mas mela cus dans l'industre a banl'Allemagne et le Japon milit pent pas.



R voila que, décert mode de déveloper. tré pendant male gur une fulguration the pair une caviable propie: autres menues se manista veller venues sur la sobre: state. Plane concerne la neura duras ses conditions de surial converne l'homme, de vane nauter belietes m grife: armes, des famines, de siene ನ್ನಡಣೆ, ರೇಕ ಕಿರುತ್ತಿರಿಯ**ುಗರ ಗ** 9,70,20%

Lorsqu'au début d'ocider∯ Multaney, premiet mier Canada, annonce la dissolute Remont, il no le fait par de p ermor ling est contraint precourant d'apinion hostile i les bre erhange qu'il a de ib andengten et dans koud ist unt un instrument wet it Canada - une colone in! C. S. .: 20) Au contrain, 69 remay, ce: accord not be Caccumpier . le rèse restate ecorumie en expansion d'as nement non police : (21).

Me water a provinciant for the first state of the control of the c Rescuestate conservation from a Conservation (142) order Construction (14-1) ordinal policy of the construction of the cons (12) FELX Relative of Residence of Cartie of Time Proceeding the Cartie of C une hombe à relations de la company de la company de la relations de la company de la Berjamin Friedrick Wester 1988 As set of the set of A B. 1 The Francisco of the Principal State o

# compétition mondiale dont tout citoyen détermine le cours

Ainsi s'affichent les liens qui unissent diplomatie, économie, écologie, politique intérieure. Les relations entre les deux voisins sont à la fois cordiales et inconfortables. Leurs échanges commerciaux atteignem 165 milliards de dollars par an. En toute liberté, les Etats-Unis établissent chez eux, où bon leur semble, leurs industries polluantes. Mais ils ne possèdent aucune autorité sur les vents dominants, les émanations toxiques et les pluies acides ne respectent aucune frontière. Les Canadiens voient dépérir leurs forêts. Ils craignent en outre que leur système de protection sociale, très avancé, ne soit érodé par l'accord de libre-échange avec les

Classique conflit de souveraineté, dont tous les continents fournissent maints exemples. Dans le Nord industrialisé, tout pays - capitaliste ou communiste - prend des décisions qui relèvent de sa seule autorité mais infligent à ses voisins d'inacceptables nuisances : forêts, fleuves, effet de Tchernobyl, etc. Le sous-développement du Sud n'est pas moins destructeur de l'environnement : déforestation par les populations locales en quête de bois de chauffage et par les sociétés occidenteles qui exploitent les scieries, installation d'industries polluantes dont le Nord ne veut pas chez lui, dépôt de déchets toxiques moyennant des redevances que des gouvernements pauvres et imprévoyants considèrent comme une aubaine inespérée (22).

A U même titre que les missiles inter-continentaux, les flux de capitaux ou les communications par satellite, la destruction de l'environnement est devenue un phénomène transfrontières de première grandeur. Le droit reste le signe distinctif d'une civilisation, mais, dans chacun de ces domaines, ce monde « civilisé » souffre d'une grave pénurie de droit : droit de la guerre largué par les armes modernes, code de bonne conduite envisagé pour les firmes multinationales mais qui n'a pas vu le jour, droit écologique encore dans C'est ainsi que la Méditerranée se

résente moins comme un « lac de paix » que comme la poubelle des pays riverains. La pollution des océans lamine les modestes ressources que les pêcheries assuraient à des pays beaucoup trop pauvres pour avoir les e d'empoisonner leurs rivages. Qu'il s'agisse de la détérioration de la uche d'ozone ou de l'accumulation de dioxyde de carbone, « les problèmes écologiques sont devenus un aspect important des relations internationales modernes » (23). Ils compromettent les chances de survie de toute nation économiquement et militairement sou-

La nature est fragile : de grandes famines nées d'un environnement stérile jettent, par vagues successives, des millions de personnes vers des pays voisins qui souvent ont le plus grand mal à nourrir leur propre population. Pour déclencher ces vastes migrations, à la faim s'ajoutent le violence répressive et la guerre, ou la simple et insupportable pauvreté : « boat people » fuyant le Vietnam et le Cambodge, paysans sal-vadoriens et guatémaltèques cherchant an Mexique un havre de sécurité, Mexicains eux-mêmes franchissant illégalement le rio Grande pour trouver un emploi aux Etats-Unis, caravanes faméliques aux confins de l'Ethiopie et du Soudan... Comme la production industrielle ou le tourisme d'agrément, le phénomène des migrations massives s'est, lui aussi, mondialisé, Aucun « cordon sanitaire » ne pourra endiguer ces flots de réfugiés « politiques » ou < économiques >.

A distinction entre ces deux catégol ries de déracinés suppose que l'économie, se développant de manière autonome, échapperait au politique. Ce serait oublier - attitude intellectuellement confortable - que les drames les plus cruels ont à la fois des causes nationales et des causes transfrontières.

Coups d'Etat télécommandés de l'étranger (contre Sihanouk au Cambodge en 1970, contre Allende au Chili en 1973, en Afghanistan en 1979...), conflits internes ou internationaux entretenus par les ventes d'armes (Liban, Irak-Iran, Tchad, Amérique centrale...), dilapidation des ressources nationales par la sainte alliance entre le corrompu autochtone et le corrupteur étranger (on vice versa...), appauvrissement magistralement organisé par le flux de capitaux du Sud vers le Nord : qu'ils soient « politiques » ou « économiques », les migrants ne se demandent pas s'ils risquent de déstabiliser le pays d'accueil : ils se savent si peu responsables de la déstabilisation de leur

Pour le meilleur et pour le pire, la mondialisation, qui avance sur tous les fronts, a hissé l'écologie et les migrations à un niveau de dignité qui leur vaut l'attention des diplomates...

Si l'on en juge par la médiocrité des campagnes électorales - d'abord en France, puis aux Etats-Unis, - il semble admis que les citoyens sont malhoureusement inaptes à voir clair dans la nouvelle configuration mondiale.

Après le premier débat télévisé entre les candidats démocrate et républicain. les Américains estiment que M. Dukakis est plus convaincant, qu'il maîtrise mieux les dossiers, qu'il a davantage de choses à dire sur les problèmes abordés, que ses arguments sont meilleurs - mais ils voteront pour M. Bush parce qu'ils le trouvent plus « présidentiel » et plus « sympathique » (24)... Il convient donc, soit de renoncer à toute raison, soit de supprimer la télévision ou la démocratie ainsi



N dépit de sa complexité, la crise protéiforme du monde contemporain n'est pourtant pas sans solution. L'analyse de ses désordres et de ses déséquilibres, qui n'avaient rien d'inévitable, suggère, par leur origine même, les voies qu'il convient d'explorer dans la recherche d'une harmonie plus satisfaisante qui, sans éliminer tensions et contradictions, leur donnerait un sens constructif. Aussi éloignée de la nostalgie d'un passé idéalisé que de la résignation devant des troubles incompris, « la gestion du mouvement, et donc du désordre (...), est une conquête, une création constante que des valeurs jeunes, une éthique nouvelle et largement par-tagée, orientent », écrit Georges Balandier (25).

Une «éthique», un ensemble de valeurs, la définition de finalités se substituant aux critères essentiellement comptables qui, pourtant très fragiles, dominent la pensée et les comportements actuels : économisme déshumanisant qui entretient d'éphémères illusions, priorité suicidaire accordée au court terme et aux rapports de forces les plus élémentaires, raisonnement en termes de PNB et de cash-flow et non ea termes de civilisation. Dans l'effort soutenu pour guérir une planète disloquée, comparable à un pentin démantibulé, quelques lignes de force se dégagent des déboires mondiaux.

Sur le plan militaire, dévoreur d'énormes ressources, les Supergrands eux-mêmes semblent convenir que la course aux armements les épuise sans profit réel. Ils tentent de passer de la vaine recherche d'une aléatoire supériorité à la définition d'une « défense suffisante » qui atténuerait les ten-sions, Ils souhaitent que la réduction des dépenses de guerre dégage des moyens qu'ils pourraient affecter au développement économique, à la satisfaction des besoins sociaux et culturels, à la préservation

de l'environnement naturel par l'utiligies non polconférence sur les armes chimiques peut avoir un impact médiatique, surtout après l'utilisation de gaz par l'Irak; mais Etat chaque concerné sait que l'allégement du fardeau militaire passe par la négociation sur les armes conventionnelles, par la diminution et le nonperfectionnement des armes stratégiques, donc par l'arrêt des essais nucléaires.

Sur le plan économique, les politisuivies jusqu'à présent nuisent à la croissance car elles sont **Elaborées à partir** d'indicateurs qui ne rendent pas compte de toute la réalité puisqu'elles négligent ou sacrifient le principal agent de progrès: l'homme - son éducation. sa culture, sa compétence, sa santé, son aptitude à aimer son travail. A cet égard, l'UNICEF a avancé d'utiles propositions pour refondre les indices qui entrent dans le calcul du PNB. Ces suggestions ont été publiquement approuvées par le FMI et la Banque moodiale... qui n'en tiennent pourtant aucun compte dans leur pratique (26).





Se fondant sur des statuts qui leur essignent des fonctions techniques, le Fonds et la Banque occupent une place à part dans le système des Nations unies, obéissent à d'autres règles, ne paraissent pas consacrer beaucoup d'efforts au service de l'objectif essen tiel fixé par la Charte de San-Francisco: le « maintlen de la paix ». Pour difficile qu'elle soit, la nécessaire réforme des Nations unies n'en est pas moins on gestation (27).

Dans chaque pays comme sur l'ensemble de la planète, les zones de pauvreté iront s'élargissant, freineront la croissance économique et multiplieront les risques de conflit aussi long-temps que prévaudra l'actuel nonsystème monétaire. Lors de la conférence annuelle du FMI et de la Banque mondiale, l'an dernier. M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, stupésia son auditoire (28) en se disant prêt à faire entrer « un panier de matières premières, y compris l'or », dans la définition d'une monnaie de référence, et donc de la valeur comparée des devises. Il rejoiguait ainsi la proposition avancée en 1964 par trois économistes de réputation mondiale, MM. Kaldor, Hart et Tinbergen. Ces thèses avaient en un précurseur, hélas bien oublié, en la personne de Pierre Mendès France (29). La crainte d'innover les a laissées dans les tiroirs. La relance économique passe pourtant par un tel système, seul apte à reconstituer le pouvoir d'achat du tiers-monde, grand fournisseur de matières premières dont le Nord, en dépit des matériaux composites, reste

REPRENANT une idée de Keynes, Nicholas Kaldor proposait en 1983 la constitution de stocks de produits de base pour amortir (buffer stocks) les aberrantes fluctuations de leurs cours (30). Les accords de Lomé poursuivent un objectif analogue en garantissant les ressources d'exportation d'une quarantaine de pays. Les cours des métaux non ferreux et des produits tropicaux sont actuellement déterminés sur des marchés à terme, hautement spēculatifs. Seules l'abolition on la réforme radicale de ce système contre-productif peuvent rétablir le tiers-monde dans sa position de partenaire-client des pays industrialisés et stimuler la demande globale.

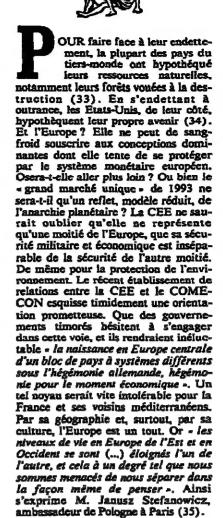
Un responsable soviétique estime que la chute des cours des produits de base depuis trois ans a diminué de 20 milliards de dollars les ressources de l'URSS (31), limitant ainsi ses achats à l'Ouest. Moscou a annoncé son intention d'adhérer au FMI, à la Banque mondiale, à l'Accord général sur le commerce et les douanes (GATT), et c'est là sans doute l'une des conditions de succès des réformes entreprises par M. Gorbatchev (32). Une telle partici-

pation favoriscrait une approche plus réaliste de l'estimation des cours des matières premières, et, ainsi, les exportations de l'Occident vers les marchés de l'Est comme vers le tiers-monde.

Le GATT, qui a obtenu d'importants résultats dans la libération des échanges, devra bien un jour accorder une plus grande attention aux conditions économiques et sociales (horaires, salaires, etc.) dans lesqueiles sout produites les marchandises échangées. L'action du Bureau internatio (BIT) à Genève tend précisément à faire respecter par tous les pays des normes communes dans le traitement de la maind'œuvre. Pour un meilleur équilibre mondial, une harmonisation progressive des conditions de travail est importante que la libéralisation du commerce.

> Parce qu'elles ont implanté des centres de production dans des pays à main-d'œuvre bon marché, les firmes multinationales ne veulent évidemment pas entendre parler d'un tel bouleversement. Elles ont raison... Leurs intérêts ne s'identifient plus à ceux du pays d'origine. Par

la délocalisation de leurs usines, ces firmes, américaines par exemple, sont prospères, alors que Washington



Dans ce monde de plus en plus interdépendant, l'Europe occidentale ne peut que s'acharper à obtenir le maximum d'autonomie relative pour ne pas être condamnée à contempler passivement et à subir, impuissante, les déchirures et les explosions d'une planète en désarroi. Attendant d'elle un geste, deux partenaires s'offrent à elle : l'Europe de l'Est, que quarante ans de communisme n'ont pas découragée de penser européen ; le tiers-monde, étranglé par un économisme étroit qui porte en lui violences, guerres et ruines, un économisme qui vassaliserait les nations industrialisées assez aveugles pour lui secrifier leurs valeurs de civili-

Perspectives à la fois trop lointaines et abstraites pour des populations absorbées par leurs difficultés de vie, pour des salariés préoccupés de leur pouvoir d'achat ? Cela signifierait que l'homme moderne aurait renoncé à tirer profit de l'analyse et de la réflexion. Mais il est vrai que l'analyse et la réflexion n'ont pas leur place dans le théâtre d'ombres médiatique, parfaitement au point pour convaincre des êtres décervelés de succomber aux mirages d'un libéralisme économique qui place l'argent au-dessus de toutes les raisons que l'homme peut avoir de

CLAUDE JULIENL

(20) International Herald Tribune, 3 octobre 1988. La date des élections est fixée au 21 novembre.
(21) Time, 10 octobre 1988.
(22) Voir le dossier «Une planète mise à sac», le Monde diplomatique, octobre 1988.
(23) Ecological Security and Sustainable Development, rapport ronéotypé présenté par S.A. Evteev, R.A. Perelet et V.P. Vorunin au séminaire de Moscou. Voir aussi Notre avenir è tour (Rapport Brundtland), commission sur l'environnement et le développement, Edition

à tous (Rapport Brundland), commission sur Tenvironnement et le développement, Edition du Fleuve et Les Publications du Québec, Montréal, 1988.

(24) Time, 10 octobre 1988.

(25) Voir Georges Balandier, le Désordre, floge du mouvement, Fayard, Paris, 1988, dont René Passet rend compte page 33.

(26) Cf. A. C. Cornia, R. Jolly et F. Ste-wart, Adjustment with a Human Face: Pro-recting the Poor and Promoting the Growth, Oxford University Press, 1987. Ces thèses sont exposées dans l'article de Robert Jolly et Denis Caillenx, le Monde diplomatique, jan-vier 1987.

vier 1987. (27) Elle a fait l'objet de propositions concrètes lors du séminaire organisé à Moscou

concrètes lors du séminaire organisé à Moscou début septembre.

(28) Le 30 septembre 1987, à Tokyo.

(29) Dont le texte intégral avait été publié par le Monde diplomatique, octobre et novem-bre 1966.

(30) Nicholas Kaldor, «The Role of Com-modity Prices in Economic Recovery», Lloyds Bank Review, joillet 1983.

(31) L. D. Ivanov, communication an sémi-meire de Moscou.

ire de Moscou. (32) Cf. «Le prix des armes», le Monde inlomatique, juillet 1988. diplomatique, juillet 1988.

(33) Ainsi le Brésil pour la forêt amazonienne, en ce moment ravagée par de gigantesques incendies volontaires, moyen sauvage de défrichage qui détrait l'écosystème. De son côté, la banque new-yorkaise Citicorp a troqué une créance de 66 millions de dollars sur le Chili contre un projet forestier de 56 millions senlement.

seniement...

(34) Plaisanterie courante aux Etats-Unis :
le Père Notil dit aux enfants de choisir ce qui
leur plaît, les parents paieront ; M. Reagan dit
aux parents de choisir ce qui leur plaît, leurs
enfants et petits-enfants paieront.

(35) Dans un article du quotidien populaire polonais Zycie Warszawy, bulletin
d'information n° 37, service de presse, ambasande de Pologne à Paris.

# CAPITAL PRIVÉ, DÉVELOPPEMENT

# Les multinationales.

'ARGENT coule à flots, des sommes colossales s'investissent ou se perdent dans les gouffres spéculatifs. La décennie qui s'achève a vu croître l'importance et le rôle des sociétés multinationales. Pourtant, ces flux de capitaux contribuent de façon marginale à ce qu'il est convenu d'appeler le développement, comme ti la richesse ne pouvait prendre greffe que sur la richesse. Quant au mouvement syndical, il risque de ne plus jouer son irremplaçable rôle libérateur s'il ne rompt pas avec sa tendance actuelle, de plus en plus gestionnaire, qui tourne le dos à sa mission.

Par JACQUES DECORNOY

taires, et le seront plus encore demain, ceux qu'il n'est pas à même d'intégrer.

Le nombre des sans-travail va croître

en Europe; aux Etata-Unis coexistent

une classe moyenne laminée, trenté

Etonnante sin de décennie! Le systême capitaliste achève sa conquête du monde cependant que s'affirme, hors des cercles politiques, la prise de conscience de l'épuisement d'un concept : celui de développement. Deux évolutions d'apparence antagonistes, en fait complémentaires. L'entrée en force de la Chine (décembre 1978) dans un mode de fonctionnement tournant le dos à l'expérience socialiste et l'amorce de mutations en URSS ont pulvérisé les anciennes divisions. La planète se couvre d'un gigantesque entrelacs de joint-ventures ; les contradictions, oppositions d'intérêts, rivalités en tout genre (Etats-Unis-Japon, Japon-CEE, États-Unis-CEE, etc.), choc des continents et choc des nations, qui se perpétuent et s'aiguisent, ne peuvent masquer ce phéno-

Mais, en même temps, comment ignorer le cul-de-sac auquel aboutit ce cours? Les pays qui étaient partis à la recherche du socialisme ont commis une faute dont ils ne sont pas près de se relever, fascinés qu'ils étaient, et demeurent, par le niveau et le style de vie occidentaux, n'en observant que leurs aspects libérateurs, n'en comprenant pas les limites intrinsèques. Or, au moment même où ils tentent de se couler dans le moule commun, le mythe de l'expansion pour tous d'une manne toujours plus abondante vole en éclats. Sauf à faire (hypothèse éthiquement odieuse, mais qu'il serait léger d'écarter) un choix en faveur d'une division en deux (et non trois) mondes - une minorité de riches et une immense majorité de pauvres, il apparaît de plus en plus clairement que d'autres options s'imposent pour réduire la fracture grandissante entre les commensaux et la foule des exclus.

Parvenu aux limites de son expansion spatiale, le capitalisme est incapable d'occuper le terrain. Les laisséspour-compte de ses terres d'élection du Nord (millions de chômeurs, dizaîne de millions d'illettrés) sont légions, mais partout ailleuts sont déjà majori-

millions de personnes vivant au-dessous de la « ligne de panvieté » — dont un quart sont de véritables parias — et … un million de millionnaires (en doilars) (1). Partoot ailleurs, ou presque, l'horizon est bouché. Pour s'en persuader, il suffit de lite les documents les plus officiels, meine s'ils sont prudemment et technocratiquement rédigés (2).

Et pourtant... « L'avenir du capita-lisme dépendra de la meilleure façon d'utiliser l'espace », déclare M. Arthur M. Dula, homme d'affaires texan, l'un des chauds partisans, et agent influent, de la conquête de cette nouvelle fronde la conquête de cette nouvelle fron-tière par les firmes privées, conquête qu'il envisage de mêner avec les Russes, considérés comme acquis au capitalisme (2). Le groupe japonais Mitsui échange avec le monde entier 110 000 informations par jour. Des mouves scientifiques de plus en plus moyens scientifiques de plus en plus fantastiques sont mis en deuvre. En quelques secondes des décisions sont

diffusées tout autour du globe, aux conséquences inculculables. Or, si elles n'épargnent personne – jusqu'aux pro-fondeurs de l'Amazonie lorsqu'il s'agit d'investir dans la forêt ou le viande, elles ne parvienness pas à ouvrir à la majorité les portes du paradis du déve-

En ceme ère de libéralisme généralisé, mission est confiée aux firmes privées, en collaboration avec les Etats et les organismes intérnationeux chargés

de les meister, de promuntés abon-dance et bioù-être. Des entreprisés prodance et bioù-être. Des entreprises pro-ductrices de marchascistes et, de plus en plus, de services et ignorant, pour les plus performantes, les francières. Leur seul moteur, leur unique raison d'être étant le profit, force en de constater qu'un intincisé fossé sépare le but assigné des capaciés d'action. Et, sans le moins du mondé tirer un mail etté les a resée a dant le Noré. Il trail sur les a rathe a dans le Nord, Il faut souligner cette évidence : la l

# Faiblesse des transferts de technologie

BS multinationales non américaines investigant d'abord ches elles, aux Etate-Unit at dans qualques pays asiatiques, les mutations tachaologiques étant chaque jour deventage contenses, les économies sadunéricaines, proche-orientales et afri-cuines fléchissant, « le danger existe de voir, à l'aventr, les pays en développe-ment deveur de plus en plus margi-neux » pour les grandes firmes. Au cours de la première phase de l'etpan-sion de l'éloctronique, les multinatio-nales ont joué un rôle certain en l'impliques les pars en développes - impliquent les pays en développe-ment dans la druiton internationale du travail »; cependant, l'usage de plus en plus répandu des techniques informatiques, des biotéchnologies et des nouveaux matériaux s'ont pas memis le redémarcage des formanies permis le redémarrage des économies avancées et encore moins ceiul des pays sous-développés éndettés : Dans ce contexte économique mondial, l'adop-tion très répandue de l'informatique d plus créé de chômage qu'elle n'a concribué à la croissance. - Be crouse ainsi un nouveau fossé entre le Nord et le Sud, - cer les grande groupes ont tendance à rapatrier leurs activités en

Occident (la part de la main-d'œuvre dans les coûts étant parfois infimiésimale), et il est dans ces conditions failacieux de parler de transfert de tochnoiogie. D'autant qu'un cycle infernal est engagé : Il faut, pour « gagner », scotierer le rythme d'innovations d'une durée de vie de plus en plus brève, donc investir de plus en plus, donc multiplier les accords croisés entre firmes. Une logique implacable, qui est une logique

Qualques examples pour souligner cette évolution. La puissance financière montante de cette fin de siècle, le Japon, consterait en 1975 57 % de sec investissements directs à l'étranger aux pays en voic de développement, mais scalement 33 % en 1986 : il s'agissait

(1) Times, 10 pession 1988.

(2) Aimi le rapport Transmational Corpo-rations la World Development. Trends and Projects, United Nations Centre for Transma-tional Corporations, ONU, New-York, 1988, 623 pages. Sauf mention contraire, les infor-mation et citations ici produites sons extrafac-de contraires. D'entre part à monos des mation et citations les productes sont estration de ce document. D'entre part, à propos des communications entre l'action des organismes tals que le FMI et la Banque mondiale et leur voloné affichée de promouvoir l'accumulation locale du capital, lire Joyce Kolkò, Restructuring the World Economy, Panthéon, New-York, 1988.

(3) Beth Karlin, Space-New Promier for US Entrepreseurs , International Herald Tribune, 14 septembre 1988.

# Le bal des vampires

NNECY, septembre 1988. Gillette annonce son intenzion de fermer son usine et de licencier ses sept cent qualante ouvriers - une mesure qui touche indirectement des milliers de personnes. Le plan global du groupe prévoit la suppression de dix des soixante et onza veines. Les causes de ce sinistra sont connues : Gilletta à, pour repousser les attoques de « raidera », déboursé plus de 1 600 millions de dollars ; le firme a, dans le même temps, perdu de grosses parts de marché, victime d'un conourrent audacieux, dens deux domaines à l'évidence modernes et créatifs; la briquet etable et le rasoir jetable.

Saisissant raccourci des mécanismes du « développement»: la prédation firténcière, dont la valeur éthique ne sera jameis aseez sculignés, et le gaspillage, devenu règne de vie. Place aux inventeurs de produits istables. Les horrstes ? Jetables, ils le sont, eux ausai.

De l'affaire Gillette, le gouvernement français s'est à tielle à sa logique économique et on ne sache pas que les syndicats fassent campagne contre le gaspillage. Les Afritacy a ne peuvent que se multiplier, sur tous fee continents. Teile est la règle du jeu.

Un jeu qui bet son plein. Un an après l'avertissement du 19 octobre 1987, qu'il contribue à provoquer, Newsweek peut écrire que nous vivons dans «un château de cartes financiers. Les « raiders » attaquent aux Etats-Unis avec une violence inoule (une OPA est décidée contre la firme Nabisco pour... plut de 20 milliards de dollars). L'Anglo-American sud-africaine se tance, pour 4,9 milliarda de tiollers. à l'asseut de la Consolidated Gold Fields britannique, second producteur d'or occidental. Le Japon, jusqu'à ce jour quelque peu à l'écart de ces pratiques, est saisi par la fièvre des « raids »: M. Kitaro Watanabe (fortune estimée à 1 milliard de dollars) se distingue dans ce genre de divertissement, mais il est loin d'être le seul (1). Il a fallu que M. Michael Milken et sa banque d'investissement, Drexel Burnham Lambert, franchissent quel-

ques bornes pour que «l'hômme qui a révolutionné Walt Street » soit poursuivi en justice. Drekel, event même l'ouverture du procès, a dépensé 150 millions de dollers pour sa défense, dont 40 millions pour colletionner et photocopier 1,5 million de pages de documents (acitation équivalant au revenu annuel de 250 000 habitantes de Bangladesh). M. Milken et ses artis, qui ont commis dus sélits d'initiés, n'en continuent pes moins de contrôler 50 % du mérché des « junk bonds », out é obégations de pacotilles, tharché évalué à 160 millarde de dollars. La proble n'act pes destiné à metite fix au bei dei Vistpires. Il y surs simplement dévantage de méneurs de jeu, permi lesquels les gens bien élevée de le côse Est que M. Militan aveit bousoulés depuis le Califortié. Concur-

Une journaliste, Connie Bruck, a décrit avec une précision remarquable les méthodes de M. Milken, les rendontres annutélies entre le crois et les mille oing dents à deux mille dirigeants de firmes en affaire avec lui, ces « bels des prédateurs », celui de 1985 notemment, au cours duquel le « raider » déclars à ses invisés qu'ils représentaient une puissance de e3 000 millierde de deflars ». Ellé décortique les coups de boutoir contre les firmes (dont Gillette), cette fentestique manipulation de l'argent par le biais des M and A (margérs and acquiei tions - fusions et achata), la enaustalisation » des membres importants du Congrès et de la Réserve fédérale, la éterreur» des conseils d'administration soumés au chain-

Le bal continue.

(1) Financial Times, 7 septembre 1988. (2) Connie Bruck, The Predutors Ball. The Junk Bond Reiders and the Man Who Staked Them, The American Lawyer-Simon and Schuster, New-York, 1988, 385 pages, 19,95 dollars.

# Mortelle démission du syndicalisme

Par CHRISTIAN DE BRIE

ONCENTRATION du capitalisme multinational et mondialisation de l'économia entraînent les peuples dans une guerre fratricide pour le possession des marchés : fusions et prises de contrôle, OPA et spéculation, restructuration et délocalisation. précarité des emplois et chômage, exploitation de la force de travail dans les nouveaux pays industrialisés et étranglement du tiers-monde surendetté sont le lot de cette concurrence sauvage placée sous le signe de la compétitivité.

En nombre de plus en plus restreint, de très grands groupes industriels et financiers contrôl directement, et par un immense réseau d'entreprises dépendantes et sous-traitantes, une part sans cesse accrue de la richesse des nations (voir ci-dessus l'article de Jacques Decornoy). Ces groupes sont eux-mêmes dirigés par une petite caste d'hommes qui ne détiennent qu'une fraction minime du capital mais décident, sans mandat ni responsabilité démocratique, des modes de production, de l'organisation, de la répartition du travail et des investissements, autant de choix qui conditionnent l'avenir des hommes. Dans la plupart des cas, avec la com-plicité des pouvoirs établis et en camose avec les bureaucraties gouvernementales.

# Des antagonistes masqués

NGAGÉES dans une guerre économique plus dévastatrice que les conflits armés, les plus grandes firmes a'emploient à enrôler leur personnel et plus largement l'ensemble des trava dans ce combat douteux. Apparaissent alors de nouvelles formes d'adhésion et d'intégration où le dressage des comportements et la manipulation du langage tentent de masquer la réalité des

Le prolétariat révait d'éliminer l'exploitation capitaliste et la bourgeoisie. C'est la bourgeoisie qui s'est débarrassée du prolétariat. Verbalement. Plus de prolétaires, mais des e catégories sociales les plus défavorisées ». Par qui ? per quoi ? La question ne sera pas posée. Plus de classe culvière — concept archaïque — exploitée dans les usines et les ateliers pour maximiser les profits mais des « ressources humaines gérées dans un cadre mobilisateur innovent ». Plus de patrone, des managers : plus de syndicate, des « partenaires sociaux ». Les chefs ont disparu. Celui du personnel a cédé la place au DRH - le « directeur des relations huffnaines » - et les petits chefs veillant aux cadences se sont transformés en « animateurs d'équipes participatives aux objectifs de l'entreprise ». Les « conflits d'intérêts » ont remolacé les luttes de classes et l'intervention des polices patronales pour briser les mouvements sociaux et les grèves doit être considérée comme une « assistance à s'insérer dans un environnement conflictuel ». Statuts précaires, parcellisation du tra-vail, chômage technique et licenciements sont désormale rangés sous la rubrique : « systèmes organisationnels flexibles ».

Retraçant méticuleusement la longue histoire de la CFDT (1) depuis sa constitution en 1964, le livre d'un enseignant-chercheur, qui a derrière lui vingtcinq ans de pratique syndicale militante, Pierre-Cours-Saliès (2), nous fait découvrir les ravages opérés per le discours moderniste au sein d'une organisation syndicale qui, après avoir coupé le cor-don ombilical de la référence au catholicisme social, s'était résolument orientée vers un projet de esclaliame autogestionnaire.

Préparé de longue date, le recentraga de la CPDT de M. Edmond Maire a coîncidé avec l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981. Une lente dérive l'a conduite à s'insérer dans la logique d'une politique globale de gestion de la orise sans en maîtriser les données ni avoir prise sur les décisions, à jouer le rôle de régulateur social à l'échelon national, à accepter bon nombre de revendications petrons et de mesures gouvernamentales, de la flexibilité au plan de rigueur, au risque d'apparatus comme un relais du pouvoir. Attitude justifiée par des considé-rations sur l'évolution des rapports socieux et l'adaptation nécessaire du syndicalisme.

De l'intégration des analyses d'Alain Touraine sur le déclin de la classe ouvrière - mouvement social permi d'autres - à l'épitaphe des luttes syndicales de Pierre Rosenvalion. - « Ayant accompli son programme, le syndicalisme est devenu une éorte d'agence sociale de gestion », — on en arriva au ment : « La vieille mythologie syndicale a vácu. La grava est devenue impopulaire. La plus grand acquis syndical est d'avoir imposé l'économia

de la grève. » (M. Edmond Maire.) Le chemin est tracé pour un « consensus rempant > sous prétexte de « ne pas mettre à genoux les deux millions d'amployeurs de la société francaise » (M. Edmond Maire). « Le syndicat doit comprendre la nécessité et les impératifs de la compétitivité > (M. Antoine Riboux (3). « Admettre que les chefs d'entreprise ne sont en définitive pas seuls à créer des emplois productifs », (M. Roger Fauroux (4), répète la minorité du patronat prête au dialogue avec le « partenaire social »

Reste qu'en France les patrons n'ont jamais véritablement accepté le syndicalisme et se prenhent parfois à rêver de sa disparition. Aujourd'hui encore, 2 est rejeté dans 80 % des PME, dont on dit qu'alles sont le réservoir des futurs emplois. Pierre Cours-Saliès montre le recul des droits sociaux, la détérioration des conditions de travail au cours dez centes années sous la pression de l'offensive libérale (5). Il serait outrancier de faire porter toute la responsabilité à la CFDT et au mouvement syndical français, dont les faiblesses traditionnelles sont comuse : insuffisants représentativité et divisions compensées per un statut institutionnel aux effets pervers. Le taux de syndicalisation, qui a rarement lépassé 20 % des salariés, est tombé sujourd'hui à, mbiablement, moins de 10 %, partagés entre trois grandes fédérations concurrantes (sans compter un nombre important de fédérations et de syndicets autonomes), qui se livrent une concurrence dont le patronet et le pouvoir sevent tirer le meilleur perti, tandis que les travallieurs en font trop souvent les frais. Le parte de crédibilité des syndicets entraîne l'émergence de « coordinations » lors des grands mouvements de grève, dont on peut penser qu'elles ne sont pas, professionnellement, les mieux armées pour tirer parti, lors des négociations, d'un rapport de forces favorable.

La dérive du mouvement syndical devrait avoir au moins pour effet de remettre à l'ordre du jour quet-ques vérités simples, que rappelle Eugène Des-camps, ancien secrétaire général de la CFDT, dans là préface du livre.

# Des droits conquis de haute lutte

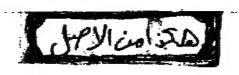
A fonction d'un syndicat est de défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs et non de gérer la question sociale dans une société et dans des entreprises où le pouvoir économique n'est ni pertagé ni contrôlé par ceux qui le subissent. Les droits conquis ont toujours été arrachés de heute lutte eu pouvoir patronal et au pouvoir étatique, qui ont systématiquement considéré les revendications de la limitation de la durée du travail des enfants dans les mines à la semaine de trante-cinq heures -comme irréalisables, utopiques et irresponsables. Ces droits ne sont jamais définitivement acquis : des que les circonstances le permettent, ils sont remis en cause, comme le prouve la période récenté. Les amagonismes de classe existent, ils sont le moteur de l'évolution, et sont réglés provisoirement per la négociation, dans le cadre du rapport de forces établi par les luttes sociales. Comme le capitalisme, ces dernières sont appelées à se mondialiser.

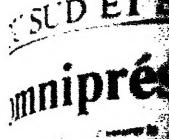
« Le syndicalisme européen est majoritairement un dans la CES (8), c'est un progrès considérable, conclut Eugène Descamps, tandie que de nouvelles forces entrent en jeu au Japon, dans le Sud-Est asia-tique, en Amérique latine (...). La montie en pulo-sence du syndicalisme dans les pays nouvellement industrialisés (....) demanders du temps, mais elle modifiera totalement les données. Le développe ment exigera de nous une soliderité active. En revair-che, il faciliters le lutte contre le domination des groupes internationaux. 3

(1) Confédération française démocratique du travail. (2) La CFDT, un passé porteur d'avenir, éditions La Brèche/PEC, Montreuil, 478 pages, 107 F. (3) PDG de la société Gervais-Denone.
(4) Ancien PDG de Saint-Gobain, ministre de l'indus-

(5) Voir également Rocard.

(5) Voir également Jacques Le Goff, «L'officative libérale contre le monde du travail », le Monde diplomatique, avril 1983. (6) Confédération suropéenne des syndicats.







Willes. SHENDRETE CHARLE GLESTRIMESTRE

DOCUMEN

# DEVELOPPEMEN

# Hinationale

de les assister, de monte dance et bien-être. Des cares de plus, de services de marchandes de les plus, de services de les plus, de services de les plus performante plus d'être étant le profit les de constater qu'un immens le but assigné des capacité le but assigné des capacités le but assign

# me des transferts de technologie

wolr, à l'avenir, les paps a des ment devenir de plut a par naux = pour les grands fou-cours de la première plus éle sion de l'électronique, les del males ont joué un the one - impliquant les pags as des impliquent les pays et de cut ment dans la division burne, de travail : cependent les pous et de travail : cependent les plus en plus répande des seus plus en plus répande des seus plus en couveaux matérient le permis le redémarrige de le avancées et encore moin etit. avancées et encore moinachta sous-développés entents Contexte économique monte Contexte economique monaile Lion très répandue de l'ujona plus créé de chômag que, contribué à la croissate. In Stazi na ponacan long satisfe ic Sud, - car les grant page tendance à rapatrier less et Occident (la part de la mant dans les coûts étant paris le male), et il est dans er mais se eux de purler de tratific la moingie. D'autant qu'ut che est engagé : il faut por pe durée de vie de plus es plates investir de plus en plus, dez es accords crosses entre fee Logoque implacable, qui male

Queiques exemples per signation de cette évolution. La prission de cette finale course montante de cette finale l'apport, compacrait en 1975 fils investissements directs à l'ère pays en voie de développers seulement 33 % en 1986 : ils

(1) Times, 10 octobre 1988.
(2) Arms le support Presentali eranteurs su Wireld Developmen les Proports Comprehenson, ONU, No.18, 023 pages. Sauf mention consiste eranteurs et critations sei produit sur de se document. Desuite part les contradictions entre l'actus és le lais que le FMI et la Banque auté.

incare du capital, îre loya kilale ring : la World Economy, Pathi Virt. 1988 (1) Beth Karlin, «Spanleife LS Entrepresseur», laseatail Vintrane, 14 septembre 1988.

# DU SUD ET SOLIDARITÉ MONDIALE

# omniprésentes et... impuissantes

moins, dans la décennie 70, d'assurer la croissance des nations en question que d'alimenter l'archipel en matières premières et d'employer une main-d'œuvre à très bon marché; aujourd'hui, près de la moitié des investissements nippons se dirigent vers les Etats-Unis (4). Plus généralement, les flux de capitaux ne peuvent en rien être attirés vers un tiers-monde déprimé (chute des cours des produits de base, endettement, etc.) et dont la dépression est d'ailleurs en grande partie due à la stratégie des centres financiers dominants.

Au cours des années passées, les firmes multinationales produisant une variété de services très informatisés tels que la banque, la finance, les assurances, les services liés aux affaires ont de plus en plus investi à l'étranger. Mais le gros des activités de ces compagnies se situe dans les économies de marché développées. Dans le cas de la banque et de la finance, l'investisse-ment étranger a été associé au procès en cours de l'intégration des marchés financiers des pays à économie de marché développée, procès qui a totale-ment contourné les pays en développement (5). Les investissements dans les pays riches en matières premières et en main-d'œuvre à bon marché ne sont pas pour autant négligés, mais, même dans ces «secteurs», de 1980 à 1985, 86 % des investissements directs se sont concentrés sur dix-huit pays seulement (dont sept en Asie). La catastrophe sud-américaine a souvent été décrite. Deux pays ont, dans cette région, continué de recevoir beaucoup de capitaux privés: la Colombie (secteur énergétique) et Panama - avant la crise actuelle (centre financier off-shore). En Afrique, en situation de banqueronte, 90% des investissements directs se sont concentrés sur cinq pays - des producteurs de pétrole (matière première dont, de surcroît, le cours est en



INDIENS EN FÊTE EN BOLIVIE

chute libre). Et il va de soi que le Sud est totalement absent du gigantesque (mais fragile) pouvoir financier non bancaire qui joue un rôle de plus en plus écrasant et est aux mains d'un peu plus de vingt firmes, en très grande majorité américaines et nippones (American Express, Merril Lynch, Nomura Securities, etc.).

# Des centaines de millions de chercheurs d'emploi

L'es financiers savent tirer les leçons de leurs erreurs: puisque, pendant les folles années 70 et jusqu'à 1982, ils ont, grâce à leurs prêts inconsidérés, mis à genoux le Sud, il n'est plus question de financer des pays en cessation de paiements. Les flux en direction du Sud ont ainsi décru de 52 milliards de dollars de 1981 à 1986 (ils ont en fait été inversés). « La répugnance des banques à continuer de prêter implique qu'il y a peu à attendre à l'avenir d'un financement extérieur de ce type.» Quant aux investissements directs, « il est difficile d'imaginer comment ils pourraient retrouver leur étan, même si les régiementations et les législa-

tions leur sont favorables ». D'autre part, un droit « excessivement permissif » risque de faire se diriger les capitaux vers des secteurs non prioritaires pour les économies locales, ce qui ne contribuerait en rien au développement. Et «les forces du marché» ne provoquent que rarement des transferts de technologie utiles ou adaptés aux pays receveurs.

Les sociétés multinationales peuvent, selon les experts de l'ONU, faciliter les « ajustements structurels » dans la mesure où elles sont intéressées par les achats de matières premières et le développement de l'agro-business. Mais l'expansion de ce dernier secteur signifie la «modernisation de l'agriculture»; or celle-ci «nécessite un soutien financier international, qui ne zera pas le fait du secteur privé».

Le rôle des multinationales peut même être négatif dans la mesure où une ponction sur le marché peut prévenir l'accumulation locale des capitaux et, en fait, organiser leur exportation. Il est aussi avéré que plus un pays est pauvre en infrastructures et en maind'œuvre alphabétisée, moins il intéresera les sociétés multinationales. La multiplication des zones économiques spéciales confirme cette règle; elle symbolise aussi cette concurrence entre nations démunies, cette course à l'offre de la force de travail la moins chère possible.

THE LABOUR TRADE, Filipino migrant workers around the world

\* Catholic Institute for International Relations, Landres, 1957, 199 pages, 5,95 livres.

De la locture de cet ouvrage collectif sur l'émigration des travailleurs philippins, il ressort que l'« exportation » de main-d'envre, soumise d'ailleurs aux aléas de la demande 
étrangère, coûte en fait au pays; elle ne 
contribue pas à la formation du capital local, 
et attire vers l'extérieur des centaines de milliers de diplômés, on d'ouvriers qualifiés qui 
font ensuite défaut à l'économie. L'ouvrage 
apporte, pays par pays, d'intéressantes informations sur l'exploitation que subissent les 
Philippins, qu'il s'agisse des fammes, des 
marins, des ouvriers du Proche-Orient, etc. 
L'émigration est très ancienne (plantations de 
canne à sucre à Hawaii au début du siècle). 
Depuis 1975, plus d'un million et demi de Philippins ont quitté l'archipel. Ils y envoient 
beaucoup d'argent, et pourtant les problèmes 
intérieurs ne cessent de s'aggraver. Un exemple à méditer pour des pays qui, comme le 
Vietnam, exportent eux sussi des centaines de 
milliers de travailleurs.

J. D.

# «Le Monde diplomatique» en arabe

Le premier numéro du Monde diplomatique en arabe est paru. Comme le Monde diplomatique en español, cette nouvelle publication repead en traduction la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend aussi une section spéciale comserée aux problèmes du monde arabe (avec, ce mois-ci, un article du romancier égyptien Gamal Ghitany sur l'œuvre de Nagnib Mahfouz, prix Nobel de littérature 1988).

o Le Monde diplomatique, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Saisse. Tél.; (4122) 32-25-31. Telex: 28-576. – Prix de l'abounement : Magh: reb. Egypte, Soudan, Syrie, Liban: 60 francs suisses; gutres pays arabes: 45 francs suisses. Europe: 60 franca suisses.

suisses.

• Le Monde diplomatique es espanol, 25 de Mayo 586, 5º piso, 1002 Buenos-Aires. Abouncement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres

ABONNEMENT A PRIX RÉDUIT POUR LES ÉTUDIANTS. — Depuis le mois d'octobre, les étadiants désireux de s'abonner à notre journal bénéficient d'une réduction : le prix est de 120 F (nu lieu de 162 F) pour un abonnement annuel et de 76 F (nu lieu de 90 F) pour un abonnement de six mois (joindre une photocopie de la carte d'étadiant).

quelques très grands groupes; totale maîtrise de la puissance technologique, qui prévient souvent l'émergence de firmes locales; destruction de l'enviconnement et court-circuitage des pays du Sud dans le secteur - en voie d'être - maioritaire - des services dont l'infrastructure est basée dans les pays Le temps n'est plus où la division internationale du travail classique (l'époque récente d'un certain type d'activités industrielles, les services ne jouant pas encore un rôle essentiel) permettait à certains de croire en un développement global relativement harmonieux ou, du moins, largement saupoudré. En admettant mille problèmes résolus (endertement, fonctionnement du système financier international), le « long » terme - c'est-à-dire une génération - va très vite devenir actualité, et les distorsions - traduc-tion économiste de tragédies humaines

En revanche, l'impact de ces sociétés

est capital dans d'autres domaines : dégâts parfois irréparables sur les

cultures des populations indigênes

minoritaires; imposition de « valeurs »,

notamment par le biais de l'urbanisa-

tion que ce type de « développement » accélère et d'une publicité dominée par

l'URSS ne vaincra pas sa crise par la grâce des « lois » du marché global. Quant aux dithyrambes couvrant de lauriers les «quatre dragons» asiatiques, ils risquent de n'avoir qu'un temps. Monter en épingle et donner en exemple la capacité de l'industrie sud-corécune à produire et vendre des voitures relève de l'escroquerie intellectuelle, comme si les centaines de millions de sous-prolétaires de demain étaient voués à finir de détruire la planète au volant d'une automobile... Le fond du cul-de-sac est déjà atteint. Refuser ce constat, c'est admettre que, demain, 500 on 600 millions d'hommes repus tenteront de régner sur le reste de l'humanité. Ils auront bien besoin de puissantes forces de maintien de

collectives - se seront beaucoup

accrues. Alors que ceux qui avaient,

pensaient-ils, choisi une autre voie

s'engagent peu ou prou sur la route commune, déjà les tensions se font

vives en Chine (lire pages 15 à 18) et

Il serait dans ces conditions tout à

fait illusoire de penser que les investis-

sements privés permettront de résoudre

le problème du chômage. Selon le

Bureau international du travail, la

population active mondiale, qui était,

de 2 160 millions de personnes en 1975

grimpera à 2 750 millions en l'an 2000,

et à 3 650 millions en 2025, la masse de

cette population se trouvant dans le

Sud. Il faudrait créer 47 millions

d'emplois en moyenne annuelle... Or

les multinationales emploient directe-

ment anjourd'hui 7 millions de per-

sonnes dans les pays en voie de déve-

loppement (et 58 millions de personnes

dans les pays développés, soit 10 % de

la population active). D'autre part, la

main-d'œuvre employée dans le Sud est

souvent majoritairement féminine et

très mal rémunérée, notamment dans

les zones orientées vers l'exportation.

En fait, la part des multinationales sur

le marché de l'emploi a diminué en

valeur absolue depuis 1980; elle ne

cessera de décroître en termes relatifs

dans les décennies à venir. Vu

marginale, pour ne pas dire quasiment

mulle

JACQUES DECORNOY.

(4) Jacques Decernoy, «L'Irréductible opposition des intérêts américales et japonais», le Monde diplomatique, septembre 1988.

(5) Les investissements dans les centres financiers off-shore (qui d'ailleurs ne peuvent en rien contribuer à la croissance et concernent avant tout des micro-Etans) sont euxmêmes très volatiles: l'ouverture en 1981 du marché américain aux opérations bancaires internationales a provoqué le rapatriement aux Etans-Unis de certaines activités auparavant implantées dans les Caralbes.

# isme

La dérive du mouvement synéral étail seame pour effet de remettre à l'oriné pl quet véritée amples, que rapple fell aumps, ancien secrétaire général de la DRIS professe du l'orre.

Des droits conquis de hauté

(1) Confidention (\*\*Double discontinue)

(2) La CFDT, un paux porter (1);

(3) PEC, Montreum, 478 page.

(4) PEG de la rochet Gerministi discontinue)

(6) Anciero PDG de Saint-Gobin.

(6) Year fantament Jacque.

(5) Year fantament Jacque.

(5) Year fantament Jacque.





LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

# Sur les causes de la pauvreté des nations

ES économies libérales comme les économies étatistes n'ont pas éliminé la pauvreté, bien au contraire. Le phénomène ne cesse de croître, paradoxe d'un monde qui pourtant vante l'« expansion », investit beaucoup dans la recherche, produit de plus en plus. Paradoxe apparent, qui ne se dissipera pas aussi longtemps que ne sera pas imaginé un nouveau type de société.

Par MICHEL BEAUD \*

Nul ne peut ignorer la réalité de la peuvreté d'aujourd'hui.

Pauvreté dans les pays riches : aux Etats-Unis d'abord (1), et chez nous, en cette douce terre de France (2). Pauvreté bien sûr aussi dans les pays pauvres et dans les régions de misère et de famine (3).

Le rapport de la commission Brundtland le souligne : « Il y a plus de gens souffrant aujourd'hui de la faim dans le monde qu'il n'y en a jamais eu dans l'histoire humaine, et leur nombre augmente (4). » Ainsi, on peut évaluer qu'en 1980, 340 millions de femmes — 14 % de plus qu'en 1970 — ne disposaient pas de calories en nombre suffisant; et la Banque mondiale prévoit que ce nombre va continuer à croî-

Le nombre de personnes vivant dans des taudis et des bidonvilles ne recule pas, il s'accrost. Un nombre croissant de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ni à des installations sanitaires et sont donc la proie des maladies qui découlent de ces manques (6). »

Les indicateurs chiffrés peuvent être multipliés; l'un d'eux les résume, même s'il faut, comme tout chiffre, l'utiliser avec intelligence, en s'interrogeant sur ce qu'il recouvre et en le resituant dans son contexte : le produit par habitant. Faut-il rappeler les dix pays qui à cet égard, ont, en 1985, les chifdesh, Burkina-Faso, Mali, Bouthan, Mozambique, Népal, Malawi, Zatre,

\* Professeur au département d'économie politique de l'université Paris-VIII, président du groupement d'intérêt scientifique . Economie mondiale, tiers-monde, développe-ment - (GEMDEV).

Birmanie? Peut-on rappeler que le produit moyen par habitant évalué pour ces pays correspond au centième de celui mesuré dans les pays industriels et pétroliers riches (7) ? De tels écarts moyens signifient qu'une famille très riche, dans le monde contemporain, dispose de revenus correspondant aux ressources de dizaines de milliers de familles panvres dans des pays pauvres - peut-être même de plus de cent

Et l'écart s'est creusé au cours des dernières décennies : avec, d'une part, l'accentuation des inégalités au sein de chaque pays, en cette période où triomphe l'idéologie du chacun pour soi; avec, d'autre part, la croissance plus faible dans les pays les plus pauvres : ceux-ci ont connu, de 1965 à 1985, un taux de croissance annuel moyen du produit par tête de 0,4 % - contre 2,4 % à 3 % dans les autres groupes de pays (8).

Donc la pauvreté, le dénuement, progressent ; les inégalités s'aggravent ; et cela, si l'on prend un pen de recul, dans une période d'exceptionnelle croissance de la production et de la consomma-

Là encore - tout en connaissant les difficultés et les limites des évaluations et des comparaisons soit à travers de longues périodes de temps soit entre des formations sociales nationales profondément différentes, - retenons, eur ou'ile expriment, quelques chiffres : en dol-lars de 1975, le produit mondial de 1900 a été évalué à 580 milliards de dollars (pour 1,6 milliard d'habitants, soit 360 dollars par terrien); en 1975, le produit mondial atteint près de 6 000 milliards de dollars (pour près de 4 milliards d'habitants, soit environ 1 500 dollars par terrien) (9). En dollars de 1985, le produit mondial atteint en 1985 près de 15 000 milliards de dollars (pour presque 5 milliards d'habitants, soit environ 3 000 dollars par terrien) (10).

Jamais tant de richesses produites, donc. Jamais tant de richess

Et jamais tant de pauvreté recensée ou ressentie. Jamais tant de pauvretés.

Comment expliquer tant de misère en ce monde d'exceptionnelle opulence? Cet article va s'attacher à proposer des lignes de réponse à cette question: non pas comme l'aboutisse-ment d'une recherche accomplie, mais comme une invitation, pour des économistes, des chercheurs en sciences sociales, à s'emparer de ce « programme de recherche » pour en explorer les hypothèses. Car au paradoxe scandaleux de la coexistence d'incommensurables fortunes et de misères extrêmes s'en ajoute un second : le contraste entre l'énergie intellectuelle consacrée soit à des travaux d'intérêt utilitaire à courte vue, soit à des tra-vaux purement spéculatifs et largement stériles (on peuse notamment à l'envahissante scolastique économétrique contemporaine), et l'absence pres-que totale de travail sur des problèmes sentiels tels que celui-ci.

Plusieurs pistes vont être abordées, non pas dans le souci de dégager la bonne (après avoir écarté les matvaises), mais pour faire apparaître la pluralité des explications qu'il conviendra de maîtriser si l'on vent comprendre, et a fiortiori combattre, la passvreté aujourd'hui.

Partons du lieu commun « Il y a toujours ou des riches et des pauvres »; done il y en aura toujours, et il est normal qu'il y en sit sujourd'hui... Cet adage est utilisé pour justifier bien des égoismes et des iniquités. Peut-on, pour autant, s'en débarrasser simplement en le rejetant? Certainement pas : car le problème qu'on évacuerait alors est celui du caractère inégal, inégalitaire des sociétés humaines.

Cette vision était largement conforme aux faits observables dans les pays où s'est déployée l'industrialisation capitaliste au dix-neuvième siècle : misère du prolétariat urbain et forasement des ouvriers d'usine. Mais la prédiction, qui la prolongezit, d'une poursmite sans fin de procès sinsi engagé a elle, été largement démentie dans ces mêmes pays : la pauvreté est certes loin, on l'a ve, d'en avoir totalement dispera; mais la part des producteurs et des travailleurs indépendants y reste non négligeable; des couches salariées intermédiaires ac sont développées, tant dans les appareils d'Etat que dans les entreprises; quant à la classe ouvrière, elle a pour une large part, à travers les compromis « fordistes » ou « sociaux-démocrates », accédé à un niveau et un genre de vie tels qu'on ne pent plus dire qu'elle n'a « rien à perdre que ses chaines ».

MISTANT

Faut-il dès lors affirmer, comme l'ont fait beaucoup d'auteurs dans les années 70, que la vision de Marx, si elle n'est plus vérifiée dans les pays capitalistes industrialisés, reste totalement valide si l'on regarde la réalité mondiale? On y observe certes, à un degré inout, une double concentration et de capital et de pauvreté. Mais, sauf à verser dans le schématisme ou le simplisme, il est impossible de se borner à dire que tout s'explique par le fonctionnement du capitalisme au niveau mondial : car comment expliquer, alors, les profondes différences entre pays? Comment expliquer l'extrême misère de pays dans lesquels le capitalisme mondial semble avoir peu d'impact? Comment expliquer la pauvreté, et quelquefois la penvreté extrême, dans des pays qui, scion leurs dirigeants, se sont affranchis du capitalisme et sont, plus ou moins, engagés dans la voie du socialisme?

A l'évidence, la réflexion doit être approfondie et affinée.

L'axe d'analyse le pius fructueux pous paraît être l'examen des principales logiques économiques et sociales structurantes — marchande, capitaliste, étatiste - à l'œuvre dans nos

La logique marchande est fondée sur la production et le commerce de marchandises et l'échange monétaire ; elle a comme moteur la recherche de l'enrichissement individuel et familial; elle s'accompagne donc de la formation d'inégalités et a, si l'on peut dire, sa pauvreté, encore qu'elle s'accommode mieux encore d'un climat général d'aisance ou de prospérité.

# L'inégalité n'est pas garante de l'efficacité

DANS quelle mesure l'inégalité est-elle inhérente à nos sociétés? Est-il vrai qu'elle en constitue un facteur de dynamisme? Que faut-il rechercher: l'égalité absolue, ou une inégalité atténuée, ou une - hypothétique - « égalité des chances » au sein de sociétés plus ou moins inégales ? Ces questions ne doivent pas être élu-

Ce qui pent, en tout cas, être avancé, c'est d'abord que l'inégalité n'est en rien garante de l'efficacité : l'inégalité extrême caractérise souvent des sociétés à faible dynamisme; et des pays qui, au cours des dernières décennies, ont fait reculer les inégalités sociales en leur sein (notamment les pays sociaux-démocrates du nord de l'Europe) ont conservé leur dynamisme

D'autre part, si l'on accepte le constat que les sociétés humaines restoront inégalitaires pendant encore des degré d'inégalité, ou, ce qui revient au même, du degré de solidarité : la réponse dépend à la fois d'un choix éthique et de l'histoire de la société considérée. Mais ce qui complique aujourd'hui les choses, c'est qu'il n'est plus possible de s'en tenir à un seul

STACES LINGUISTIQUES D'ÉTÉ

niveau de solidarité : la paroisse ou le village, on l'Etat national\_ Commene ou quartier, petite région, agglomération urbaine, Etat-nation, grand ensemble plurinational et monde : tous est niveaux sont interdépendants, et chacun doit, d'une manière ou d'une autre, être pris en compte...

Et, finalement, le constat de la présence de la pauvreté dans presque toutes les sociétés humaines n'aide guère à la compréhension de la panvreté contemporaine : celle-ci est multiforme ; dans sa diversité, elle est sans cesse démultipliée, renzissante, foisonnante. Il faut donc comprendre les procès par lesquels elle se reproduit.

Une thèse s'oppose à celle du caractère général - et donc en quelque sorte fatal - de l'inégalité dans les sociétés humaines; elle impute au système social prédominant la responsabilité de la pauvreté : le capitalisme serait con teur d'inégalités ; en détraisant les activités productives et les formes sociales. traditionnelles, en cherchant le maximum d'efficacité par l'investissement et la modernisation, le capitalisme prive les petits producteurs de leur gagne-pain et les salariés de leur emploi ; et la recherche du profit pousse à la pression permanente sur les salaires; d'où le double moulinet, évoqué par Kari Marx, avec accumulation extrême de richesses à un pôle et proléterisation sans limite à l'antre.

# ANNÉE UNIVERSITAIRE 1989-1990



# **JEUNES CHERCHEURS ET JEUNES ARTISTES FRANÇAIS\***

Vous qui souhaitez acquérir une spécialisation, poursuivre des recherches doctorales ou postdoctorales, méliorer vos connaissances linguistiques à l'étranger,

des programmes de BOURSES existent pour les pays suivants :

| E SPÉCIALISATION et MECHENCIE                      |   |   |             |
|--|---|---|-------------|
| HER  |   |   | DES DOSSERS |
| EUROPE DE L'OUEST                                  | _ | _ |             |
| ALLEMAGNE (D.A.D.) 15 70 to at White 1987 PARK     |   | • | 30 JAKYIER  |
| AUTRICHE   |   | • | 15 FEVRIER  |
| BELGIQUE may along a bags                          |   |   | 30 MARS     |
| BELGIQUE   | * |   | 1" FEVRIER  |
| BELGIQUE   |   |   | I" AVRIL    |
| DANEMARK   |   | • | 15 FÉVRIER  |
| ESPAGNE  | = | • | 1" FÉVRIER  |
| FINLANDE   |   | • | 15 FÉVRIER  |
| GRANDE-BRETAGNE - Imming passes -                  |   | Г | 10 FÉVRIER  |
| GRANDE-BRETAGNE - OXFORD - House Income at Comment | - |   | 1º MARS     |
| GRECE  |   |   | IF MARS     |
| SRLANDE  | ▣ | • | 15 MARS     |
| ISLANDE  |   |   | 15 MAI      |
| ITALE  |   |   | 21 DÉCEMBRE |
| ITALIE   |   |   | 15 FÉVRJER  |
| STALLE was provided better 2 from                  |   | Г | REMYMAL OC  |
| NORVEGE  | ▣ | • | 15 JANVIER  |
| PAYS-BAS   |   | • | 15 JAMVIER  |
| SUEDE  |   |   | 1" FEVRIER  |
| SUSSE  |   |   | 1º MARS     |
| TURQUE   |   | • | 31 MARS     |
| EUROPE DE L'EST                                    |   |   |             |
| ALBANE   |   | • | 1" FÉVRIER  |
| ALLEMAGNE (R.D.A.)                                 | ▣ | • | 1º HARS     |
| BULGARIE   |   | • | 31 DÉCEMBRE |
| HÖNGRÆ   |   |   | 31 DÉCEMBRE |
| POLOGNE  |   | • | 31 DÉCEMBRE |
| ROUMANIE   |   | • | JI DÉCEMBRE |

| · PASS                           |             | DE DESTERS  |
|----------------------------------|-------------|-------------|
| TCHECOSLOVAQUE                   | E .         | 31 DÉCEMBRE |
| URSS                             |             | 1" DÉCEMBRE |
| URSS                             |             | 15 PÉVRIER  |
| YOUGOSLAVIE                      |             | 31 DÉCEMBRE |
| PROCHE of MOYE                   | N-ORIENT    |             |
| EGYPTE                           | = -         | 1" FÉVRIER  |
| ISRAEL                           |             | 15 DÉCEMBRE |
| KOWEIT                           |             | 30 MARS     |
| SYFIE                            |             | 30 MARS     |
| ASIE-OCÉA                        | NIE         |             |
| AUSTRALIE                        |             | 15 MAL      |
| CHRE                             |             | 1" MARS     |
| CORÉE                            | =           | 31 OCTOBRE  |
| NOE                              | -           | 21 DÉCEMBRE |
| INDONESIE                        | - 1         | 15 JANVIER  |
| JAPON GALLERY SERVI              |             | 15 OCTOBRE  |
| JAPON toursest trees             | 3           | 15 DÉCEMBRE |
| MOUVELLE-ZÉLANDE                 | =           | 1º JURLIET  |
| PHILIPPINES                      |             | IS DÉCEMBRE |
| THALANDE                         | - 6         | 15 JANVIER  |
| AMÉRIQUE DU                      | NORO        |             |
| CANADA 3 m is Downson Just Print |             | 12 DECEMBRE |
| ETATS-UNIS & Page THE PAGE       |             | 1" DÉCEMBRE |
| ETATS-UNIS                       | =           | 1" MARS     |
| AMÉRIQUE CENTRAL                 | E et du SUD |             |
| BRÉSIL                           | 2           | 5 JANVÆR    |
| COLOMBIE                         |             | 1º JURLET   |
| MEXIQUE                          | <b>3</b>    | 15 DÉCEMBRE |
| VENEZUELA                        |             | 5 JANVIER   |

mels peuvent également postuler une bourse de création dans le «VILLA MEDICIS HORS LES MURS» (DATE LIMITÉ : 15 AOUT 1989)

Pour toutes précisions, veuillez adresser un curriculum vitae et un projet d'études ou de recherche indiquant le pays sollicité au :

# MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGERES

Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques Direction de la Coopération Scientifique, Technique et du Développement Division de la Formation des Français à l'Etranger 6, RUE DE MARIGNAN

# Logique marchande, capitalisme, étatisme

DLUS complexe est la logique capitaliste : elle est fondée sur la production de marchandises porteuses de plus-value, laquelle génère, par-delà le profit, accumulation et reproduction élargie; son moteur principal est, dans le cadre de chaque entreprise, la recherche du profit ; le fonctionnement de ce moteur est, comme pour les fusées de haute performance, entretenu, soutenu, parfois suractivé par des moteurs annexes : recherche de la richesse, du pouvoir, du prestige par les hauts dirigeants, mais aussi par les cadres supérieurs et moyens.

Le système capitaliste est une fantastique machine à créer de la richesse : les cinq dernières décennies, comme les cinq derniers siècles, en témoignent (11). Il est aussi une terrible machine à créer de la pauvreté : il détruit, disloque les systèmes productifs plus faibles. Il crée des besoins nouveaux, exacerbe des besoins anciens, transforme en besoins d'achat de marchandises des besoins qui étaient auparavant satisfaits grâce aux - bontés de la nature », au travail domestique, à des solidarités familiales, communautaires ou de voisinage. Il modèle en fonction de ses objectifs l'organisation de la production, ce qui conduit à des formes diversifiées et parfois contradiotoires : hauts et bas salaires, stabilité et précarité de l'emploi, stratégies d'intégration et d'exclusion, travail clandestin... Il révolutionne les techniques, modifie les produits, transforme les modes et les goûts, créant ici de nouvelles activités et de nouvelles prospérités, et provoquant, dans le même mouvement, l'atonie ou l'agonie d'entreprises, de secteurs, de régions, voire de pays entiers, avec le cortège bien connu des fermetures d'usine, des licenciements, du chômage.

Là est sans doute un des nœuds du problème : le capitalisme engendre à la fois des prospérités et des pauvretés.

Peut-on pour autant affirmer que le capitalisme a intrinsèquement besoin de la pauvreté? En un sens non : en témoigne la logique fordienne des hauts salaires qui, à travers la consom-

mation qu'ils induisent, contribuent à la vitalité de larges secteurs productifs ; en témoigne aussi le fait que c'est sur la base d'économies capitalistes que les forces social-démocrates ont réussi, dans le nord de l'Europe, à faire reculer la panvreté grâce à une maîtrise sociale des fruits de la croissance. Mais, dans l'autre sens, il est vrai que de larges poches de pauvreté peuvent aider à maintenir des zones de bas salaires, même dans les pays les plus riches, et au premier rang d'entre eux les Etats-Unis. Dans sa diversité, dans sa plasticité, le capitalisme peut aussi bien tirer avantage des pauvretés existantes que des programmes déployés ou des stratégies mises en œuvre pour les combattre; dans son dynamisme, il fait

(1) Voir notamment les articles de Claude Julien et Pierre Dommergues dans le dossier « Sociétés écartelées, planète disloquée » publié dans le Monde diplomatique de mai

(2) Voir le rapport de Joseph Wresinski pour le Conseil économique et social, « Grande pauvreté et précarité économique et sociale ». Journaux officiels, Paris, et l'article de Denis Clerc dans le Monde diplomatique de min 1022 de juin 1988.

(3) Voir les articles de Claude Julien, Jacques Chonchol, Claude Lianzu dans le dossier déjà cité du Monde diplomatique de mai

(4) Commission mondiale sur l'environne-ment et le développement, Our Common Future. Oxford University Press, Oxford, 1987, p. 29. Ouvrage publié en français sous le titre Notre aventr à tous par les éditions du Fleuve et les Publications du Québec, Mont-réal, 1928 real, 1988,

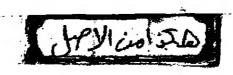
(5) Banque mondiale, Powerty and Hunger: Issues and Options for Food Security in Developing Countries, Washington, 1986. (6) Our Common Future, op. cit, p. 29.

(7) Banque mondiale, «Rapport sur le développement dans le monde 1987 » Washington, 1987, pp. 232-233.

(8) Ibidem.

(9) Edwin J. Perkins, The World Economy in the Twentieth Century, Schenkman, Cambridge, Mass., 1983, pp. 19-21. (10) Institut national d'études démographiques (INED); Population et sociétés, septembre 1987, p. 2 et 5.

(11) Voir Michel Bezud, Histoire du captalisme, Scuil, Paris, 1982, Nouvelle édition : « Points », Seuil, Paris, 1987.



# TANT DE RICHESS

Cette vision élait la conforme aux leius observées de ployée l'aux de la conforme aux leius observées de la conforme aux leius observées de la conforme des ouvriers d'aixes les ment des ouvriers d'aixes les diction, qui la prokogené de saite sans fin du procès inse et le, été largement démant de loin, on l'a vu, d'en avec le disparu : mais la paur de pour de saite stravailleurs indépendent et des travailleurs indépendent et des travailleurs indépendent intermediaires se sont des les contreprises : quant i le couvrière, elle a pour une lapse travers les compromis éles entreprises : quant i le couvrière, elle a pour une lapse travers les compromis éles entreprises : sociality d'entre est est pour une lapse travers les compromis éles entreprises : quant i le couvrière, elle a pour une lapse travers les compromis éles entreprises : quant i le couvrière, elle a pour une lapse travers les compromis éles entreprises : quant i le couvrière, elle a pour une lapse travers les compromis éles entreprises : quant i le couvrière, elle a pour une lapse travers les compromis éles entreprises : quant i le couvrière, elle a pour une lapse travers les compromis éles entreprises : quant i le couvrière de la compromis éles entreprises : quant i le couvrière de la sociaux-démocrates, social niveau et un genre de vie tales peut plus dure qu'elle n'à sheil Faur-il des los affirme

# : car le

de la pas

l'ont fait beaucoup d'ament à années 70, que la vising de lant de arcées 70, que la vising de lant d'est plus vérifiée dans la pape listes industrialisés, rest me valide si l'on regarde la diale? On y observe certa diale incouf, une double concamina inoul, une double concennent capital et de pauvreis Man mi ser dans le schémaisne que plisme, il est impossible de le dire que tout s'explique parte dial . car comment explique to profondes différences man la profondes différences man la Comment expliquer l'embet de pays dans lesquels à que mondial semble avin pa da mondial semble avin pa da la comment de pays dans lesquels à la comment de Comment expliquer la pare quelquelous la pauvreit aute des pays qui, selon leur dipe ses: attranches du capitalistes plus de moins, engage dente SOCialisme ?

A l'évidence, la réflein le appratondie et affinet.

L'axe d'analyse le plu le meres paralt être l'exame de pales logiques économiquante structurantes - marchite liete, étatiste - à l'orme ba MACHÉTÉS.

La lagique marchande selfla production et le commence amandises et l'échange moins a comme moteur la rechardable chusement individual a luit. y'4-compagne donc de la les d'inéquiries et a, si l'on penti. passivitată, encore qu'elle finat mious encere d'un dinn g d'assumes ou de prospérité.

# marchande, capitalisme, étatisme

mation qu'ils indusent certe parties of butla vitalité de larges sedent. tifa , en temergne aussi le fe F tier la base d'économis comb ies forces social-democrate #1 dans is nord de l'Europe, l'as: all met. Canta ler in pauvrete grice i mes socrale des fruits de la cas Mais, dans l'aure sen, i de de larges poches de puntif aider à maintenir de me f saidures, même dans les pasti rishes, of an premier range les Elli-Las. Dins si dramit sa plasucité le capitalisme per Bien firer avantage des parent Carrier due des programms des des strategies missi et entis ne de la CUTT Daller , dans son dynamics (1) Var comment is much

Julien et Pierre Demonstration de Santités écureles, plans de production de Monde deplacement de services de la constant de la (2) Var is report to look of pater to Conseil teconomies of conseil teconomies of the conseil te de Dems Cerc dans le Mant 1986 de juin 1935

(3) to be the stricted to Control of the state of the sta 1983
(4) Commission makes a let be seen to be developed to be seen to be seen

1938
(5) Basque module, françoise
(5) Basque module françoise
(6) Court Courte for Substitute
(6) Court Courte françoise
(6) Court Courte françoise
(6) Remarkation (1986) deciperate madish and services and services and services and services are services are services and services are services and services are services and services are services are services are services and services are services

(3) Predera (4) Every Predicts, The first of the Predicts of (11) Your Michel Beach (11) Your Michel Beach (12) Your Michel Beach

# des nation de des hommes dans le monde contemporain et du toix; mais il risque souvent et d'un toix; mais il risque souvent enchevirées, la tentre de l'eau pois des causes aussi nombreuses enchevirées, la tentre de l'eau pois des causes aussi nombreuses enchevirées, la tentre de l'eau pois des causes aussi nombreuses enchevirées, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirées, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirées, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirées, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirées, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirées, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirées, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirees, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirees, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirees, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirees, la tentre d'un toix; mais il risque souvent enchevirees, la tentre d'un toix; mais il risque souvent encheveres de l'eu toix; mais il risque souvent enchevere de l'eu toix en

Moins saisissable est l'impact de la logique étatiste; beaucoup dépend de l'objectif collectif sur lequel elle se cimente : beaucoup dépend aussi de l'histoire des sociétés où elle fait souche. Les sociétés contemporaines où prédomine l'étatisme se sont fondées, avec le drapeau du socialisme, sur le projet de bâtir la nouvelle société qui, dans l'histoire, était appelée à succéder au capitalisme; en fait, elles se sont rapidement concentrées sur l'objectif du rattrapage des économies capitalistes (12); on y trouve donc en permanence, chez les dirigeants comme dans les populations, des références aux modes et aux standards de vie des pays capitalistes; on y trouve aussi, presque à tous les échelons, les « moteurs annexes » que constituent les différentes recherches de l'enrichissement individuel. du prestige et du pouvoir : et lorsque la dynamique centralo s'essouffle, ces moteurs tendent à fonctionner pour eux-mêmes. Ainsi, les forces existent pour que se creusent, dans ces sociétés, de profondes inégalités, tandis que la référence au socialisme tend à interdire que celles-ci ne se traduisent par des situations d'insupportable pauvreté.

Finalement, la source de la pauvreté, dans les pays étatistes, est quadruple : l'insuffisante efficacité économique; les traditions inégalitaires héritées de Phistoire ; les procès inégalitaires liés au système en place; la permanente référence aux pays capitalistes, qui met en relief les retards et les manques.

Dans le réalité, aucune des logiques one nous venous d'évoquer ne jone à l'état pur. Elles s'articulent, se combinent dans les formations sociales concrètes, qui, aujourd'hui prennent principalement la forme de formations sociales nationales, constituées en Etats-nations, au sein de leurs frontières, chacune avec son histoire, ses pesanteurs, son héritage : et notamment ses traditions de solidarité ou d'inégalité, de mépris ou de respect, de mise en ghetto ou d'assistance pour les pins démunis. Ainsi trouvers-t-on des spécificités nationales dans la conception même de la pauvreté, du pauvre et de l'attitude à avoir envers lui.

Le capitalisme, dans l'Occident des dix-neuvième et vingtième siècles, a été porteur d'une exceptionnelle dynamique de modernisation et d'industrialisation; l'étatisme, en URSS pais en Chine au vingtième siècle, a eu à prendre en charge ces deux procès ; et c'est encore du capitalisme ou de l'étatisme, on d'un mixte des deux, que les pays du tiers-monde attendent des avancés dans les mêmes voies. Or modernisation et industrialisation impliquent prosque nécessairement destruction des structures agricoles et artisanales traditionnelles, et donc, sous des formes variées, déracinements, dénuements,

En outre, depuis un demi-siècle, les économies et les sociétés nationales sont de plus en plus liées entre elles, par l'information, les transports, les circuits marchands et financiers; elles sont prises dans un système international - multinational - mondial hiérarchisé (13), où les unes imposent leur domination, leurs systèmes de prix, leurs décisions d'acheter (ou non), de vendre (ou non), d'investir (ou non), d'exploiter (ou non) des ressources, tandis que les autres, à des degrés divers, subissent ou, parfois, résistent. Et, dans la crise en cours, profonde et complexe mutation à l'échelle monencore de la pauvreté contemporaine méritent attention.

La première réside dans la capacité quasi illimitée que nous avons à... créer des besoins. Dans quelle mesure cela tient-il à la logique capitaliste de généralisation de la marchandise? Dans quelle mesure est-ce inhérent aux mentalités humaines (occidentales?) telles qu'elles se sont façonnées à travers siècles et générations? Il est bien difficile cer dès maintenant à s'en dégager ?

Mais il y a, si l'on peut dire, plus grave encore : l'évolution même de nos économies et de nos sociétés crée de nouveaux besoins, dont certains s'imposeront longtemps aux générations à

D'abord parce que toute production est transformation (done destruction) d'intrants et rejet de déchets; la production massive contemporaine est destruction massive et pollution massive :

l'et-le genre de lipoccides contre les déposerseurs, le genre des révoles contre le gras la genre de pareires contre le révole, le genre de la sie contre la most. ( Rought)



DESSIN DE PISSARRO (1896), INSPIRÉ D'UN COMMENTAIRE DU JOURNAL ANARCHISTE « LA RÉVOLTE »

Ce qui est sûr, c'est que si nos besoins étaient restés les mêmes qu'il y a cinquante ou cent ans, à progrès techniques et économiques équivalents, nous baignerions en pleine opulence. Hypothèse d'école? Evidemment, car innovations techniques, lancement de nouvelles marchandises (sans cesse renouvelées), élargissement des marchés, élévation du pouvoir d'achat et du niveau de vie, création et exacerbation des besoins (par la pression publicitaire notamment), croissance de la production, ont été absolument indissociables au sein du procès d'industrialisation-salarisation-urbanisationmodernisation-tertiarisation du der-

sources naturelles, gratuites, de satisfaction de besoins et rendent nécessaires des productions organisées, et donc coîteuses : l'eau en bouteille mais anssi maintenant dans sa quasi-totalité

individuelle ou collective.

Le pauvre des temps passés manquait de pain et d'un toit ; les sociétés se sont en général dotées des voies et moyens lui assurant le nécessaire : famille large, fraternité, solidarité, charité ou assistance publique.

Le pauvre d'aujourd'hui peut être panvre de deux manières : il peut,

ble, et il risquera de plus en plus de ne plus bénéficier des conditions élémentaires d'une vie saine et, dans certaines régions, de ne plus avoir accès à des terres productives... Et puis, il y a le pauvre qui, avec ou sans toit, est pauvre parce qu'il n'a pas la voiture ou le vélomoteur qui lui permette de se rendre à son travail, pas l'argent pour effectuer les déplacements, pas le téléphone, pas l'argent pour payer l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone (s'il l'a), les assurances, les remboursements

Nos pauvres ne sont pas seulement des laissés-pour-compte, des marginaux; ils ont été, ils sont rendus pauyres par nos sociétés. Et ils sont rendus pauvres une deuxième fois par les contraintes et les effets destructeurs de ce que nous nommons le « progrès ».

Ainsi l'idée qui prévaut en matière de lutte contre la pauvreté : « Il faut retrouver la voie d'une plus grande prospérité », est très largement erroéc. Car c'est en grande partie dans et de la prospérité que naît la pauvreté contemporaine.

Face à une situation aussi complexe, à des causes aussi nombreuses et enchevêtrées, la tentation peut être grande de se réfugier dans l'utopie. Il est vrai qu'avec les capacités productives dont nous disposons, en réduisant drastiquement les dépenses superfétatoires des États (militaires, notamment), des entreprises et des détenteurs de grandes richesses privées, en cessant de détruire ce que la planète nous offre gratuitement et en maîtri-sant nos besoins matériels, nous, terriens, pourrions vivre dans une aisance difficilement concevable il y a sculement deux siècles. Il faudrait évidemment réaliser d'importantes avancées en matière de réduction des inégalités. de solidarité (aux niveaux local, national, mondial), et donc aussi dans ces champs difficiles - et largement laissés en jachère de nos jours - de la maîtrise de soi et de la sagesse.

Cette perspective doit certes être maintenue ouverte ; mais, compte tenu des déboires, des déconvenues et des désastres auxquels ont conduit les tentatives menées dans les soixante-dix dernières années pour construire une société radicalement nouvelle, il convient de demeurer prudemment rai-

### L'art du possible

DES lors, si l'on accepte les idées présentées dans cet article, si l'on assume le fait que la marche vers une autre société, profondément différente de celles que nous connaissons aujourd'hui, sera longue, incertaine et semée d'embûches (16), il faut bien admettre, si l'on veut combattre la pau-vreté, la nécessité de recourir à une large gamme d'actions coordonnées; sans prétendre à l'exhaustivité dans un monde dont la diversification implique une large variété d'interventions évoquons-en, sans ordre de priorité, quelques anes :

1) Cesser de détruire les conditions mêmes de la vie (problèmes de la cou-che d'ozone, de l'esset de serre, des rejets et des déchets chimiques et radioactifa, etc.)

2) Sauvegarder partout où elles subsistent, restaurer partout où c'est possible, les sources essentielles de vic : cau potable, air respirable, terre arable, fleuves et lacs sains, océans en vie ; apprendre à raientir les procès de « modernisation » chaque fois qu'ils apparaissent plus destructeurs de res-sources que réellement productifs ;

3) Faire reculer les dénuements extrêmes : dans le tiers-monde d'abord, en aidant les plus pauvres des pays pauvres à réinventer les voies qui leur pere se nontrit et d moindre coût, donc à moindre dépendance et à moindres effets destructeurs sur l'environnement — les trois étant d'ailleurs largement liés; mais aussi dans les pays capitalistes considérés comme avancés, notamment en refusant les recettes assessines d'un libéralisme doctrinaire, en maintenant, et en adaptant si nécessaire, là où ils existent, les dispositifs permettant de limiter la pauvreté qu'engendre le capitalisme, et en inventant les formes de solidarité nouvelles que nécessitent les effets actuels de sa crise et de ses

4) D'une manière générale, resserrer les excessifs écarts entre riches et pauvres. Entre pays d'abord, en sauve gardant, en respectant et en valorisant mieux les productions des pays pauvres, et en permettant aux pays engagés dans la voie de la modernisation de disposer de techniques

modernes, ayant des effets destructeurs ausai limités que possible et susceptibles d'être réappropriées par ceux qui les utilisent. Mais aussi dans chaque pays, en pesant pour la réduction des inégalités, ce qui implique — dans les pays riches, et d'abord pour les classes riches, aisées et moyennes - de rompre avec la quête du « toujours plus » et de rechercher, au lieu de celle de l'avoir plus et du consommer plus, la voic du mieux-être (pas soulement matériel, mais aussi personnel, culturel, moral);

5) D'une manière liée, renforcer et réinventer des mécanismes de solidarité, d'aide et d'apports réciproques à tous les niveaux : local, régional, national, de grands ensemble piurinationaux et mondial ;

6) Dans ce cadre, affirmer partout dans le monde, dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud, à l'Ouest comme à l'Est, le caractère illégitime et éthiquement inacceptable de fortunes privées excessives, ainsi que des privilèges et des avantages exorbitants : contrebattre sur la même base les dépenses de surarmement et toutes les dépenses superfétatoires des États. des entreprises et des détenteurs de fortunes privées, et les soumettre à une taxation établie à l'échelle mondiale;

7) Et finalement inventer les voies, prospérité, qui ne doit pas être confondue - les lecteurs de cet article l'auront compris - avec la recherche du taux maximum de croissance...

MICHEL BEAUD.

(12) Voir Michel Beaud, le Socialisme à l'épreuve de l'histoire, Souil, Paris, 1983 et 1985. (13) Voir Michel Bound, le Système natio-al/mondial hiérarchisé, La Découverts,

nal/mondial Paris, 1987. (14) Sénèque, « De la tranquillité de l'âme », in les Stolciens, Gallimard, « Biblio-thèque de la Pléinde », Paris, 1962, p. 675.

thèque de le Pléiade », Paris, 1962, p. 675.

(15) Noes nous référens lei, entre antres, an rapport cité, Our Common Future, et aux travaux du Groupe de Vézelay sur « Les risques technologiques majeurs ». Voir anssi les articles de René Dument et de Glorgio Ruffolo dans le Monde diplomatique d'octobre 1988 : « Une planète mise à sac ».

(16) Cf. Michel Beaud, le Socialisme à l'épreuve de l'histoire, op. cil.

# Toujours plus de besoins

MAIS, pour autant, il faut aller au-delà de ce constat. Car il implique, si l'on regarde l'avenir, que nous humains sommes capables de créer tou-jours plus de besoins, et donc - en dépit de toutes les croissances productives imaginables, et elles ne sont pas sans limites - de créer plus d'insatisfaction, de frustrations et de pauvreté ressentie. Me sera-t-il permis, ici, de citer Sénèque? « La meilleure mesure de la richesse, écrit-il, c'est, sans tomber dans la pauvreté, de ne pas s'en éloignez beaucoup (14). » N'est-ce pas là un précepte que devraient méditer les tenants d'un inextinguible « toujours plus > ?

Ce procès de création des besoins correspond évidemment à des aspirations profondes existant en chacun de nous; probablement à des angoisses, des inquiétudes, des incertitudes d'être, des manques, et certainement un manque de réflexion et de réponse sur le sens de l'existence, un manque excusera-t-on le mot ? - de sagesse. Il a été pris en charge tout d'abord par la logique marchande, puis par la logique de la généralisation de la marchandise que constitue le capitalisme : il a été dopé, stimulé, exacerbé - on pense à l'inour déferlement de la publicité, aujourd'hui omniprésente - dans les dernières décennies. Et les sociétés étatistes, incapables d'offrir des valeurs plus exaltantes ou tout simplement des perspectives plus attrayantes, se sont laissé prendre à cette course à la satisfaction de besoins créés à partir de l'Occident capitaliste; et les classes riches et moyennes des pays pauvres ont été prises à leur tour.

Or les inégalités, et les inégalités de classes notamment, jonent un rôle déci-sif dans la diffusion des besoins tant à l'échelle d'une société qu'à l'échelle du monde : au fond, l'« effet de démonstration » cher aux économistes implique que des besoins assouvis par les classes aisées sont ressentis plus ou moins progressivement par les autres couches et classes sociales : et qu'après une période plus ou moins longue d'insatisfaction, de frustrations, de pauvreté (relative) ressentie, celles-ci finissent par accéder à leur tour à la satisfaction de ce besoin. Mais déjà les couches privilégiées s'en sont inventé

l'eau du robinet; l'air conditionné et peut-être demain l'air en bonbonnes individuelles ; et après-demain la recréation artificielle, dans certaines zones de la planète, des conditions mêmes de la vie. Ensuite, l'extraordinaire division des taches qui s'est opérée depuis un siècle et demi multiplie les interdépendances; les progrès de la sphère marchande par rapport à celles de la gratuité sont qu'un nombre croissant de besoins ne peuvent plus être satisfaits qu'à travers une dépense monétaire

destruction de biens essentiels : l'ean

potable, l'air respirable, les sois ara-

bles, le cadre de vie immédiat, les lacs.

fleuves et océans comme milieux de vie

animale et végétale, la couche d'ozone

et, plus largement, les équilibres fonda-

mentaux qui ont jusqu'ici permia

l'apparition et le développement de la

vie sur la terre (15) ; rejet de déchets

et de matières non recyclées dans les

sols, les eaux, les airs, les océans, et

maintenant exportation de ces déchets

dans certains pays pauvres... Ces des-

tructions, ces rejets annihilent des

Enfin, les structures mêmes de nos sociétés engendrent des besoins qui deviennent autant de nécessités : ainsi l'urbanisation massive, qui entraîne besoin de transports quotidiens, d'éva-sion hebdomadaire, de vacances au loin, etc.; ainsi les localisations et l'organisation des ensembles de production et de travail qui démultiplient les besoins de transport, de déplacement,

Abonnement 1 an (11 Nos): 230 F. 2 ans (22 Nos): 340 F.

# AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE NOVEMBRE L'AMÉRIOUE



ABONNEZ-VOUS en téléphonant au 42.65.36.15 en écrivant à Lu 37, rue de l'Arcade

75008 Parts

Le Nº : 23 F.

et les romans de : Bernard-Henri Lévy, Erik Orsenna,

avec Tom Wolfe et des analyses sur : « Reagan, une biographie totale » de Pierre Mélandri · Pecific America · de Jacqueline Grapin « La démocratie américaine » de Max J. Skidmore et Marshall Carter Tripp « Les États-Unis au XX° siècle »

de Claude Fohlen LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS · Mémoires d'an directeur des renseignements généraux » de Jean-Émile Vié

10 FICHES DE LECTURE A DÉCOUPER

Catherine Rihoit, Nadine Gordimer, J.M. Coetzee, etc.

I odieusement réprimées, les émeutes d'octobre en Algérie étaient prévisibles. En raison de la baisse de la rente pétrolière, les autorités - comme dans beaucoup de pays du tiers-monde - ont dû modifier le modèle de développement et favoriser l'expansion du secteur privé. Dans une société bloquée, contrôlée par un parti unique, de nouvelles inégalités sont alors apparues qui, s'ajoutant aux pénuries chroniques et à la montée de la corruption, ont provoqué la révolte d'une génération sacrifiée.

C'est ce qui se produit d'ordinaire lorsqu'une modification des structures économiques n'est pas accompagnée de réformes politiques. Pour avoir ignoré cette loi, les autorités doivent maintenant affronter le réveil de la société civile. Les citoyens multiplient les revendications et réclament désormais, dans l'ensemble du Maghreb, l'instauration d'authentiques démocraties.

Par IGNACIO RAMONET

- A qui profitent ces émeutes? », a demandé le président Chadli Benjedid lors de son intervention télévisée du 10 octobre dernier. La réponse définitive à cette question ne sera connue qu'après le sixième congrès du Front de liberation nationale (FLN, parti unique), au début de décembre prochain.

S'il porte l'entière responsabilité politique et morale de iz sangiante répression contre les jeunes contestataires, le gouvernement algérien peut-il être accusé d'avoir provoqué la chute des cours du pétrole et la baisse du dollar, principales causes économiques des émeutes ?

Les tensions sociales étaient très vives depuis plusieurs années, et les troubles récents tout à fait prévisibles (1). Un baril de pétrole valsit 40 dollars en 1979; il en vaut 12 aujourd'hui. En trois ans, les revenus des hydrocarbures ont diminué de 5 milliards de dollars et les ressources de l'Etat de 40 %. Le pays se retrouve pour ainsi dire ruiné (en juillet dernier les réserves en devises s'élevaient à seulement 1.06 milliard de dollars). Comment multiples réclamations de la population? Dans les mêmes conditions, d'autres Etats - comme le Nigéria et. plus récemment, le Mexique - ont aussi connu de violentes secousses sociales. Demain, le Venezuela et l'Indonésie, qui vivent du pétrole, les connaîtront sans doute à leur tour.

Cet appauvrissement soudain contraint l'Algérie à revoir son modèle de développement et la conduira probablement à modifier son mode d'organisation politique.

Après sa longue guerre contre la France, l'Algérie avait voulu proposer au tiers-monde son modèle de dévelonpement fondé sur la non-dépendance et sur une économie autocentrée. Grâce à la rente pétrolière, elle entreprit dès 1962 une industrialisation très volontariste et une réforme agraire de grande ampleur; encourages la croissance démographique afin, certes, de compenser l'excès de mortalité de la période coloniale, mais aussi en raison de rivalités régionales, en particulier avec le Maroc. Le jeune Etat, de vocation laïque, fit preuve du même volontarisme dans la sphère culturelle. Négligeant la réalité kabyle, il entreprit d'arabiser la population à marche forcée, sans islamiser. Pendant vingt ans, ce fut une ruche, partout des chantiers, des grands travaux qui assuraient le plein emploi. La scolarisation fut

Longtemps, ce modèle de « socia-lisme à l'algérienne » fut envié par les citoyens des deux Etats voisins. Surtout par les plus humbles, victimes d'un régime semi-féodal au Maroc et brimés par le paternalisme bourgui-biste en Tunisie. L'Algérie se voulait la - Prusse du Maghreb » et aspirait tout

massive et générale.

et de sa puissance, à prendre la tête du futur Maghreb uni.

naturellement, en raison de sa richesse

A l'époque, le pouvoir algérien appa-raît comme le seul, dans la région, qui soit une émanation du peuple. Face à la monarchie marocaine, fondée sur la tradition du maghzen, sur l'alliance des grandes familles caldales et sur oppression séculaire du fellah, et face à la Tunisie, où le néo-Destour, parti de la moyenne bourgeoisie citadine, accapare le pouvoir et limite les espoirs de la paysannerie et des ouvriers, l'Algérie affirme que « le peuple est au pouvoir ». Ce n'est pas senlement un sicgan, et les prolétaires des grandes villes marocaines et tunisiennes en sont per-

Les ambitions régionales de l'Algérie, proclamées ouvertement par le colonel Houari Boumediène, et l'effet d'attraction qu'exerce son régime sur les masses maghrébines vont pousser ses deux voisins à prendre des dis-tances. La monarchie marocaine va chercher à étendre son territoire aux dépens d'abord de la Mauritanie (sans succès), puis du Sahara occidental (annexé en 1975). De son côté, la Tunisie none des alliances à sa frontière orientale (union tuniso-libyenne en 1974). A l'intérieur, les syndicats et les partis de gauche (cf. affaire Ben Barka), soupçonnés de faire le jeu de l'Algérie ou de la Libye, seront systématiquement persécutés. Aussi bien le Maroc que la Tunisie se rapprocherout, en outre, des Etats-Unis et du camp occidental. L'édification d'un « Etat socialiste » en Algérie renvoie la construction du Maghreb aux calendes grecques (2). A moins que les régimes marocain et tunisien ne soient, ainsi qu'on l'espère à Alger, baiayés par les révoltes populaires qui s'y succèdent - en particulier les « émeutes de la faim » en 1981 et 1984 - et qui révèlent, par contraste, la pacification sociale existant en Algérie.

# Le libéralisme contre les « acquis de la révolution »

PRES la mort de Houari Boume A diène, en décembre 1978, le régime algérien va connaître une grave crise du pouvoir, qui, anjourd'hui, dix ans après, n'est pas entièrement dénouée. Deux clans s'affrontent alors pour la succession à la direction de l'Etat ; d'une part, autour de M. Boutefliks, les partisans d'une réforme économique laissant plus de place au marché, à l'initiative privée et à la production agricole individuelle; de l'autre, autour de M. Yahisoni, les partisans du renforcement de l'apption socialiste » et de la défense des acquis de la révolution ». Aucua des deux clans n'étant en mesure de l'emporter, l'armée se trouve en position d'arbitrage, et elle propose - pour une période que l'on pense être de transition - l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé. Le sort porte ainsi aux fonctions de chef de l'Etat le colonei Chadli Bendjedid (3).

Très vite le nouveau président va être confronté à des problèmes maieurs, en premier lieu d'ordre économique. En effet, la période des vaches grasses se termine et l'ère tant redoutée de l'après-pétrole arrive plus tôt que prévu. Le pays n'est pas prêt, qui a planisié sur le long terme son développement économique en fonction d'un pétrole cher. Alger a tout misé sur l'industrie lourde - sidérurgie, installations pétrolières et gazières, cimenteries, constructions mécaniques... Tout a été, bien entendu, acheté à l'étranger, le plus souvent à crédit. Le fonctionnement et la maintenance de ces usines

dénendent de l'importation permanente de pièces de rechange et d'équipe-

Le soudain apparvrissement sur-prend l'Algérie en plein élan de développement. Tous les feux se mettent simultanément à clignoter. La baisse des revenus pétroliers impose de réduire de manière draconjenne les importations. Sans pièces de rechange, de nombreuses usines tournent alors au ralenti, d'autres restent inachevées, des centaines de projets sont abandonnés. Les sources d'emploi se tarissent alors même que les nombreuses universités - orgueil du régime - déversent chaque année des dizaines de milliers de cadres, diplômés, compétents, qui vont devoir se contenter - dans le meilleur des cas - d'emplois de fortune. Le malaise social commence. Le pays doit recourir aux importations pour 80 % de ses besoins alimentaires et, contrairement au Maroc et à la Tunisie (4), a

négligé de développer son agriculture. « L'Algérie de 1988 ne produit par plus – et parfois moins – d'aliments que celle de 1962 », constate René Dumont (5).

Là anssi, la limitation des importations va entraîner de graves conséquences ; les pénuries de produits conrants (viande, huile, sucre, tomates, semoule, œufs...), déjà fréquentes, devienment chroniques. Un réseau d'intermédiaires - abborrés per la population - se développe et entretient, perfois artificiellement, la pénnrie. Le marché noir, la débrouille, la corruption, le détournement de biens de l'Etat, se généralisent. La société se bloque et le mécontement se répand, Les émigrés elgériens en Europe cessent d'envoyer leur épargne par le canal des banques, se livrent à un troe massif qui fait perdre à l'Etat environ 2 milliards de dollars par an (6).

# L'heure de l'austérité

cela s'ajoutent les obligations A financières à l'égard des créanciers. (Le président Chadli a encore rappelé, dans son discours du 20 septembre dernier : « Notre objectif est de rembourser les dettes contractées ces dernières années. - ) Elles s'élèvent à 20,7 milliards de dollars. Et leur remboursement a coûté au pays, ces deux dernières années, 5,2 milliards de doilars. Les autorités ont imposé une politique d'ajustement structurel avant sévère que celle qu'exige le Fonds monétaire international (FMI).

Les salaires ont été bloqués et les subventions aux produits de première nécessité réduites. Le président Chadli, qui était populaire à son arrivée au pouvoir, en 1979, avec son slogan Pour une vie meilleure!» devient l'homme de l'austérité. Sa cote baisse à mesure que la mai-vie se répand et que le mécontentement se généralise.

Alors que, dès 1985, le révolte gronde, le pouvoir se contente de piloter à vue et ne parvient pas à prévenir tous les dangers. Il n'évite pes, entre autres, le grave révoite des étudients et des lycéens de Constantine en novem-

Dans ce contexte, le président Chadli doit tenir compte de son opposition interne, représentée par l'aile ganche du FLN et par une partie de l'armée, restées sidèles au boumediénisme. Il est contraint d'adopter une voie médiane et d'introduire, à doses homéopathiques, des réformes qui encouragent l'initiative privée, cassent les grandes sociétés nationales, érodent la bureaucratie et restituent la terre aux fermiers. Il crée de nouvelles willayas (préfectures) qu'il confie à de jeunes cadres compétents avec mission de dynamiser la politique régionale, d'attirer les investissements afin de

favoriser l'essor de pôles de développement autonomes en laiseant une large part au secteur privé.

En politique étrangère, Alger abandonne peu à peu sa « diplomatie de grande puissance », attéque son souties au Front Polisario et, à petits pas, renoue avec le Maroc.

Officiellement, cette « perestrolica » chadlienne n'ose pas dire son nom. Le conflit interne, dans la sphère gouvernementale, se poursuit. Le président entouré du noyau dur des réformistes - le général Lardi Belkheir, le ministre de l'intérieur El Hadi Khediri et le ministre de l'information Bachir Rouis, - critique, dans chacun de ses discours, l'étatisme, la planification buresucratique, la faible productivité, l'incompétence... Mais ne crève pas l'abcès au sein même du pouvoir. Et son attentisme - dix ans !- devient périlleux. Car le temps joue désormais

réforms en Algérie », le Monde diplomatique, octobre 1986.

(2) Cl. Sophie Bessis, « le Grand Maghreb sur le chemin des retrouvailles », le Monde diplomatique, septembre 1988. (3) Pour une analyse plus détaillée de cette période, lire « Vents de réforme en Algé-

rie », op. cit.

(4) La Tunisie importe 50 % de sa consommation de céréales. Il y a vingt ans, elle convrait 1008 ses besoins. (5) René Dumont, «Demain le tiers-monde», Politis, 21 octobre 1988.

monde », Politis, 21 octobre 1988.

(6) A titre de comparaisoa, la camminanté portugaise en France (équivalente en importance à l'algérienne) avait officiellement transféré en 1982 à son pays d'origine 7,326 milliants de france ; tandis que la même année, les Algériens n'envoyaient chez eux que 63 millions de france ! (Actualité de l'émigration, Paris, 5 octobre 1988).

(7) Cf. Karim Chergoi, «La révoite des jeunes à Constamine», Hérodote, Paris, avril 1987.

经产品 精囊

FORES : WENT DU

ter o treat mile

# M· GISELE HALIMI

# Un procès dans l'Algérie française

E 20 août 1955, dans le village d'El Halia, à quelques kilomètres de Philippe-ville, des insurgés algériens s'en prennent aux habitations et à la mine, mas-sacrant une trentaine d'Européens. S'ensuit aussitôt une terrible répression. Il faut

Un procès des auteurs présumés de ce massacre s'ouvrira le 17 février 1958 à Philippeville. Alors jeune avocate, Me Cisèle Hallmi assure aux côtés de Me Matarasso la défense des accusés :

« Quarante-quatre accusés, trente autres jugés par contumace, cinquante témoins, quinze avocats (...). Nous savions que les témoignages n'avaient pu être recueillis qu'à partir d'aveux, tous confectionnés grâce à la violence. Démontrer leur « inexistance » ferait chanceler tout l'échafaudage accusateur (...). La quasiperfection des aveux des accusés frappait à première lecture. Par une sorte de distri-bution idéale, chaque accusé reconnaissait avoir tué telle ou telle victime. Et, avec une précision peu commune, ils reprenaient, presque mot pour mot, les conclusions du docteur Travail (médecin légiste local) sur les cadavres attribués à chacun d'eux.

Les avocats demandent et obtiennent un nouvel examen de quatre cadavres. L'expertise est confiée au colonel parachutiste Lartigaud, qui fera sa déposition le

« Le colonel parachutiste-médecin légiste s'avance. Il est bref. Il s'exprime en des termes d'une clarté presque brutale. Ses conclusions ? Le docteur Travail a livré à la justice de fausses constatations (...). Coup de théâtre. Le docteur Travail béguie... Il reconnaît... Il s'est trompé... Il n'a pas de certitude... Le colonel légiste a probablement raison... Il s'excuse..."

Malgré le doute qui pèse ainsi sur le dossier d'accusation, le commissaire du ent demande neuf condamnations à mort. Il en obtiendra quinze. Le 9 avril 1958, à Alger, procès en cassation : le jugement de Philippeville est annulé. Au cours du second procès, à Constantine, le commissaire du gouvernement déclare le 28 octobre 1958 que « les résultats de l'autopsie contradisent en tous points les aveux » et qu'il est donc conduit, à croire les accusés lorsqu'ils affirment avoir été torturés. Il ajoute : « Comment pouvons-nous retenir ces aveux pour juger les hommes qui comparaissent devant nous? Il n'est qu'une seule explication possible : ces aveux ont été extorqués sous la violence (...). Je suis donc amené à abandonner l'accusation dans la plupart des cas de ce douloureux procès, c'est-è-dire contre trente et un accusés ».

En fait, trente-quatre accusés sont acquittés. La justice a donc triomphé. L'affaire est terminée. Me Halimi et Me Matarasso vont à la prison faire leurs adieux aux inculpés dont ils ont sauvé la tête.

« Nous ne les resimes jamais. La plupart d'entre eux furent internés dans un camp à leur sortie de prison. Ils furent, nous dit-on, massacrés par l'OAS. D'entres disparurent mystérieusement et à jamais. »

> Citations extraites de : Gisèle Halimi, le Lait de l'oranger, Gallimard, Paris, 1988, 400 pages, 125 francs.

# DANS LA PRESSE LOCALE

# Ceux qui tirèrent la sonnette d'alarme

lire le très officieux quotidien en langue française El Moudjahid, on pouveit penser ces demiers mois que les journalis algériens étaient insensibles aux problèmes qui minaient le pays. En fait, il fallait attendre chaque jeudi la sortie des deux hebdomedaires de langue française, Algérie Actualité, proche de l'équipe gouverne le, et Révolution africaine, organe central du parti du Front de Ebération nationale (FLN) pour sentir les frémissements de la révolte.

Dès le lendemain des émeutes de Constantine et de Sétif en novembre 1986, Révolution africaine surprit ses lecteurs en consacrant un dossier aux « événements de Constantine » intitulé « Le vrai ou le faux » (1) : « Oui s utilisé des problèmes réels pour en faire un espace de saccage et de pillage ? Pourquoi n'a-t-on pas régié plus tôt les probièmes des étudients et des lycéens avent que n'éclatent ces actions ? » En conclusion, le rédacteur constiguir : « Le celme est certes revenu, mais les lepons de ces événements restant à tirer, Mais encore une fais de nombreuses questions et une seule réconse : le dialogue. »

La résité est connue de tous. Algérie Actualité en trace brièvement les grandes lignes : « Le groe des betaillons, de la population, a un âge qui se aitue entre les premières tâtées du biberon et les angoisses du bac. Qui sont-ils ces 14-18 ans ? Un soupçon de linquance, un grain de sel, un goût amer... Si la marmite saute, c'est qu'il y a eu trop de pressions, trop de frustrations et de pro-messes. Qui est-elle cette jeunesse dont on parle avec grand élan lors des grandes manifestations et qu'on oublie le lendemain ? (2), »

lans des grandes mentiestations et qu' on ouces le renceman ? (2). »
Algérie Actuelité pesutine le portreit des uns avec « Jeunesse dorée : le fric c'est chic » (3). Interrogé, un « bouhi » (jeune des quartiers populaires) définit ainsi les « trin-tuti », la jeunesse des quartiers résidentiels des hauteurs d'Alger : « Des êtres étranges verus d'une autre galaxie. Leur destination : Riedh-el-Feth. Leur but : envahir la discothèque (...) Bosser ou trimer, écrit le journaliste, sont des termes absents de leur vocabulaire (....) Papa paie tout, Ne faites jamais la bétise de leur parler de centre de formation profes-

aionnelle. Ils vous en demanderont le sers. » Les grands dossiers de Révolution africaine s'attendent devant sur le situation des autres, le masse des moins de vingt ans des cités surpeuplées d'Alger. Les « inoccupés » ou chômeurs, selon l'air du temps : « Ces exclus se sont dotés d'un espece : les pleces de chômeurs », rapporte la journaliste. Ces places ainsi baptisées sont

inaugurées par les jeunes avec des inscriptions peintes sur les mure : e Au travail I s

Si papa paie les factures de sa progéniture « tohi-tohi », le « bouhi » rêcle ses fonds de poche face à une ardoise, comme le montre un dessin paru en janvier 1987 dans Algérie Actualité

Dans un article « égaré » dans la rubrique d'informations généraies « Signe des temps », un journaiste de l'organe central du FLN s'interroge sur la présence croissante des mendiants et des sans-ebri dans la capitale : « Est-ce le signification de l'appeuvrissement de la population ? (...) Je dirai oui, nous sommes pauvres. Alger, ce n'est oas seulement les magasins standing, les salons de thé chics et les fringues demier cri. C'est aussi les bousculades dans les bus, les soules El-Fellah (magasins d'Etat). C'est aussi le manque d'hygiène et les interminables péruries d'esu et les prix chauds. » « Heureuse ment, poussuit le pamphlétaire, qu'il y a villas, voitures et antennés paraboliques pour nous réconforter et dire : c'est l'ère de la prospériné (5). »

# Un pavé dans la mare

RONIE du sort : au moment où le couvre-feu était instauré dans la région d'Alger, Révolution africaine était mis en vente avec, en mière page, un véritable pavé dans la mare.

« Ce sont en fait de véritables signaux qui commencent à clignoter de toutes parts : la crise, le chômage, les pénuries, les trafics, le népotisme, l'incompétence, la comuption, les enrichiseements spon-tanés, les injustices sous-tendues par un sentiment général d'impuissance et d'exaspération. » L'auteur de ces lignes s'en prend violemment à ces publicités étrangères pour des produits « que l'onpeut trouver intra-muros moyennant devises ».

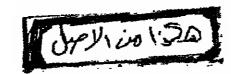
Ce texte a fait d'autant plus de bruit à sa sortie qu'il correspondait aux siogans criés par les jeunes manifestants lots des émeutes d'Alger. Dens se conclusion, le rédacteur lançait, par ailleurs, une bien curieuse mise en garde : « il est clair qu'il devient urgent aujourd'hui de défendre cette image d'austérité (...) sous peine de voir le pays basculer sous les fourches Caudines des jeux d'intérêts étrangers et de tierces puissances (6). »

SADIA AYATA

(1) Révolution africaine, tr 1185, 14 novembre 1986.

(2) Algérie Actualité, a 1111, janvier 1987. (3) Algérie Actualité, a 1123, avril 1987.

(4) Algérie Actualité, nº 1111, jeuvier 1987. (5) Révolution africaine, nº 1281, 16-23 septembre 1988.
 (6) Révolution africaine, nº 1283, 30 septembre 6 octobre 1968.



première grève d'envergure à Rou!ba,

à 30 kilomètres d'Alger; les huit mille

ouvriers d'une usine de camions récla-

ment la fin du blocage des salaires.

Immédiatement, d'autres usines – à

Arzew, Annaba, El-Hadjar - repren-

nent ce mot d'ordre forcément mobili-

sateur. Les employés des postes se joi-

gnent très vite au mouvement, ainsi

que les cheminots, et tout laisse penser

que le pays se dirige vers une grève générale pour la première fois depuis

l'indépendance. Le syndicat unique du

parti au pouvoir soutient le mouve-

Dans un contexte social explosif.

cette mobilisation ouvrière apparaît

comme un véritable coup de force

contre le président Chadli, qui est éga-

C'est alors que, le 4 octobre, survien-

nent les émeutes d'Alger; elles vont

embraser le pays. Beaucoup d'observa-

teurs ont noté (10) que les forces de

police et les compagnies anti-émeutes (aux ordres du ministre de l'intérieur,

M. Khediri, très proche du président)

n'ont pas été opposées aux casseurs;

que ceux-ci s'en sont pris tout particu-

lièrement aux représentations du parti :

et enfin que l'ordre a été rétabli - de

l'atroce manière que l'en sait - par

l'armée. C'est celle-ci qui s'est sali les

mains et qui - surtout depuis les révé-

lations sur les tortures infligées aux

manifestants - a perdu dans cet

odieux événement une grande partie du

prestige acquis durant la guerre d'indé-

Les syndicats et le parti - qui ont

joué aux apprentis sorciers — et

l'armée sortent de cet épisode très

affaiblis politiquement, et avec une

de calculs machiavéliques, cette nou-

velle situation favorise en revanche le

Mais tout n'est pas joué, il s'en faut de beaucoup. Même si les écueils du

prochain congrès - qui aura lieu dans

la foulée du succès du référendum du

3 novembre - et de la prochaine élec-

tion présidentielle (dont le candidat

probable serait M. Khediri) sont sur-

Fruit des circonstances on résultat

image ruinée aux yeux des citoyens.

président Chadli et son équipe.

lement secrétaire général du FLN.

# LA RÉVOLTE DI L'Algén

at d'équipo. then de dévo ME de spetteut in impose de de rechange. est alors au iman, militaries, des minimatomoss imant slore WEIVERSIE Think che. is milliers de **p. qui vo**at n to maileur bettane. Le Le pays doit CONTRICE District (4), a

riégligé de développer su plus – L'Algérie de 1988 de plus – et parfois moin plus que celle de 1962 - le Dumont (5)

Là aussi, la limitation de la contraîner de Là aussi, la limitation de la la tions va entraîner de Brata, quences; les pénuries de Brata, rants (viande, huile, moit, semoule, œuis...), déji fort de deviennent chronique, libre, d'intermédiaires abband é deviennent chroniques in a d'intermédiaires ablant le population — se dévelope e licent, parfois artificiellement le marché mir, le défournement de la défournement de la défournement de la marché mir, le défournement de la dévournement de la destant de la destant de la dévournement de la dévournem corruption, le détourant le de l'État, se généralisen lung bioque et le mécontame et les étrigrés algérieus u bas Les emigres algentes et bases et d'envoyer leur épage per canal des banques, se limes le canal des banques se limes le canal des banques se limes le canal des canal d massif dui fait perdre i l'Esta 2 milliards de dollars persi (q

# L'heure de l'austérité

favoriser l'essor de pôles de de ind des créentreer antonomes et pienes et ter de 20 sepabjectif est de ties cu e of Miront 1 the last reas-THE CAUS it de doi-Miles

all be berry ole marches w and and a se BING MINES Migra Migratic. afte de

En politique étrangère, Ales donne peu à peu sa different grunde ruissance . anime su Au Front Polisario et i pa renoue avec le Maroc.

Officiellement, cate . | | Chad ienas n'ose pas dire man conflit interne, dans la spie p nementale, se poursui. Le pa entruré du noyau dar de ma - in general Lards Belkler be de Matieneur El Hadi Kielig ministre de l'information Bulle - imique, dans chacu è a cours, l'etatisme, la plaisbureaussauque, la faible poli-. 15tes 42 sein même de pari 124 Littertisme - dix 1814 Car le temps per fe-

The Live Ignaco Ramon del 1. Cf. Schie Beseit, ch Geffe Sur le comme des retressibleus des comme que septembre 196 Prior une ambre plu file conte per ode, les « Vens de ribese

4 La Turnism emporte 209 èse mattern de ceréales II y a règique That there ses bescars. 4: Rene Dumant . Dent 1:

maride - , Filia 21 octobre 1988. Table companies in Francisco de la lace de lace de la lace de lac 1,17: <u>-- 11:1</u>1 de l'man, minist 12. et .as Algemen, n'entysement Autor Compa all is Autor Compa all is Alarm Companies and Autoria, to tion, Paris, 1 octobre (Still

seront écartés (8). »

GÉNÉRATION SACRIFIÉE

# sous le choc



ALGER, LE 10 OCTOBRE

contre lui ; et ses adversaires politiques penvent utiliser le mécontentement général. C'est dans ce contexte - à la veille du congrès décisif de décembre prochain, qui doit désigner le candidat officiel à l'élection présidentielle de 1989 - que se produisent les événements et les émoutes d'octobre.

Dans un important discours prononcé le 20 septembre le président déclenche l'offensive. Il analyse en détail l'atmosphère du pays, dénonce, une fois encore, les spéculateurs, les nouveaux riches, les incompétents de tout poil et jusqu'à la communauté algérienne à l'étranger. Mais il vise plus concrètement une partie de l'appareil d'Etat. Certains cadres du parti sont clairement visés, « incapables de s'adapter à la nouvelle situation [alors qu'ils] exercent au sommet, au sein d'institutions du parti et du gouvernement ». Enfin, il iance un net avertissement: « Ceux qui ne peuvent suivre doivent choisir : se démettre ou bien ils

Cette menace s'adresse à l'aile gauche du FLN. Et celle-ci va immédiatement riposter par la voix de l'Union générale des travailleurs algériens

(UGTA) : « Les travailleurs algériens n'accepteront jamais une quelconque atteinte aux acquis de notre révolution socialiste, ni à l'indépendance politique et économique du pays (9).

Jugeant l'atmosphère propice,

montés, la prochaine équipe au pouvoir sera confrontée à un colossal problème l'UGTA déclenche, fin septembre, une politique. « Comment passe-t-on à une économie de marché? »

L modèle de développement choisi par l'Algérie a échoué. Comme ont évalement échoué les modèles libéraux adoptés par la Tunisie et par le Maroc, pays soutenus à bout de bras par les organismes financiers internstionaux et régulièrement secoués par des émeutes populaires, elles aussi étouffées dans le sang. Le coup d'Etat du général Ben Ali, en novembre 1987, témoigne de cet échec en Tunisie où l'on s'efforce de démocratiser la vie politique sans remettre en cause les choix en faveur du libéralisme écono-

L'Algérie, comme d'autres pays du tiers-monde, avait choisi, pour se déve-

lopper, de s'équiper en industrie lourde et de créer une importante classe OUTALISEE ROTTE TO CILCOLITION CO. unique, structuré de manière lémniste.

Ce mode d'industrialisation fort coûteux est en crise en raison de la baisse de la rente pétrolière. Mais pes seulement. A cause des grandes mutations technologiques, un tel projet n'est plus anjourd'hul un factour de modernisation. Ce serait même le contraire.

L'Algérie, jourdement endettée, doit se résoudre à une restructuration industrielle alors même que son industrialisation n'est pas achevée. Et cela sans perdre de temps, car tout retard aggrave la nouvelle dépendance à

l'égard des grands pôles modernisateurs et fournisseurs d'équipements informatiques et électroniques.

Mais personne ne sait aujourd'hui démonter un système socialiste d'économie planisiée en peu de temps. Détecter les erreurs ne sert pas grand- chose. C'est tout le sens du pari de M. Gorbatchev en Union soviétique. Comment éviter l'explosion du corps social tout en enclenchant des réformes, par ailleurs vivement souhaitées ? Comme le dit M. Claude Cheys-5011: « Comment passe-t-on à une économie de marché alors qu'on n'a personne pour le faire, personne aul sache ce que veulent dire les mots que l'on prononce et alors que les structures de l'économie d'Etat sont maintenues? Par où commence-t-on? Comment évite-t-on que tout ne se bloque pendant qu'on commence ? (11). »

Tels sont quelques-uns des défis qu'affrontent les autorités algériennes, et le cas de la Pologne est là pour mon trer à quel point ces problèmes sont difficiles à résoudre. Voilà, en effet, un régime, celui du général Jaruzelski, confronté an mécontement d'une population qui souhaite, comme en Algérie, des réformes politiques et économiques radicales. Ces réformes sont réclamées, avec une particulière vivacité, par les mineurs de Silésie, les sidérurgistes de Cracovie et les ouvriers des chantiers navals de Gdansk. Mais toute modernisation industrielle aujourd'hui, en Pologne comme ailleurs, condamne, en grande partie, les mines de charbon, la sidérurgie et les chantiers navals ; et, en tout cas, remet en cause les méthodes de travail. La modernisation et la réforme économique supposeraient le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs de ces secteurs - comme cela s'est produit, au début des années 80, en France, en Belgique, au Royaume-Uni et en Espagne. Les travailleurs qui exigent ces réformes accepteraient-ils les conséquences de celles-ci? Telle est l'équation polonaise: telle est aussi la quadrature du cercle que devront résoudre demain M. Gorbatchev comme le prochain président algérien. Et cela ne se fera sans doute pas - voir la Yougoslavie aujourd'hui - sans convulsions et sans

### L'essor des « industries démocratisantes »

D'AUTRE part, cet effort de moder-nisation condamne aussi, politiquement, le système de parti unique. Aucune modernisation, aucun développement, n'est plus concevable sans le recours massif aux industries de la communication. Elles irriguent tout le circuit de production et de distribution et sont à l'origine de l'explosion des services. Or, de même que la sidérurgie était considérée naguère comme une « industrie industrialisante », le secteur de la communication apparaît aujourd'hui comme une «industrie démocratisante ». Elle ne peut s'épanouir dans un contexte de censures ou dans un univers du secret.

C'est pourquoi anssi, en Union soviétique, la modernisation de l'économie, la « perestroïtz », s'accompagne de la transparence, de la « glasnost » ; l'une peut difficilement aller sans l'autre. C'est aussi pourquei la modernisation industrielle s'accompagne d'une avancée de la démocratie dans des régimes autoritaires, aussi bien en Corée du Sud qu'au Mexique et même au Chill. L'Algérie est à son tour atteinte par ce

Et l'essor de la communication, l'avancée de la démocratie, mettent soudain à jour de très vieux problèmes. enfouis, occultés ; surtout ceux liés à la culture et à l'identité nationales, et favorisent de la sorte - comme dans le Caucase, les républiques baltes ou en Yougoslavie - la renaissance des nationalismes et le réveil des minorités ethniques. Le malaise économique et le choc de la crise deviennent un terreau fertile pour toutes les colères et toutes les revendications culturelles. Là encore, les problèmes de l'Algérie - comme ceux du Maghreb - restent

à venir, car les questions kabyle et berbère n'ont jamais été résolues; et le nouveau contexte ne peut que favoriser les contestations.

D'autant que les perspectives du marché unique et l'accélération de la modernisation en Europe conduisent le Maghreb à resserrer ses liens avec la CEE en particulier, à multiplier les échanges avec le Sud de la Communauté (Portugal, Espagne, France et Italie) (12).

Les jeunes générations maghrébines, et notamment, les centaines de milliers de cadres, de techniciens, d'ingénieurs, d'artistes et d'intellectuels, souvent de très haut niveau et de compétence internationale, supportent de moins en moins les méthodes archaïques des gouvernements: la langue de bois du parti au pouvoir en Algérie; l'arbi-traire du monarque au Maroc (13) et les violations systématiques des droits de l'homme dans toute la région. Ils estiment que le temps du bâton, cette tradition coloniale, doit s'achever. Pour pouvoir affronter enfin, avec intelligence et responsabilité, les problèmes concrets de l'indispensable construction d'un Maghreb uni.

# MINACIO RAMONET.

(8) « Discours du président Chadli » (texte intégral). Actualité de l'émigration, op. cli. (9) Révolution, Paris, 14 octobre 1988.

(10) Lire en particuller: le Monde, 15 octobre 1988; l'Evénement du jeudi, 20 octobre 1988; et Politis, 21 octobre 1988. (11) Le Monde, 19 octobre 1988.

(12) Cf. Fathalish Onalsion, «Le Maghreb et l'Europe », l'Evénement européen, nº 2, Paris, juin 1988.

(13) Cf. Remy Leveau, « Stabilité du pouvoir monarchique et financement de la dette », Maghreb-Machrek, nº 118, la Documentation française, Paris, octobre 1987.

# sonnette d'alarme

the per les wares avec des associates persists distance is the same paid and factores de sa progenin indi Taining of Same to Same to Same April 1987 care April 1988 to Same April 1987 care April 1987

מינות מינו The A Section des the Total J. or Carried Co. I spread THE REPORT OF THE STATE OF THE THE CONTROL OF STREET AND SECURITIONS OF STREET AND SECURITION OF -THE MEMORINE WE PRODUCE STATES IN STATES ON S The state of the s THE STATE OF THE STATE OF STAT The property of the state of th THE POWER SECTIONS OF THE COMPANY

Un pavé dans la mare

A son : Su moment of le counterleu des les And Alex River of State est in the STATE OF STATE OF STATE OF STATE The store or the de remains sprace as one The state of the s THE PROCESSION IS CONTINUED, IN SECURIS THE PROPERTY OF SCIENCES OF STATES THE SAME OF STREET STREET STREET Change of design of the party o The property of the party of th The tender of the of our carry pains do bruit à sa sorte par les tres de bruit à la sorte par les tres de la sorte par Plane code car les journes maniscant ps The second of the party pass of management of the party pass of the party pass of the pass White the differences cares analysis in section with the party based and south the Causes of 

tal corrigé id et là par les caprices d'un despotisme débonnaire » a payé « l'option initiale de la fameuse industrie lourde et de la non moins funeste collectivisation des terres ». Pour Yann de l'Ecotais, son confrère de L'EXPRESS, alors qu'il y a « vingt-cinq ans toutes les conditions étaient remplies pour faire de ce pays une nouvelle puissance (...) l'archéo-mantisme a tout balayé. Etatisme, bureaucratie, nomenklatura, corruption, censura, pénurie, misère. L'absence de démocratie a conduit au désastra économique, et l'aventure idéologique se termine dans le sang. > La cause semble entendus et Jean-Marie Domenach fustige, dans LE FIGARO du 13 octobre, « la faillite du socialisme militaroburesucratique, et, bien sûr, « ceux qui continuent d'entretenir l'illu-

sion chez nous, contribuent à entretenir la tyrannie chez les autres ».

Dans le même organe, Franz-Olivier Giesbert, transfuge tout récent du

NOUVEL OBSERVATEUR, dénonce, lui, le silence des intellectuels « brusquement indifférents aux bains de sang et surtout aux cris des

du 14 octobre. Pour Jean Daniel, la modèle algérien « stalinisme orien-

A sanglante falilite », « la falilite sanglante », à l'inversion

de L'EXPRESS et du NOUVEL OBSERVATEUR datés

des mots près, rien ne différencie les titres de couverture

foules mitraillées » (LE FIGARO, 12 octobre) « Nos intellectuels, comme un seul homme, ont obtempéré aux dans l'EVENEMENT DU JEUDI du 20 octobre, Pour dire quoi : Que ce n'est pae bien de tirer à la mitrailleuse sur des enfants. Il était temps en effet. Nous avions vraiment besoin de leur feu vert, Ouf I Remarquez que lorsque l'armée tunisienne, aux ordres d'un ex-héros devenu un mégalo sénile, avait mitraillé des cortèges d'ouvriers qui exigeaient le minimum vital et avalent massacré plus de mille personnes, nos intellectuels n'avaient pas tellement élevé la voix, et le Figaro ne s'en était pes indigné. » A la fin septembre, la Fédération internationale des

**LE FIGARO** 

# **Faillites**

Dans la presse française

droits de l'homme publiait un rapport accabiant sur la situation des droits de l'homme en Arabie sacudite, quel journal l'a mantionné ? Quel intellectuel s'est enflammé?

Comment gommer aussi, quand on parle de l'Algérie, l'histoire et les responsabilités de la France, « de la France d'hier ou d'avent-hier, certes, mais cela crée des devoirs à celle d'aujourd'hui » (André Fontaine, dans LE MONDE du 19 octobre). Et Jean-Louis Hurst, un ancien e porteur de valises », interpelle l'opinion : « Tout ce qui se cache en Algérie est extrême : la frustration, la mal-vie, la médiocrité des aspirations. Elles renvoient à une origine peu commune : le plus terrible des laminages, la plus totale acculturation qu'un peuple ait jamais connus. Ca a duré cent trenta-deux ans. Vous en souvenez-vous ? » (LIBERA-

Mais même ai l'on omet le poids de cette faillite du système colonial, Paul-Marie de la Gorce note l'aveuglement « de la plupart des commentaires de la presse occidentale. On y a souvent présenté les émeutes comme dirigées contre les conséquences, en effet désas-treuses, de l'étatisation générale de l'économie, en oubliant les réformes intervenues déjà en faveur d'une gestion plus libérale et les nombreuses privatisations > (JEUNE AFRIQUE, 19 octobre). « Dans un pays où le sentiment de la base reste « très égalitariste », rappelle José Garçon, les excès et l'arrogance des nouveaux riches qui paradent dans des voitures de luxe et des villes bunkers ont créé la brèche » (LIBERATION, 17 octobre). Et ces « nouveaux riches » d'où ontils surgi sinon des réformes « libérales » ?

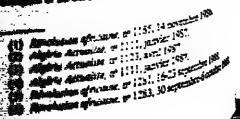
JEINE AFRIQUE

La nace de l'étatisme est tournée, mais le libéralisme sauvage offrira-t-il aux « damnés de la terre » le paradis perdu ? Le Maroc et la Tunisie ont, dans les années 80, connu des émeutes de la faim, témognant, avec autant de force qu'en Algérie, d'une autre banqueroute, celle du système libéral. Dans tout le Maghreb - et même si Paul-Marie de la Gorce remarque le « bilan honorable de l'Algérie indépendante en de nombreux domaines - l'éducation et la santé par exemple ». - l'Etat s'est coupé de la société, les espoirs des indépendances ont été trahis. Le bilan est-il vraiment très différent de celui de l'immense majorité des pays du tiers-monde ?

Et les responsabilités ne tiennent pes seulement à l'histoire ou à l'importation de modèles bien insdaptés. « Qu'arriverait-il en France, en Angleterre, en Italie ou au Japon, si le PNB plongeait de 30 ou 40 % an un an ? » s'interroge Nicolas Sarkis dans LE PETROLE ET LE GAZ ARABES du 16 octobre. De 13 millierds de dollars en 1985 les recettes d'hydrocarbures de l'Algéria sont tombées à 7,7 milliards en 1986 et 8,4 milliards en 1987. Cette chute du cours des matières premières a affaibli bien des régimes, même « libéraux » comme à Abidjan, même démocratiques comme à Buenos-Aires. Elle a entraîné des restrictions drastiques sur les dépenses de santé ou d'éducation du tiers-monde : elle a laminé la niveau de vie des familles. En un mot, la baisse des revenus d'exportation a, très concrètement, fait des dicalnes de milliers de victimes.

Personne ne s'ast d'ailleurs interrogé sur le « silence des intellectuels » face à cette faillite d'un système économique mondial qui se nourrit de l'exclusion et de la misère de cantaines de millions

**ALAIN GRESHL** 



# L'ÉLAN RETROUVÉ DE LA DIPLOMATIE SUD-AFRICAINE

# M. Botha à l'assaut du continent

"AFRIQUE dialogue avec l'Afrique du Sud I » Triomphant, M. Pieter Botha saluait ainsi sa rencontre au Zaïre, le 2 octobre, evec le maréchal Mobutu Sese Seko. Quelques jours plus tard, le chaf de l'Etat sud-africain était reçu à Yamoussoukro par le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. En un mois, le président du pays de l'apartheid, mis au ban de l'Organisation des Nations unies comme de l'Organisation de l'unité africaine, avait rencontré quatre chefs d'Etat africains - au Mozambique, au Malawi, au Zaire et en Côte-d'Ivoire - et multiplié les autres contacts diplomatiques sur le continent. Il profitait ainsi du changement de climat dans les relations internationales et de la détermination des États-Unis et de l'URSS à trouver une issue aux conflits récionaux.

La situation de l'Afrique du Sud, au début de l'année 1988, n'aveit pourtant rien d'enviable : durs revers de l'armée en Angola : menaces du Congrès à Washington d'adopter un nouveau train de sanctions ; difficultés économiques accrues malgré les efforts pour contourner le boycottage (voir ci-dessous l'article de Steve Askin); éventualité d'une victoire de M. Dukakis à l'élection présidentielle américaine. Cette insupportable pression a conduit les dirigeants sud-africains à infléchir leur stratégie. Les tentatives de déstabilisation à l'encontre

avaient d'ailleurs déjà porté leurs fruits dans une Afrique exsangue : la crise économique, sociale et politique des Etats limitrophes les rendeix vulnérables et prêts à charcher des accommodements. M. Botha lançait alors son offansive diplomatique, continuation, per d'autres moyens, de la même politique : assurer la reconnaissance de l'Afrique du Sud per ses voisins, ainsi que son hégémonie régionale.

Cette pouvelle tactique nécessitait certaines concessions. Le 2 mai s'ouvrait à Londres la première rencontre quadripartite entre Angolais. Sud-Africains, Cubains et Américains sur l'avenir de la Namibie ; depuis, les sessions se sont succédé au Caire, à Genève, à New-York et à Brazzaville. Un cessez-le-feu s'est insteuré sur le terrain et les troupes d'Afrique du Sud se sont retirées d'Angola. Le « pouvoir pêle » a annoncé son intention de mettre en œuvre la résolution 435 du Conseil de sécurité sur l'accession de la Namibie à l'indépendance et M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, s'est randu à Pretoria à la fin de septembre, pour étudier les modalités de sa mise en

Pourtant, des problèmes importants restent en suspens. M. Boths continue d'exiger un départ rapide des troupes cubaines d'Angola et

les négociations achoppent sur le calendrier du retrait comme sur l'avenir de l'UNITA. De plus, l'histoire récente incite à la prudence : déjà, à plusieurs raptises, le gouvernement de Pretorie s'était engagé à respector la résolution 435, sans suite autone.

La nouveille attitude de l'URSS pourrait toutefois accélérer la conclusion d'un accord. Sien que ne perticipant pes directement aux négociations, les diplomates soviétiques aont très actifs dans les coulisses et ne cachent pes leur « sympethie » pour les efforts des négocisteurs américains. Es souhaitent ardenament un compromis qui prendrait en compte les intérêts de toutes les parties concernées et font pression en ce sens sur leurs alliés cubeins réticents. Pour Moscou, la résolution du conflit d'Afrique australe s'inscrit dans une dynamique de peix à l'échelle planétaire, inaugurée avec le début du retrait de l'armée rouge d'Afghanistan, et qui doit s'étendre à l'ensemble du tiers-monde, du Cambodge à l'Amérique centrale et au Proche-

ALAIN GRESH,

# Petites manœuvres pour contourner les sanctions

« Nous décourageons cet aspect illé-

STEVE askin \* ORS de son embauche à Garment Industries, Ma Happiness Dhla-mini fut intriguée par l'étrange travail qu'on lui assigna. « Les patrons fournissaient des chemises et nous demandaient simplement de coudre des étiquettes, se souvient-clie. Des fois, nous devions enlever des étiquettes du Zululand – le bantoustan sud-africain du Kwazulu – et les remplacer par d'autres sur lesquelles on lisait

- made in Swaziland. -Garment Industries, une branche de la filiale sud-africaine du groupe taïwanais Chia Ho, cut recours à Ma Dhiamini et à des centaines d'autres travailleurs pour échapper aux sanctions, après que les textiles sud-africains eurent été bannis de leur principal marché, celui des Etats-Unis. Utilisant des faux noms, des usines écrans et des sociétés maritimes discrètes, un grand nombre - sans doute des centaines de compagnies à travers le monde ont participé avec les Sud-Africains à d'ingénieuses manœuvres pour contourner le boycottage.

Certaines ont mis au point des stratégies illégales très élaborées ; d'autres opèrent sur les franges de la loi. De plus, l'Afrique du Sud a imposé à sa politique économique certains infléchissements qui ne violent aucune législation nationale mais permettent de compenser l'effet des sanctions.

Cette stratégie coûte cher à Pretoria : seion le Shipping Research Bureau (SRB) d'Amsterdam, il ne faut pas moins de 2 milliards de dollars par an pour échapper au seul embargo sur le pétrole, approuvé officiellement par tous les grands producteurs d'or noir. A Mbabane, capitale du Swaziland,

un petit royanme montagneux de 800 000 habitants entouré de trois côtés par l'Afrique du Sud, les officiels assurent être les victimes de ces pratiques. « Cela écarte des marchés nos produits authentiques et empoisonne nos relations avec nos partenaires commerciaux européens et nord-américains », déclare M. Chris Mkhonta, secrétaire d'Etat au com-

Journaliste en poste à Hararé (Zimbabwe).

merce et à l'industrie. Il reconnaît que, grâce à de faux certificats d'origine de son pays, des avocats out fait leur apparition sur les marchés du Proche-Orient, des pommes sont vendues en Europe et du vin au Canada : mais, continue-t-il, le gouvernement du Swa-ziland ne peut être accusé quand des entreprises utilisent des documents

Pourtant l'entreprise Chia Ho a usé de documents émis par son ministère. Chia Ho, qui exportait à partir de l'Afrique du Sud, a ouvert une usine au Swaziland, au milieu de l'année 1986, alors que le Congrès américain discutait d'une interdiction des importations de textiles sud-africains. Dès que celleci fut votée en septembre, la compagnie transféra 140 000 chemises dans sa nouvelle implantation, fit changer les étiquettes, et les réexpédis à Durban pour exportation outre-Atlantique. Ce détournement est facilité par la pratique locale : les officiels délivrent des documents certifiant que les produits sont fabriqués sur place, sans vérifica-

Finalement, ce fut un conflit avec les bailleurs de fonds étrangers qui mit fin au trafic de Garment Industries. deux banques de New-York pour nonpaiement d'arriérés s'élevant à plusieurs millions de dollars. Les responsables de Chia Ho quittèrent précipitamment le pays et les tentatives des autorités de joindre la maison mère à Taïpeh se révélèrent infruc-

des opérations d'exportation», jure M. Ferdi Krick, le responsable adjoint de la mission commerciale sudafricaine à Mbabane. Mais ce serment ne convainc pas les observateurs. L'homme d'affaires zimbabween Eddie Cross, qui perticipe activement aux efforts de la Conférence de coordination au développement de l'Afrique australe (Southern African Development Coordination Conference, SADCC) (1) pour rédzire la dépendance des pays de la région à l'égard de l'Afrique du Sud, accuse Pretoria d'avoir constitué au sein du ministère des affaires étrangères un département secret chargé de se servir des Etats voisins pour contourner les sanctions. Le Swaziland n'est qu'un des mail-

lons de cette chaîne qui comprend aussi le Lesotho et Maurice. M. Amedee Darga, du Mouvement militant mauricien d'opposition, a accusé son gouvernement de ne rien saire pour arrêter l'utilisation illégale du territoire de l'île. Une des principales compagnies de textile sud-africaine exporte des tissus vers Maurice en utilisant de fanx certificats d'origine du Malawi et du Swaziland: ces matériaux servent à la fabrication de vêtements exportés sans taxes vers la France et la RFA: une violation de la convention de Lomé, ani n'accorde l'exonération des droits de douane qu'aux signataires du traité - Maurice, Malawi, Swaziland, mais non à l'Afrique du Sud.

# Des armes et du pétrole

A l'origine, Pretoria développa son réseau commercial clandestin pour contourner les deux plus vieux et plus dangereux embargos : celui sur les armes et celui sur le pétrole. Bien que tous les membres du Conseil de sécurité des Nations unies aient voté la résolution de 1977 interdisant le commerce des armes avec l'Afrique du Sud, toutes les grandes puissances occidentales l'ont violée, à un moment ou à un autre. Des armes françaises lui ont été vendues en 1981 et 1982 avec l'accord du président François Mitter-rand, a révélé le 7 janvier 1985 la télé-vision danoise; 2 000 tonnes de matériel militaire parties de Bordeaux,

faussement destinées à l'Argentine, arriverent ainsi l Durbun.

Dans une opération ciandestine de la fin 1986, selon le journal britannique l'Independent du 9 décembre 1986, 60 tonnes de mitrailleuses, de lanceroquettes et autres matériels de guerre américains furent acheminées vers l'Afrique du Sud, sans doute dans le cadre d'un programme, lui aussi clandestin, d'aide à la guérilla angolaise de l'UNITA. En avril 1988, un rapport au Congrès américain révéla que l'administration des dounnes avait enquêté sur vingt-huit compagnics accusées d'exportations illégales de matériel

stratégique, mais qu'une scule avait été pour l'instant, poursuivie.

Une commission parlementaire ouest-allemande a exposé (1), au début de cette année, comment une société d'Etat a cu recours à des intermédiaires tures et israéliens pour mener à son terme un contrat de 250 millions de dollars qu'elle avait publiquement abandonné: aider à la construction de quatre sous-marins et d'un navire de combat sud-africaire.

Maigré les sanctions officiellement annoncées par Israël l'an dernier, Jérusalem pourrait essayer de conserver son rôle traditionnel de principal fournis-seur de haute technologie militaire à l'Afrique du Sud. Les deux peys out une longue expérience de collaboration dans tous les domaines de sécurité, des canons à ean aux armes micléaires. « De hauts responsables israéliens ont assuré le gouvernement de Pretoria que leur pays n'arrêterait pas brutalement le flot de biens et de services avec lequel le régime blanc tue et terrorise aussi bien ses voisins que la majorité noire du pays. Ils ont simplement conseillé à Pretoria d'adopter un profil bas », écrit une spécialiste américaine, Jane Hunter, (2).

Quant à l'embargo pétrolier, un rapport récent du Shipping Research Bureau (SRB) affirme qu'il est « violé quotidiennement » par les grandes compagnies possédant des raffineries en Afrique du Sud : Total (France), Caltex et Mobil (États-Unis), British Petroleum (Royanme-Uni) et Royal Dutch Shell (Pays-Bas) (3). L'or noir provient d'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, d'Oman, d'Iran et de Brunei, qui pourtant proclament leur

attachement aux décisions de l'ONU. Des commandos sud-efricains out attaqué sept des neuf pays de la SADCC; tous ont souffert des campagnes de déstabilisation sud-africaines, dont un rapport de l'UNICEF soutenait en 1987, qu'elles avaient coûté 25 milliards de dollars à la région. Et pourtant, Pretoria offre à quelques-uns de ces mêmes Etats des accords économiques avantageux qui peuvent prendre différentes formes et s'élèveraient à physicurs milliards de dollars, Ainsi le régime blanc a proposé de rénover le port de Maputo au Mozambique : comme le note M. Cross, ce plan pourrait faciliter l'exportation illégale de

à l'orage des Elos

et des Personnalités publiques.

Un ouvrage à fenilles

format 21×29,7 cm plus de 2020 pages • 995 F TTC

produits sud-africains. Deux projets au Botswana s'inscrivent encore plus clairement dans cette stratégie.

La compagnie minière sud-africaine De Beer a longtemps administré les mines de diamants du Botswana, les plus riches du monde non communis En devenant acquéreur de 2,6 % des parts de la De Beer, le gouvernement de Gaborone lui a permis de mener une campagne visant à démontrer que toute sanction contre elle aboutirait à léser un pays d'Afrique noire.

La peur des sanctions motivo aussi la recherche de soude, l'une des rares matières importées par l'Afrique du Sud, jusqu'à présent des Etats-Unis. Pour exploiter ses réserves de soude, le Botswana avait besoin de la protection tarifaire de son puissant voisin que celui-ci conditionnait à la signature d'un pacte de défense du même type que l'accord de Nicomati, conclu en 1984 avec Maputo. Toutefois, inquiet pour la sécurité de ses approvisionnements aux Etats-Unis, Pretoria a renoncé à cette clause, et la société anglo-américain a mis en place avec Gaborone un joint-venture de 400 millions de dollars pour exploiter, dès la

CAMPAG

Pourtant, M. Peter Mmusi, vicerésident et ministre des finances du Botswanz, récuse l'argument des grandes puissances qui prennent pré-texte de ces liens pour refuser d'élargir le champ des sanctions. Les nations de l'Afrique australe sont trop petites et trop faibles pour se désengager complètement, reconnaît M. Mmusi, Mais, poursuit-il, « nous désirons nous débarrasser de l'apartheid, et si l'Occident veut libérer la région de sa dépendance, il se doit de faire pression sur l'Afrique du Sud, car les espoirs de prospérité et de paix reposent sur la destruction de l'apartheid. »

(1) Africa Confidential, 18 mars 1968.
(2) Undercutting Sanctions: Israel, the US and South Africa, Washington, 1987. (3) Rapport présenté à la Conférence des exociations de parlementaires quest-propéess cours l'aperthoid, 23-30 mars



# Comptabilité

STATISTIQUES publiées dans un quotidien surl-officer relevées par l'International Herald Tribune du 26 septembre

∉ Environ 800 Sud-Africains ont changé l'an dernier de groupe racial. (...) 518 métis ont été officiellimment reclassifiés comme blancs, 14 Blancs sont devenus métis, Chinois sont devenus blancs, Blancs sont devenus chinois, 3 Malaisiens sont devenus blancs, 1 Blanc est devenu indien, 50 Indiens sont devenus métis, 54 métis sont devenus indiens, 17 Indiens sont devenus malaisiens 4 métis sont devenus chinois, 1 Malaisien est devenu chinois, 89 Noirs sont devenus métie et 5 métis sont devenus noirs. »

Ainsi va l'apartheid... Mais pourquoi ne pas mentionner d'autres chiffres tout aussi officiels : entre le janvier et le 16 juillet 1988. 81 personnes ont été exécutées, dont 57 Noirs, 23 métis et 1 Blanc. En 1987, 400 personnes sont mortes de violences et 623 dans des accidents de la mine : ces statistiques ne précisent pas combien de CBS victimes étaient blanches.

TEST, d'and

# Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables RECUEIL DE DESCOURS



AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION DE L'ENTREPRISE. Tous les indicateurs et procédures pour PERSONAL PROPERTY.

format 20 × 23 cm plus de 650 pages. = 7.0 F TTC = 1 = 4.05 F follre vulshie junga'su 31.12 1989.

Voici un nouvel ouvrage qui permettra à votre entreprise de devenir rapidement plus performante et plus opérationnelle. Vous y découvrirez toutes indications et procédures pour améliorer vos résultats : rentabiliser vos investissements, mettre en place des outils de contrôle, améliorer la productivité administrative et commerciale, gérer spécifiquement les différentes catégories de personnel, maîtriser les paix de revient et les marges, pratiquer la décision stratégique et la planification.



à l'asage des collectivités locales, ions et des organismes publics

 Un ouvrage à feuilless mobiles en trois volume format 20 × 23 cm plus

forcez les compétences de votre équipe grâce à des documents et courriers types mis au point par des spécialistes! Du carton d'invitation le plus délicat, aux Plans d'Occupation des Sols les plus complexes, cet ouvrage vous propose plus de 600 modèles "prêts à recopier". Chaque modèle est inséré dans son contexte administratif et juridique, et accompagné d'un 'mode d'emploi'. Vous êtes ainsi certain de la conformité et de la validité des documents émis per vos services.

Pour une utilisation encore plus facile vous trouverez: des tableaux synoptiques pour visualiser d'un seul coup d'œil l'ensemble de vos démarches, des index de mots clés pour trouver votre lettre en quelques secondes, des intercalaires pour repéner le hon chapitre d'un coup d'œil, etc...

ment toutes ves interventions! Ces modèles de discours permettent de prononcer à tout moment l'allocation qu'on attend de vous : • cérémonies officielles • fêres locales et nationales • banquets • manifestations culturelles ou

sportives · amiversaires et commémoration · accueils et visites · remerciements · allocations au sein d'organismes publics professionnels ou privés... Avec, en plus les "trucs" d'orateur qu'un personnage officiel se doit de connaître et deux index analytique et thématique pour

trouver votre texte en quelques secondes. Éditions WEKA, 82, rue Carial, 75019 Paris Tel. (1) 40.37.01.00

Bon de commande à renvoyer avec votre régle sent aux Éditions WEKA, 82, rue Curial, 75019 Paris

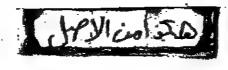
☐ Audit et Contrôle de Gestion de l'entreprise. Tous les indicateurs et procédures pour améliorer vos résultats : 760 F franco TTC au lieu de 895 F TTC (offre valable juaqu'au 31.12.88) Mise à jour : 2,50 F franco TTC le page. Réf. 7800.

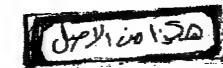
Modèles de lettres à l'usage des collectivités locales des administrations et des organismes publics: 995 F franço TTC. Mise à jour ; 2,50 F franço TTC la page. Réf. 5000 Récuel de Discours à l'usage des Élus et des Personnalités publiques : 595 F franco TTC. Mise à jour : 2,90 F franco TTC le page. Réf. 6200

☐ OFFRE SPÉCIALE. J'économise 500 F an commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2 250 F franço TTC (au fieu de 2 750 F). Prix au 01,10,88 susceptibles de modificatione ultérie

Votre garantie: Si vous n'étiez pas totalement asticiait par ces ges, il vous suffirait de nous les resoumer sous 15 jours pour être n lempédiatement et intégralement. La même garantie s'applique d à notre service de compléments/mises à jour. J'ai bien noté que je bénéticie du aervice exclusif d'actu-compléments et mises à jour (200 pages environt) tous les te sige. Service annulable sur simple demande.

| Adresse: | Société ou org |           |      |
|----------|----------------|-----------|------|
|          |                |           |      |
| T6.:     | •••••          | ********* | <br> |
|          | T6l.:          |           |      |





# nent

# es sanctions

produits sud-africains Dun par Betswans a s'inservem care le la compagnie minite set mines de diaments de Beer a longtemp those plus riches du monde no care plus riches du monde no care par set la De Beer, le parts de Campagne visant à démontre.

campagne visant à démante et mu bays d'Afrique noire La peur des sanctions monet recherche de soude, lace te matières imponées per l'Ales Sud, jusqu'à présent de les Poce exploiter ses réserve des Botswana avait besoin de la ge sarrifaire de son puissant de cellis-e: conditionnait i la se d'un parte de défense de que l'accord de Niconan au 1984 avec Maputo, Touring pour la sécurité de ses aprinc ments aux Etats-Unis, line renence à cette clause, e le anglu-américain a mis m in Gaberone en joint-ventunes. lacate de dellars pour explores

f. = 1940, in centre de soute Pourtant, M. Peter Main président et ministre des les Boltswann, recuse l'argient grandes puissances qui prezi lexie de des liens pour minuie ie champ des sanctions la se "Almane australe soul impre Thip faibles pour se désengang testent, reconnuit M. Mma poursuit-:!, • nous dishui: det arrasser de l'aparticid all dent seut liberer la répondant diance, il se dont de faire pass PAferque du Sud, car la esc prusperite et de paix repaid destruction de l'apartheid»

111 Africa Confidential Runfi 2. Laderating Section in US and Simila Africa Wallings F 1) Rapport prisents à la Color associations de parlemetions compécne contre l'aparhed 281



Contptabilities

STATISTICUES paide is
un quotiden sectionis
relevées par librais
relevées par librais
1989:
GETVATOR 500 Suf-About

change i'an cerme to personal in 1515 miss mainter reclassifies committed in 1515 miss mainter reclassifies committed in 1515 miss mainter reclassifies committed in 1515 miss sont devenue in 1515 miss

# Passée, voilà dix ans, de la « pensée Mao Zedong » à la « pensée Guizot », de l'utopie égalitariste an culte de la réussite individuelle, la Chine traverse une crise certaine. En décembre 1978, M. Deng Xiaoping la lança sur la voie de la modernisation. Aujourd'hui, une pause des réformes est décidée. Rester au milieu du gué ne résout rien. Mais laisser s'aggraver les tensions, celles notamment nées de l'inflation, comporterait aussi de gros risques d'agitation.

Les autorités contrôlent fort mal une évolution qui vise... à lever les contrôles, ceux des prix notamment, qui ont littéralement bondi en mai pour les produits de aremière nécessité. L'inflation a continué depuis : elle pourrait être de 30 % cette année. L'éconoruie est en surchauffe (la production industrielle était en août 1988 de 18,5 % supérieure à celle d'août 1987), les conditions de vie de nombreux citadins se détériorent. mais, en même temps, la masse globale d'argent dispo-mble est considérable. Un vent de panique a provoqué l'été dernier d'énormes retraits de dépôts bancaires et me frénésie d'achats frôlant la folie. Inquiets, les dirigeants se sont réunis en septembre et ont décidé de donner un coup de frein à la « libéralisation ». La ligne dite « conservatrice » dirigée par M. Li Peng, le premier ministre, l'a emporté sur la ligne dite « réformiste » menée par M. Zao Ziyang, secrétaire général du parti.

Les réformes, d'autant plus difficiles à maîtriser qu'elles concernent plus d'un milliard d'âmes et un pays aux puissantes forces centrifuges, locales et régionales, ont fait naître de graves distorsions sociales qui expliquent les tensions rurales et urbaines (lire ci-dessous l'article de Roland Lew). La corruption est généralisée; tous les coups étant bous pour réussir dans me course au profit tant vantée en haut lieu, des

# LA CHINE EN CRISE



chefs d'entreprise, parfois des provinces, spéculent en utilisant le double système des prix ou tel ou tel goulet d'étranglement de l'économie, et les scènes de violence se sont multipliées cette année.

La solution consiste-t-elle, comme il a été décidé, à « geler » d'abord les réformes, pour ensuite les étaler dans le temps? Le régime chinois, considéré comme le meilleur et assurément le plus imposant élève du Fonds monétaire international, est pris au piège. D'une part, une forte minorité de la population ne rève plus que de consommation « à l'occidentale », et tout a été mis en œuvre pour alimenter ce rève et le faire devenir réalité. D'autre part, la loi du marché, outre qu'elle devient loi de la jungle, se traduit par une « vérité des prix » qui interdit désormais aux familles ordinaires l'achat d'un billet d'entrée dans certains pares de Pékin (1). Quant à la jeunesse dépolitisée, elle est souvent désorientée et pense d'abord à « arriver »... (lire page 16 l'article de Patrice de Beer).

Contraint sinon à la dissidence du moins au silence chez lui, Liu Binyan, écrivain et journaliste fort célèbre en Chine, estime que l'absence de démocratisation politique est à l'origine de la crise actuelle (Ere page 18). Une prise de position qui mérite analyse, tant il est vrai que, de ce point de vue, la Chine suit un autre cours que l'URSS de M. Gorbatchev. Un débat essentiel, mais qui vaut sans doute d'être poussé plus avant et ne saurait exclure l'interrogation sur le choix de type de développement et d'organisation sociale. Inciter les Chinois à devenir des « gagnants » ne peut que leur faire tourner le dos à la solidarité.

JACQUES DECORMOY.

(1) Time, 10 octobre 1988.

# UNE DÉCENNIE DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

# A LA CAMPAGNE

# Montée des différenciations sociales

Par ROLAND LEW •

'ASPECT le plus substantiel de la réforme en Chine concerne les transformations de l'activité agricole et, plus encore, de la physionomie de la société rurale. Sans les succès rapides, impressionnants, de l'agriculture, surtout de 1979 à 1985, aucune modification importante dans le fonctionnement d'ensemble de l'économie n'aurait pu aboutér.

La pièce majeure de la réforme a été la gigantesque décollectivisation des terres et un retour à l'autonomie des unités familiales. Cette décollectivisation n'a pas été voulue par le pouvoir, mais elle a été acceptée sous la pression paysanne. Ce qui n'était au départ qu'une tentative de « responsabiliser » les ruraux, d'attribuer une plus grande liberté de gestion aux équipes — cette structure de base, en fait villageoise, des communes populaires, — a conduit, entre 1979 et 1981-1982, à la reconstruction de l'unité productive traditionnelle: la famille. Le partage des terres s'en est tout naturellement suivi.

L'histoire a déroulé le film à l'envers. En guère plus de temps qu'il n'a failu pour collectiviser les terres (1955-1956), la quasi-totalité de la Chine des villages revenait de fait à l'agriculture privée (même si la terre restait propriété collective). On a assisté au dépérissement et même au démantèlement des communes populaires (lancées par Mao en 1958). La population paysanne – les trois quarts de l'ensemble chinois – se retrouvait, au début des années 80, en dehors du cadre de la socialisation, échappant de plus en plus an contrôle étroit du pouvoir. Evolution surprenante qui n'est pas sans avoir provoqué quelques émois

dans le Parti communiste.

Les craintes de certains dirigeants ont été balayées par la percée immédiate de l'agriculture privatisée. De 1978 à 1985, le revenu nominal de l'agriculteur a triplé, et doublé à prix constant, alors que le niveau de vie paysan n'était guère plus élevé en 1978 qu'en 1957. L'amélioration de la condition des ruraux est visible. Elle se remarque tout particulièrement dans les innombrable maisons que les paysans ont construites et qui donnent un petit zir coquet à des villages jusqu'alors bien pauvres.

Dès 1985, les premières difficultés apparaissent et surgissent des doutes sur la sagesse d'une réforme aussi radicale. Le procès est cependant allé trop loin pour pouvoir être arrêté ou même fortement freiné. Un monde social nouveau est en formation, quand il ne s'agit, plus simplement, d'un retour à la « longue durée » chinoise, incarnée par

\* Maître de conférence à l'université libre de Bruxelles. la réémergence en force de la famille, comme centre de la vie sociale et économique, et source des valeurs. Si ce repli sur le passé est indéniable, l'intrusion de la modernité apporte de l'iné-

Une différenciation sociale rapide à la suite de la décollectivisation est certes le changement le moins insttendu. Ce phénomène, à l'origine plus toléré qu'espéré par le régime, est malaisément contrôlable. Durant la période maoîste, un égalitarisme réel régnait dans le monde paysan. Certes, d'un village à l'autre, d'une région à l'autre, des variétés de situation et de niveau de vie pouvaient se présenter, selon la qualité des terres ou les avantages et les inconvénients divers (degré d'isolement, proximité d'une ville, état des routes), sans oublier les privilèges que nombre de chefs locaux s'octroyaient. Pour l'essentiel, pourtant, le mode de payement par un sys-tème de points-travail équitablement répartis favorisait un nivellement des revenus. Cet égalitarisme a été remis en question par la décollectivisation. A la place, on a vu apparaître des familles à « 10.000 vuans » (1), des paysans « millionnaires ». An départ, cette prospérité découlait de l'utilisation mensive de la force de travail familiale, de l'accès au marché privé des

campagnes ou, mieux, des villes, ou encore de l'astuce commerciale; bref d'une maximisation des rendements de la petite parcelle. Aujourd'hui, la richesse provient de plus en plus de la concentration foncière, d'une accentuation de la polarisation sociale, de la reconstitution d'un solide groupe de paysans riches. Le tout avec la bénédiction des dirigeants réformateurs au sommet et la crainte, parfois l'obstruction, des cadres locaux.

Une logique économique irrésistible est à l'œuvre. La décollectivisation a d'abord eu le même effet que la reforme agraire de 1950 (cinq ans avant la collectivisation machite) : elle a réduit en parcelles un monde paysan éclaté en une multitude de petites fermes peu rentables. Ces minuscules unités - moins d'un demi-hectare en moyenne par famille - ne se prétaie pas, dans les années 80, pas pius que dans les années 50, à une rationalisa-tion de l'activité agricole. Ce grave prodans les années 80, pas plus que bième a été masqué au départ par les remarquables succès de la réforme. Ces succès résultaient de l'utilisation des réserves de productivité de travail mise en œuvre par une paysannerie remotivée; ils découlaient aussi de l'élévation des prix payés par l'Etat, ou encore des possibilités offertes par le développement de la vente sur les marchés privés.

# Renaissance du salariat

MAIS, autour de 1985, ces avan-VI tages et cet possibilités nou-velles ne suffisent plus, leurs effets arrivent à épuisement. Il s'agit alors de moderniser l'agriculture. D'où la tentation d'en angmenter l'efficacité par la concentration foncière. Comme il n'est pas question de revenir à la solution maciste, qui visait à rassembler les terres et à mieux les gérer dans le cadre de la collectivisation, on pousse plus loin la privatisation et on favorise l'acquisition - par location ou même achat - de superficies de plus en plus vastes par une couche de paysans sisés. Cette politique implique d'abandouner la fiction de la propriété étatique, qui ne trompait plus grand monde. De fait, avant même que le procès ne soit autorisé ou même stimulé, une concentration rampante des terres se faisait jour. La terre se louait et même se vendait. Le paysan a ainsi vite considéré que la louée par l'Etat - en échange d'une taxation, donc d'une sorte de fermage - lui appartenait. Tout cela dans une atmosphère non dénuée de predence, et même de méliance, de la part d'un monde paysan incertain des réactions du pouvoir.

La situation a rapidement évolué; le fermier se sent plus sûr de ses droits et de sa force. La concentration se fait ouvertement, dans un contexte juridiquement reconnu, mais encore

imprécis dans ses modalités. L'ampleur en est mal comme, mais les consé-quences sociales sont importantes. D'un côté, des propriétaires commencent à accumuler des terres et du capital; ils s'adonnent à un consumérisme ostensible, mais se lancent aussi dans des investissements extra-agricoles; de l'autre, des paysans se trouvent progressivement dépossédés de leurs terres. Ils nourrissent l'exode rural, on commencent à se louer auprès de nouveaux riches. Le statut d'ouvrier agricole, interdit à l'époque maoîste, refait surface. On assiste à une inquiétante réapparition du travail des enfants. Certaines familles veulent maximiser les revenus en utilisant toutes les disponibilités de sorce de travail, y compris des jeunes retirés de l'école. Paysans riches peu nombreux, d'un côté; paysans appanvris de l'autre, pas encore en très grand nombre, semble-t-il; et, au su, une majorité attachée à son petit lot de terre.

Ce qui modifie encore plus fortement le monde rural et favorise une dynamique sociale nouvelle, c'est l'industrialisation rapide qui se manifeste à la campagne, un phénomène lié à une grande mobilité des paysans. Le contraste est frappant avec le cours régulier, leut et maîtrisé de l'agriculture à l'époque modite, quand le paysan était rivé à son village, généralement sans avoir le droit d'en sortir. Le départ vers les villes est, pour le moment, partiellement contenu, car les grandes agglomérations, déjà surpeuplées, ne pourraient faire face à l'afflux de dizaines de millions de ruraux. On trouve certes dans les villes de nombreux paysans qui y habitent illégalement. Cette population, dits « flottante », formerait 12 % du total d'une agglomération comme Pélcin, proportion qui pourrait atteindre 25 % dans

La majeure partie du flux paysan est villes nouvelles créées à la campagne en vue de canaliser le mouvement, mais aussi dans l'espoir de contribuer à l'industrialisation rurale. Il s'apit souvent plus de bourgs que de vraies villes. Cette situation demi-rurale, demiurbaine caractérise bien un phénomène d'industrialisation rurale en transition. qui se trouve dans une phase de croissance socélérée et incertaine. Incerti-tude que ressètent les statistiques. Si, dans la période maoîste, la population urbaine ne dépassait pas 15 % à 20 % de l'ensemble, depuis lors les migra-tions rurales suraient fait monter le nivean d'urbanisation autour de 35 %. sinon plus. Un doublement de la population urbaine en moins d'une d nie! A l'échelle chinoise, cela représe tera de 150 millions à 200 millions de citadins en plus, avec les gigantesques problèmes d'infrastructure que cela implique. En fait, des calculs plus réalistes montrent que la population des villes se situe autour de 25 %. Progression certes impressionnante - de l'ordre de 80 à 100 millions en dix ans, - mais qui révèle une Chine encore semi-rurale. Car un nombre de plus en plus élevé de paysans travail-lent à l'extérieur du village, dans les entreprises mises sur pied soit par les autorités locales, soit par les associations de paysans, soit encore par des paysans privés. Se constitue ainsi une sorte de semi-prolétariat, retournant souvent au champ à l'époque des recolies.

Cette industrialisation rurale n'a pas commencé à la mort de Mao (1976), ou avec le lancement de la réforme (1978): la politique maoîste a inauguré le mouvement. Mais la période postmaoîste lui a donné une ampleur et, surtout, une orientation nouvelles. Fin 1984, 100 millions de ruraux travaillaient en dehors de la forme.

Cette même année, le nombre d'entreprises rurales publiques et privées quadrupiait, passant de 1,35 million en 1983 à 6,07 millions (2), chiffre qui doublait encore l'année suivante. L'emploi dans ces entreprises passait de 32,4 millions de personnes en 1983 à 52 millions en 1984, et à près de 70 millions en 1985. Leur revenu cumulé augmentait, en 1984 et 1985, respectivement de 68 % et 60 %. En 1985, la valeur des produits et des services avait triplé par rapport à 1983. Avec une croissance plus réduite en 1986 (21 %), la valeur de production rurale non agricole dépassait pour la première fois celle des produits agricoles et atteignait 330 milliards de yuans (3).

La part du privé dans cette industrialisation rurale est devenue impor-tante, surtout depuis les décrets de 1984 qui incitent au développement de ce secteur et lui permettent de lever des fonds sans passer par les banques, y compris en proposant des actions. En 1983, on comptait 4,2 millions d'entreprises privées occupant 5,5 millions de travailleurs. En 1984, 4,4 millions en employaient 13 millions, leur production valant 27 milliards de yuans. En 1985, 10,7 millions d'unités utilisaient 28,3 millions de travailleurs pour un total de 78,3 milliards de yuans de biens et services. Le secteur privé est à l'évidence en tête de l'industrialisation zurale, même si les chiffres indiquent qu'il s'agit en moyenne de petites entreprises on d'ateliers.

(Lire la suite page 16.)

(1) Un yuan vaux environ 2 francs, mais la conversion ne donne pas une idée réelle de son pouvoir d'achat.

(2) Beijing Review, 4 février 1985.

(3) Beijing Review, 12 janvier 1987; cf. aussi Christine Wong, 2 Interpreting Rural Industrial Growth in the Post-Mao Pariod », in Modern China, janvier 1988.

LISEZ OLITIS

Le Citoyen

NOUVELLE FORMULE

CHAQUE VENDREDI

25 F

, \$

(Suite de la page 15.)

Les chissres précis sur l'ampleur du phénomène, comme sur son efficacité, sont sujets à controverse. On estime cependant que les profits du privé ont plutot tendance à baisser. Le profit moyen des industries rurales en pourcentage du revenu serait passé de 21,2 % en 1979 à 15 % en 1982, 12,7 % en 1983 et 10.1 % en 1984 (4). Le problème de la rationalisation, voire de la gestion plus efficace de ces entreprises. se pose. Les conséquences écologiques de cette industrialisation souvent sauvage ne sont pas non plus négligeables.

De toute facon, la poussée considérable des débuts ne pouvait se prolonger longtemps au même rythme. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit plus, comme à l'époque maoîste, d'une industrie seulement tournée vers les besoins paysans, dans l'optique d'une économie largement autarcique. L'industrie rurale s'oriente vers les villes et, de plus en plus, vers l'exportation. Elle entre en concurrence, non sans succès, avec les entreprises urbaines. Elle bénéficle d'avantages fiscaux et, surtout, d'une main-d'œuvre à bon marché, incluant souvent les membres de la famille ou des proches. Une sorte de protocapitalisme ou de petit capitalisme sauvage s'instaure. Il doit une bonne partie de son ascension à la prodigieuse expansion des entreprises de construction de maisons à la campagne, conséquence la plus immédiate et la plus importante de l'élévation du niveau de vie après la décollectivisation. Mais dans nombre d'autres domaines, y compris dans le secteur des machinesoutils, l'industrie rarale manifeste sa

Plus encore, ce dynamique secteur privé, qui tend à devenir l'aspect domi-

OMMENT réagissent les samilles

très fragmentaires, les enquêtes encore

pen nombreuses. Il semble cependant

que toutes les situations coexistent.

Parfois, les conditions de vie n'ont pas

changé par rapport à la période

maoïste; ainsi dans certaines régions

reculées, sans accès facile aux villes ou

aux marché ruraux. Le plus souvent, le

monde rural s'est profondément trans-

formé. Plus libres de leurs activités,

nombre de paysans sont, dans un pre-

mier temps, revenus aux habitudes tra-

ditionnelles, y compris dans la structu-

ration de la famille, dans la forme du

mariage, ou dans la réapparition des

rites et superstitions. Rien d'étonnant à

cela: la victoire remportée par le

monde rural dans le cadre de la décol-

lectivisation, c'était d'abord le triom-

phe de la continuité familiale, de la

famille comme cellule de base et

comme expression de la permanence chinoise. Triomphe qui manifeste pro-

entraînées dans des changements

La famille et le rôle de l'argent

entité familiale.

du chef de famille.

La femme soumise, et même asser-

vie, de la Chine d'autrefois, qui avait

nant de la vie économique rurale, plus encore que l'agriculture, s'efforce, peu à peu, de récupérer des domaines d'un secteur industriel encore majoritairement, à la campagne, sous le contrôle des autorités locales ou provinciales. Il s'agit d'une évolution encore aléatoire : une partie compliquée se joue, où l'on voit les cadres exploiter souvent, et parfois voler, les fruits de l'activité privée. Les paysans, de leur côté, cherchent à corrompre les cadres et à étendre l'espace du privé au détriment du public et du semi-public.

Les paysans, comme les citadins, ont maintenant le droit de racheter ou de louer certaines entreprises publiques en difficulté ou en faillite. Les paysans riches ne retirent plus que de 20 % à 33 % de leurs revenus de la ferme, contre deux tiers pour les paysans pauvres (5). L'industrie privée rurale se répartit de façon très inégale selon les régions. Si, dans la majorité des provinces, le secteur privé tourne autour de 10 % du potentiel industriel rural, il monte à 19 % dans le Guangdong (la province jouxtant Hongkong), 25 % dans le Fuijan et à 22 % dans l'Anhui (6).

Ce qui est en jeu, c'est l'extension du système privatif à la campagne et l'évolution du rapport de forces entre pouvoir et paysannerie. Le paysan chinois, traditionnellement prudent, sinon timoré, et toujours inquiet des possibles retours de bâton des autorités, se sent plus confiant, plus assuré. Le monde rural en mouvement fournit sans doute la base principale, bien que probablement encore très fragile, d'un capitalisme chinois qui cherche sa voie. Mais c'est aussi à la campagne que peut apparaître une dangereuse polarisation, source de vives tensions sociales.

trouvé une encore timide possibilité de libération dans le contexte de la décollectivisation, réussit parfois à acquérir dans le nouveau cadre marchand les éléments d'une marge de manœuvre économique et sociale, sans donte encore étroite mais plus large que par le passé. La femme qui reste au village et s'occupe de la ferme quand le mari travaille à l'extérieur conquiert, de fait, un espace d'autonomie. Si, cas plus rare, c'est elle qui travaille hors de la ferme et apporte les ressources monétaires - cet argent, objet de prestige, nouveau fétiche même, - elle accède à une position solide pour négocier sa

> Les rapports de pouvoir, qui se sont d'abord rétablis dans des formes rigides ancestrales (la grande famille, l'autorité du père sur tous, du mari sur la femme...), subissent dans beaucoup d'endroits une mutation rapide. Au point qu'à la campagne, comme d'ailleurs à la ville, la famille nucléaire étroite tend à devenir la norme. Ce qui n'est pas sans poser de sérieux probièmes pour les vieux paysans, privés de l'ancienne assurance d'être pris en charge par les fils. Cette évolution soulève la question non résolue de l'introduction d'une sécurité sociale nationale, et notamment d'une retraite pour

place dans la famille et la vie sociale.

ROLAND LEW.

(4) Christine Wong, op. cit., p. 26.

(5) Elisabeth Croll, a Local Political Institution and the Village Economy in Chine », in The Journal of Communist Studies, nº da 4 décembre 1987, p. 38.

(6) Christine Woog, op. cit., pp. 26-27.

# EN

# La classe

la ville prédomine une situation différente des campagnes; la difficulté d'accomplir une réforme systématique de la vie industrielle est source de donte. A la campagne, les problèmes résultent de la dynamique parfois peu contrôlable de changements accomplis. A la ville, la réforme

cherche toujours sa voie. Après six années de tâtonnements et d'expérimentations, la réforme est, à l'antonne 1984, étendue à l'ensemble du pays. Le démarrage ne se produit pas d'emblée. Les transformations du système productif urbain et, partant, de la vie sociale ne parviennent pas à introduire une forme de « responsabilisation > des travailleurs, équivalente à celle obtenue dans les campagnes. Ce qui implique, en partie, la même ten-dance à désétatiser le monde du travail. A la campagne, cela a abouti à une reprivatisation de l'activité agricole. Dans les villes, les réformateurs veulent de façon moins radicale « défonctionnariser » progressivement les ouvriers et les employés des entreprises d'Etat, constituer une classe de travailleurs contractualisés, un statut en somme proche de ce que l'on connaît dans le monde occidental.

Casser le « boi de riz en fer » (la garantie du travail à vie) et briser l'égalitarisme des revenus - distribués sans rapport avec la productivité du travailleur ou de l'entreprise, - tels étaient, dès les débuts, deux des grands objectifs proclamés. Les efforts en ce la ples systématique des tentatives a consisté à généraliser, dès le le octobre 1986, le système du contrat pour les nouverux travailleurs entrant dans un emploi urbain. Les résultats de cette demière réforme ne sont guère encou-

Les efforts pour remodeler la classe ouvrière out largement échoué - échec pent-être provisoire, mais lourd de conséquences. Il n'est pas sans relation avec les déboires de la réforme des prix. Dans les deux cas, on est au centre du fonctionnement du socialisme réel : des prix arbitraires, artificiels, et un monde du travail (ouvriers et employés) quasi-étatique, ce sont là des traits caractéristiques des pays de

Le spécificité chinoise, du point de vae de l'emploi, est liée à la grande panyreté du pays. Il n'a pas été possi-ble, après 1949, d'attribuer à tous les travailleurs le statut d'ouvrier d'Etat, qui donne accès non seulement à la garantie, de fait, du travail à vie, mais anssi aux avantages de la sécurité sociale (retraite, soins de santé), ou encore à l'octroi de biens rares (le logement, des produits par ailleurs rationnés). Un secteur ouvrier important, relevant des entreprises collectives, surtout les petites, où ces nombreux ouvriers temporaires, souvent des ouvriers-paysans, travaillant de façon saisonnière dans les entreprises d'Etal, formaient pendant toute la période maoiste un sous-proiétariat au statut peu envié. Ces travailleurs n'avaient d'autre espoir que d'accèder à la condition d'ouvrier permanent. Par des chemins compliqués, beaucoup d'entre cux y ont réussi. En 1983, 96,8 % des ouvriers d'Etat sont permanents (1).

De plus, dans les premières années post-maoistes, période socialement fort tendue, il s'agissait avant tout de résorber l'important sous-emploi urbain. De ce fait, antour des années 1978-1980, le gouvernement a provisoirement laissé de côté la question, pourtant essentielle, de l'augmentation de la productivité et du statut du travailleur (2). La crainte d'une explosion sociale a été si forte que le pouvoir a autorisé, en juin 1978, les ouvriers qui avaient dix ans d'activité au moins à prendre une retraite anticipée et à se faire remplacer par un de leurs enfants (3). La pression sur l'empioi a certes diminué. mais l'entreprise a continué à tourner comme une structure bureaucratique. fonctionnarisant de fait la main-

Dès 1982, l'accent est de nouveau mis sur l'amélioration de la productivité plutôt que sur le plein emploi. La situation (relativement) privilégiée des ouvriers permanents est alors la cible des réformateurs. Le lien est explicitement établi entre l'introduction d'un

(1) Gordon White, a The Politics of Economic Reform in Chinese Industry; the Introduction of the Labour Contract System », The China Quarterly, nº 111, septembre 1987.

(2) Remnin Ribao, 13 août 1980, (3) Deborah Davis, «Unequal Chances, Unequal Outcomes: Pension Reform and Urban Inequality», The China Quarterly,



PAYSANS PARTANT VENDRE A LA VILLE

# Une jeunesse à la fois choyée

PATRICE **DE BEER** 'UNE des préoccupations principales des régimes autoritaires est d'assurer l'encadrement de la jeunesse. La Chine n'y a pas échappé et le confucianisme a influencé des dizaines de générations. Après 1949, la République populaire a eu le même souci, le paroxyame étant atteint pendant la révolu-

La situation a bien changé : l'Etat a réduit son intervention dans la vie des citoyens. Les parents, dépolitisés pour la plupart, ayant un niveau de vie jamais atteint suparavant (l'élite traditionnelle exceptée), ont reporté leur affection et leurs frustrations sur leur unique rejeton, qu'ils élèvent à leur guise. Dans les villes, la politique de l'enfant unique est d'autant mieux appliquée que les contrôles sont plus stricts. Dans les campagnes, les résistances sont beaucoup plus fortes, surtout si le premier né est une fille. Les parents renouent ainsi avec une tradition qui veut que les enfants - mâles - soient choyés. Depuis 1978, les « petits soleils », ou « petits empereurs », constituent une génération d'enfants gâtés. Le gouvernement s'en inquiète et tente de réagir, mais il est moins craint que naguère, et l'éducation est loin d'être son souci premier. Elle n'est pas encore obligatoire, ni gratuite, même si elle touche 96 % des enfants d'âge scolaire.

# Des « dragons », des « savants »

NE enquête du Journel de la jeunesse a posé crûment la question : « Dans une vingtaine d'années, les enfants uniques joueront un rôle actif dans la vie de notre nation (...). Mais un grand nombre de jeunes parents ne font qu'élever leur enfant,

lui donner des vêtements, du chocolat, ils sont aux aussi en train d'écrire l'histoire. Mais comment ? (1) » Un sondage effectué en 1986 dans quatre écoles de Pékin a montré que « les enfants uniques se caractérisent par une auralimentation et une mauvaise éducation (...). Leurs parents souhaitent qu'ils scient des « dragons » dès leur naissance, des sevents dès l'école i » lis sont prêts à dépenser des sommes énormes pour donner à leur enfant, surtout si c'est un fila, le superfiu dont ils ont été privés : appareil de photo, orgue électronique, viande, sucreries. Le problème n'est plus la sous-alimentation mais l'obésité. Après l'obéissance passive confucémne est venu le temps de l'indiscipline, de l'individualisme et de l'égoïsme.

Ces enfants se goinfrant, gaspillent leur argent de poche, mais ne donneront que quelques certimes à une collecte pour la faim en Afrique, se battent, voire organisent des jeux de hasard ou forment des ganga qui rançonnent les cours de récréation, sa plaint la revue. Quiconque se promène en Chine constate que l'enfant est roi. Habillé de couleurs vives, il est l'objet de tous les soins de la part d'une famille qui n'a pas le droit d'an avoir un second - sauf dans des cas précis - et il en abuse. Tout lui est dû, il ne s'intéresse pas au mute de la acciété. L'éducation politique, quand elle coiste, glisse sur lui comme l'eau sur les plumes d'un canard, même si son père est cadre. Le Journal de la jeunesse rapporte les résultats d'un sondage selon lequel € 17 % des élèves des quatre écoles pékinoises] ont du respect pour leurs dirigeants, 5 % pour les héros comme Lei Feng [soldet modèle] ; par contre, 78 % en ont pour les chercheurs, les experts, les chempione du monde de aport ou les astronautes ».

Yuanyuan a cinq ans. Elevée par ses grandeparents, des intellectuels, raconte le Journal de la jounesse, elle les mène par le bout du nez : « Son grand-père est obligé d'imiter les abciements du

chien [animal interdit dans les foyers pékinois] pour qu'elle accepte de manger » les nourritures les plus chères. « Nous avons assez souffert de la faim pour ne pes laisser nos petits-enfants en souffrir comme

nous », dit-il. Dès que l'enfant est à l'école, la famille s'attend qu'il devienne un petit génie. Il est jeté dans une compétition éperdue. D'où l'apparition d'un phénomène connu au Japon, celui du suicide des écoliers. ainsi que les nombreuses fugues et les violences. Ainsi cet étudiant de dix-neuf ans qui, salon le quotidien Clarté (2), a étranglé ses parents parce qu'il avait peur de « perdre la face » après avoir été pris en flagrant délit de freude à un examen. Ou cette mère qui. écrit le Quotidien du peuple (3), a battu à mort son fils de neuf ans dont les notes étaient inférisures à 90 sur 100. Ou cette lycéenne de douze ans qui, déplore le Journal de la jeunesse, s'est donné la mort en avalant de l'insecticide : ses parents, des enseignants, la punissaient quand elle n'était pas en tête de sa classe. La pression était trop forte, « Cet épilogue à une vie si courte est un avertissement pour nous : d'un côté les enfants sont gâtés, de l'autre on les traite avec crusuté. Un gamin de trois ou quatre ans doit aller eu jardin d'enfants le jour et, le soir, étudier l'angla sique. C'est vraiment épuisent. Rendez l'anfance

# Enseignement à deux vitesses

DANS les campagnes, les autorités ont plus de mai à scolariser les enfants que dans les villes (où ils le sont pratiquement à 100 %), encore plus à les garder à l'école : ils représentant en effet des bras supplémentaires pour les parents, qui utilisent leurs fils pour cultiver la terre, leurs filles à la cuisine, et parfois monnaient cette force de travail. Ainsi la fréquentation acolaire est-elle en baisse et le travail des enfants, pourtant interdit, a réappens. Dans certains districts du Jiangxi, au sud-est du pays, ils constituent un tiers de la main-d'œuvre locale, y compris dans la construction (4). En dépit des amendes infligées aux entreprises qui violent la joi, le travail noir s'est étendu à des villes comme Tianjin, où les jeunes ayant quitté l'école avent terme représentant 10 % de la population scolarisable.

La recherche d'un profit longtemps tabou est pour beaucoup dans ces nouveaux phenomènes. La pénurie d'enseignants et de locaux aussi ; l'effondrement de bétiments vétustes fait chaque année des dizaines de morts. Selon Clarté (4), cette misère a conduit des écoles à ne s'intéresser qu'aux meilleurs élèves. Il en est de même dans les grandes villes, où les établissements de pointe sont les mieux lotis en personnel et en locaux, tandis que les écoles € ordinaires » sont délaissées. Certaines ont été un temps contraintes pour survivre de louer des sailes de classe à des commerçants, pratique récemment interdite. Cet enseignement à deux vitesses commence des le plus jeune êge : une place dans une « bonns » maternelle à Pékin peut coûter de 25 à 100 yuans par mois, pour un salaire mensuel moyen d'une centaine de yuans (5) ; encore faut-il rés un examen d'entrés et avoir des relations pour éviter une longue liste d'attente.

Lors de la session parlementaire d'avril dernier des élus se sont plaints du peu d'importance accordé à l'éducation, qui représente moins de 10 % de budget de l'Etat, ou 2,5 % de revenu national en 1987, selon M. Quen Jieju, membre

(1) Journal de la jeunesse, 7-22 mai 1986.

(2) Clarté, 3 mars 1988.

(3) Quotidien du peuple, 3 mars 1988.

(4) Clarté, 4 mars 1988.

(5) Une partie de cette somme peut être payée par l'amié de travail ; un youn vant environ 2 france.

Tief gut refrende die

# déso

Charles &

consisté à généraliser de la 1986, le système du come à mouveaux travailleur come à emploi urbain. Les républic dernière réforme ne ma par le comme de manuel.

Les efforts pour remodel :

Les efforts pour remodel :

ouvrière out la geneu échet :

peut-être provisoire, man les

conséquences. Il n'est pas les

avec les déboires de la fille

Dans les dens cut prix. Dans les deux cas mentre du fonctionnemen de la réci : des prix arbunires de la montionnemen de la montionnemen de la montionnemen de la monde du travail (et la traits caractérinique de la traits caractérinique de la la la caractérinique de la caracterinique de la caracterinique de la caracterinique de la caracter

La spécificité chinose de vue de l'emploi, est lite i le pauvreté du pays il va puis bie, après 1949, d'ambarité travailleurs le statut d'unité d'unité d'enne accès non subme. gui donne accès non teles. garantie, de fait, du trani in Buss: aux avantager de bi sociale (retraite, soits is not encore à l'octroi de bien insign meat, des prodeits par de l'actionnés). Un secteu comin tant, relevant des entresses tives, surtout les petits, à et prenx ouvriers rembouse & des ouvriers-payant trade d'Etai, formaient pendan E. période maoiste un suspinion statut peu envié. Ca ma n'Avaient d'autre espoir de (s Le condition d'ouvrier par des chemins complimel le d'entre eux y ont rem bi Se is & des ouvriers d'Elemen ments (1).

ten stuttet

De plus, dans les prenient post-macistes, période soite tendue, a s'agissait avant més ce fait autour des annés l'ille gouvernement a provisional de 2016 la question, pourque isie, de l'augmentation de les vitte et du statut du traville ? CTAIRES d'une explosion schie forte que le pouvoir a annais 978. les ouvriers qui avante d'activité au moins à pren retrute anticipée et à se les cor par un de leurs enlantigranatan sur l'emploi e comig mais l'entreprise a continéte estimate une structure burane fonationnarisant de fairle:

Des 1982, l'accent et è t mis ser l'amélioration de la pavité plutôt que sur le plu 🗪 satuation (relativement) police בשעדוכה הפרוחבתפחנו כל ומה ou resident leurs. Le bes es et ment établi entre l'inpubat.

(1) Gerden White, The Print acetus Raffarm in Chinese Index; 2 discrement of the Labour Contraction Chang Quarterly, or 111, september

(2) Renmin Ribes, 13 and 198 13: Deberah Davis, eliepith Umajural Outcomes Person like Lettern Inequality . The Cast for ar 114 jum 1938.

LA CHINE EN CRISE

# RÉFORMES ÉCONOMIQUES

# La cla ouvrière et la résistance aux changements ouvriers et leur refus de renoncer à



système de contrat à l'embauche et la volonté d'augmenter les rendements du travail (4).

La résistance ouvrière a été farouche, et elle le demeure. Pas de révolte ouverte, pes de grève massive, mais un sourd et tenace refus. Le système remis en question, datant des débuts de la République populaire, n'était pas aussi égalitaire qu'on l'a dit, mais il assurait à l'ouvrier une situation stable et un avancement prévisible. Parti du niveau modeste de l'apprenti corvéable et sonvent brimé, le jeune ouvrier pouvait espérer entrer de plain-pied dans les rangs des travailleurs, et connaître une progression à l'ancienneté, lente mais régnière, de son salaire. Les plus ambitieux pouvaient même entrer dans la hiérarchie de l'entreprise. De toute façon, le statut d'ouvrier permanent, surtout dans les grandes et (relativement) prospères entreprises d'Etat, incarnait un viatique enviable, tout particulièrement convoité par les paysans. Un atout social qui ouvrait, per exemple, la voie à un bon mariage...

La réforme vise à amoindrir le statut et les avantages ouvriers au profit du groupe montant des technocrates, des directeurs. A eux maintenant le prestige social. Les travailleurs out vite senti la menace et multiplient les obstacles à la réalisation de la réforme.

Un nouveau ministère du travail est mis sur pied en mai 1982, sous la direction d'un réformiste, M. Zho Shouyi. Ce dernier introduit, à titre expérimental, le système du contrat dans plusieurs villes dont Pékin, et dans la zone économique spéciale de Shenzhen. La politique suivie a cependant souvent un contenu vague, et les autorités hésitent à l'imposer. Elles sont conscientes de l'impopularité du projet et de la difficulté à le justifier idéologiquement (5). Trois années de tâtonnements (1983-1986) n'ont donné que des résultats limités : trois millions d'ouvriers contractuels sur quatrevingt-six millions d'ouvriers d'Etat. Dès septembre 1985, le ministre du travail est écarté et remplacé par un techno-

# Le soutien tacite des cadres

E N 1986, les réformistes ont le vent en poupe. La réforme générale du travail est promuiguée le 1 « octobre de cette année. Non sans précautions : on ne touchera pas au statut des travailleurs en piace. Le bilan semble assez maigre. Une étude sur Shanghai montre que dans leur grande majorité les travailleurs parviennent toujours à entrer dans les usines comme ouvriers permanents. De 1978 à 1986, le pourcentage d'ouvriers d'Etat a certes légèrement bajasé dans cette ville (de 79,3 % à 77,3 % des actifs), mais les

jeunes ont pu de plus en plus aisément accéder au statut d'ouvrier permanent (55 % des entrants en 1978 et 81 % en 1986). En 1987, contrairement au nouencore embaucher dans l'ancien statut. Il faut certes, pour cela, faire jouer des relations, utiliser un peu la corruption. on exercer des pressions sur la hiérarchie. Le droit à la condition d'ouvrier d'Etat permanent est encore trop ancré dans les esprits pour que la volonté de la hiérarchie de faire appliquer le système du contrat d'embauche - quand cette volonté existe - puisse aller très loin.

recrités comme contractuels sont ceux qui n'ont pas le choix ; il s'agit fréquemment de déclassés, on de paysans sans relations qui veulent à tout prix trouver un emploi urbain. Devenir contractuel revient ainsi à entrer dans une sorte de sousprolétariat méprisé. Une enquête menée en 1986 révèle que 38,7 % seulement des ouvriers sont favorables à l'élimination de l'ancien système d'allocation centralisée et autoritaire du travail, ou à l'abandon de la garantie du travail à vic (6). Fin 1985, les deux régions pilotes de la réforme du travail, Shanghai et la province du Guanedone. n'avaient respectivement que 150 000 et 340 000 ouvriers sous

La résistance ouvrière a été d'autant plus efficace qu'elle a bénéficié du soutien tacite des cadres. Le directeur a conclu, dans la plupart des usines, une sorte d'alliance ina vouée avec les ouvriers, en vue de préserver la paix sociale ou de réduire les tensions très perceptibles depuis une décennie. Le statut du travail ouvrier a ainsi peu changé, préservant l'essentie de ses caractéristiques d'avant 1976 De même, la pression productiviste n'a pas donné de résultats notables. Sauf. phénomène inquiétant, d'accroître le nombre d'accidents du travail : quatrevingt mille morts en 1987, le chiffre le plus élevé depuis 1949 (8). Les primes, réparties de façon égalitaire, représentent parfois 40 % du salaire, et en moyenne un quart du revenu (en 1984), alors que la productivité du travail est assez stagnante. A Shanghai, elle avait progressé d'un tout petit 0,8 % en 1980 contre 22 % pour les primes. Tout le contraire des objectifs de la réforme!

contrat (7).

A l'évidence, la classe ouvrière dispose d'une marge de manœuvre plus grande qu'à l'époque maoîste, lui per-mettant, après de longues années de quasi-blocage des revenus, d'obtenir, de 1978 à 1984, des augmentations de salaire sans contrepartie d'un meilleur rendement du travail. L'ouvrier s'est comporté comme si le relèvement du salaire correspondait juste à un rattrapage d'un retard prolongé et inaccepta-ble. En 1961, le salaire réel (à prix constant) n'était que de 84 % de son niveau (modeste) de 1952. En 1977, il valait 98,7 %, pour monter à 106 % en 1978, 121 % en 1980 et 138,4 % en 1984. En 1984, le niveau des salaires n'est donc supérieur que de 40 % au senil de 1952. En 1977, il était même légèrement en dessous (9). De surcroît, l'inflation, quoique sous-estimée fait depuis deux ou trois ans des ravages, aggravant la méliance des

leurs avantages.

Dans le discours officiel perce une tonalité technocratique non dénuée de mépris à l'égard de l'ouvrier, accusé, de façon à peine voilée, d'être un paresseux. Ce qui explique aussi le pen de sympathie des travailleurs à l'égard de nombre de projets réformateurs, alors qu'ils sont les témoins quotidiens de la montée de la corruption et de la multiplication des abus et décisions illégales des petits et grands chefs, dans l'entreprise et dans la bureaucratie.

Le mécontentement est répandu dans les usines (10). D'où la prudence des directeurs sonmis à des flots d'instructions réformatrices venues d'en haut tout en subissant d'en has de fortes pressions. Une classe ouvrière peu motivée mais qui se sent encore relativement sûre de sa force, au moins à l'intérieur de l'entreprise, voilà qui donne une saible productivité. Les directeurs doivent alors recruter une main-d'œuvre supplémentaire, rendant encore plus aléatoire l'amélioration de l'efficacité des installations.

Cette résistible mutation de l'ouvrier contribue, avec d'autres échees ou demi-échecs (notamment dans le domaine des prix), à étouffer ou à dénaturer la réforme. Pour l'essentiel. le statut ouvrier a peu changé. La mobilité des travailleurs, un des buts de l'introduction du système du contrat, est peu effective. D'après une enquête, plus de 80 % d'entre eux travaillent dans la même entreprise depuis plus de dix ans, et 42 % depuis plus de vingt ans. La vie quotidienne ouvrière, malgré les améliorations de la situation du logement - qui était, il est vrai, désastreuse - reste pénible. Un habitant de la grande cité industrielle de Tianjin (Tientsin) consacrait, en 1984, encore 55,2 % de son revenu à la nourriture, plus qu'en 1982 (54 %), mais moins, probablement, qu'en 1988, après les fortes hausses récentes des prix des produits alimentaires. Si son niveau de vic avait progressé de 5 % de 1982 à 1984, il doit avoir stagné depuis lors, et a même peut-être dimi-

### Un marchandage informel

DANS une Chine en plein bouleversement, y compris dans les villes. entraînées dans un affairisme naguère inconcevable, le monde du travail semble figé, crispé sur la protection, la conservation des acquis. Les grands traits de la période maoïste se perpément dans les usines. Une étude menée toujours à Tianjin met même en évidence, pour l'année 1986, un plus grand égalitarisme dans les revenus que du temps du maoïsme triomphant - un résultat qui va à l'encontre des intentions des réformateurs. Elle montre aussi que l'égalitarisme maoïste était sans doute plus restreint qu'on ne l'a prétenda, et surtout que la pression égalitariste est toujours forte parmi les travailleurs. Ce nivellement tient d'ailleurs à une amélioration du salaire féminin : un homme qui gagnait en moyenne 35 % de plus qu'une femme en 1976 n'a plus qu'un avantage de 20 % en 1986 (12).

Les travailleurs out appris à pratiquer un marchandage informel, souvent d'une grande efficacité : les directeurs cèdent facilement, préférant tricher avec les règlements et les lois, manipuler les principes de la réforme plutôt que d'affronter l'opposition et l'obstruction ouvrières. Ainsi, en contradiction avec une multitude d'instructions précises, et l'instauration de taxes-amendes sur les primes trop généreusement octroyées, celles-ci continuent à être versées sans véritable considération de la situation de l'entreprise. De plus, la Chine, qui avait un grave problème de sous-emploi dans les années 70, a trouvé des solutions - provisoires ? - à cette question : la menace de chômage est limitée, diminuant d'autant la pression sur la classe

ouvrière et la marge de manœuvre des réformateurs.

Le monde du travail n'ignore pas cependant qu'il a perdu, on qu'il va perdre, certains de ses privilèges liés à sa position de classe appui du régime. L'ouvrier sait qu'il entre dans une étape nouvelle où il devient une catégorie sociale moins appréciée et parfola dédaignée. Chemin faisant, il se défend pied à pied, sans combat d'ensemble, mais avec une habilité certaine, du moins à l'intérieur de l'entreprise. Ce qui a pour effet de retarder, sinon de bloquer, la recomposition du champ social dans les villes, évolution pourtant indispensable à la réussite de la réforme. Aujourd'hui, on commence à admettre timidement, dans les sphères dirigeantes, que le remodelage du fonctionnement de l'entreprise doit trouver d'autres canaux que la contractualisation du moode du travail ; ou, pour le moins, qu'il faut imaginer des étapes intermédiaires. D'où la multiplication des détours, des demi-mesures, qui caractérisent une décennie de réformes à la ville et au cœur du dispositif industriel.

### ROLAND LEW.

(4) Renmim Ribao, 2 mars 1982. (5) Gordon White, op. clt., pp. 38 et m.

(6) China New Analysis, 1= mai 1988. (7) Ibid.

(8) *Ibid*. (9) Andrew Welder, « Wage Reform and the Web of Factory Interest», The China Quarterly, nº 109, mars 1987.

(10) China New Analysis, op. cit. (11) Teh-wei Hu, Jushon Bai et Shuzhong hi, "Household Expenditures Patterns in Tianjin, 1982-1984 ., The Chine Quarterly, = 110.

(12) Andrew Walder, Wage Differences in Urban Tianjin, 1976-1986, polycopić, 1988.

Martin descripto de Jiangal, su sales e p constituent un trans de la mandicamb COMPANY CATS IS CONSTRUCTION IN STATE Sementare Att Grees aux entreprises de mai to traves ficer s'as: etendu à des vies and per oc. les seures ayant quité l'écla est

Le recherche d'un profit longues prour besturence dans ces nouvelle plan principal de locale and ment de bêtirheits vetuste fat desse dictiones on morts. Selon Carte (4), cart Complet thes ercies à ne s'interesse d'at dibuse. Il en es: de même dans les grad has deadhissarrients de pointe sont les fels PARADACINE OF OC ICCOUR, TANGS QUE IS AND THE OCCUPANT OF OCCUPANT OCCUPANT OF OCCUPANT OC STATEMENT & SCHOOL COLUMNS UNITS SPANTALISM POLE SULVIVE de los de les Classic & des commercants prints Service. Car ersegnement & des se exercise des la plus seure àge; un par la comma des la plus seure à Peix per colle à 100 years par rocat, pour un salais seure par colle à 100 years par rocat, pour un salais seure par rocat, pour rocat White Contains do Yuans (5): March My Market of Section of Story (Section) sere longue late d'attente.

Learn do in senson periometris (s. TO % du Dudget de l'Etal. Or 25 % a purget of FERT of Our like

11) January de la jeuneze. 7-2 mi 196 (2) Clarid, 3 mars 1958. (3) Question on proper 3 mm | 500 (4) Clard, 4 mars 1988. (5) Une parte de cette series les fi de terreni : un yeas vert ci

# fois choyé et désorientée

de la Conférence consultative politique du peuple chinois (6). Le premier ministre, M. Li Peng, lui-même ancien ministre de l'éducation, a promis de nouveaux crédits. Ce manque de moyens et d'intérêt explique l'apparition récente de petits établissements privés.

### Des professeurs sous-qualifiés DANS un pays où, pendant deux millénaires,

la connaissance a été à la source du pouvoir, le corps enseignant est toujours, plus de dix ans après la fin de la révolution culturelle, mai considéré, mai payé, mai formé. Son niveau de vie n'a cessé de baisser depuis 1949 : M. Qian Jiaju l'estime à moins de 10 % de celui des années 30 ! (6). Les éducateurs sont sous-qualifiés : selon une enquête publiée en août 1987 dans le China Daily, 61 % des 510.000 professeurs de lycée ne possédaient pas une licence, 73 % des 2,23 millions de ceux du premier cycle n'avaient pas une formation complète (trois ans), 37 % des 5,4 millions d'instituteurs étaient sans diplôme. Pour y remédier et parvenir avant l'an 2000 à son objectif d'une scolarisation à 100 %, le gouvernement a lancé des cours de rattrapage qui deviendront graduellement obligatoires. Malgré tout, à la fin du VIIº Plan (1986-1990), la Chine ne pourra former que 500 000 enseignants du secondaire, quand il en faudrait 900 000. Voilà pourquoi tant de jeunes boudent cette carrière.

Le problème est d'importance dans un pays qui tente de sortir du sous-développement, et doit rattraper le handicap de dix années de révolution culturelle pendant lesquelles l'éducation avait pratiquement disparu. Cependant, on continue de se disputer les places à l'Univer-

sité, antichambre du pouvoir, où entrent moins de 20 % d'élus, la plupart des fils de cadres. Jusqu'à récemment, ils ne pouvaient choisir ni leur type d'études ni leur affectation. La Chine compte environ deux millions d'étudiants, le double de la France pour une population vingt fois supérieure, ils travaillent dans des conditions difficiles et vivent de manière spartiate. Les réformes en cours prévoient plus de tiberté de choix de carrière, mais les études seront payantes. Le mandarinat sévit toujours chez les universitaires, dont la rentabilité est faible : certains titulaires de chaire n'enseignent plus depuis des années; nous avons rencontré un professeur de centre hospitalier universitaire qui ne devait que deux demi-journées par semaine à son hôpital, ou des professeurs de terminale ne donnant qu'une vingtaine d'heures de cours par mois, en contrepartie de salaires dérisoires. Le gouvernement leur a conseillé de se chercher un revenu d'appoint, ce qui a entraîné des

protestations à l'université de Pékin. li n'est pas étonnant, dans cas conditions, qu'une partie des jeunes soient désorientés. Dépourvus d'idéal et de formation politique - jusqu'à l'an dernier, date à laquelle les cours d'idéologie ont été rétablis, à la suite des manifestations estudiantines de Shanghai et de Pékin, - blasés après tout ce qu'ils ont vécu et ce qu'ils ont entendu de leurs parents sur leurs expériences passées, soumis brutalement à une masse d'informations et de produits de consommation venus d'un étranger idéalisé - surtout l'« Amérique », - ils veulent le plus souvent profiter du présent. Des parents se plaignent que leurs enfants ne les écoutent plus, gaspillent économies et salaire en jeans ou en vêtements à la mode, s'étourdissent de

Paralièlement, on assiste à une résurgence de la délinguance, des blousons dorés littéralement en chinois « fils et journes frères de hauts cadres », — des blousons noirs, loubards qui traînent dans les rues, & dans l'attente d'un emploi » (auphémisme pour chomage), font des petits boulots ou se livrent à des trafics. Pour ne pas parler des délits, vois, viols: ou du renouveau de la prostitution.

qui a entraîné un

retour des maja-

véné-

musique disco.

riennes.... La jeunesse se cherche. Elle n'attend plus de réponse toute faite du PC. La grande majorité reste condamnée à continuer de cultiver la terre ou à attendre un emploi de l'Etat, une partie va à la dérive, vivant au jour le jour ou rêvant d'aller à l'étranger, une autre enfin, importante elle aussi, travaille frénétiquement pour réuseir per les écudes ou le business - de



UN DEMANCHE APRÈS-MIDI DANS UN PARC DE CHONGQUING

plus en plus privé - profitant d'un extraordinaire instant de liberté, dû à la fois à une politique de relative libéralisation et à un certain relâchement de l'autorité.

PATRICE DE BEER.

(6) Wen Wet Po de Hongkong, 4 avril 1988.

ШU

# UNE DÉCENNIE DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

# Le nécessaire combat contre les privilèges et pour la démocratie

et déclenchant, à partir de ianvier

1987, un nouveau mouvement contre la

« libéralisation bourgeoise ». A ja

faveur de cette affaire, et après plu-

sieurs années de tentatives infruc-

tuenses, les conservateurs ont enfin

réussi à renverser M. Hu Yaobang

- l'homme qui, à la direction du parti,

était le plus favorable à la réforme poli-

tique, à la libéralitation idéologique, et

le plus résolument hostile aux privi-

lèges et à la dégénérescence des

cadres - et trois intellectuels influents

Journaliste et écrivain, Liu Binyan a été un des plus influents rédacteurs au Quotidien du peuple. Qualifié de « droitier » et exclu du PC en 1957, réhabilité en 1979, il dut à nouveau quitter le parti en 1985 en raison de ses prises de position en faveur d'une plus grande démocratie politique. Il n'est plus publié en Chine, mais peut se rendre à l'étranger.

Il a notamment séjourné en France en juin 1988, en compagnie d'écrivains chinois invités par le

ministère de la culture.

A Chine est un pays très particulier. Un pays où les manifestations de quelques étudiants, pas même dirigées contre les autorités, ont causé en 1987 une telle paníque qu'elles ont provoqué la chute du chef de gouvernement et un mouvement politique d'ampleur nationale: la campagne contre la libéralisation bourgeoise ».

Campagne délirante, puisque ni les dirigeants qui l'ont déclenchée ni ceux qui en ont été les victimes (six intellectuels et moi-même) ne savent exactement ce qu'est cette - libéralisation bourgeoise ». La réforme de l'économie inaugurée en 1979 a elle-même considérablement accru les libertés dont jouissait le peuple. Comment saire la différence entre ce qui, dans ces libertés, relève de la « libéralisation prolétarienne = et ce qui tient de la · libéralisation bourgeoise - ? Nul no le sait. A-t-on jamais vu un gouvernement tenter de mobiliser un milliard de personnes dans un mouvement politi-

La contribution de ce mouvement absurde à l'inflation qui fait rage ne doit pas être sous-estimée. Il a eu pour effet de suspendre pendant un an la réforme économique et celle du système politique que les groupes dirigeants du PCC affirmaient vouloir mettre en œuvre. D'innombrables entrepreneurs individuels, qui avaient toujours craint que le parti ne changeât de politique, ont pris peur. Beaucoup ont vendu leurs entreprises; d'autres, plus nombreux, n'ont pas réinvesti dans

que dont nui ne comprend le sens ?

la production, mais ont déversé des centaines de milliers de yuans sur le marché des biens de consommation.

Le mouvement à accentué le découragement et le mécontentement des ouvriers et des intellectuels à l'égard du PC et du gouvernement, ainsi que le pessimisme sur l'avenir du pays; de plus, la situation de grève perlée, déjà fort répandue, s'est aggravée. La campagne ayant pris pour cible ceux qui critiquaient le système; les conservateurs au sein du parti, tous ceux qui sabotent la réforme, dilapident les ressources de l'Etat, ou bradent l'intérêt national par appât du gain, ont redoublé d'arrogance. Tous ces phénomènes ont nécessairement des répercussions sur la valeur du renninbi, la monnaie nationale.

Aujourd'hui, les conservateurs au sein du PC tentent d'utiliser les difficultés créées par l'inflation pour rejeter toutes les responsabilités sur les partisans les plus résolus de la réforme ayant à leur tête M. Zhao Ziyang. Or ce sont précisément ceux qui, l'an dernier, ont renversé M. Hu Yaobang et qui, cette année, mettent des bâtons dans les roues de M. Zhao Ziyang, qui sont à l'origine des problèmes rencontrés par la réforme.

Pendant les dix ans qui se sont écoulés depuis que la Chine a entrepris de faire évoluer son économie, les groupes d'intérêts représentés par les conservateurs (du centre aux niveaux locaux) dans le parti n'ont cessé de saboter la résorme. Brandissant le cadavre de Mao Zedong, ils veulent à toute force ramener le pays sur la voie qu'il suivait avant 1966. Certaines provinces (du Guangri, au sud, au Heilongjiang, au nord) se sont opposées pendant quatre ans à la décollectivisation des terres. La réforme de l'économie urbaine rencontre plus de difficultés encore, et en raison du refus des comités du parti d'abandonner leur pouvoir, le système de responsabilité du directeur d'usine n'a pu être étendu. Les entreprises d'Etat (70 % de l'industrie), dont la productivité est faible mais dont les pertes sont élevées, que année, un grand nombre d'entrepreneurs réformateurs ayant déjà remporté de notables succès sont inquiétés sur la foi d'accusations mensongères : certains sont licenciés, d'autres sont soumis à enquêtes, d'autres encore sont condamnés à des peines de prison.

# Le désarroi des dirigeants

DEPUIS 1980, à chaque fois ou presque, que le comité central a affirmé sa volonté de réformer le système héritier d'une très longue histoire féodale et d'une lourde bureaucratie centralisée, ou de rectifier les tendances à la dégénérescence du parti, on a toujours trouvé des prétextes idéologiques pour lancer des mouvements politiques, visant à anéantir les intellectuels qui réclamaient une véritable démocratie et s'opposaient à la corruption du parti.

Quelques mois après que M. Deng Xiaoping eut annoncé son intention de réformer le système politique, en avril 1981, le mouvement « contre la libéralisation bourgeoise » lancé par l'armée a mis un terme aux discussions sur les erreurs de Mao Zedong et de la Révolution culturelle. L'été de la même année fut relancé le mot d'ordre « construire une nouvelle Chine à haut degré de démocratie et de civilisation », mais, dès l'autonne, se préparait un nouveau « mouvement antidroitier » et il n'a plus été question de

« haut degré de démocratie » ni même de démocratie tout court, le mot d'ordre devenant : « Edifions une civilisation spirituelle. » En octobre 1983, le mouvement de rectification du parti n'avait pas même débuté qu'a commencé une grande campagne d'« élimination de la pollution des esprits », qui, à partir d'attaques contre des philosophes prônant l'« humanisme » et se fondant sur la théorie de l'« allénation » pour expliquer la dégénérescence du parti, a pris pour cible tous les intellectuels favorables à la démocratie et à la liberté de création.

Au printemps de 1986, M. Deng Xiaoping a de nouvean affirmé qu'il fallait réformer le système politique (cette fois, il n'a même pas mentionné le mot « démocratie »), mais il ne s'est rien produit et lorsque, en décembre de la même année, les étudiants ont organisé des manifestations allant dans le même sens, les dirigeants du PC, pris de panique, ont une fois de plus renoncé à leur projet, rejetant la responsabilité des événements sur M. Hu Yaobang et sur quelques intellectuels,

(parmi lesquels l'auteur de ces lignes) ayant les mêmes opinions. Leur objectif est alors apparu au grand jour : effectuer une grande purge dans les milieux culturels, avant tout dans la presse et l'édition, pour étouffer les libertes de pensée, de création et d'opinion, conquises depuis 1979. Mais, en raison des réactions de la plupart des intellectuels en Chine (et hors de Chine), et des cadres du parti, ils ont été contraints de s'arrêter en chemin. Pourtant il est difficile de réparer les dommages causés dans la presse, les arts, les lettres et la recherche, chez les entrepreneurs privés du commerce et de l'industrie, et même chez les simples citoyens. Le comité central a encore perdu à cette occasion une partie du faible prestige dont il jouissait dans le peuple, et le manque de confrance des Chinois dans l'avenir du pays s'est ren-

En 1985, l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev et le lancement de la « perestrolka » ont fourni des points de comparaison. La réforme économique en Chine a sans aucun doute apporté une base théorique importante à M. Gorbatchev, mais l'audace de sa politique de « glasnost » a mis en lumière les points faibles des changements intervenus à Pékin. Cette année-là, en Chine, le pouvoir a mis de nouvelles entraves à la liberté de la presse

veau cours sur le plan matériel. Le désir de protéger ces situations acquises leur fournit de nouvelles raisons de s'opposer une véritable démocratisation.

Aujourd'hui, la criminalité économique des fonctionnaires est bien plus grave qu'aux moments les plus noirs de la Révolution culturelle. A l'époque, l'économie stagnait, nombre de hants fonctionnaires d'aujourd'hui n'avaient pas encore récupéré leurs positions, et

leurs enfants étaient mai traités; la lutte de classes et les mouvements contre la criminalité contraignaient les fonctionnaires à modérer leurs appétits. Après 1979, les libertés économiques se sont développées, mais le peuple n'a pas obtenn la démocratie qui, seule, aurait permis de supprimer les privilèges; et comme les autorités ont annoncé qu'elles ne recourraient plus aux campagnes dont le but était de terroriser les fonctionnaires, nombre de cadres se sont retrouvés au-dessus des lois.

# Au-dessus des lois

E secrétaire général Zhao Ziyang a récemment déclaré que la Chine avait besoin d'un « gouvernement intègre ». Mais comment y parvenir? Toutes les occasions qui se sont présentées depuis 1976 out été manquées. De 1977 à 1986, le comité central n'a cessé de répéter qu'il fallait se débarrasser des criminels de la période de la Révolution culturelle, mais nombre d'entre eux out été protégés, voire promus. Depuis 1980, il proclame qu'il faut punir les fonctionnaires qui mettent leur pouvoir an service de leurs intérèts personnels: mais au cours du mouvement contre la criminalité économique de 1982, du grand mouvement de recti-fication de 1983-1986, seul le memu fretin a été châtié. Quant à ceux qui, pénétrés de la noblesse de leur cause, luttent depuis de nombreuses années contre ces criminels sans craindre de se sacrifier, non seulement ils ne sont pas protégés par la loi, mais ils sont souvent persécutés. A l'heure actuelle se déroule un monvement contre le criminalité économique qui ne veut pas dire son nom. Mais combien oseront démasquer les fautifs et témoigner contre

organe: la monnaie nationale... Le renminbi, en perdant sans cesse de sa valeur, dévoile mieux que des dizaines d'articles savants les conséquences économiques des problèmes que nous venons de passer en revue.

Economistes et politiciens viennent

Economistes et politiciens viennent de multiplier les analyses des causes de l'augmentation des prix, Pourtant, le plus souvent, ils se cantonnent à l'économie et évitent de chercher les causes politiques de l'inflation ; le sabotage de la réforme économique et le freinage de la réforme politique par les groupes conservateurs au sein du parti ; la corruption et le pillage auxquels se livrent les fonctionnaires et leurs familles qui usent de leurs privilèges ; la colère des masses populaires contre ces phénomènes, leur découragement et leur pessimisme quant à l'avenir du pays, qui les conduit à l'apolitisme, et la situation de grève perlée qui ne cesse de

Depuis 1985, cette situation a provoqué des manifestations de protestations, des actes de sabotage, et des explosions de violence — par exemple, des paysans ont utilisé la force pour acheter des engrais chimiques à bas prix qui auraient dû leur revenir, mais avaient été accaparés par des fonctionmires.

L'histoire chinoise est à nouveau à un carrefour. La terrible famine provoquée par « le grand bond en avant » et « les communes populaires », cette « formule miraculeuse » sans précédent dans l'histoire de l'humanité inventée par Mao Zedong, a déjà conduit pratiquement tous les Chinois à souffrir de la faim. Pourtant, à l'époque, un véritable miracle s'est produit : non seulement le culte de Mao Zedong n'a pas disparu, mais il s'est renforcé. Le PC a pu traverser cette crise à cause de sa grande force dans le domaine idéologique, de l'absence d'information et perce que, dans la société de l'époque, l'égalitarisme régnait, seul un tout petit nombre de cadres jouissaient de privilèges, et presque personne ne le savait. Le dégénérescence des fonctionnaires du parti était loin d'être aussi grave qu'aujourd'hui. Et le PCC était très

Aujourd'hui, les difficultés des Chinois sont bien moins graves que dans les années 60, mais les conditions ont changé dans un sens très défavorable au PC. En effet, la Révolution culturelle décienchée il y a vingt-deux ans a ouvert les yeux du peuple qui n'obéit plus aveuglément à l'autorité. C'est pourquoi peuvent se produire en Chine des événements inimaginables depuis la prise du pouvoir par le PC il y a trente-neuf ans. Il n'était déjà pas très normal que les citadins dussent consacrer de 60 % à 70 % de leursalaire à l'achat de nourriture; mais lorsque, comme aujourd'hui, la plupart des familles doivent y consacrer la totalité de leur revenu, on peut imaginer leur perplexité et leur mécontentement. Comme ces difficultés ont essentiellement des causes extraéconomiques, il est impossible d'y mettre fin par des mesures purement économiques.

Que peuvent faire les dirigeants anjourd'hui? Ils peuvent prendre des mesures politiques allant encore plus loin que celles de M. Gorbatchev. Les forces hostiles à la réforme étant bien moins puissantes en Chine qu'en URSS, ils ne devraient pas rencontrer d'obstacles trop importants. Certes, de gros groupes d'intérêts devraient payer un priz considérable. Cependant, il y a en Chine des forces capables de les contraindre à accepter ce projet. Nos dirigeants peuvent aussi préférer s'inspirer de la manière dont, en Pologne, le général Jaruzelski a tenté de régier le problème du syndicat Solidarité. Ils auraient envoyé sur place des personnes chargées d'étudier l'expérience. Pourtant les récentes grandes grèves ont clairement montré l'inefficacité de cette expérience et de la loi martiale. Nul ne sait, dans ces conditions, comment la Chine sortira de ses difficultés



SCÈNE DE PANIQUE DANS UN MAGASIN DE PÉRIN (SEPTEMBRE 1988) Les conséquences d'une politique échappent perfois à sont contréle

(elles n'avaient cessé de se multiplier depuis 1981). Tandis que M. Gorbatchev encourage les intellectuels, les ouvriers et les paysans à s'attaquer aux forces conservatrices au sein du parti, le parti chinois se refuse à admettre l'existence d'une lutte entre factions réformatrice et conservatrice. Or, précisément en 1985, les conservateurs n'ont pas cessé d'agresser les forces réformatrices : sur la foi d'informations fournies par la commission centrale de contrôle de la discipline, ont été limogés les plus fervents partisans de la réforme parmi les secrétaires de comités provinciaux, MM. Xiang Nan an Fujian et Lei Yu, dans la région autonome de Hainan. Les commissions de contrôle de la discipline ont multiplié les pressions, les enquêtes à l'encontre des dirigeants provinciaux et municipanx du parti et de l'Etat et des entrepreneurs les plus acquis aux réformes. Alors que, cette année-là en URSS, des dirigeants du comité central, des ministres et des membres des comités du parti des Républiques étaient limogés et condamnés à des peines de prison pour corruption, en Chine, les plus petits cadres continuaient de jouir de protections; les cadres supérieurs et leurs enfants qui monopolisent les réseaux du commerce extérieur s'entendaient avec les entrepreneurs étrangers pour brader les intérêts de l'Etat, tandis que les citoyens et les cadres du parti qui les démasquaient continuaient d'être victimes de terribles représailles.

La réforme de l'économie a apporté de nouvelles libertés aux citoyens ordinaires. Mais comme elle n'a pas été menée jusqu'an bout, les bureaucrates et leurs enfants out pu monopoliser les ressources de l'Etat et saisir les occasions de s'enrichir en toute impunité, grâce à leurs privilèges. Paradoxalement, les groupes qui s'opposent à la réforme et à l'ouverture pour défendre leurs intérêts politiques sont ceux qui, les premiers, ont le plus profité du nou-

Lorsque ceux qui détournent des milliers de dollars échappent aux tribunaux, tout le monde compatit au sort des quelques « criminels économiques » condamnés. Parallèlement, alors que le mouvement « contre la libéralisation bourgeoise » reste présent dans toutes les mémoires, on ne peut pas ne pas poser la question suivante : ceux qui ont été attaqués et renversés à cette occasion ne sont-ils pas précisément ceux qui ont toujours réclamé un « gouvernement intègre » ? Pourquoi, dans ces conditions, relancer ce mot d'ordre ?

Depuis 1979, M. Deng Xiaoping a pris le contre-pied de Mao Zedong dans pratiquement tous les domaines, sauf celui de la presse. Presque tous les journaux ressemblent comme des frères à ceux de la période maoiste. On ne peut parler que des succès du gouvernement et du parti et des aspects radieux de la vie, jamais des fautes et des aspects négatifs; on ne peut défendre que les opinions officielles. Non senlement la Chine ne dispose pas d'un journal indépendant non officiel, mais elle n'a même pas un journal officiel du type de la Literatournaya Gazeta ou des Nouvelles de Moscou. Plus un probième est brûlant (par exemple la dégénérescence des bureaucrates, ou des débats publics sur la réforme politique), moins les Chinois en sont informés. Plus un événement à l'exiérieur peut avoir de rapports avec la situation en Chine - Solidarité en Pologue, l'opposition au parti au pouvoir en Corée, plus récemment la conférence du PC soviétique, ou le soulèvement des Birmans, - plus les nouvelles sont filtrées et présentées de façon simpliste.

En bref, nombre de tares politiques, économiques, sociales sont depuis longtemps oblitérées, conscienment ou non. Mais, finalement, elles ont trouvé na moyen de faire parler d'elles. Leur

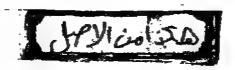
# Précédents articles

- DÉCEMBRE 1978. → « Les nouvelles voies du développement », par Patrick Tissier et « La chamière », par Xavier Luccioni.
- et « La chamière », par Xavier Luccioni.
   NOVEMBRE 1979. « Comment la Chine recourt aux méthodes des capitalistes pour se hisser au statut de grande puissance », par Patrick Tissier.
- AOUT 1980. « M. Deng Xisoping et la victoire des « pragmatistes » en Chine », per Alain Peyraube.
- DÉCEMBRE 1980. « La nouvelle politique économique en Chine », par Xavier
- JANVIER 1981. « En Chine, les ressorts du capitaisme au service de l'économie
- socialiste », par Lynne Curry.

  AVRIL 1981. « Pékin en proie su malaise économique », par Xavier Luccioni.
- AOUT 1981. « La méfiance persistante de l'ouvrier chinois », per Roland Lew, et « Le projet socialiste et les résistances paysannes en Chine », par Claude Aubert et Chang Ying.

   FÉVRIER 1982. « Projecce et perf
- FÉVRIER 1982. « Prudence et persévérance à travers les écueis de la réforme économique », per Patrick Tissier.
   JUIN 1982. « Le pari de la décollectivisation (de l'agriculture) en Chine », par
- Claude Aubert.

  OCTOBRE 1983. « Rentabilité, efficacité : deux mots d'ordre de la modernisa-
- JUILLET 1986. « La Chine au grand vent des réformes économiques », per Patrice de Beer.
- DÉCEMBRE 1986. ~ « Le grand virage du communisme chinois », per Lilly Marceu.
- FÉVRIER 1987. « Les remous de la politique d'ouverture en Chine », par Xavier
  l perioni
- DÉCEMBRE 1987. ~ « Après le traizième congrès du PC, vers le « troisième pas historique » en Chine », par Xavier Luccioni, et « Socialisme... ou tentation capitaliste ? », par Jacques Decornoy.



est inférieure.

materici. Le the situations stable demo-

leurs enfants étaien la leure de classes et la les contre la criminalité on les fonctionnaires à moder la cits. Après 1979, les liberts pie n'a pas obtent la lière s'e sont dévelopée, les lières rie pas obtent la lière seule, aurait permis déserve privilèges; et comme la lière privilèges; et comme la lière aux campagnes dont le lière aux campagnes dont le lière roriser les fonctionaire, le cadres se sont resident la lière les fonctionaires les fonctionaires les tot économito bien plus Milita Moirs de A l'époque, es de haura Cadres se sont retrone at THE REPLECT d positions, et

An dessus des lois

crgane: la montaie antient le ministe et perdant san cui valcur, dévoule meux que interprétaire savants les consideres des problèmes de passer en terme.

Economistes et politiere et de muitiplier les analyse des l'augmentation des pru les

plus souvent its se cannot

nomie et évitent de cherden.

politiques de l'inflation; en

is réforme économique a la de la réforme politique par la

Courter Tiente sa tein ge bes

ruption et le piliage zamele les fonctionnaires et leur les

Lien: de leurs privilega: he

masses populaires come a

menes, leur découragement

simisme quant à l'armi de

les conduit à l'apointere ail

Lion de greve perice qui me

Depuis 1985, cene stenne,

que des manifestation è p

ione, des actes de ubug!

englisticas de violence - pre-

des paysans om unhei b fe

acheter des engrais chiages

ber a den antaieut qu jen ber

Anticati eté accapare pareir

L'hastoire chinoise et in

um conteibur La terriblefter

Quee par . le grand bond ex-

- les communes populaire

· firmula miraculeuse ar

mant dans l'histoire de it:

situatife par Mao Zedmi:

Cumulant protiquement los Ba

à souffere de la faim Pounni.

Lug, un verstable mindeses

🖘 🕾 😅 entent le culte à Mai

ತ್ತು ಕ್ಷಮ ರೇಜನಾಗು, mas ಚಿಳಿದರ

Le PC a pu traverser met

cause de se grande fores

Luminario idéologique, a la

d'intermation et parce et

podicte de l'apoque, l'ant

regnall, seal on tou people

ant de pariles!

que personne ne le sarait lit

reserve des fonctionness t

einer fein d'eine ami

Collegeord'hai Er le PCE

Aufourd'hui, les diffet

China sont bien main pa

Care im annes 60, market

では、これるこれで CTUP EN 英国 (F)

Se .. PC En effet ble

Cartinalle declenchée dyang

ans a covert les veux de per

7. 1. 2. elglemen ils

Clery benedict benedik

Carre des evénement m

den ale la prese du pourse par

3 (170)12-0520 455 || 1806

très mermal que les cusses constacres de 00 q à 10 te

salare à l'achai de mortes

The second asserted in

Caria Talles dairent vomen

lite de .eus retenu a paf

late perpiestie et les

ment. Comme on different

: qlement des ciun's

de annoces, il est impar

encire fin fir des mans

Que peuvent fair lo

au condum lis penta par montes politiques alsa condum lis penta par la penta par la penta par la penta par la penta pent

forces notices is the forces

LRAS, is as containing

d'unitation in contract d'unitation in imparant gens groupes d'interes des

économiques.

ge genade.

u aggraver.

Ziyang a with inte-Pervenir ? Most presen and s'a cent se débarrasser maio de la Révo-appalas d'entre Mint promus se qu'il faut maties qui mettent st de mouve state somemique ment de rectiand le menu the lear cause, BOS ARDČES amindre de se E SE DE BOOK DAS es were souvent Brit in Critical



e to himselv k **pojsos**t dázs the proof past ne AND SHOULD BE made à sette per proceedings: the status up . Peurgadi, THE SE WAY

thing Knoping to the Man Zosies in his domains. Principal fales Les e senotes. On ME des aspects de fautes et an supel défenhe pas d'un & Carte

We us will grant or one scinclics

# sour la démocrati

# HUIT ANS DE GUERRE ENTRE L'IRAN ET L'IRAK

# La responsabilité des marchands d'armes

N million de morts et autant de blessés. Fatalité ? Mais c'est bien grâce aux livraisons d'armements reçues de l'étranger que l'Iran et l'Irak ont pu prolonger pendant huit ans la tuerie. Alors que les Nations unies avaient, dès le début, dénoncé les violations des lois de la guerre, Etats et fabricants d'armes impliqués dans ces fournitures ont une responsabilité juridique particulière. Le procès intenté en France à des sociétés de matériel militaire est à cet égard exemplaire.

Per OLIVIER RUSSBACH \*

« La Constitution ne m'a pas confié la charge de vérifier les autorisations d'exportations de matériels de guerre. > (M. François Mitterrand, à propos de

l'affaire Luchaire.) «A votre service Jusqu'an bout de l'enfer.»

(Publicité pour équipements militaires, parue dans la Revue internotionale de défense (1).

Le conflit armé entre l'Iran et l'Irak a été, pendant huit ans, une succession de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, officiellement, publiquement et à maintes reprises qualifiés et dénoncés comme tels par le Conseil de sécurité de l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Cette guerre, « dont le coût humain n'a pas d'équivalent dans la décennie en cours : plus d'un million de morts et autant de blessés », cette guerre a aussi été « une aubaine pour les producteurs et les marchands d'armes », comme le constatait le Monde du 23 décembre 1987 dans son enquête sur l'« lrangate » et Luchaire, intitulée Le grand bazar des armes ».

On sait que toute aubaine n'est pas bonne à prendre. On est même censé ne pas ignorer que les profits de certaines aubaines sont simplement illicites. Alors, indépendamment de toute considération d'ordre politique et économique, indépendamment aussi d'évenmelles considérations d'ordre moral, peut-on aujourd'hui, sur le plan strictement juridique, engager la responsabilité des marchands d'armes dans les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par leurs clients avec le matériel de guerre qu'ils leur fournissent? Plus précisément encore, pour reprendre les termes de la publicité citée en exergue : les marchands d'armes peuvent-ils, oui ou non, se mettre impunément « au service » de criminels de guerre « jusqu'au bout de

Les succès de M. Perez de Cuellar et les négociations qu'il mène actuellement dans le cadre du conflit entre l'Iran et l'Irak ne rendent pas la question hors de propos. En effet, à l'annonce même, par le secrétaire géné-ral de l'ONU, de la date du cessez-lefeu et de l'ouverture des négociations de Genève entre les deux pays, la presse française titrait : « Les dangers de la paix », « L'industrie d'armeme inquiète », « Marchands d'armes en quête de clients », « Lundi noir pour les marchands de canons »... Illustrant « la mélancolie des marchands d'armes », un dessin de Cardon (2) faisait dire à l'un : « J'espère qu'ils vont nous exonérer de l'impôt sur la fortune jusqu'à la reprise du conflit! et à l'autre : « Ce ne serait que jus-

Au-delà de l'arrogance des uns, de la résignation, du cynisme, de la satire des autres, y a-t-il en effet possibilité de justice en ce domaine? Les « Irangate » qui ont éclaté en 1987 dans une bonne vingtaine de pays n'ont pas

répondu à la question. On parlait alors principalement de scandales politiques, et quand on parlait de justice, incidemment, ce n'était que d'infractions aux législations nationales sur les exportations d'armes, que de contraventions à ce qui était souvent de simples règlements administratifs.

Des crimes contre l'humanité et crimes de guerre que ces exportations litigieuses permettaient de perpêtrer, pas un mot.

Un pas vient cependant d'être fait. Il peut rester très petit ou se révéler gigantesque. Un tribunal d'instance de Paris vient en effet de statuer, par juge-ment du 1 juillet 1988, dans une affaire opposant l'association européenne Droit contre raison d'Etat à la société Thomson-Brandt-Armements, que « les livraisons de matériel militaire [de Thomson] à l'Irak [étaient] incontestablement contraires à la défense du droit international humanitaire». D'où un «préjudice certain» pour une association dont l'objet social consiste précisément à défendre et promouvoir le droit international,

Dans les procès qu'elle a engagés au début de l'année (3) contre les sociétés françaises les plus concernées par les exportations de matériel militaire en Irak et en Iran - Thomson, Aérospatiale, Luchaire et, plus récemment, Dassault (4), - Droit contre raison d'Etat dénonce le caractère illicite de livraisons d'armements à des belligérants qualifiés de criminels de guerre par les plus hautes instances internationales. Elle demande la rénaration symbolique du dommage créé, à ses youx. par le mépris dans lequel ces sociétés tiennent à la fois le droit international et les instances chargées de le faire appliquer, ainsi que la publication des jugements dans les principaux organes

Le tribunal saisi dans l'affaire Thomson en est resté à la constatation d'un dommage certain. Il a nié à l'association le caractère personnel de son rêt à agir indispensable pour être recevable devant les tribunaux. Le dommage, précise le tribunal, affecte la collectivité entière et c'est dès lors à l'Etat et à lui seul qu'il appartient d'en demander réparation.

L'Etat, dont Thomson dit, pour sa défense, qu'il lui a donné toutes les autorisations d'exporter nécessaires, serait donc seul habilité, une fois les livraisons effectuées, à demander réparation pour le dommage qu'elles ont incontestablement porté à la défense du droit interestional

Au-delà du paradoxe, le jugera-t-il opportun et verra-t-il dans des faits incontestablement contraires à la défense du droit international humanitaire un quelconque dommage? La question revient à se demander notamment quelle est la vaieur (le fonde-ment, la force juridique) du droit international : sa valeur intrinsèque, d'une part ; sa valeur face à une autorisation administrative d'exporter, d'autre part.

**Exportations illicites** 

A U moment même où commen-caient d'éclater les «Irangate» de l'année dernière, M. André Giraud. alors ministre français de la défense, réunissait une quarantaine d'industriels de l'armement en « séminaire de réflexion > (5). Il leur « demand [ait] d'exporter davantage », et de « ne plus concevoir un matériel militaire sans songer à ses débouchés à l'exportation » : « Le marché international doit être la cible des industriels français ».

Si de tels propos se conçoivent au regard des balances commerciales - celles des Etats comme celles des marchanda d'armes, - ils ne sauraient bien sûr donner une sorte de blancseing à exporter n'importe quoi, n'importe où. Toute exportation d'armes n'est pas en elle-même illicite, mais les marchands d'armes ne pouvant pas écouler leur production uni-

Avocat, président de l'Association euro-péenne Droit contre raison d'Etat, auteur de la Déraison d'Etat (La Découverte, Paris,

ment en Suisse ou au Liechtenstein n'y a-t-il pas risque que leurs livrai-sons deviennent, en fait et en droit, complicité de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité par fourniture de moyens ?

C'est de cas ea cas qu'il faut exami-ner la question. En l'occurrence, les livraisons d'armements à l'Iran et à l'Irak au cours des huit dernières qualifiées d'illicites. Elles sont contraires au droit international autant qu'au droit interne, qu'elles aient ou non bénéficié d'autorisations officielles

d'exportation. Depuis huit ans, en effet, le Conseil de sécurité de l'ONU et, depuis cinq ans, le Comité international de la Croix-Rouge out publiquement « dénoncé » et « condamné » l'Iran aussi bien que l'Irak pour « crimes de

« Violations des lois et coutumes de la guerre » est l'expression qui revient systématiquement dans les résolutions du Conseil de sécurité depuis 1980, dans les cummuniqués du CICR depuis



1983. Aux termes de l'article 6 b du statut de Nuremberg, « violations des lois et coutumes de la guerre - est la définition même des crimes de guerre. Si la définition paraît plus « douce » plus diplomatique, c'est bien quand même de crimes de guerre qu'il s'agit. Subsidiairement, comme disent les juristes (et comme pourraient notam-ment le dire les habitants d'Halabja), subsidiairement de crimes contre

La défense invoquera, et c'est de bonne guerre si l'on peut dire, que ni le Conseil de sécurité de l'ONU, ni le CICR ne sont des autorités juridictionnelles habilitées à dénoncer et condamner au sens judiciaire de ces mots; qu'il n'est dès lors « pas établi » que l'Iran et l'Irak aient commis des crimes de guerre (ce fut l'un des moyens de désense de Thomson, à l'audience du 18 mars 1988, le jour même du bom-berdement d'Halabja à l'arme chimique) : qu'il serait contraire aux droits procès, etc. (6).

Mais la question n'est pas là. Il ne faut pas se tromper de procès, et si Thomson a peut-être intérêt à invoquer les droits de l'homme pour prendre la défense (au sens juridique, cette foisci) de l'Irak, son client, force est cependant de ne pas perdre de vue que c'est en l'occurrence Thomson, et pas l'irak, qui fait l'objet d'un procès en responsabilité civile pour mépris du droit international. Il ne s'agit donc pas, du moins pas ici, de déterminer les responsabilités de l'Irak et de l'Iran - dont les crimes sont, au demeurant, tout à fait notoires.

exportations d'armes, n'en pose pas moins, en son article 55, que les traités

internationaux régulièrement ratifiés

ou approuvés ont une autorité supé-

Quand dès lors la France adopte, à New-York, une résolution du Conseil de sécurité dénonçant « à l'unanimité »

l'Iran et l'Irak pour crimes de guerre,

l'éventuelle autorisation d'exportation

d'armes qu'elle délivre ensuite, à Paris,

rieure à celle de la loi interne.

particulier seraient mal venus d'exciper de telles autorisations, tant la mainmise

du complexe militaro-industriel sur les Etats et sur la démocratie est, elle aussi et de longue date, dénoncée et condamnée. Si cette emprise, terriblement démontrée par Pierre Marion, ancien patron de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) dans le Monde du 28 novembre 1987, - ne diminue pas la responsabilité du pouvoir politique, qui devrait se mettre en situation de mieux le contrôler, [...] il ne paraît pas douteux que la puissance de ce complexe constitue un très grave danger pour la démocratie =

en faveur d'un des bélligérants précé-

demment dénoncés, cette autorisation

Et cette - infériorité - n'est que jus-

tice, pour reprendre l'expression, puis-

que, selon l'article 55 de la Constitu-tion, la charte de l'ONU, en vertu de

laquelle le Conseil de sécurité prend ses résolutions, le statut de Nuremberg

et les conventions de Genève sur les-

quels il s'appuie pour parler de crimes de guerre, ces textes ont une autorité

réflexion » du ministère de la défense. Que l'Etat s'en moque est une chose.

Que les marchands d'armes, justicia-

bles ordinaires, l'ignorent en est une nutre. Les autorisations administratives

d'exporter ne disculpent donc per-

sonne. Mais les marchands d'armes en

rieure à tous les « séminaires de

L'une des questions prioritaires demeure donc bien la responsabilité de chacun d'entre pous face aux crimes commis quotidiennement sous nos yeux au nom de la prétendue inapplicabilité du droit international.

Pour faire face à ce défi. à cette responsabilité personnelle, il convient de faire rentrer le droit international dans le domaine public; de le revitaliser, le faire connaître, apprendre à s'en servir : d'opposer une nouvelle lecture du droit international à l'interprétation autoritaire et inefficace qu'en font ceux qui gagnent tant à ce qu'il

(i) Berr & Strond, Defence Marketing epartment, Revue internationale de défense,

décembre 1985.

(2) Le Canard enchaîné, 20 juillet 1988.

(3) Cf. le Monde, 12 janvier 1988.

(4) Le Monde, 5 corbore 1988. Le tribunal de commerce de Nanteure vient de condemner pour « procédure vexatoire et abusive » et pour « messvaise foi » l'association qui, titulaire d'une action du capital de Dassault, demandait l'embargo de toutes livraisons de Minage à l'Irak : une requête similaire à celle formulée par M. Mitterrand, à l'ONU, le 29 septembre dernier.

(5) Cf. le Monde, 6 juin 1987.

(5) Cf. le Monde, 6 juin 1987. (6) Renseignements et textes de procédure, au Fonds de recherches droit international 1990, par écrit uniquement: 45, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

# La suprématie du droit international çaise en effet, qui n'a peut-être chargé personne explicitement de contrôler les

L A question est de savoir quelle est, indépendamment de celle de leurs clients, la responsabilité des marchands d'armes. Pour déterminer cette responsabilité-là, il s'agit de démontrer - en toute conformité avec les droits de l'homme bien sûr, puisque le marchand d'armes sera assigné régulière ment devant le tribunal régulier de son siège social, et défendu par un avocat de son choix :

Primo : que la méconnaissance et le mépris du droit international sont illicites, faurifs et constitutifs de dommage. Sur ce point, le tribunal de Nuremberg n'avait fait que confirmer un principe antérieur selon lequel le droit international ne s'adresse pas seulement aux Etats, mais aussi aux parti-

Secundo : que, en fournissant du matériel de guerre à un pays publique-ment désigné par le Conseil de sécurité de l'ONU comme perpétrant systéma-tiquement des crimes de guerre, le fournisseur se place délibérément en marge et au-dessus de l'ordre juridique international. Délibérément, car les résolutions du Conseil de sécurité sont publiques; elles sont souvent largement commentées dans les médias. Les marchands d'armes ne sont, pour le moins, pas censés ignorer les dénonciations dont leurs clients sont l'objet;

Tertio : que l'ordre juridique international est supérieur à l'ordre juridique national, et qu'une autorisation. administrative d'exporter ne dispense pes l'exportateur de vétifier le caractère licite de ce qu'on l'a simplement antorisé à faire.

Si le Conseil de sécurité de l'ONU et le CICR ne sont pas des instances juridictionnelles, leurs résolutions ont cependant un fondement et une force juridiques qui permettent, da moina dans les Etars signataires de la charte de l'ONU et des conventions de Genève, de les invoquer devant les juri-dictions nationales. La charte de l'ONU et les conventions de Genève investissent en effet ces institutions de fonctions et de missions précises au

regard du droit international. Quand le Conseil de sécurité adopte ane résolution, il le fait en vertu de la charte adoptée en 1946 dans le but, expressément posé dans son préam-bule, de « créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et dex obligations nées des traîtés et autres sources du droit international ». Le CICR, pour sa part, qui est certes une association de droit privé suisse, est recomm par les conventions de Genève, elles-mêmes ratifiées par la plupart des Etats, comme l'un des organismes habi-lités à assumer la protection des conventions et du droit international

En France, ces textes sont, de par leur ratification, supérieurs à l'ordre juridique interne. La Constitution franRevue d'études

LE CLÉZIO Camp de Nour Shams, été 1948 **GOYTISOLO** Journal palestinien, juin 1988



1948-1988 II. ISRAËL : L'HISTOIRE ET LES MYTHES

N 29 Automne 1988.

Le Nº 70 F - Abonnement 1 an (quatre manéros), 190 F Etudiants (sur justificatif), 160 F

Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes Diffusion: les Editions de Minuit-7 rue Bernard Palissy-75006 Paris



(Suite de la première page.)

Et la révolte des étudiants et des lycéens de novembre-décembre 1986 contre toute menace de sélection à l'entrée à l'Université ne répond-elle pas, comme en écho, à l'ambition égalitaire de la Déclaration des droits de l'homme de 1948?

A chacun selon ses mérites et ses capacités : tel est donc le credo domi-

nant. Et, à mesurer globalement les évolutions impressionnantes des trois dernières décennies en France et dans la plupart des pays industrialisés, on n'est pas loin de penser que la démocra-tisation du collège, du lycée, et de l'Université est une des réussites des politiques d'enseignement de l'aprèsguerre. încomplète sans doute, trop lente peut-être, mais indéniable à pre-

### **Une scolarisation massive**

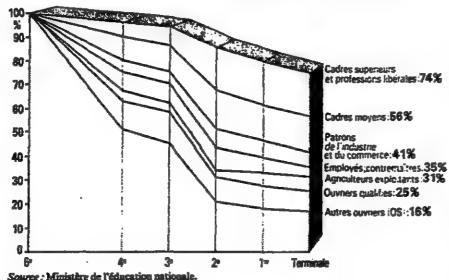
ES chiffres français sont éloquents. En 1950, 170 000 élèves, principalement issus des couches supérieures de la société, entraient en classe de sixième et s'engageaient dans le cycle des études longues conduisant au baccalauréat. Le reste (70 % d'une classe d'age dont, à l'époque en grande majorité des enfants de paysans, d'ouvriers, d'employés ou de commerçants) voyait son horizon borné par le certificat d'études, puis, pour les meilleurs élèves du primaire, par les cours complémentaires ou le certificat d'aptitude professionnelle, qui permettaient de trouver des emplois de bureau ou d'ouvriers qualifiés. En 1986, ce sont plus de 850 000 élèves, soit la quasi-totalité d'une classe d'âge, qui sont entrés en sixième. Autrement dit près des deux tiers des enfants de treize ans avaient terminé leurs études en 1950; à présent, la totalité les prolonge.

Cette croissance massive de la scolarisation se répercute à chaque niveau : un million d'élèves dans le second degré en 1950, près de 5,4 millions anjourd'hui. Un jeune Français sur vingt qui décrochait le bac dans l'immédiat après-guerre contre un sur trois aujourd'hui: 100 000 étudiants dans une vingtaine d'universités en 1950, contre un million répartis aujourd'hui dans soixante-quinze universités. Le gonflement des flux d'élèves et d'étudiants est un trait caractéristique de la plupart des pays industrialisés. Deux exemples parmi d'autres : en Espagne, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités a été

multiplié par neuf entre 1960 et 1980, passant de 70 000 à 650 000. Et pour la même période le Japon n'est pas peu fier de rappeler que la proportion des jeunes sortant du lycée, après neuf années de scolarité obligatoire, est passée de 58 % à 94 %. L'envolée des chiffres est spectaculaire. Mais elle n'est due que pour une part assez modeste (de l'ordre de 30 % en France) au redressement démographique de

l'après-guerre. DE LA SIXIÈME A L'UNIVERSITÉ : RAPÉFACTION DES CHANCES POUR LES MOINS AISÉS

(Pourcentages de réussite selon l'origine socio-professionnelle)



PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont antant de quartiers de noblesse.

Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de reglement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES

magasin d'exposition PEUGEOT Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Elysées - 75008 PARIS - Tél : (1) 42 25 20 98 Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Télex 615 072 F

SODEXA - Fîliale Automobiles PEUGEOT

# CES INÉGALITÉS QUI SAPENT

# De l'école à l'Université,

En réalité, l'explosion des lycées et des universités résulte d'une triple pression. Celle, on l'a vu, d'une aspiration à plus de justice en matière de formation et d'accès à la culture. Celle, également, d'une économie en pleine expansion qui réclame davantage de diplômés et reproche à l'école de ne pas en former assez. Celle, enfin, des families : dans une société française où le rôle dévolu aux diplômes est déterminant. l'accès aux études longues devient un important instrument de promotion sociale, à l'image de l'amélioration des conditions de vie matérielles dont beaucoup ont bénéficié pendant les « trente glorieuses ».

Tout contribue donc, semble-t-il, à une plus juste répartition des chances. On constate, en effet, que la proportion d'enfants d'ouvriers qui entrent en classe de seconde, au lycée, a nettement augmenté entre 1960 et 1980, passant de 20 % à 30 % du total, alors que le poids des ouvriers dans la société française est resté stable. De même, alors que 2,5 % d'enfants d'ouvriers avaient obtenu le bac en 1962, ils étaient près de 11 % quinze ans plus tard. Cette compensation relative, par l'école, des handicaps socianx est un phénomène que l'on observe dans de nombreux pays au cours des treute dernières années : en une décennie (1966-1976), la part des étudiants d'origine ouvrière dans les universités allemandes a plus que doublé; au Danemark, elle est passée de 9 % à 17 %.

L'effet de masse est donc indiscutable. La prolongation et la démocratisation de l'enseignement out permis à davantage d'enfants d'origine modeste de poursuivre des études jusqu'au baccalauréat et au-delà. Mais plusieurs observations conduisent à guancer fortement, voire à inverser, ce bilan. Un rapport récent de l'OCDE pose la question sans détour : « L'enseignement doit développer les diverses compétences qu'exigent les économies modernes ; mais par là même il constitue un si puissant moyen de sélection sociale que contrairement au but recherché d'une plus grande égalité sociale il risque en soit de la rensorcer (1). =

A l'école et au collège, tout d'abord, les élèves issus des familles défavorisées (ouvriers, employés, immigrés) sont les premières victimes des mêcanismes d'« orientation » -- ou, plus exactement, de sélection par l'échec qui caractérisent le système français d'enseignement. Selon la formule d'Hervé Hamon et Patrick Rottman, « la carte de l'échec est d'abord sociale (2) ». Le procès cumulatif, et difficilement réversible, de marginalisation scolaire se met en place dès le cours préparatoire (CP). On sait, en effet, depuis les études mesées par Ciaude Siebel (3), qu'un redoublement de la première année d'école primaire est pratiquement rédhibitoire pour l'avenir scolaire des enfants. Or. en 1980, les élèves issus des conches « défavorisées » redoublent deux fois pins leur CP que ceux des couches « moyennes » et cinq fois plus que ceux des couches « favorisées ». D'entrée de jeu, un enfant sur six issu d'un milien modeste voit donc son avenir scolaire compromis : le poids des handicaps culturels qui se cristallisent bien avant l'entrée à l'école est, là, déterminant.

### Exclusions et discriminations

CETTE logique d'exclusion se véri-fie – et s'amplifie – tont au long du parcours scolaire. A l'entrée en sixième, environ 80 % des enfants qui ne savent pas lire correctement sont d'origine populaire. A l'entrée en quatrième, 39 % des enfants appartenant aux catégories défavorisées ont dispara du cursus général et ont été orientés vers les classes préprofessionnelles de niveau (CPPN) et les classes de préparation à l'apprentissage (CPA), qui servent de « parking » aux élèves jugés inaptes à suivre le gros de la troupe.

Les enfants d'immigrés sont particulièrement touchés : aux handicaps socio-culturels s'ajoutent souvent, en effet, les difficultés linguistiques. Une enquête d'Henri Bastide (4) montre tent des retards dans l'enseignement

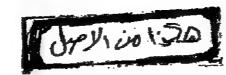
49 % chez les jennes étrangers, que l'on retrouve d'ailieurs en proportion anormalement forte dans l'easeignement spécial. Cette marginalisation de fait est loin d'être une particularité fran-çaise. Ainsi, l'OCDE a calculé que les pourcentages respectifs de nationaux et d'étrangers dans l'enseignement secondaire court en 1981 étaient respectivement de 42 % et de 52 % en Aliemagne, de 44 % et de 68 % en Belgique, de

(1) L'Enseignement dans la société moderne, Organisation de coopération et de dévaloppement économiques (OCDE), 1985. (2) Herve Hamon, Patrick Rotman, Tant

qu'il y euro des profs. Le Souil, Paris, 1986. (3) Clande Siebel, «Genèses et consé quences de l'échec scolaire », Revue française de pédagogie, nº 67, avril-juin 1984.







# ITÉS QUI SAPEN

# PUniversité

A l'école et au collège, lon les cièves issus des familles es couvriers, employée, sont les premières vocime de la crischement, de selection paris, curi curacterisent le solection paris, curi curacterisent le synème. 1962. ik managare, par Modens est un ne treme der-Adminis (1966them d'origine describés alle-dals; se Dane-1 17 %.

exactement, de sélection par a qui caractérisem le syntheme d'enseignement. Selon le la d'Hervé Hamon et Pand le sociale (2). Le proche et difficilement réversible, de me a par cause préparature (CP). On le clique de Siebel (3). is indiscutade démocraticaand permis A effet, depuis les finds infigine prodeste in junior un bac-lifein phoneurs Lit museuer for-in, on bilan. Un Claude Siebel (3), qu'un the ment de la première amée fix. ment de la première anté des maire est pratiquement des pour l'avenir scolaire des dés en 1950, les élèves issus de la défavorisées « redoublem de plus leur CP que cent de ou containes » et cinq fois depone le ques-Marie compioffice see of conglos plant es écosomies des couches · favorisées . Des # Eonstide Alection modeste von donc son mente compromes: le poids des les mient un but grunde égalité de la renforculturels qui se crisialisen ini l'entrée à l'école est la dans

# Activious et discriminations

ME WELL tout en long in cultures qui CONTRACTOR SOLL nt out dispure

49 C chez les jeunes étanges retrouse d'adieurs en promis manuelle forte dans les oferial. Cette marginalisme est cuin d'etre une paricie Garas Antas, FOCDE a class Curcontages respectifs de mor C'etrangers dans l'enseignang chaire dourt en 1981 étains TERL 42 17 et de 52 9 m & gae, de 44 7 et de 66 7 m & g 11. L Enseignement den ka

management ententione de comme (1) Higher Humon, Patrick Bergi 44 .. - dara des profs. Le Sent Paris Charles Siebel, Geberte grant der Ceches scolaire . Regie de redurate mar, unbian 1984

4 : Hican Bustide, les Enjantin er . Franke, prement français, PLF, 🗠

# coût des diplômes la loi du marché

a proposite to to trouver un propo eu de formation le unimage affecte 1,758 apple of pursue to quarte ans : 3,7 % on Meson di et usos urbiersitares (5,4% mps MANTE CANA SA COCALCE 9,4 % de comis August 1937 le revenu armeine maracus notali superieur de 10 000 des COMMENT TO SELECT ON INVESTMENT OF

Manigues In the August enseignement som HE COMPLETED HES ELECTIONED AND with and established by four acquire de la \$ 450 metal tions potatoroles dus electric e en de deur s movems financers - vanes di tide recharung of d'anseignement die de sur as cing stather parts (as M of Teachers' sont les national university PROGRAM THE PORTS Je Collars par en de ma ADD 3-375 COMETES QUI STORM OF France .... s man resolvent peu d'étuinel des carrous tos contensales et se mes

to Correct Call 12 950 dollars de has an Beautiful a corp. to M. George Bush in promise ore College on Canney! sale 13 73 de per la promocor de 1955, se ronalis

LE MONDE DIPLOMAIL

LA DÉMOCRATIE (V)

# l'injustice toujours recommencée

18 % et de 29 % en France. Maigré les différences de système, l'écart est systématique. Pendant les dix années d'école obligatoire (6 à 16 ans), in courbe de l'échec colle donc étroitement à celle des statuts sociaux. Sans doute des facteurs plus complexes liée à la psychologie de l'enfant, à son aptitude individuelle on à son environnement familial spécifique interviennentils dans ce laminage progressif. Mais il ne fait pas de doute que les inégalités sociales restent un critère d'explication globalement pertinent.

A partir de la classe de seconde, s'ajoute un autre mécanisme discriminant, plus subtil mais très efficace : la diversification et la hiérarchisation des filières et par conséquent des sections de baccalauréat et des cursus universitaires possibles. Avec, an bout du compte, des niveaux de compétence ou de prestige déterminants pour l'avenir professionnel des jeunes. Dans ces strarégies de différenciation, qui permettent de maintenir efficacement les inégalités tout en préservant l'apparence d'un système neutre, c'est tout le modèle de la reproduction cher à Pierre Bourdieu qui reste à l'œuvre.

Dans un rapport pour le commissariat général du Plan (5), Antoine Prost, historien de l'éducation et actuellement conseiller auprès du premier ministre, a étudié le cheminement des élèves à travers le système éducatif entre 1950 et 1980. Selon lui, la diversification des filières - trois séries de baccalauréat (philosophie, mathématiques élémentaires et sciences expérimentales) jusqu'en 1965, plus d'une trentaine aujourd'hui - « a préservé le caractère bourgeois des filières d'enseignement général. La démocratisation enregistrée au niveau de l'ensemble des secondes est trompeuse; elle s'explique dans une très large mesure par le développement de l'enseignement technique long; s'il y a en effet plus d'enfants d'ouvriers dans le second cycle long, ils sont surtout dans les sections  $\tilde{F}$  [industrie] et G. [gestion] »: Ainsi, 38 % des enfants d'ouvriers et de personnels de services qui entrent en seconde suivent une filière technique et 20 % s'inscrivent ca G. A l'inverse, 30 % des enfants de cadres supérieurs et de professions libérales se retrouvent en C (mathématiques), contre 10 % dans l'enseignement technique. Et l'on sait que les bacheliers du technique constituent ensuite les gros bataillons d'étudiants qui échouent ou abandonnent en premier cycle universitaire,

A cette grande bifurcation entre enseignement général et enseignement technique, s'ajoutent les hiérarchies entre les bacs généraux eux-mêmes. La section C, pour laquelle la sélection se fait our les mathématiques, est devenue en une quinzaine d'années la section noble, prestigieuse, permettant de s'engager dans toutes les filières de l'enseignement supérieur mais indispensable pour être admis dans le cénacle très prisé des classes préparatoires aux grandes écoles, Or, Antoine Prost démontre sans ambiguité que la démo-

ment supérieur. Mais les inégalités ne sont pas sculement quantitativos. En France, par exemple, les enfants d'ori-gine populaire se retrouvent nombreux dans les filières générales les moins sélectives mais les plus aléatoires, comme les lettres, ou dans les filières courtes à vocation professionnelle, comme les sections de techniciens supérieurs. De manière très symptomatique, également, on comptait en 1987 plus de 15 % de jeunes d'origine ouvrière en premier cycle universitaire, mais à peine 7 % en troisième cycle. En revanche, les enfants les plus favorisés, dont les parents sont cadres supérieurs, constituent 25 % des effectifs de promier cycle et plus de 36 % de ceux de troisième cycle. Et l'on peut ajouter que ces grandes orientations dans le supérieur, bien loin de favoriser des mecanismes redistributifs, renforcent an contraire les processus cumulatifs : le coût moyen par étudiant des formstions à l'Université était, en 1983, de 16 250 F par an, tandis qu'un élève de

Chaque année 110 000 élèves quit-tent le système éducatif français à seize ans, sans diplôme et sans qualification. A ceux-là il faut ajouter les 90 000 élèves des lycées d'enseigne-ment professionnel (LEP) qui renoncent à obtenir un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) on un brevet d'enseignement professionnel (BEP). Or, compte tenu de l'orientationsélection draconienne décrite plus haut, ces 200 000 exclus de la formation sont dans leur très grande majorité des enfants de milieu modeste. Et ce ne sont pas les réparations de fortune tentões ensuite (opérations 16-18 ans d'« insertion sociale » des jennes) qui penvent compenser des années de dérive et d'échec dans le système soc-

Enfin, cette inégalité des chances devant l'accès à l'enseignement est d'autant plus forte qu'elle se combine avec des inégalités régionales et locales. Car l'offre d'enseignement

dans les lycées et les universités peut

varier très sensiblement d'une région à

l'autre, d'une ville à l'autre, voire à

Selon que les régions sont bien ou mal pourvues en établissements, les

taux de scolarisation sont très inégaux.

Celui des 16-18 ans, par exemple, peut varier du simple au double : dans les

Alpes-Maritimes, la Haute-Garonne ou

les Hautes-Pyrénées, 45 % sont lycéens, alors que dans la Meuse ou dans la

Haute-Savoie ils ne sont que 25 %. . . . .

réat selon que l'on habite Paris ou

Lille, Toulouse on Amiens, sont donc

l'intérieur d'une même aggiomération.

Midi-Pyrénées et plus de 35 % en région parisienne, contre 26 % en Picardie ou en Haute-Normandie. Mécaniquement, l'on retrouve 23 % des jeunes Toulousains de 18-25 ans dans des formations supérieures, contre 9 % à peine en Picardie ou 10 % dans le Poitou. Liées à l'histoire économique et politique des régions, plongeant loin leurs racines dans les inégalités de développement local, ces discriminations géographiques n'en sont pas moins réelles. Comme le souligne le rapport Prost sur les lycées, « à résultats scolaires identiques, il est plus dissicile d'entrer en seconde à Vesoul qu'à Tarbes. Où sont donc la justice et l'égalité des chances? Où est, plus simplement, l'égalité des jeunes Francais devant le service public de l'éducation nationale? (6) ».

A chacun scion son mérite et ses aptitudes... On le voit, l'idéal de l'après-guerre est loin, très loin d'avoir été atteint. L'objectif consistent à conduire 80 % d'une génération jusqu'au niveau du bac dans une quinzaine d'années relance à sa manière la machine égalitaire. Mais il suppose que l'on trouve rapidement des remèdes aux pesanteurs très lourdes du système éducatif. Impossible, en effet, d'atteindre cet objectif sans renforcer considérablement les chances de succès de ceux qui sont aujourd'hui encore les principaux exclus de l'école et du lycée. Impossible sans renforcer, également, par un aménagement très volontariste du territoire scolaire, les chances des régions à la traîne. Même s'il paraît aujourd'hui un peu désuet dans sa forme, l'ambition du plan Langevin-Wallon reste plus que jamais d'actualité. Et ce n'est certainement pas l'actuel ministre de l'éducation qui le démentiralt.

GERAND COURTOIS.

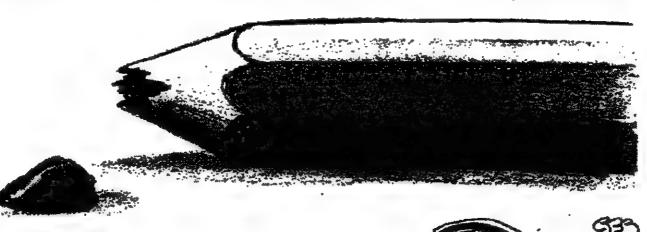
 Antoine Prost, le Politique de démo-cratization de l'enseignement. Essai d'évalua-tion (1950-1980), rapport pour la commissariat général du Plan, avril 1985.

(6) Antoine Prost, les Lycles et leurs tudes au seull du XXI siècle, ministère de l'éducation nationale, service d'information, décembre 1983.

Le mois prochain :

VL - LA SANTÉ

justice (acût) ; la fiscalité (septem-



classe préparatoire coûtait 30 150 F

par an et un élève d'école d'ingénieurs 49 300 F par an. Pour renouveler – et reproduire – ses élites, l'Etat est prêt à

Si l'on reprend l'ensemble de la chaîne, le milieu social des élèves reste

done partout déterminant pour leur

réussite scolaire. Mais en vingt ans le

contexte a considérablement changé.

Comme le soulignait fortement

cratisation, qui avait progressé jusqu'en 1967, a ensuite régressé. C'est dans les terminales C que ce renversement est le plus sensible : en 1967, les enfants des couches supérieures représentaient 20 % des effectifs. En 1980, ils sont 40 %. Dans le même temps, la part des enfants d'ouvriers a diminué de moitié; passant de 18 % à 9 %. La démocratisation a donc bien été freinée par le développement des filières techniques, où se sont engouffrés un grand nombre des élèves d'origine populaire.

# La reproduction des élites

E constat est d'autant plus signifi-Catif qu'il est confirmé de manière pius large par l'OCDE. Sur la base d'enquêtes menées en Suède, en Allemagne, en Grande-Bretagne et au Japon, les experts de l'organisation européenne concluent en effet : « L'évolution vers une égalisation plus marquée semble s'être ralentie, avoir marqué le pas, voire s'être inversée depuis le début des années 70. » Soit, grosso modo, au moment du démarrage de la crise économique. Comme si, face au resserrement du marché de l'emploi, des mécanismes de protection s'étaient mis en place. En France, par exemple, le baccalauréet n'a pas changé de nom et assez peu d'allure : il est beaucoup plus accessible aux enfants d'origine moyenne ou défavorisée puisqu'un jeune sur trois l'obtient aujourd'hui. Mais, à l'intérieur de ce cadre général, les frontières et les critères qui permettent d'identifier les formations les meilleures et les plus payantes ont été déplacées.

Les répercussions sur l'enseignement soit l'organisation de leur système d'enseignement, les pays industrialisés font à peu près tous le même constat : si les portes de l'enseignement supérieur se sont ouvertes plus largem aux enfants d'origine modeste pendant les années 60, l'égalisation des chances a plafonné depuis le début ou le milieu des années 70. En Allemagne, la part des enfants d'ouvriers parmi les étudiants stagne entre 12 % et 15 % depuis ane bonne quinzaine d'années. Au Canada, maigré la volonté des pouvoirs publics d'élargir l'éventail social des étudiants, les classes moyennes et supérieures restent nettement surreprésentées à l'Université. Même constat en Suède, où les efforts out pourtant été considérables pour unifier de façon plus égalitaire le système d'enseigne-

mettre le prix fort.

FOCDE en 1985, on ne peut plus anslyser les problèmes de l'égalité des chances dans l'enseignement « en partant des prémisses qui caractérisaient les débats optimistes de l'« âge d'or » de l'enseignement. Il s'agissait alors, dans un univers de croissance économique et de multiplication apparemment infinie de possibilités d'emploi, d'éga-liser les chances d'accès aux études les plus prestigieuses =. · « La récession, le chôm ge et la dis-

crimination des débouchés ont montré ue cette notion d'« accès aux privilèges = était insuffisante, poursuit POCDE. Faire en sorte que la possibilité de suivre de bonnes études etd'obtenir des emplois intéressants et bien rémunérés soit plus équitablement répartie demeure un objectif important. Mais, lorsque le chômage s'ésend, il devient indispensable de faire porter les efforts sur l'autre extrêmité du spectre : veiller à ce que les plus défavorisés ne restent pas en sin et qu'ils figurent au premier rang des priorités de l'action publique. » Sanf à être contraint, sous peu, de se pencher non plus sur l'enseigne-ment de masse mais sur les phéno-mènes d'exclusion et de marginalisa-







CHRISTIAN DE BRIE

I une famille française discosant de revenus moyens pouvait librement aller faire tous ses achats en Belgique, elle paierait au total 60 % d'impôts de moins que la même famille belge qui viendrait faire en France des dépenses de consommation similaires. Pourtant, globalement, les impôts sont tout aussi lourds en France qu'en Belgique (2).

Vous rêvez d'être un contribuable européen - compétitif - ? Nhésitez pas : exercez votre profession en Grèce. au Portugal, en Espagne ou en France. Vous y paierez un impôt sur le revenu en moyenne deux fois moins élevé que dans l'ensemble de la Communauté. Fuyez le Danemark et la Belgique, où il vous en coûterait deux à quatre fois plus. Ensuite, allez dépenser votre argent au Royaume-Uni, au Luxembourg ou en Allemagne, mais aurtout pas en France, en Irlande, en Grèce ou au Portugal, les prélèvements sur la consommation y sont beaucoup plus élevés. Pour vos affaires, installez votre société en Irlande, en Grèce voire en Espagne, plutôt qu'en Italie, au Placez votre fortune immobilière au Portugal ou en Belgique, à la rigueur en Italie ou en Allemagne, renoncez au Danemark, au Luxembourg et à la France, et faites une croix sur le Royaume-Uni. Quant à votre portefeuille de titres, un peu de patience : l'Europe achève d'harmoniser un véritable paradis des capitaux. Ils seront les premiers et certainement les mieux servis. En attendant, l'Allemagne, le Luxembourg, le Royaume-Uni ou la Belgique sont des refuges très accepta-

Le profil gagnant du meilleur contribuable européen? Il travaille en Espagne, fait ses achats au Royaume-Uni, place sa fortune au Portugal, domicilie sa société en Irlande et fait circuler ses capitant sur toutes les places financières. En moyenne, il paie 2,5 fois moins d'impôts que le moins performant. Encore peut-il améliorer très sensiblement son score en se faisant tailler par des spécialistes un costume

Telle est schématiquement la situation de la construction européenne à cinquante mois de l'inauguration du grand marché; une juxtaposition hétéroclite de douze bâtiments disparates où pratiquement rien n'est à niveau, que l'on se propose, avant d'ouvrir les portes, de coiffer d'une couverture pleine de trous qualifiée d'harmonisation. On pourrait penser que le délai est suffisant pour réaménager l'ensemble. Sachant que l'objectif était inscrit dans le traité de Rome dès 1957, que le marché unique devait être effectif au plus tard en 1970, on peut douter que soit réalisé en quatre aus ce qui n'a pu l'être en trente. D'autant que la conduite et la maniabilité de la fiscalité s'apparentent davantage à celles d'un pétrolier géant que d'une voiture de sport : les manœuvres et les temps de réaction y sont particulièrement lents.

### Nordistes et sudistes

DES l'origine de la CEE, alors limitée à six, on s'est préoccupé de mettre en évidence et de mesurer les disparités existant entre les pays mem-bres, préalable à une politique d'harmonisation. Fort heureusement, tous présentaient des caractéristiques structurelles relativement comparables sinon communes : un taux de prélèvement global sensiblement équivalent - autour de 32 % (4), - des recettes fiscales reposant pour l'essentiel - 85 % à 90 % du total - sur le diptyque : impôts sur le revenu (5) - prélèvements sur la consommation (6) avec. en complément, l'appoint d'un impôt sur les bénéfices des entreprises (5 % à 10 % des recettes) et une faible taxation du capital (moins de 5 % des recettes). Toutefois, un clivage essentiel opposait deux groupes de pays: d'une part la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Allemagne, qualifiés en l'occurrence de « nordistes », où le prélèvement direct, progressif et personnalisé sur le revenu des ménages, constitue traditionnellement le principal

impôt, le cœur du dispositif; d'autre part, les « sudistes », France et Italie, où, à l'inverse, l'impôt sur le revenu joue un rôle secondaire, la part principale des recettes étant assurée par les prélèvements indirects, proportionnels et impersonnels, sur la consommation. Depuis, le camp des « nordistes » s'est renforcé du Danemark et du Royaume-Uni, tandis que celui des « sudistes » se gonflait de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce.

Mais pourquoi s'alarmer? Le risque est à peu près nul de voir des millions

de familles danoises et belges fuir leur

pays pour aller exercer leur activité

professionnelle en Espagne ou en

Grèce, croisant sur les autoroutes

d'autres millions de Français ou de Por-

tugais partis dévaliser les grandes sur-

faces britanniques ou allemandes. La liberté d'établissement et de circula-

tion des personnes est certes garantie;

trop d'obstacles s'y opposent en fait.

Bien d'autres comidérations entraît en

jeu, l'incitation fiscale a très peu de

chance d'être déterminante, sauf dans

quelques zones frontalières et pour une

minorité de privilégiés habiles à tirer le

meilleur parti des arcanes réglemen-taires et des distorsions entre les diffé-

rentes législations. Ceux-là n'ont pas

attendu les perspectives communau-

taires. Les autres, l'immense majorité,

subissent et continueront de subir bien

après 1993 les énormes disparités

d'imposition qui existent entre les

Européens et qui se cumulent avec les

Car l'Europe en formation n'est pas celle des hommes, celle des citoyens-

contribuables, mais l'Europe des mar-

chandises et des capitaux, de ceux qui

les contrôlent et les possèdent. L'har-

monisation fiscale ne s'intéresse qu'à

leurs problèmes. Depuis longtemps, ils

mènent le jeu en parfaite complicité

avec les pouvoirs établis et les bureau-

cratics nationales et communautaires.

inégalités propres à chaque pays.

Découvrant la répartition des pays, américaine n'est pas seulement géographique. C'est un fait incontestable que les systèmes fiscaux des nations économiquement les plus développées sont tous de type « nordiste ». Outre ceux déjà cités, c'est le cas, au sein de l'OCDE, de la Suède, de la Norvège, de la Suisse, des Etats-Unis, du Canada, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande. Ce sont par nature les moins inégalitaires, quelles que soient les multiples disparités qu'ils

sécrètent par ailleurs, et par conséquent les plus démocratiques. Seuls ils rendent possible, même si l'objectif est rarement atteint, une répartition équitable de la charge fiscale entre les citoyens en fonction de leurs facultés contributives. Les pays les plus « nordistes » - Danemark, Suède, Nouvello-Zélande - sont aussi ceux ce les inégalités sociales sont le plus réduites. A l'inverse, les systèmes « sudistes » se rencontrent dans les pays moins développés et sont inévitaplement inégalitaires. Les modèles extrêmes se retrouvent dans les pays du tiers-monde comme dans les régimes de dictature. C'était le cas, en Europe, des impôts de l'Espagne de Franco, du Portugal de Salazar, de la Grèce des colonels. Aujourd'hui ils sont préconisés par les libéraux, les ultraconservateurs et le Front national en France.

Dès lors, pour être conforme à l'idéal européen de démocratie et de justice, l'harmonisation ne peut se faire, progressivement, qu'autour d'un modèle < nordiste », tout en maintenant un niveau d'imposition globale comparable entre les différents pays. Or, pour une série de raisons, ce n'est pas l'évolution suivie. Tout d'abord, le principe n'a jamais été explicitement reconnu ni affirmé, les Etats répugnant à prendre des engagements trop précis dans un domaine aussi sensible de leur souveraincté et l'Assemblée européenne n'ayant ni la compétence ni la légitimité pour exprimer la volonté popu-

Par ailleurs, dans les cinq pays d'Europe du Sud le plus directement concernés - France, Italie, Espagne, Portugai, Grèce, - les prélèvements sur la consommation fournissent toujours l'essentiel des ressources fiscales (7). Le nombre relativement important des professions indépendantes,

(1) Précédents articles : Bernard Casses \* Dans la jungle du grand marché », le Monde diplomarique, aeptembre 1988, et Jean-François Drevet : « Des disparités régionales qui minent la cohésion communantaire », le Monde diplomatique, octobre 1988.

(2) Environ 45 % do produit intérieur brut (PIB) en 1986; dans le premier cas, la charge fiscale moyenne serait de 30 % environ, dans le second, de 50 %.

(3) Sauf s'il s'agit d'une société holding.

(4) A l'extencion de l'Italia, où la prassion fiscale était de 27 % en 1965 (Statistiques des recettes publiques, OCDE, Paris, 1988).

(5) Impôt sur le revenu des ménages et consultons sociales retennes sur les sulaires et

(6) Essentiellement : taxes sur le chiffre d'affaires, accises (droits sur les alcooks, tabacs, produits pétroliers...), cotisations sociales des entreprises.

(7) 60 % à 70 % des recettes fiscales contre 35 % au Danemark, 38 % au Royaume-Uni et

bareaucratie privée, pendant libéral de

la sur-réglementation rejetée quand

Cette caricature de la notion de res-

consabilité profite essentiellement aux

juristes et aux compagnies d'assu-

rances, que l'on retrouve bien sûr à la

pointe du débat idéologique sur le

nécessaire développement de la judicia-

elle est le fait de l'Etat.

risation en Europe.

agricoles, artisanates, libérales, com-merciales, les pratiques de fraude et de travail au noir tolérées, le faible niveau moyen des rémunérations dans trois d'entre eux (Espagne, Portugal, Grèce) freinent le développement d'une imposition équitable des revenus des ménages. L'obstacle n'est pourtain pas insurmontable et le temps n'a pas manqué à la France et à l'Italie. Seule celle-ci s'est engagée résolument dans cette voie au cours de la dernière période, comme l'a fait l'Espagne (et, dans me moindre mesure, la Grèce et le Portugal) depuis l'instauration de la démocratie (8).

Enfin, une dérive des prélèvements globaux s'est effectuée dans la plus complète anarchie, au gré des contraintes économiques, des options politiques et des considérations idéalogiques, amplifiée par les élargissements successifs de la CEE. Les écarts entre les extrêmes - la pression fiscale atteint 50,6 % du produit intérieur brut an Danemark mais 30,4 % en Espagne (9) - sont devenus tels que la perspective d'un niveau d'imposition comparable an sein de la Communanté est très aléatoire.

Fortement marqués per l'idéologie libérale, les chefs des gouvernement les plus conservateurs - Mine Thatcher en Grande-Bretagne, M. Kohl en Allemagne, M. Chirac en France - se sont engagés dans des réformes visant à réduire l'imposition des revenus les plus élevés (10), des bénéfices des sociétés et du capital (11). Aliant plus loin, Mme Thatcher a entrepris le démantèlement de la personnalisation et de la progressivité de l'impôt sur le revenu des ménages (désormais limitée à deux tanz, de 25 % et de 40 %) (12), des droits de succession (13), et de

(8) Passant entre 1974 et 1986 de 4 % à 9,3 % du PIB en Italie, de 2 % à 5,4 % en Espagne et de 4 % à 5,7 % seulement en France an cours de la même période (statistiques de l'OCDE, op. cil.).

(9) Elle est de 36,2 % en Italie, de 37,5 % en Allemagne, de 39 % au Royamne-Uni et de 40 % pour l'ensemble de le CEE (statistiques de l'OCDE, op. cit.).

Brie, « Avalanches de bienfaits pour les privi-légiés de la crise», le Monde diplomatique, février 1987, et « Pour payer moins d'impôta, enrichissez-vons », le Monde diplomatiqe.

(11) L'équivalent de 136 milliards de france de réductions d'impôts d'ici à 1990 en Allemagne, de 42 milliards de france pour l'année 1988-1989 au Royame-Uni.

(12) En 1979, les taux s'étalaient de 33 % à

Il ne s'agit pas de fuir ce débat

culturel, car la notion de contractuali-

sation et de judiciarisation des rapports

sociaux n'est pas, en elle-même à reje-

ter, si elle s'inscrit dans une autre logi-

que. Il devient en revanche urgent,

face au projet libéral qu'on entend

importer en France et en Europe, de

disposer d'un projet s'appriyant sur des

valeurs pouvant fonder une identité

européenne propre (5).

(13) Abattement équivalent à 1 150 000 francs, taux unique de 40 %.

# La justice au service des intérêts économiques

JEAN-PAUL JEAN " ESPACE judiciaire européen n'a été jusqu'à présent défini

qu'en termes très classiques, soulignant l'efficacité de l'Europe policière, autour du modèle allemand (1). Mais tout l'ensemble du système juridique pourrait se modifier, tant sont fortes les pressions économiques et idéologiques, accélérées par l'ouverture du « grand marché ».

Pour l'instant, seuls ont pensé ce nouvel espace juridique ceux pour lesquels l'Europe est avant tout un marché : les entreprises, bien sûr, mais aussi les professions libérales confrontées à la concurrence en de nouveaux termes.

L'intensité des débats touchant les professions d'avocat, de notaire, d'huissier, de conseil juridique, d'expert-comptable - pour rester dans le domaine judiciaire ou parajudiciaire, laisse prévoir qu'elles connaîtront une évolution considérable dans les années à venir (2). Il y a, d'un côté, ceux qui ont déjà envisagé leur adaptation et qui, pour l'essentiel, sont très proches

AMBASSADE

DES GASTRONOMES

Catalogue gratuit sur demande

Vente et expédition

de tous produits hors taxes

Priz diplomatiques

ALCOOLS-VINS-CHAMPAGNE ofc.

15, rue Chevert ~ 75007 Paris

Tél.: 45-55-91-22

Télex: 201079 F

\* Magistrat.

des milieux d'affaires; d'autre part, ceux qui, travaillant dans des secteurs vieillissants ou socialement moins valorisés, expriment des demandes pour que soit assurée la protection de leur territoire professionnel ou pour rendre leur intervention obligatoire - sans parier de ceux qui se préparent à des reconversions déchirantes.

Qu'y a-t-il de commun, par exemple, entre un avocat de province travaillant avec une secrétaire à mi-temps et un cabinet parisien d'une centaine de personnes avec bureaux secondaires à New-York, à Bruxelles et au Koweft? Les schemas d'organisation de ces professions parajudiciaires vont avoir des effets déterminants sur l'exercice de la justice, compte tenu du poids spécifique de ces groupes de pression, fortement relayés aux niveaux national et

Les utilisateurs institutionnels de la justice essaient constamment d'adapter son fonctionnement à leurs besoins, et à ceux de leurs principaux clients entreprises, compagnies d'assurances, banques et sociétés de crédit. Leur modèle idéal, qui correspond d'ailleurs aux nécessités de la modernisation.

tend à un fonctionnement accéléré, à l'absence d'aléas, et à une justice < distributive > permettant une gestion sure des contentieux civils et commer-

ciaux (3). Cette gestion prévisionnelle, ces stra-tégies judiciaires conduisent les compagnies d'assurances - qui se regroupent ou s'allient de plus en plus au niveau européen - à influer de façon définitive sur les jurisprudences. Ainsi, en matière de contentieux de la construction ou de la circulation, qui mettent en jeu des intérêts financiers considérables, les compagnies d'assurances possèdent les données informatisées de loin les plus fiables. Elles seules ont une vision globale et identifiée des productions judiciaires (contrairement au iuge et à l'administration centrale, qui ne savent pas ce qu'ils produisent réellement) et elles utilisent les services des meilleurs avocats et professeurs de droit. Elles dominent les revues juridiques spécialisées, réalisent une véritable promotion des jurisprudences qui leur sont favorables et développent ainsi une stratégie de la décision auprès de chaque juridiction, en France et au-

Les tribunaux et le respect de la personne humaine CES valeurs sont présentes tant dans la Déclaration européenne des droits de l'homme de 1950 que dans la iurisprudence de la Cour européenne

des droits de l'homme, institution du Conseil de l'Europe siégant à Strasbourg (6).

Dans ses arrêts Handsyde (7 décembre 1976) et Sunday Times (26 avril 1979), affirmant la licéité et la nécessité de la critique des décisions de justice, à l'encontre du délit de « contempt of Court » (outrages à magistrat) britannique, la Cour de Strasbourg a défini ce qu'il faut entendre par société démocratique au sens où ce concept est utilisé par la Convention européenne des droits de l'homme: « Il n'est pas de société démocratique sans que le pluralisme, la tolérance et l'ouverture d'esprit se tradulsent effectivement dans son régime constitutionnel, que celui-ci soit soumis au principe de la prééminence du droit, qu'il comporte essentiellement un contrôle efsicace de l'exécutif exercé, sans préjudice du contrôle parlementaire, par un pouvoir judiciaire indépendant, et qu'il assure le respect de la personne humaine (...) Elle [l'autorité du pouvoir judiciaire] restète l'idée que les tribunaux constituent les organes appropriés pour apprécier les droits et les obligations juridiques et statuer sur les différends

y relatifs, que le public les considère

tels et que leur aptitude à s'acquitter de cette tâche lui inspire du respect et

de la confiance. » Ces valeurs, dans le prolongement de celles de 1789 et de la Déclaration universelle de 1948, fondent une « culture européenne des libertés » qui constitue sans doute le premier de nos patrimoines communs : l'Etat de droit. Les décisions de la Cour de Strasbourg peuvent aider à une nouvelle dynamique des libertés, en influant directe-

(1) Voir Gérard Soulier, « Riposte armét et démocratie : la lutte internationale contre le terrorisme », le Monde diplomatique, février 1986.

(2) Duniel Soulez-Larivière, abordant cette problématique sans complaisance dans une récente étude pour le conseil de l'ordre des avocats de Paris, a soulevé des tempêtes dans la recénie de l'ordre des la recénie de l'ordre des la recénie de l'ordre des la recénie de l'ordre de la recénie de la recenie de la recénie de la recénie de la recenie de la

(3) Jean-Paul Jean et François Gulchard «La justice comme amplificateur des clivages sociaux », le Monde diplomatique, août 1988. (4) Laurent Cohen-Tamugi, le Droit sans l'Etat. PUF, Paris, 1985; Alsin Minc, la Machine égulitaire, Grasset, Paris, 1988. (5) Sur cette potion d'identité cultur

européenne, voir l'analyse d'Edgard Moria, in Penser l'Europe, Gallimard, Paris, 1987. (6) La France, par décret du 9 octobre 1981, a ratifié les dispositions permettant le recours individuel. Toutefois, la procédure de saisine est particulièrement lourde, opérant un filtrage rignareax des requêtes. Ainsi, depuis 1981, seuls trois recours déposés contre la France out fait l'objet. Bun avet Vair l'érude France unt fait l'objet d'un arrêt. Voir l'étude de Bertrand Legendre, le Monde, 9-10 octobre

# Un débat idéologique

ES entreprises multinationales ont juridiques pour régler entre elles leurs conflits. Elles s'appuient sur des experts et arbitres internationaux qui font respecter des règles du jeu concurrentielles bien plus efficacement que les lourdes commissions installées à Bruxelles ou dans les diverses capitales,

La contractualisation et la judiciarisation des rapports sociaux des pays anglo-saxons constituent l'autre donnée qui va peser sur l'évolution des systèmes juridiques et judiciaires européens, plus encore dans le cadre du grand marché de 1993 (4).

Aux Etats-Unis, modèle de référence, la judiciarisation est marquée

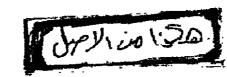
par une contractualisation et une privatisation des rapports sociaux, doublées d'une saisine a posteriori très fréquente des tribunaux. Ainsi, dans le domaine médical, où les procès sur la responsabilité des médecins se multiplient à tout propos, on en arrive au paradoxe suivant : l'Etat libéral édicte de moins en moins de réglementation, mais, de peur de voir leur responsabilité mise en cause, les médecins pratiquent de plus en plus d'actes de préventions (analyses en tous genres), qu'ils savent pour la plupart inutiles, mais qu'on ne pourra pas leur reprocher d'avoir omis. Ils font signer décharges et accords à leurs patients avant de les opérer, bref, sont proliférer une

Acres sales IN CASE AND

A PROPERTY OF THE PARTY OF THE

Colors Soils of the Man THE PART CAN

Sheet and the by by



pas insurmontable de la pas insurmontable de la prance el presente el pres a some interita-- Last models bien in pays du les régimes de un Europe, des France, du Por-France des coloprococusts

etvilten:

MADE US

entreme à l'idéal

er de justice,

d'un modèle

pole compara-

paye. Or, pour

grand i presdre

ingos si la lègiti-

de lear souve-

solvete popu-

tee cing pays

describerent Liverage

HER LESSON

Mark Market

MALE PRINT

d is principe

ME LECOURE IN

contraintes économique le contraintes economique, in a politiques et des considérais à giques, amplifiée par les dans successifs de la CEE La fança les extrêmes — la pressa le atteint 50,6 % du produit able de la consenant mais 30,4 % au les contraintes de la contrainte de la considérais d Att Danemark mais 304 sel gne (9) — sont derem de gerspective d'un niven de comparable au sein de la comparable au sein de est tres alcatoire.

Fortement marqués par Na indicate in the party of the plant conservations cher en Grande-Bretage, N. Aliemagne, M. Chinc of fan sont engagés dans des réferen réduire l'imposition des mas plus élevés (10), des bésses sociétés et du capital (II). ioin. Mine Thatcher 1 and Commandelement de la primarie de l'aprogressivité de l'antirevenu des ménages (désorais 1 deux : 144x, de 25 % m de 49) des droits de succession (13),

Filesant entre 1974 et 1964 9, 1 9 n. PIB en Italie, de 2 6 i ili filesant et de 1 9, 1 5,7 9 min i mance 10 minut de la mine pione year de . OCDE, op. at j.

7. Elle est de 362 % er bilde au V. artugne, de 39 % au Remete your l'ensemble de le CE lan de l'OC DE, op as i

13. Pour la France, von : Cite Are. . Avaisation de bestes per agina de la crise e, le Monde des revolet 195", et . Pour paye mei-er rechauser rous , le Monte qui septembre 1988

1000 L'equivalent de 116 🚵 ranca de esdactues d'espès (let) Au prospere de 40 miliarda de los Laurence de 6-1989 au Royambia Co. 1975, les toux s'exhauté.

atti. Abattement binge . 15. 100 fraces, max unique \$48.



VLADIMIR VELICKOVIC -- Homme de Muybridge, variation.

l'impôt local devenu égal pour tous quel que soit le niveau de revenu, mesure qui a soulevé la révolte jusque dans les rangs du parti conservateur :
• Il s'agit de prendre dans la poche du pauvre pour donner au riche, c'est un crime contre lequel il n'y a pas d'alibi », s'est indigné Sir George Young, ancien secrétaire d'Etat (14).

Le jugement vant pour l'ensemble de ces réformes abusivement qualifiées d'- œuvre du siècle », de « grand

chambardement », de « révolution », mais bien accuellles par les milieux d'affaires et les classes privilégiées, dont os n'est pourtant pas la vocation, et que les litanies déversées depuis des années dans la presse, les médias, les colloques tentent d'accréditer auprès de l'opinion publique. La crossade anti-fiscale des libéraux contre l'impôt sur

le revenu qui émascule l'initiative indi-

viduelle, le trop d'impôt qui tue l'impôt, légitime la fraude et bloque la

les « gloricuses » années d'expansion économique se sont accompagnées dans tous croissance continue de l'impôt sur le revenu, en particulier au Japon, où les taux sont montés jusqu'à 93 % avant de redescendre, aujourd'hui 1... 78 %! A contrario, on pourrait citer une bonne cinquantaine de pays du tiers-monde, voire de - paradis fiscaux », où le développement et le niveau de vie de la population sont aussi faibles que le rendement de l'impôt. Quant à l'ampieur des prélèvement globaux, elle traduit surtout l'importance et la qualité des politiques de redistribution et de protection sociale, et elle est sans grand rapport avec le coût de l'intervention de l'Etat, nettement plus faible en France par exemple qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou au Royaume-Uni

C'est dans un tel contexte que s'inscrit la politique d'harmonisation fiscale actuellement en cours d'élaboration. Incapables d'affirmer et de faire respecter les principes de démocratie et d'équité qui devraient présider à son élaboration, subissant la pression envahissante des milicux d'affaires apres à défendre leurs seuls intérêts. assimilés comme toujours à l'intérêt commun, les gouvernements des principaux pays et la Commission de Bruxelles on concentrant our les réformes qui intéressent

dans l'immédiat industriels et financiers : la libre circulation des marchandises et des capitaux. Avec pour seul mot d'ordre l'alignement par le bas, au risque d'une formidable régression des politiques l'iscales.

Inventée par la France, qui a mis vingt ans à la mettre au point avant d'en faire son principal impôt, la TVA a été adoptée à partir de 1969 par tous les pays de la Communauté, et celle-ci s'est chargée d'assurer l'harmonisation des principales règles d'assiette (16).

Unique et remarquable succès, obtenu dans la plus grande discrétion. L'adhésion commune au modèle français ne doit pas faire illusion. A la différence des autres impôts sur le chiffre d'assaires, la TVA permet d'exporter en franchise totale de taxe. Les parte naires de la France pouvaient difficilement ne pas l'instaurer, sauf à pénaliser leurs exportateurs par rapport à leurs concurrents français. Anjourd'hui, l'harmonisation butte sur la diversité des taux en vigueur (17). La Commission propose, d'ici à 1993, de les réduire à deux (4 à 9 % et 14 à 20 %) en tolérant des écarts de 4 à 6 points d'un pays à l'autre et de gérer les « compensations » fiscales qu'implique la suppression des frontières.

Obstacle presque infranchissable pour la France qui, ayant fait l'impasse sur les réformes de structure quand il était temps, ne peut ni procéder à une réduction drastique d'un impôt fournis-

recettes de l'Etat sans bouleverser l'équilibre budgétaire, ni accepter l'ouverture des frontières dans la situation actuelle sans mettre en péril les entreprises françaises. Vivement opposé aux propositions de Bruxelles, le patronat a trouvé l'appui de l'administration et du gouvernement de M. Rocard (18). Et tandis que le Royaumo-Uni, qui n'a pas la moindre intention de modifier son régime, plaide pour un règlement par les « lois du marché » - un alignement de fait sur les taux britanniques, les plus faibles, - l'Allemagne, à qui l'opération ne coûterait pas très cher, manifeste à bon compte des sentiments proenronéens qui corneident si bien avec ses intérêts et ceux de la Commission de Bruxelles, celle-ci se voyant déià investie de pouvoirs de régulation et de la souveraineté fiscale.

sant à lui soul près de la moitié des

### Alignement par le bas

DLUS révélateur encore, l'accord sur la libre circulation des capitaux, signé à Luxembourg le 13 juin et qui sera effectif dans huit des douze pays dès 1990 (19). Il a été réalisé sans aucun préalable d'harmonisation fiscale (20), ce qui veut dire très concrètement que chaque Etat aura l'obligation - concurrence oblige - de s'aligner per le bes sur la législation le plus favorable. Ainsi vont se trouver comblés les vœux des banquiers, assureurs et détenteurs de capitaux qui, se ruant dans la brèche, réclament pêlemêle, avec une tranquille impudence : l'avoir fiscal à 100 %, la baisse de l'impôt sur les sociétés, des taux des rements libératoires, la suppression de l'imposition du « coupon couru », l'abolition de l'impôt de Bourse et du prélèvement sur les avoirs bencaires, la réduction des taxes sur les assurances... sous peine de voir les capitanz, pudiquement appelés épargne, fuir vers les paradis fiscaux déjà aménagés par certains voisins européens et où banques et assurances installent leurs comptoirs et préparent l'éventuel accueil (21). On voit même certaines commissions de « sages » suggérer discrètement l'abandon des contrôles, ce qui revient à réclamer un droit à la fraude, sous prétexte qu'elle se prati-que allégrement ailleurs, en Allemagne per exemple (22). Or les détenteurs de capitaux, en particulier de placements à revenus fixes (obligations et fonds d'épargne) et à revenus variables (divi-

dendes), ont déjà vu leur situation fis-

cale s'améliorer considérablement au

cours des dernières années par rapport aux autres contribuables, qui en ont payé le prix. Si rien ne justifie que leur soient accordés de nouveaux privilèges, tout s'explique dans une Europe fiscale sans foi ni loi.

CHRISTIAN DE BNIE.

(14) Chambre des communes, 18 avril 1988.

(15) Le consummation finale des adminis-trations publiques représente 16 % du PIB en France, coutre 19 % aux Etats-Unis, 20 % en Allemagne et 22 % au Royaume-Uni. (16) En particulier par la sixième directive

(17) Quatro en Franco et en Belgique, étalés de 5,5 % à 33,33 % contre deux au Royaumo-Uni de 0 % et 15 % et un au Dancmark, de 22 %.

(18) Voir les déclarations de M. Rocard dans Expansion du 9 septembre 1988, les conclusions du rapport Boiteux du 11 février 1988 et les commentaires de M. de la Martinière, ancien directeur des impôts, dans le Monde du 6 soût 1987.

(19) France, Allemagne, Luxembourg, Bel-gique, Pays-Bas, Denemark, Italie, Royaumo-Uzi,

· (20) Avec pour seul engagement, obtenu non sans mal par les Français, les Italiens et les Belges, que la Commission élaborera une proposition d'harmonisation (article 5 de

(21) Maigré la résistance de la Coor euro-péenne de justice sux tentatives de délocalisa-tion des capitaux pour échapper au l'isc (affaire du Daily Mail, jugement prudentiel dn 7 juln 1988).

(22) Voir, en particulier, les conclusions du support Lebègue, du Conseil sational du cré-

Salata entit

paged Ball THE PARTY OF THE PARTY. A second of A THE RESERVE

mex et le respect de la personne humin

policentes tant 6179
portugierore \$41
\$250 per data is
their correptation
is inscitation dis
afficient à Surai-

de (7 décem-les (26 avril et la sécol-disse de jeur Contrages & Contract de Contract des contract des contract de cont des droits de de planetares la planetares Francis II is in pridar appere fort of any assert PACHOT. The state of the s 

Li nu s'agut pas de fer es Carrier, cur la notion de com-Attact de judiciansation de S bestehnt of the past on ellerated THE WEST OF SECTION OF THE PARTY. que Il devicat en revade # lace as projet liberal quan importer en France a el E affence d'un projet s'apparate valours pourant fonder me

europeance propre (5)

leis et que leur apiliade à les the rette think his tespoe to the de la confiance.

Ces valeurs, dans le prolonge. verseite de 1948, fonden Brib ELectronic des liberes par Mis double le premier de si maries commune l'Eure decusions de la Cour de Le pensent aider 3 une norde si que des libertis, en mismi

(1) Voir Gérard Soulin. Biggé et democratie. la lutte incument terrorisme », le Monde diplos favorice : 985. entre 1985
(21 Daniel Souler-Lambe Mariel
problématique sans complement
résente étude pour le commit de
entre de part, a souler de mariel
le profession.

62 profession less of proposition of a La justice connect amplification of a connect amplification of 

# s économique ou des citoyens?

ment sur le fonctionnement des juridictions des divers pays. C'est aussi le statut des magistrats qui est directement concerné, et le modèle de référence doit être recherché du côté des pays de l'Europe du Sud, et d'abord l'Ita-

Mais les Etats ont senti la menace, et essaient de freiner les prérogatives et initiatives de cette juridiction, notamment en limitant ses crédits de fonc-

tionnement (8). Il est regrettable aussi que la Communanté économique européenne n'ait pas encore adhéré à la Convention suropéenne des droits de l'homme, ne serait-ce que pour affirmer, par cet acts symbolique, la nécessité de l'Europe des citoyens. Cette carence est une illustration supplémentaire du déficir démocratique » dont souffre l'Europe communautaire, qui découle « des limitations continuelles des compétences des Parlements nationaux

# Les abandons de souveraineté

A -t-on suffisamment mis en relation les deux niveaux de décision en train de se construire actuellement, par le développement de l'Europe et la décentralisation? Par ce double mouvement, l'Etat national perd simultanément de ses prérogatives au profit d'un échelon géographique supérieur et d'un niveau inférieur. L'Allemagne fédérale, par les pouvoirs attribués aux Länder, l'Espagne, par ceux reconnus anx provinces, sont d'ailleurs largement en avance sur la France.

En construisant progressivement une justice supranationale, avec les abandons de souveraineté qu'elle implique, en mettant en place des politiques locales à travers, par exemple, les conseils communant et départementaux de prévention de la délinquance. et des procédures de médiation, on tend inéluctablement, en France aussi, vers une reconsidération des zones et des modes d'intervention de la justice d'Etat. Comme aux Etats-Unis ou en sence » (9) soit transférée au Parie-

Cependant, la Cour de justice des Communautés européennes de Luxem-bourg, consciente de l'absence de contrôle démocratique de l'exécutif et du législatif communautaire, a su développer une jurisprudence audaciense qui, tout en favorisant l'intégration économique, s'est efforcée de garantir les droits fondamentaux. Elle affirme. notamment, que la Convention européenne des droits de l'homme est une des sources du système juridique des Communautés (10). De même, la Cour de Luxembourg a rendu des décisions positives en ce qui concerne la libre circulation des personnes, l'égalité de traitement entre hommes et semmes, la protection des étrangers, les droits des travailleurs lors des restructurations d'entreprises... (11).

RFA, le fédéralisme - de droit ou de fait – qui s'annonce conduira à des choix qui ébranleront les vieilles structures de l'institution judiciaire fran-

La reconnaissance de la spécificité de la justice à l'échelon local comporte ses avantages et ses inconvénients: d'une part, la bonne connaissance, par le juge, de la structure sociale sur laquelle il intervient et, d'autre part, le poids des élus locaux qui, maîtres des budgets, entendront influer sur les décisions des magistrats. Il convient donc qu'au niveau local plus encore soit garantie l'indépendance statutaire du

Ces choix d'un fonctionnement différent de la justice impliquent une dynamique locale, une prise en charge par les citoyens des problèmes concrets qui les concernent (12). Or, la tendance généralisée au repli de chacun sur sa sphère d'autonomie et la diminution des médiateurs naturels dans la société civile font que les gens se tournent de

plus en plus souvent vers les institutions statiques pour gérer leurs conflits. C'est donc seulement dans le cadre d'une gestion de la décentralisation. allant bien au-delà d'un simple transfert des pouvoirs aux seuls élus locaux, que peuvent s'inscrire de tals projets (13).

Le débat de fond autour de la démocratic locale no consiste-t-il pas aujourd'hui à permettre d'abord l'éclosion de contre-pouvoirs réels, par des movens donnés aux usagers, associations, syndicats?

Seul un service public de la justice revitalisé, associant la participation des citoyens, l'onctionnant selon des principes de pluralisme et de transparence, pourra s'inscrire dans ces enieux. JEAN-PAUL JEAN

(7) Le seul ouvrage de référence sur les statais comparés de la magistrature en Europe a été réalisé sous le titre Etre juge demais (PUF, Paris, 1983) et regroupe les travaux d'un colloque organisé à Lille par Jean-Pierre Royer, professeur à la faculté de droit de l'uni-versité de Lille-II, et le Syndicat de la magis-

(8) L'arrêt Bozano, en 1986, a constitué la première condamnation de l'Etat français à la suite d'un recours individuel (il s'agissait d'une extradition déguisée sous la forme d'une

(9) Bernard Cassen, «Dans la jungle du grand marché», le Monde diplomesique, sep-tembro 1988. (10) Arrêts «Internationale Handelagocito) Arress « Internationale Francesgo-activolati » de 17 décembre 1970 et « Lisso-lotte Haner » de 13 décembre 1979.

(11) Arrêt « Rutili » du 20 octobre 1975, arrêt Defrenne du 8 avril 1975. arrest Petreme de 8 aven 1975.

(12) Sur des exemples concrets d'initiatives on expérimentations en excitères civile et pénale, voir Jean-Paul Jean et François Guichard, op. cl.

CBERU, Op. Cil.

(13) Patrick Viveret, « Les gisements en friche de la démocratie », le Monde diploma-tique, février 1988, et Jean-Paul Jean, A vous de juger, Ed. Barrault, Patis, novembre 1988.

Dans notre prochein numéro :

L'espace social.
Monnaies et capitates.

# A L'INITIATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

# Une intense activité normative

A libra circulation entre pays de la Communauté va laisser subsister des sta-tuts personnels différents, selon la nationalité de chaque ressortissant. Ni le traité de Rome, ni l'Acts unique européen ne comprennent de disposi-tions relatives à l'attribution, l'acquisition ou la perte de la qualité de national

La perspective d'une nationalité européenne apparaît lointaine, mais possible. Il serait donc opportun que s'organise une concertation pour étudier sur quelles bases pourrait s'effectuer un rapprochement des législations.

Pour l'heure, chaque Etat reste souverain dans l'élaboration et l'application de ses règles de droit propres, sous réserve de leur compatibilité avec la nonne supérieure constituée par ses engagements internationaux.

Le cadre actuel a considérablement évolué à l'initiative du Conseil de l'Europe qui, d'abord dans le domaine du droit des personnes, a œuvré pour har-moniser les législations des vingt et un États membres. En revanche, la Communauté des Douze a essentiellement traité les aspects de droit commercial, fiscal

Ainsi, outre la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée la 4 novembrs 1950, le Conseil de l'Europe a soumis plus de cent conventions à ratification. Même si certaines d'entre elles, adoptées depuis des années, n'ont pas encore été ratifiées par l'ensemble des Etats, elles constituent un fonds commun européen qui influence l'élaboration des législations internes. Elles affirment des valeurs qui, du fait de leur ouverture aux Etzte non membres, servent de base à la coopération interne-

Les accords les plus avancés concernent les dispositions pénales. Parmi les principales conventions, on peut citer celle sur la répression du terrorisme, du 27 janvier 1977 (ratifiée par la France le 16 juillet 1987) ; la réglementation des armes à feu ; l'entraide judiciaire en matière pénale ; la circulation routière, dou-blée de projets annonçant l'élaboration d'un code de la route européen.

Quant aux résolutions et recommandations, on relève celles sur : la définition des règles minima pour le traitement des détenus ; la protection contre la qui a profondément inspiré en France le code de déontologie policière promulqué

Catte activité normative est indissociable des traveux de recherche conduits sous l'égide du Conseil de l'Europe sur l'étiologie de la délinquance, les politiques de prévention, la délinquance économique et financière, les trafics internationaux (drogue, cauvres d'art...), les politiques pénitentiaires et les alternatives à l'empri-

Enfin, les Etats membres ont adopté des règles communes concernant l'âge de la capacité juridique, l'adoption, le statut des enfants nés hors mariage. Une convention, ouverte à la signature en 1980, prévoit l'exécution mutuelle des

décisions relatives à la garde des enfants. La législation la plus avancée concerne le droit des brevets d'invention (1971), dont le système est désormais géré depuis 1975 à Genève par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

D'autres dispositions sont relatives à la protection des consommateurs, l'informatique et la vie privée, l'égalité de traitement entre étrangers et nationaux, la notification de documents administratifs, etc.

(1) Fondé en 1949, le Conseil de l'Europe réunit vingt et un Etats membres. Ce sont, outre les Douze de la CEE, l'Autriche, Chypre, l'Islande, le Liechtenstein, Malte, la Norvège, le Saède, la Suisse et la Turquie.

# REPÈRES POUR CITOYENS DÉSARMÉS

# A la recherche de la politique communautaire

Per BERNARD CASSEN

OMME toute institution officielle soucieuse de baliser son terrain et même, si possible, de fixer elle-même les termes des débats concernant ses activités, la Commission des Communantés européennes publie beaucoup (1). De tous ces documents, précieux en raison de la quantité d'informations qu'ils contiennent, c'est sans conteste le Rapport annuel qui condense le maximum de références, de dates et de chiffres (2).

Sans être, dans sa présentation éditoriale, un document officiel, 1992, le défi reprend une étude effectuée pour la Commission, et s'ouvre sur une préface de M. Jacques Delors (3). Il s'agit d'une recherche lancée en 1986 par lord Cockfield, l'un des vice-présidents

de la Commission (et dont M= Thatcher a décidé de ne pas renouveler le mandat), sur le coût de la non-Europe. Un travail scientifique en bonne et due forme, dirigé par Paolo Cecchini, sur une idée originale, et dont les résultats sont, en première analyse, spectaculaires : l'abolition des frontières, avec ses effets d'entraînement, pourrait rapporter 200 milliards d'ECU (soit 400 milliards de francs) et créer 5 millions d'emplois. Cependant les auteurs se gardent de tout optimisme excessif : l'abolition des chasses gardées, le démantèlement des positions protégées, tant au niveau des sociétés. des industries, des régions que des Etars, pourraient bien, disent-ils, avoir un coût social et politique très lourd. On regrettera que ce revers de la médzille, tout juste évoqué, ne fasse, lui. l'objet d'aucune estimation chif-

Eloge de la croissance

TETTE vision optimiste, mais sous condition, est largement confirmée par une série d'experts américains réunis en séminaire à la Brookings Institution, à Washington, en octobre 1986. C'est le fruit de leurs travaux. confrontés aux critiques d'une vingtaine d'économistes européens, qui nous est offert dans une synthèse remarquable, sous le titre - Les obstacles à la croissance européenne » (4). Les auteurs rejettent la thèse traditionnelle des patronats européens selon laquelle le poids de la protection sociale et les charges des entreprises seraient la cause de la faiblesse des investissements dans le Vieux Continent ; ils réfutent également le partage du travail comme solution au problème du chômage et préconisent à la fois certaines réformes structurelles et des politiques macro-économiques d'expansion dont, disent-ils, le coût, en termes de difficultés de la balance des paiements, a été largement exagéré. Les derniers chiffres publiés par la Com-mission pour 1988 - 3,5 % de croisdes investissements - montrent que le socie de telles politiques est déjà en

Les experts de la Brookings Institution font aussi justice de l'idée selon laquelle l'« assainissement » économique censé découler de la libéralisation des marchés, de la flexibilité de l'emploi et de l'accroissement de la mobilité des ressources constituerait un préalable à toute action de relance, en remarquant que « au cours des dix dernières années, il a été beaucoup plus facile de faire avancer les mesures de libéralisation aux Etats-Unis, dans un contexte de croissance

de l'emploi, que dans l'environnement

européen de stagnation de l'emploi ». La Commission aurait difficilement pu publier elle-même Au nom de l'Europe (5), bien que son auteur, René Milas, y occupe les fonctions d'administrateur. L'ouvrage, dont le titre est un clin d'œil à « Au nom de la loi », s'interroge, en effet, sur les fondements et la légitimité de l'espace juridique communautaire et plus précisément, de son accessoire qu'est la sanction: sanctions contre les États, les institutions, les actes de ces institutions, les entreprises, les particuliers, etc. Les spécialistes y trouveront un inventaire serré (mais nullement même, tant le domaine est vaste et inexploré) des lois et sanctions euro-

Mais, au-deià de l'érudition, ce livre pose quelques graves questions sur le surplus d'État qu'engendre la Communauté et l'absence de contrôle démocratique qui en découle, le citoyen déjà passablement désarmé devant le juge national l'étant encore davantage devant la prolifération de textes communautaires contraignants et devant la Cour de justice des Communautés européennes. Quant aux Etats, l'auteur avance une interprétation originale de leur comportement: pour eux, la loi communautaire est moins une obligation qu'une religion: ils y croient, ils pèchent, sont excommuniés, se repeatent et... recommement.

C'est ce comportement supposé égoiste des Etats que fustige Jacques Nemrod dans un pamphlet (6) qui devrait, paradoxalement, apaiser les inquiétudes des adversaires de l'Acte unique, notamment le Parti commaniste et la CGT (cette dernière organisation ayant donné une version contradictoire — aussi dépourvue de mances — de ce document dans certaines contributions d'un munéro spécial (7) de la revue de sa fédération des cadres). Pour Jacques Nemrod, en effet, l'Acte unique ne serait rien d'autre qu'une supercherie diplomatique camouffant le renforcement des nationalismes et protectionnismes nationaux...

# Neuf langues officielles

L A perspective d'accroissement des taires dans un grand marché qui compte neuf langues officielles devrait donner un considérable élan à l'ensejement des langues, à la traduction et à l'interprétation ainsi, peut-on espérer, qu'à une véritable politique commu nautaire en matière d'industries de la langue. Dans l'immédiat, et pour rester au niveau du simple citoyen, il est important que se multiplient les lexiques multilingues dans tous les domaines. Claude Journo nous en propose deux, destinés aux hommes d'affaires et aux touristes, dans un format pratique: l'un en français, turc, allemand, russe, angiais, polonais (8) l'autre en français, anglais, allemand espagnol, italien, néerlandais (9). On appréciera que l'auteur n'ait pas limité le champ européen aux Douze...

Il est une autre langue, se présentant pourtant comme du français, qui nécessite très souvent une «traduction»: celle des innombrables sigles et structures dont les instances européennes se sont dotées, et qui peuvent rendre absolument hermétiques les propos des eurocrates »: ACP, BEI, FEDER, FEOGA, CDCC, STABEX, TDC, etc. (10). François Visine vient à notre secours avec la deuxième édition de son dictionnaire (11). On y trouvera non seulement la déclinaison d'enviror 500 sigles (y compris cenz de la famille des Nations unies et ceux des négociations sur les armements stratégiques), mais aussi une définition des institutions, des politiques de tous ordres (plus de 2 000) des organisations internationales, et en premier lieu européennes.

Les langues seraient-elle les derniers bastions de la différenciation culturelle en Europe ? C'est la réflexion qu'inspire la lecture du remarquable ouvrage de Victor Scardigli sur l'Europe des modes de vie (12). Directeur de

- Notamment la série d'écades « Objectif 92». (Voir encadré dans le Momile diplomatique de juillet 1988, p. 29.)
- (2) XXV Rapport général sur l'activité des Communautés européennes 1987, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1988, 436 pages, 9,50 ECU.
- (3) 1992, le défi, préface de Jacques Delors, Flammariou, Paris, 1988, 247 pages, 59 F.
- (4) Robert Z, Lawrence et Charles L. Schultze (coss is direction de), Barriers so European Growth, A Transationtic View, The Brookings Institution, Washington DC, 1987, 619 pages, pas d'indication de prix.
- (5) René Milas, Au nom de l'Europe, Presses interunivenitaires caropéennes, Musstricht, 1988, 324 pages, 33 ECU. (Scholtess Bock BV, PO Box 101, NL-6130 AC SII-TARD.)
- (6) Isoques Nemrod, le Mai européen Le surprenont trompe-l'acil de l'Acte unique, Rivages/Les Echos, Paris-Marseille, 1987, 272 pages, 120 F.

recherche au CNRS, l'auteur compare des données recueillies respectivement au milieu des années 70 et des années 80 : alors que, vers 1974-1975, on pouvait opposer les modes de vie septentrional et méditerranéen, dix ans plus tard c'est la convergence des sociétés européennes qui frappe l'observateur, Avec de véritables chausés-crisés : l'Allemagne, jadis modèle de discipline et de productivité, est gagnée par le courant écologiste et répugne au risque, alors que l'esprit d'entreprise se manifeste de manière inégalée en Espagne et en Italie.

An terme de sa recherche, Victor Scardigli décèle, dans la jeunesse du Vieux Continent, des symptômes de ce qui pourrait devenir un «modèle» spécifiquement ouest-européen dans la relation à l'éducation, an travail, à la consommation et à la communication, «des stratégies plus équilibrées, en tout cas plus différenciées et plus innovantes, que celles proposées par les «modèles» nord-américains ou, maintenant, japonais».

gotte testoriges

/ Car

Burn to Fillet

- (7) Numéro spécial d'Options «30 ans après, quelle Europe?», se 19, juin 1987, 46,25 F.
- (8) Clande Journe, Montiel Linguas ; Lexique polyplotte, CAMS éditions, Montpelller, 1982, 96 pages, 50 F. (BP 9, Saint-Drezery, 34160 Centries.)
- Euro-Lexique polygiotte, CAMS Editions, Montpellier, 1988, 96 pages, 50 F.
- (10) ACP: pays d'Afrique, des Carathes et du Pacifique, parties aux conventions de Lomé; BEI: Banque européenns d'investigement; CDCC: Couseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe; FEDER: Fonds européen de développement régional; FEOGA: Fonds européen d'orientation et de garantie agricole; TDC: tarif domanier commun.
- (11) Dictionative Visine, describme offition revue et angmentée, 1987, 563 pages, 200 F. (F. Visine, 60, rue Chardon-Lagache, 75016 Paris.)
- (12) Victor Scardigli, l'Europe des modes de vie, Editions da CNRS, Paris, 1988, 140 pages, 95 F.

# Colloques et rencontres

● PORUM EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL. Se tient à Nancy le 7 novembre, à l'initiative des associations Essor-MPI et de la Fédération nationale des agents commerciaux. (Essor-MPI-Lorraine, BP 3414, 54015 Nancy Cedex, tél.: 83-37-42-25.)

• LA FRANCE POLITIQUE SE NORMALISE-T-ELLE? Un débat organisé par l'Institut socialiste d'études et de recherche, le mardi 3 novembre, à Paris; avec notamment, la participation de Max Gallo. (ISER, 10, rue de Solférino,

- DES DROITS DE L'HOMME AU DROIT DES GENS. Dans le cadre d'un cycle d'ateliers de droit international organisés d'octobre 1988 à juin 1989 per la BPI du Centre Georges-Pompidou et le Fonds de recherche de droit international 1990, animé par Olivier Russbach, la séance du mercretii 16 novembre 1988, 18 h 30, sera consacrée au thème: a De l'action humanitaire à l'action judiciaire, avec la participation du professeur Georges Abi-Saab. [Centre Georges-Pompidou, Paris. Tél.: 42-77-[2-33.]
- LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'ÉGLISE CATHOLIQUE. Colloque de l'Association libre d'études théologiques et de la revue Espril, les 19 et 20 novembre à Paris. (Alethe, 48, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.)
- NORD-SUD QUELLE RELA-TION ÉCONOMIQUE? Rencontres internationales d'Annecy, les 19 et

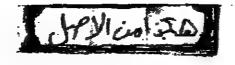
20 sovembre, à l'initiative de nombreuses associations, dont Frères des hommes. (Frères des hommes, quai des Clarisses, la Manufacture, 74000 Annecy.)

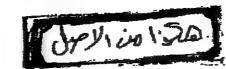
• QUATORZE SIÈCLES D'ISLAM. Rencontre à Paris, organisée par la revue Nouve histoire les 19 et 20 novembre. (12, rue Ampère, 75017 Paris, tél.: 47-66-01-86.)

- LA MÉDITERRANÉE DES CARAIBES ET LA RÉVOLUTION F R A N C A I S E D I X HUITIÈMÉ-DIX-NEUVIÈME SIÈ-CLES. Colloque du Centre de recherches Caraïbes Amériques, les 18 et 19 novembre à Paris. {CERCAM, Nelly Schmidt, université Paris-X-Nanterre, 200, avenue de la République, 92000 Nanterre.}
- FORUM NATIONAL DE LA COMMUNICATION POLITIQUE. Le Monde organise, à la Maison de la culture de Grenoble, les 25 et 26 novembre 1988, un grand colloque sur la communication politique avec la participation d'André Fontaine. (Renseignements: 76-25-05-45.)
- LE DOUBLE HÉRITAGE AUJOURD'HUI DE L'IDENTITÉ KANAK. Session du centre Thomas-More, les 26 et 27 novembre à La Tourette. (La Tourette, BP 105, 69210 l'Arbresle, tél.: 74-01-01-03.)
- ÉGALITÉ DES CHANCES ET DÉMOCRATIE. Le vendredi 2 décembre, conférence de Claude Julien au cercle Condorces de Guéres (Creuse).

AFFAIRISME INFORMATION ET CULTURE A PARAITRE LE 10 NOVEMBRE DE MASSE Les grandes manœuvres dans l'audiovisuel et la rapide évolution des nouvelles technologies bouleversent complètement le chamb de la communication Onelques groupes géants contrôlent un nombre de plus en plus important de médias. Que devient, dans ce nouveall contexte, le phiralisme de l'informa. tion, une des garanties de la démo-Le Monde diplomatique s'inter-1086 2011 fe SEIR Q, mis a Communication, qui seme tant de confusion et qui, fascinée par les techniques marketing et de la publicité, réduit le discours de l'information et de la politique à ses dimensions les plus simplistes. Pour ce nouvel affairisme, la culture est-elle allite chose du, mue simble marchandise ; EN VENTE CHEZ *VOTRE MARCHAND* DE JOURNAUX 96 p. - 38 F **BON DE COMMANDE** EFAIRISME, INFORMATION ET CULTURE DE MASSE Tarif France: 42 F - Tarif étranger: 45 F (trais d'expédition inclus) NOM ADRESSE LOCALITÉ Commande à faire parvenir avec votre règlement à : LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.







# munautaire

spainer ica recherche au CNRS des données récheilles le de l'Acte au ajors due versions la fet gramme des autes 10 des ges comments remains la fet Part commu-80 : alors que, vers 1974/ PE OF JAME. vait opposer les mode de le trional et méditerrates de AND COMES tronal et méditerates é le tard c'est la courrence de la courrence de la courrence de la curopéennes qui frape l'allemagne, jadis modre de productivité, et gent courant écologiste et gent que, alors que l'espri étant manifeste de manière intention gne et en Italie. feet special (7) see de in the same gne et en Italie.

culturelle. maps carrieds

more des

Au terme de la recorda Scardigli décèle, dan la les Vieux Continent, des spants dri bonissi qeacht il interes cilidactical oncercubit teration 9 legaration in the consommation et à la constant de stroitéger plus épite sont cas plus différencies plus de constant de vanies, que celles propoles a modèles - nord-américae a tenant, japonais.

(7) Numero spicial dopinal après, quelle Europe !», Filt je 46,25 F.

(8) Claude Journe, Market la Lexique polygique, CAMS blank Lex. 1533, 96 pages, 50 F. (81) Drezery, 14160 Castrian) and Pactions 1987, Office A 436 pages,

(9: Euro-Lexique priyates (pr thoms, Montpellier, 1968, % page at (10) ACP : pays d'Afrique tole et du Partique, paries au onne Lomé: Beil Benque envise in ment, CDCC: Consil è 1 en culturalle du Conseil de l'Inne Finds curriète de dévelopment FEOGA Fonds europées de garantes agracole ; TDC : test les

F Visine, 00, rue Christia "(Old Pares)

(12) Victor Scardigil (Brain) de see. Editions de CNRS ha 140 pages, 95 F.

### **MUSS** et rencontres

20 man ambre, à l'initiative de 🔄 assurances, done Frère de Freeve des kommes, qua let-. 2 Misma Seture, 74000 Ames. ● QLATORZE SÉ

D'ISLAM. Rencontre à Ping man la revue Notre histoire IC navembre, 112, rue Aspit Paris, 142 . 47-65-01-861 ● LA MÉDITERRANE

CARAGES ET LA RÉVOL AL IT! EME-DIX-NEUVIDE CLES Colloque du Centre de Carabes Amenque, le Balt THE S PARTS CERCAM, NAMES anti- ortific Paris 1-Nation, \$1 de la Republique, 92000 Name.

. FORUM NATIONALE COMMUNICATION POLITIC Monde organise, à la Maisteile de Grecotie, les 25 et 26 mes an grand colloque ser is one. The stee is percuping Rensusaemen.

LE DOUBLE HER AL JOI RD'HI I DE 1087 NAVAN Samon de comp Mart. 25 20 21 27 2000000 Thereis, B. H.

DEMOCRATIE Le readrait tre conference de Chade Mes cle Conducer de Godes (Con

Aussi avec internal des 15 ars tudeuse Excellens résultes



- Bet 18-41/21/228700 - Tale

= Supplément =



**VILLES OUVERTES SUR LE MONDE** 

# Deux vocations pour l'Europe

Capitale historique de la Bretagne, Rennes n'est plus seulement ce centre administratif et commercial où de tout temps convergeaient les activités de la région. Dans cette ville de 200 000 habitants ~ 305 000 avec le district, ~ les Initiatives économiques, scientifiques et culturelles s'articulent désormais sur les grands projets technologiques de la Communauté européenne, en liaison constante avec les centres de recherches.

# TECHNOLOGIE ET SOLIDARITÉ

Cette vocation de technopole s'accompagne d'une active coopération avec le tiers-monde, l'Afrique en particulier. Universitaires, industriels, et tout un faisceau d'organisations non gouvernementales trouvent à Rennes un terrain propice pour tisser avec de lointaines populations des liens de solidarité qui, à coup sûr, aideront fortement l'Europe du grand marché à assumer sa véritable vocation, dans un monde qui devient village planétaire.

# Le génie du réseau

Par DENIS RUELLAN

"IL fallait réduire Rennes à une seule image, celle du réseau s'imposerait. Au pluriel : commerce, échanges culturels et universitaires, recherche, urbanisme, santé, technologles de communication, solidarité..., la « génie du réseau » est une spécialité locale qui, mise à profit sur le plan international se révèle d'une singulière efficacité. D'ailleurs, l'ancien nom de la ville à l'époque de la conquête romaine. « Condate », ne veut-il pas dire « confluent », le point de conver gence, la tête de réseau ?

### A l'origine une décision de l'Etat

C'ast une compétence due en partie è l'histoire économique nationale. Un jour, l'Etat décida que la Bretagne abriterait l'électroplus tard, la filière, animée par de puissants centres de recherche auxqueis s'agglomère un tissu de PME, s'est fait une toute première place dans les technologies de communication : télématique. images nouvelles, transmission de données numériques, télédétecsont désormais connues à l'étranger : le minitel - qui a entraîné l'explosion de l'activité télématique en France, - Transpac - le plus grand réseau mondial de transmission de données, — et le darnier né, le RNIS (réseau numérique à intégration de services), le nouveau système de télécommunications qui couvrira le territoire national en

leur incorporation dans des réseaux d'échanges internationaux, cels est aussi affaire de volonté politique récente. Brno, Osaka, Sétif, Bagdad, Mopti, Erlengen, Rochester, Cork, Sendal, Madrid, Copenhaque, et des dizaines d'autres an contact avec Rennes, à des decrés divers, laisserait croire, de prime abord, à un éparpillement, un ballet cosmopolite ausei féerique qu'inefficace pour la promotic région. Une ville courant d'air. a S'il y a dispersion, nous le regret-toria, dit M. Jean Raux, le conseiller municipal délégué aux relations internationales. Sans nous poser en fédérateurs hégémoniques, nous essayone de créer des syner

La Maison internationale de La coordination det initiatives et

incore, la liste de villes énumérées

Rennes (MIR) abrite les neuf comités de jumelage avec autant de villes dans le monde. Animés par des bénévoles, ces comités tâchent de dépasser le cadre

conventionnel des jurnelages, trop souvent réduits à des échanges protocolaires. La dimension économique est désormais associée aux accords conclus, per exemple, avec Sétif en Algérie ou Sendei au Japon. Ces villes - que tout sépare - pertagent l'ambition des Rennais de développer les transforts scientifiques et techniques. Sendal est une technopole montente au Japon, tout comme Rennes l'est en France. Sétif est inéressée per le savoir-faire rennais en urbanisme et aménagement.

mois de mai, toutes les villes jurnelées avec Rennes vantent leurs mérites culturels, économiques et touristiques à la Foire internationele. En retour, le municipa

invite les entreprises locales à la suivre à l'étranger.

C'est ainsi que la SOFREL, une PME d'électronique, s'est rendue à la Foire internationale de Brno en Tohécoslovaquie, où elle a pris de sérieuses options pour vendre se technique de télégestion à distance de réseeux de chaufferies et d'éclairage. Cette technique a été mise au point grâce à un contrat entre la SOFREL, la ville et deux centres de recherche, l'INSA et I'IRISA (1). Pour le PDG, M. Bernard Ango, nui doute que l'image de Rannes profita à son entreprise et il tient à s'investir dans les efforts de promotion entrepris par les élus : « Il n'y a pes de développement sans accompagnement de

le Japon depuis sept ans. Elle a créé récemment cent-vingt emplois dans le bassin rennais grâce à un société d'électronique japonaisa Kenwood, Comme les autres entreprises de la région, la SOFREL dispose d'un outil, la mission régionele de coordination du com

extérieur breton (MIRCEB). Celle-ci side les chafs d'entreprise à « intégrar l'international dans leurs plane de développement », selon son directeur, M. Michel Chabrat. Tournée vers l'Asia « pas seulement pour exporter, mais aussi pour profiter de ce qu'il s'y fait », la MIR-CEB s'attache aussi à préparer les entreprises bretonnes à des croissments avec des partenaires européens dans la perspective du mar-

« Un journal vivant de l'ailleurs, que M. Rémi Le Meur définit une nouvelle manifestation, partie de la Maison de la culture de Rennes, « Grand-huit », et décentralisée dans vingt-cing villes bretonnes. Le Carrefour des régions d'Europa socie chaque année deux régions

- en novembre 1988, la Toscane italianne et les îles Féroé danoises - dans un vaste échange où les aspects économiques, sociaux et scientifiques sont sur le même plan que les manifestations artistiques. Par exemple, le Crédit lyonnais organise una rencontre entre dirigeants d'entreprise, les télévisions troquent des programmes et le quotidien Ouest-France confectionnera des pages communes avec set homologues Dimmalaetting et la Nazione.

(Lire la suite page 26.)

(1) INSA: Institut national des sciences appliquées. IRISA: Institut de recherche en information et sys-

# Lire pages suivantes

- PAGE 26 : Le génie du réseau, suite de l'article de Denis Ruellan : La culture scientifique pour le développement économique, per Michel Cabaret ;
- PAGE 27 : Rennes-Atalante, technopole européenne, par Jac-
- PAGE 28 : Le solidarité avec le pays Dogon, par Denis Ruellen.

# Rennes

lère ville au Palmarès du dynamisme des villes françaises\* vit déjà au rythme de l'Europe

En octobre 89, le rendez-vous de tous les partenaires européens de l'Education

SALON EUROPEEN DE L'EDUCATION EUROPEAN SCHOOL EXHIBITION



Commissariat Général: PROMO 2000 Ouest. 1, place Honoré-Commeurec. 35000 RENNES. FRANCE. Téléphone (33) 9978 1200

# Le génie du réseau

(Suite de la page 25.)

Acquérir une dimension internationale, c'est aussi prendre part aux activités des organisations multilatérales comme le programme « Villes Santé » lancé en 1986 par la bursau européen de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Son principe initial était de réunir quatre ou cinq cités européennes dans un réseau d'échange et de valorisation d'initiatives urbaines de promotion de la santé. Dans l'esprit des décisions prises en 1978 à Alma-Ata (les < 38 buts >) et en 1986 à Ottawa (c la santé pour tous d'ici à l'an 2000 »), « Villes Santé » espérait déclaraties un nouverus mouvernient international de santé publique.

### L'enseignement à distance

Le projet suscita un tel engouement que ce furent onze, puis vingt-quatre, et bientôt trente villes européennes qui s'associérent. Rennes a été la première en dès 1986, rejointe récemment par Montpellier. L'implantation à Rennes de l'Ecole nationale de la santé publique et le long ministère du maire, M. Edmond Hervé, à la senté - au cours du premier septennat socialiste - ne sont pas étrangers à cet intérêt.

« L'échelon municipal est le plus adéquet pour une approche plurisectorialle de la santé publique, car le maire dispose d'une très large compétence, l'action est moins bureaucratique et plus rapide, la participation de la population est plus directs », explique Mine Annette Sabouraud, l'adjointe déléguée à la santé. Avec Bercelone, Liverpool, Sofia, Stockholm et bien d'autres, Rennes s'est engagée à intensifier sa politique de prévention et de promotion de la santé par des actions en direc-

POPULATION

1988):

EMPLOI

Rennes: 200 000 habitants:

Taux de natalité: 15.8 %.

FORMATION SUPÉRIEURE

Taux de bacheliers : 22.7 % :

communication et image.

36 000 étudiants, 2 500 chercheurs;

RÉPARTITION DES ACTIVITÉS (district)

Commerce, transports et services: 69,75 %;

146 000 emplois en 1981 ; 154 000 en 1987 ;

ments positif ces cinq dernières années.

Agriculture, sylviculture, pêche: 2,16 %;

zion des individus, de l'environnement et des décideurs.

€ Villes Santé > est avant tout un cadre d'échange, de communication et de recherche pour les responsables des politiques de santé. Son succès est tel qu'il dépasse déjà largement l'Europe. Le Canada, l'Australie, la Chine, les pays du Commonweelth et d'Amérique du Sud ont commence à mettre en place leurs propres réseaux d'échange. Les pays francophones aussi, qui se réuniront pour un premier colloque, du 28 novembre au 2 décembre prochains, à Rennes.

De leur cité, les universités rennaises prennent part aux plans communautaires européens COMFTT (Community in Education and Training for Technology) et **ERASMUS** (European Community Action Scheme for Mobility of University Students), lancé en 1987.

Le Centre national d'enseignement à distance (CNED) et l'université des sciences Rennes-I ont mis au point - avec l'aide du CCETT (2) – une formule d'enseignement à distance utilisant les nouvelles technologies de communication telles que l'audiovidéographie et la transmission de données numéri-

### Des biotechnologies à l'immunologie

Le CNED de Rennes, qui enseigne à trente mille étudiants - dont six mille à l'étranger. - propose désormais sur supports multimédiss des formations aux biotechnologies, à l'immunologiehématologie, à la diététique et à l'information automatique. Les nouvelles technologies diversifient les supports pédagogiques, elles permettent aussi de transférer facilement des savoirs venant de n'importa quelle partie du globe. Déjà les universités d'Ecosse, d'Irlande, d'Italie et du Portugal

Une ville et sa région

Rennes et district (27 communes) : 305 000 (estimations

Taux de diplômés de l'enseignement supérieur : 18,1 % :

Deux universités, six centres de recherche nationaux, six

écoles supérieures (santé publique, agronomie, chimie, télécommunications, électricité, sciences appliquées).

Industrie, bâtiment, génie civil et agricole : 28,08 % ;

Principaux secteurs d'activité industrielle: automobile

(Citroën, 14 000 emplois); électronique, informatique,

Rapport entre les créations et les disparitions d'établisse-

travaillent avec Rennes. Ce programme, lancé en 1986, a été couronné par COMETT et servira de référence pour le développer de services identiques en Europe.

Rennes-II, l'université des lettres et des sciences humaines, 2, pour sa part, investi dans les échanges d'étudiants et la mise en commun de formations.

Cette année, l'International Student Exchange Program (ISEP) permettra à une demi-douzaine d'étudiants de Rennes-II d'aller se former dans les meilleures universités américaines sans avoir à payer de prohibitifs droits d'inscription et de logement, cer, en échange, de jeunes Américains viendront suivre les cours à

### Aux côtés da tiers-mande

européens ERASMUS débutent. En langues étrangères appliquées (LEA), les enseignants lancent avec leurs homologues de Barcelone et de Bristol la rotation des étudiants entre les trois universités au cours de leurs années de licance (une dans chaque ville). La littérature française avec Cork (Irlande), la géographie avec Portsmouth (Royaume-Uni), l'histoire avec Hambourg (RFA), etc., explorent des voies identiques.

La solidarité internationale, enfin. On v attache une importance particulière à Rennes, et c'est une donnée qui préside au choix des futures villes jurnelles. « Nous anvisageons de conclure un accord avec une ville soviétique. Novosibirsk peut-être. Elle connaît un développement « technopolitain » proche du nôtre et le souffle de la « perestroika » y est plus fort qu'ailleurs. La choisir c'est montrer notre attachement aux mutations actuelles en URSS », souligne l'étu délégué aux relations internatio-

Une demière initiative locale mérite d'être rapportée, cer elle illustre bien la vocation de la ville à fédérer certains efforts entrepris de per le monde. Le Réseau solidarité est aux droits économiques et sociaux des peuples ce que d'autres propriegions sont aux droits politiques des individus. Ainsi trois mille deux cents personnes en France et en Europe envoient chaque mois autant de lettres pour défendre des hommes, des communautés, des travailleurs du tiera-monde dont on leur a aignalé la détresse (3). Initiatives fructueuses, comme demièrement en Inde, au Bengladesh et au Guaternala, où de graves conflits acciaux ont été résolus grâce à la

pression internationals. **DENIS RUELLANL** 

(2) CCETT: Centre commun d'études de télédiffusion et télécommi-

(3) Les 19 et 20 novembre, le (3) Les 17 et au inventore, au Réseau solidarité organise à Rennes un colloque sur « Droits de l'homme, les exclus du développement », avec la participation, notamment, de MM, Khemats Chamari, Jacques Chonchol et Ignacio Ramonet.

# La culture scientifique pour le développement économique

UX premiers rangs des régions agricoles de l'Europe, la Bretagne se caractérise en revenche per une faible et tardive vocation industrielle, excepté dans le secteur agroalimentaire. Mais les activités de recherche at d'ensaignement y iont fort développées.

La région dispose de trois universités, huit écoles d'ingénieurs, six instituts universitaires de tach nologie et alus de trente centres de recherche, dont les plus importants sont le Centre commun d'études de télédiffusion et télécommunications (CCETT), le Centre national d'études des télécommunications (CNET), l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (1), l'institut de recherche en informatique et sys-tèrnes aléatoires (IRISA)... A cals s'ajoutent des centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie, des groupements d'intérêt économique, faisant le lien entre la recherche et le déveioppement, et des structures de promotion qui mettent en valeur les activités menées en synergie dans le domaine de la « formationrecherche-entreprise », telle l'association Rennes-Atalante animent la technopole du même nom.

### Affroater de appyeaux défis

En septembre demier, le magazine l'Expansion (2) et l'Institut d'économie urbaine ont placé Rennes - à égalité avec Montpellier - en tête du classement des villes les plus dynamiques de France. Cette distinction venait couronner les efforts de développe ment des technologies nouvelles en particulier l'électronique, l'informatique, la communication, le médical et le biomédical, l'agronomie, les biotechnologies et l'environnement, L'intensité du maillage Par MICHEL CABARET \*

enseignement-recherche (2 500 charcheurs, 37 000 étu-diants, représentant le cinquième de la population rennaise) a produit, ces dernières années, d'importantes innovations comme le verre fluoré, les phases de Cheviel, l'ultraffitzation sur mambrane le minitel, le système d'information Antiope, le réseau de transmission de données Transpac, le réseau d'imagerie médicale SIRENE et encore l'installation du premier réseau français de Vidéocommunication en fibre optique.

Mais, dans une région et bisins mutation, tien o'est jamais définitivement gegné et la Bretagne sait ou elle devre affronter de nouveaux défis. En effet, une récente étude de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'ection régionale (DATAR) montre que les zones actuelles de développement technologique, d'échanges internationaux et de dynamisme démographique forment un croissent qui ve de Londres à Madrid, en pessant per Bruxelles et Bonn, laiesant de côté l'ouest de la France.

Pour Rennes - et se région, partenaire indissociable. — l'enjeu international est clair : valorise son potentiel de recherche et de formation, faire connaître ses capecités et ses réussites pour acheve son 4 désenciavement scientifique » et sa percée dans les nouvalles technologies industrialles.

Dans ce but, le ville s'est dotés, en 1984, d'un outil de promotion léger et dynamique, réunissant des compétences provenant des milieux scientifiques, éducatifs, associatifs, culturels, industriels : le Centre de culture scientifique technique at industrielle (CCSTI). Ce centre a une triple vocation : vulgariser les résultats de la recherche soprès du public au

moyen d'expositions et de domiments ; favoriser les échanges et les transferts antre chercheurs et entrepreneurs ( il édite Réseau, revue très informée sur les sciences et techniques en Bretagnel; promountair Rennes et sa région en France et à l'étranger.

### Coopération entre régions

Sur le plan international, cette microstructure (six salariés) a déjà plusieurs réalisations à son actif depuis 1987. Dans le cadre de l'opération « Français 2001 - La France des régions », organisée par la direction du français du ministère des affaires étrangères (3), le CCSTI et la région Bretagne ont présenté une exposition sur l'imagarie médicale et les recherches engagées à Rennes. Cette initiative a contribué à développer la coopération scientifique entre des équipes de recherche autrichiennes

L'opération « La Bretagne et les nouvelles technologies », destinée à ouvrir au grand public les portes des entreprises et des laboratoires de recherche, a circulé de Barceione à Minneapolis aux États-Unic (4). Le CCST? a sussi snimé une opération d'information sur les nouvelles technologies à la Foire internationale de Brno en Tchécosiovaquie. Enfin, il participe au Carrefour de régions d'Europe, qui a désonnais seu chaque autonne en Breteane.

(1) Ser l'IFREMER, voir « Brest à la pointe occidentale de l'Europe ». la Monde diplomatique, mai 1988.

(3) Voir l'article présentant cette opération dans le supplément « L'easeigacment de françait à l'étranger», le (onde diplomatique, juillet 1988. (4) Avec la mission régionale de cordination du commerce extérieur

# LA RÉGION DE BRETAGNE BERCEAU DU RNIS.

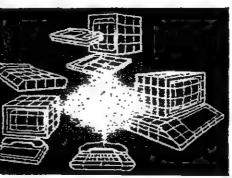
Ce n'est pas dénaturer l'identité de la Bretagne, terre de traditions, que de souligner également la vocation et la place de la Région dans la recherche et l'innovation. Son importance, en particulier dans le domaine des technologies de la communication, s'inscrit même aujourd'hui dans une certaine tradition.

retransmission, en 1962, de télécomtellite entre les Bats-Unis et le site de Pieumeur-Bodou, la Bretagne n'a cessé d'affirmer cette vocaet-Vilaine que fut expèn-menté le Mindel, à Rennes que fut inauguré le premier eseau câble français en fibres optiques.

C'est enfin dans les nes qu'ant été mis en service les arenumérique à intégration de services

Le 21 décembre 1987, FRANCE TELECOM a procèdé, en première mondiale, à l'ouverture du RNIS dans les Côtas-du-Nord. Pour cette ouver-ture le Centre National d'Etudes des lelécommunications de Lannion en collaboration avec les industriels tels SAT et ALCATEL ont eu un rôle moteur.

Plus que l'aspect du réseau, c'est celui de l'intégration des services qui caractènes le mieux le RNS. Ce concept de l'intégration est en quel-que sorte une réponse au développement actuel de nombreux services man, acuse de télécommunication. Les besoins en communication de bese étant aujourd'hut couverts par le télé-phone, l'offire évolue vers une plus grande diversification afin de s'adapter à la demande de moins en moins tique, télécopie, télex, télétex, fiaisons numéngues, transmissions d'images. numériques, transmissions d'images, sont autant de modes de communica-tion qui répondent à des besoins difféients. Cependant, la valeur du service, en tant qu'outil de communication est. fonction du nombre d'utilisateurs potentiels et donc de la dimension du réséau de support. Le RNIS permet de diversalier l'offre tout en conservant l'unité du réseau. C'est pourquoi il a è conçu en France comme une èvolubon progressive du réseau télépho-nique actuel vers un réseau public intégré pour l'ensemble des services de télécommunications.



Comme pour la télématique, où les prestalaires de services ont ma-giné de nombreuses applications à partir du réseau mis en place par FRANCE TELECOM, beaucoup d'ap-HANCE THE HOM, SEAUCCUP d'ap-plications du RNIS restent à definir. Le rôle des utilisateurs est essentiel dans cette tèche afin de coller au plus près aux besoins et d'exploder toutes les potentialités nouvelles. FRANCE TELECOM développe en ce sens une démanche de partenant me les condémarche de pertenariat avec les premiers cirents. Sept comitats de parte-narial sont déja signés, et plusieurs sont en préparation dont certains avec des entreprises bretonnes. Irois cents entreprises sur la ville de Permes et le département des l'Allert département des Côtes-du-Nord utili seront, en effet, le RNIS à la fin de l'an-née 1988. Elle seront suivies par environ mille abonnés parisiens.

La qualité et la l'abbité de la trans-mission, la rapidité du début, l'erractis-sement du dialogue entre l'utilisateur et le réseau, trouveront leur application dans les échanges de sons, de données informatiques, d'images et de texte. Le RNIS s'inscrit pour cela dans le prolongement de la révolution de la micro-informatique qui à permis de rapprocher l'ordinateur de l'utilisa-teur final et l'a transformé en un véntable outil personnel. Le PNIS donnera au parc micro-miormatique français une nouvelle dimension grâce à la ment local des dormées, s'ajou-

FRANCE TELECOM tera la possibilité d'accèder à toute la richesse d'information disponible sur les ban-ques de données et d'images distantes à partir d'un terminal intelligent. Les micro-ordinaleurs pourron eux-mêmes echanger leurs même fichier à partir de

La vanété des domaines d'application (téléac-tion, transfert d'images, n'a d'égal que l'étendue des secteurs presse, santé, immobilier, banques

L'intégration de la voixet des don-nées, aujourd'hui réalisée par certains autocommutateurs privés d'entrepnse, trouvers son prolongement dans le RNIS et prendra ainsi la véri-table dimension d'une communica-tion inter-entreprises. Le RNIS permettra également de satisfaire les desoins de communication interne de

FRANCE TELECOM confirme avec le FNIS la place qu'occupent, en Bretagne, les techniques de pointe nouveau développement des télécommunications du n'en est du'à ses

Après les Côtes-du-Nord et Rennes, le RNIS sera dissonable prochai-nement à Pans. En 1989, le RNIS sera disponible à Lule, Lyon, Marseille et sera étendu à la première couronne de Pans, et aux villes nouvelles de sa région, enfin à l'ensemble de la France en 1990. Concu à l'origine selon des normes internationales, le RNIS per-mettra, dès fin 1989, l'interconnexion avec les réseaux développés en Alle-magne Fédérale, en Grande-Brelagne et en Italie, et contribuera ansi à l'unif-cation européenne pour les tétécom-munications. Enfin, au-delà de 1995. munications, chin, et l'accourt de difficateurs seront concernés par le RNS, commenceront à apparaître des usages menceront à apparaître des pour la chentèle résidentielle.

# A RENNES DEPUIS 1974, HYCEL S.A., FABRICANT DE MATÉRIEL DE LABORATOIRE, SPÉCIALISÉ EN HÉMATOLOGIE



technopole rennaise, membre actif de RENNES ATALANTE, elle contribue activement aux Recherches du pole GÉNIE BIOMÉDICAL, en liaison étroite avec, notamment, le CHU et l'Université de Remes,\_

Partie prenante aux diverses manifestations locales, HYCEL est présente aux grandes expositions médicales nationales et internationales de Paris, Düsseldorf et Milan... Une nécessité pour cette société orientée vers les marchés internationaux et dont les activités à l'exportation repré-sentent 40 % de son chiffre d'affaires.

La création récente d'une Agence Hycel en Australie a contribué à l'étargissement de son réseau de distribution. Après l'Europe, l'Áfrique et le Moyen-Orient, HYCEL s'ouvre

Mais, de nos jours, être l'un des dix premiers mondiaux de l'instrumentation en Hématologie nécessite une adaptation rapide aux progrès technologiques. Des exigences aux-quelles HYCEL répond aisément grâce à un service Recherche et Développement de qualité qui lui permet un renou-vellement de produits tous les quatre, voire tous les trois

HYCEL S.A., tous les abouts en main et prête pour 1992.

**州(2)、SA、- 8月、53 - 35136 CMMTPE Francei・ 74. 99 53 66 66** [a **99**0 740 7 - 7 a M 74 34 34

No. of the last of The Same Page er, i - 1 i Sentrati 🖮 THE REST OF THE PERSON AND THE

THE ! NOW !

THE RIPLE STATE OF

Rent

technon

16 3 K/M/L

PERSONAL PROPERTY

orika i figeringa Kirapa kapada (kapada kapada k THE PARK SHOW 

an kulombart du **delmi** SHIP REPORT with the same 1011 FLEENBARD हेर्द्वाच्या १५५० - अक्टबु**ल्लास्ट क्र** 

Complete the second second transfer surrenger areas Play of the St. St. St. The state of the state of Ermann argentes 🐿 The survey Service Serves # THE DAY OF PERMINA WAS

to the property of the second Talland to bestern THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE THE REPORT OF THE PERSON. THE REPORT OF STREET STREET -THE PARTY OF THE PARTY OF State of the state the second second The state of the s

The second second The Section of Control The state of the s The same of the sa And the second s The state of the s 1 m par on mare & 100. the course was recommended The second second second

Mil. TE CORNY CHR ADER . A TOPEN

The last of the point strains and Palder Palder THE REAL PROPERTY. Control of the same Service Control of the Service of th The second second second second The state of the s the wat do of poses

The second A CORD OF CONTO Service of White See Street ir or theffer dum Petrone de The state of the state of

L'a SE LEGIS SOUTH MATEL E IS CODE ME STATE CATHOLOGIE

# cientifique pou ment économiq

MEL CABARET .

Mement-recherche 37 900 éturentine) a proa amovement comme secule, ion phoese de Che-Son sur membrane, a spettime d'auformation Parapac, la réseau cadificale SIRENE et de premier Sur le plan image в в менеросопупција

pass rágion en ploine day of set james defendet le Bretagne sait onter de nouveaux ces affaires étanges (
CCSTI et la régon la présenté une appoint le me recents emds i å faminagement coat à l'action régionale district que les zones districts que les zones districts de la constant de de la constant de la iema démocra-Blacket, on passant to Born, laissant de de la France.

at optique,

o cuvra au grand publica des entreprises et de la - of the region. de recherche, a circlé à ociatie, - Fergeu est cles ; valoriser Unis (4). Le CCSTI a ani une opération d'information M SECONDARY SAN CASAnouvelles technologe in Mine Dour achiever mternationale de Bris a ; Siovaquie. Enfin, 4 pages pende dens les nourefour de régors (Tage ins impartables. désormais leu chaque les

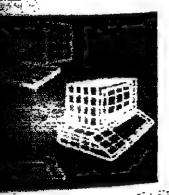
in wife a met dotte de promotion Provenset des dispessed industries : Australia ICOST distriction de la contraction de la contraction

(!) Sur l'IFREMER, 14 pointe occidentale è le Marze diplomatique, m 19 2) 9 septembre 1991 (3) You Farncie pieces בים בים בסניביוסקי grement du frança i lien

the public au

DE BRETAGNE **U** DU RNIS.

in to Bretagne, terre de tradition **et la place de la Régio** Son importance, rologies de la communica time certaine tradition.



Rennes-Atalante, technopole européenne

aujourd'hui très à la mode bien que d'acception un peu floue, évoque le plus souvent une fraction de territoire urbain réservé aux activités de haute technologie, il devrait nécessairement impliquer la notion d'ouvertura, régionale d'abord mais surtout internationale. On peut en effet constater que l'universalisme de la méthode et du discours scientifiques apparaît comme le digne successeur de l'internationalisme révolutionnaire dans l'histoire des l'operation e marca del France des régions 1 dec la cirection du frança de La cirection du frança de déclogies qui, depuis la tour de Rabel, ont voulu réunifier les forces actives de l'humanité.

entre rigina

plusieurs réalisanna i depuis 1987. Dans le

l'opération « Franças 20

Gene medicale at la

engagées à Renner Care a contribué à développe la

ration scientifique to equipes de racierda

L'opération : La Brance

Manie diplomanque para (4) Avec la missio 🙀

coerciation de comme

1. 1.2.5.2.5.6.6.6.2. 3. 1.2.5.2.5.6.6.6.2.

1 11年 15 16

et rennaisee,

Que ce soit dans le domaine des idées, ou dans celui plus concret des impératifs de l'économie, une rachnopole exige donc des relations internationales et, de ce fait, l'intégration à un maillage techno-logique ouvrant sur l'extérieur de la zone délimitée. Parce qu'ils comptent de manière croissante dans la planification de la recherchedéveloppement, deux niveaux de relations doivent être privilégiés : la région et l'Europe, avec un maillaga régional conçu comme sousensemble d'un réseau scienfifique

Au milieu du techno-réseau qui cherche à se construire en Bretsgne, la technopole Rennes-Atalante représents de toute évidence un élément majeur de

Le désenciavement

comme une tête de réseau techno-

logique dans l'Ovest atlantique

ouvert sur l'Europe ne peut se réali-

per ni par des discours incenta-

toires ni dans l'autopersussion du

succès escompté. Un certain nombre d'obstacles sont à vaincre, et.

parmi eux, trois principaux : les

nfrastructures de communication, la langue et l'éloignement du grand ava de dévaloppement européen. Les combats pour un plan routier breton et son difficile achèvement n'ont pas réglé tous les pro-

bièmes de désenciavement. L'autoroute nord-sud longeant la côte quest de l'Europe, incluent la tant attendue route des estuaires,

progresse à un train de sénateur. Le TGV-Atlantique ralentit au Mans et retrouve une pondération ances-

trale au-delà de Rennes ; de plus, son interconnexion pour un accès à Rolssy en deux heures eignifie la mort du grand projet d'aéroport

Rennes. C'est, pour le moins, un choix qui mérite discussion.

Si l'on considère les progrès

accomplia dans le désenciavement

de l'Opest depuis quelques années,

le bilan est appréciable : réseau de

deux fols deux voies, TGV, déve-loppement des liaisons aériennes

Internationales... ont eu raison du « désert breton ». Mais le bilan doit

être jugé à l'aune de l'Europe et

non en contemplant avec satisfac-

tion les premiers acquis. Il faut

regarder au-delà des frontières si l'on veut avoir des chances d'aper-

Le problème de la langue est un

vieux problème français. Si les Bri-

tanniques n'ont que peu de mérite

Européens du Nord le manient aisé-

ment. Tel n'est pas encore le cas des Français qui paient leur retard

par une moindre présence, ou une

d'incitation et de soutien financier. Le troisième obstacle possible à l'internationalisme technopolitain

Adjoint au maire de Rennes, auteur de la Fièvre des technopoles, Ten-Syros, Paris, 1988.

d'antennes de l'agence locale de

étrangères, et en particulier à

Bruxelles... sont des actions qui

relèvent de partenaires variés mais

D. DE CERTAINES \* par les géographes comme l'épine dorsale de l'Europe. Il laisse à présence moins active, sur la scène l'écart plusieurs régions françaises, scientifique internationale. Le coût dont celles de l'Ouest. Deux remaréconomique qui en résulte mériteques peuvent être faites : la première pour reppeler que les dis-tances ne se comptent plus comme rait d'être chiffré. Un récent minis-

tre de la recherche a même produit un arrêté visant à limiter le recours autrefois. Ce n'est plus le kiloméà l'anciais comme langue scientifitrage qui importe, mais l'existence de moyens rapides de transport que ; heureusement, de tels arrêtés des hommes - c'est le problème n'arrêtent pas grand-chosa | Au évoqué ci-dessus - et de leurs niveau modeste des collectivités produits de plus en plus immatélocales animatrices de technoels (réseaux, téléports, ZTA...). poles, la création de lycées bilin-Les perspectives en matière de ques, l'introduction de l'anglais télécommunications atténuent, dans le primaire, l'incitation à renvoire suppriment, amère-pays et dre obligatoires les stages longs à l'étranger dans les écoles d'ingéniques, l'aide à l'accueil d'universitaires non francophones, le déve-Aucune fatalité loppement des services internationaux (traductions, bre-La decolòma remarque est une invitation à survoler l'histoire écovets, exportations...), la création

suffisant pour faire admettre la sur lesquelles les collectivités locales peuvent avoir des rôles ferentité aux décideurs locsus. Il n'y a jamais eu de victoire économique dans la facilité. Les problèmes évoqués ci-dessus, plus

que des sources d'inquiétude, sont rennais est l'éloignement du grand des axes de mobilisation des élus axe de développement européen et acteurs économiques locaux, Le défi européen est là : mesurer l'obstacle, c'est commencer à le

nomique du monde pour y dénom-

sont développées et les riches

métropoles qui ont périclité. Il n'y a

pas de déterminisme historique

brer les zones condamns

à l'Université "LINIVERSITÉ et les établisse ments d'enseignement supérisur n'ont pes manqué de prêter un intérêt croissant à

tion européenne. L'université Rennes-l a ainsi créé un enseignement de droit communautaire permettant une approche globale de l'histoire de la construction suropéenne, des insti-tutions et des politiques communautaires, et des sources du droit. Depuis une quinzaine d'années, Rennes-l'est habilitée à délivrer us diplôme spécifique de droit com-munautaire (DEA).

l'enseignement et à la recherche,

Catte formation connaît sujourd'hui un grand succès. Plus de cent candidatures — en prove-nance de France et des autres. Etats membres — ont été dépo-sées en septembre 1988 pour les vingt-cinq à trente places disponibles. Diplôme en poche, plusieurs étudiants ont réussi le difficile concours des Communautés européennes. D'autres exercent leurs talents dans des cabinets ministériels et dans des collectivités territoriales qui ont pris la dimension

Ainei est né un réseau europée dont la ville de Rennes peut ellemême tirer grand profit pour se situer sur la scène internationale. L'institution prochaine d'un centre européen des normes techniques (dans le cadre de la technopole Rennes-Atalante) correspond à cette vocation. Fonctionnaires ou experts rennais de la Commission

des Communeutés européennes, universitaires du Centre de recherches auropéennes (associé au CNRS) et anciens étudiants chercheurs - aujourd'hui responsables d'une entreprise privée créatrice d'une banque de données - s'y conception, la fabrication et la produits dans le secteur agroalimentaire, compte tenu des normes d'harmonisation adoptées per la Communauté; ou, mieux encore, des propositions de normes proposées à la décision du Conseil par la Commission.

Le droit communautaire

A priori, la Communauté n'était pas compétents pour intervenir dans la secteur de l'enseignement supérieur et devait se cantonner dans is formation professionnelle au sens strict. Néanmoins, les insitutions ont pris acte de la nécessité d'adopter des mesures aportspriées pour favoriser le bon fonctionnement du Marché com mun. Les Douze ont alors décidé - à l'unanimité, sur la base de l'article 235 du traité de Rome, en complément de l'article 128, relatif à la formation professionnelle des programmes COMETT (1986) et ERASMUS (1987), Les universités et les établissements d'enselgnement supérieur rennais y participent activement (voir page 25 l'article de Denis Ruellan).

Professour de droit européen à miveraité de Rennes-L.

Les juristes du Centre de recherches européennes de Rennes ont saisi l'intérêt que pouvait présenter la nouvelle jurisprudence de la Cour de justice des Communautés. Aux termes de celle-ci, la formation englobe « l'enseignement supérieur dès lors qu'il prépare l'étudiant à une qualification pour une profes-sion métier ou emploi spécifique ou d'exercer ceux-ci (1) ». L'enseigneêtre exclu (2). Il en résulte qu'à l'avenir des programmes comme ERASMUS ou COMETT pourront. être adoptés par le Conseil à la majorité sur la seule base de l'article 128, et non plus à l'unanimité. grammes universitaires dont on

Si l'on ajoute la direction relative à un système général de reconnais-sance des diplômes d'enseignement supérieur sanctionnant des formations professionnelles d'une durée minimate de trois ans - à nmons de laquelle les Etats membres ont défini une position commune le 30 iuin 1988. - il est aisé de penser que la mobilité des étydiants.... et des professeurs n'en est qu'à ses débuts. Dans ce domaine aussi, la libre circulation des personnes contribuera à l'ins-tauration du grand marché.

(1) Arrêt de la Cour de justice des ommunautés européennes, 13 février (2) Arrêt de la CICE, 2 l'évrier 1988.

Dans l'Ouest, une pépinière de chercheurs pour les ressources culturales du monde.

# Ouest France témoigne...



Dans l'Ouest de la France un grand nombre de chercheurs en biotechnologie ou physiologie végétale œuvrent pour l'agriculture là,

où sur notre planète, il faut la sauvegarder ou la développer. Leur action permettra d'éviter les grands déséquilibres nuisibles à la liberté des peuples. Ouest-France témoigne... et n'oublie jamais de promouvoir leurs recherches.

Informer l'opinion publique c'est déjà créer un vaste mouvement d'adhésion à leurs travaux; voire même susciter de généreuses initiatives.

Les grands élans de solidarité ont besoin, pour être menés à bien, d'une large diffusion et d'une totale abnégation. Qu'il s'agisse d'aide humanitaire pour l'Ethiopie, le Pérou, ou de recherche scientifique pour sauver les oasis, Ouest-France agit et sensibilise l'opinion

Quest-France dépasse son rôle d'informateur pour devenir acteur sur la scène internationale.

"Pages ouvertes" sur le monde pour plus de 2 millions de lecteurs chaque jour.

# COMMENT UNE COMPAGNIE PÉTROLIÈRE PEUT AIDER

UN ETHIOPIEM?

On n'a pas de pétrole, mais on ... de la farine, qui pourrit dans les ports. Et le public s'insurge de voir bloquées certaines aides internationales par manque de moyens. Ethiopie, Soudan, Mozambique... L'avion est le mode de transport le plus sur, le plus rapide, le plus effi-cace... Et le plus onéreux. Une compagnie pétrolière peut donner un sacré coup de pouce dans l'organisation des secours ou les moyens de développe-ment. Les caméras de télévision ne seront pas toujours là, mais le bénéfice se chiffre dans l'esprit d'équipe d'un person-nel dynamisé et en milliers de

vie sauvées. SUR VOTRE MINITEL, TAPEZ 38.15 CODE MP. SECOURS CATHOLIQUE.

# LA SOLIDARITÉ AVEC LE PAYS DOGON

# Coopérer, mais avec qui?

recevoir aujourd'hui, un 22 septembre, jour de l'indépendance du Mali, quelle meilleure image de l'ambition qui nous anime et nous unit, Maliens et Rennais? > C'était il y a deux mois; sous les moulures de la grande salle des mariages, la Ville de Rennes accueillait une délégation de neuf Maliens de la région de Mopti, en visite pour une dizaine de jours à l'invitation des Rennais.

Coutumière, depuis 1977, de l'appui financier aux organisations non gouvernementales (ONG) et à leurs projets de développement, la municipalité socialiste de Rennes décida, en 1985, de faire de la coopération avec le tiers-monde l'une de ses priorités extérieures. A l'unanimité, le conseil municipal porta l'effort de solidarité de Rennes à un millième du budget de fonctionnement de la ville, soit 950 000 franca en 1987,

### Vitalité du tissu associatif

Soucieuse de s'associer aux initiatives simultanées des autorités départementales (conseil général), qui enternaient alors des relations avec la région de Mopti au Mali, Rennes opta pour un appui « préférentiel » au pays dogon (cercle de Bandiagara, à 30 kilomètres de Mopti). Célèbre — depuis que l'anthropologue Marcel Griaule le fit découvrir aux Français (1) pour son peuple de paysansguerriers, pour sa mythologie, pour ses villages enfouis dans la chaos des roches, mais aussi pour son grand dénuement, le plateau abrite quelque deux cent mille habitants - répartis en quatre cents viilaces. - soit une population équivalente en nombre à celle de

Souhaitée « populaire » et *e associative >*, la démarche de présention fut largement présen-

ordinateurs. Il permet l'accès aux banques de données et

le recours par les petites entreprises au télétraitement à

Transpec sert également de support aux nouveaux produits et services des Télécommunications : Vidéotex, Télétex,

Transpac poursuit son extension en développant de nou-

Télécopie, Terminaux Financiers, etc...

tée aux Rennais, et ceux-ci, solficités pour participer à l'effort finan-cier de leur ville, ont répondu. Les associations et ONG locales - nombreuses, en particulier le CRIDEV, le Réseau Solidarité, le CRED (2) - ont été « invitées à s'associer au contrôle des actions de coopération, (...) à dévalopper una conscience internationale à Rennes et à créer une véritable solidarité en faveur du dévaloppement économique, social et cultu-

La coopération entre Rennes et le pays dogon profite de la vitalité du tissu associatif, et la population rennaise a l'habitude des manifestations de solidarité : envers les Nicaraguayens, les Canaques, les paysans brésiliens ou les Noirs d'Afrique du Sud, par exemple. La première initiative, en 1985, pour le financement de douze puits autent que de quartiers rennais - a été bien suivie, certains secteurs de la ville intégrant totalement cette nouvelle dimension dans l'enimetion sociale et culturelie. Des liens ont été tissés entre établissements scolaires, des échanges réguliers de délégations ont lieu, on note même des initistives « sauvages », au risque de voir pervertir la belle « cohérence » dont se félicitent - à juste titre les élus municipaux.

été simples côté dogon. Première difficulté : identifier des partenaires maliens fiables. Le conseil général d'ille-et-Vilaine a opté pour un accord avec les autorités régionales de Mopti et maintient un couple de coopérants français sur place (3). Rennes a préféré rechercher des structures non étatiques pour établir et réaliser des programmes de développement salon les souhaits exprimés directement par la population dogon. Une gageure quand plusieurs milliers de kilomètres séparent ceux qui financent des opérateurs. « Pour nous,

Les choses n'ont pes toujours

la coopération ne se résume pas à un aimple transfert de ressources, emicue M. Michel Audroing, un bénévoie très actif du comité Rennes-pays dogon. Nous espérons aussi contribuer à l'élargissement de la vie démocratique en permettant à des gens de s'exprimer, de prendre des responsabi-

La Ville s'associa d'abord à FAMADE, une petite ONG malienne présente sur le plateau dogon depuis plusieurs années (4) et participe au financement de puits, à un programme sanitaire de lutte contre le ver de Guinée et à la réfection d'une piete détériorée per le rallye Paris-Dakar. En 1986, la Ville soutint la création d'une « bri-



GROUPE DE VILLAGEDIS MALIENS

lités et de se faire reconnaître loce-

Seconde difficulté : identifier des programmes de développement et les réaliser. A propos d'un pays aussi démuni que le Mali, il peut paraître provocateur de dire que les projets sérieux, utiles et pérennes sont peu commodes à repérer. C'est pourtant la réalité de la coopération décentralisée telle qu'on la vit à Rennes. M. Jean-Marc Pivot, président du CRIDEV, s'est rendu au pays dogon dans le cadre de la coopération. Il estime que « la Ville n'a pas été assez prévenue des risques à parachuter des une zone si peuvre. Elle a brûlé les gade hydrauliques constituée de puisatiers locaux et encadrée par un ingénieur de l'AMADE. Cette brigade a enterné un second programme de creusement d'une quinzaine de puits.

Mais, à partir de 1987, fort occupée par tous cas projets, l'organisation malienne montra ses limites. inexpérimentée et faiblement structurée, l'AMADE ne pouvait risquer de se disperser en muitipliant ses programmes dans le soul but d'absorber les foncis renneis. Problème : le conseil municipai votait chaque année des sommes dont la dépense était loin d'être assurée... au moins à court terme. En coopération, le temps est une donnée avec lequelle il faut composer. Ainsi, les douze puits décidés en 1985 n'ont été achavés qu'en 1988.

«Faute d'avoir pu trouver locslament une autre structure indépendanta représentative de la population, le Ville a été amenée à revoir se position et à travailler avec les autorités administratives du Cercle de Bandiagara ». constate M. Jeen-Marc Pivot. Ce qui risquait de compromettre le balle ambition rennaise de donner la préférence à l'initiative et à le

gestion populaires, Est-ce un échec ? Non, car intensité des relations a débouché sur un compromis avec la mise en place, en 1988, d'un Comité de coopération à Bandiagara. Celui-ci regroupe des représentants de l'administration et des instances politiques, il compte aussi des personnalités locales impliquées dans développement de leur région, comme M. Djibril Barry, directeur d'ácole et président du comité : « Nous avons la charge de l'identification et du suivi de la réalisation des projets, mais pas de la gastion des fonds, qui reste l'attribution de Rennes, explique-t-il. Cette forme de coopération nous convient, cer elle fait l'économie des lourdeurs administratives, elle prend misux en compte les désirs des populations et les attaint plus directe-

### Rénover le système d'addection d'em

Le demier seiner des Maliens à Rennes a fact avancer de nombraux dossiers, en particulier calui de la remise en fonctionnement du systême d'adduction d'eau potable de Bandiegara, en panne depuis longtemps. Ce projet répond aux souhaits des douze mille habitants de la ville, qui, en saison eèche, ne disposent que de six ou sept puits. Salon les Maliens, l'eau est « une

priorité absolue cer il faut pouvoir d'abord four les populations tou-chées par les aéchersses chroniques » avant d'envisager des actions de développement [5]. L'équipement de la bibliothèque de Sandiagars et la formation de personnel sont aussi engagés, an col-jaboration avec le conseil générat d'Me-et-Vilaine.

Le difficulté à identifier des pertenaires n'est pas spécifique à Rennes, Les très nombreuses municipalités françaises qui se sont engagées cas demières années ians des relations de coopération décentralisée ~ de ville à ville ~ conneissent les mêmes problèmes (6). Rennés place la barre très haut en souheitent « cooiner » à part embère le coopération avec son partenaire, su naque de voir décues ses plus nobles ambitions, « If nous faut maintenant apprendre à nous connaître et à trava ensemble », conclut M. Michel Audroing.

### DEMIS RUELLAN.

A STATE OF THE RESERVE OF THE RESERV

de sa crime. La

nertenan Giore was ben b

inter un ter at fiere aufemann

i gjaski ost 🗥

isser der frautauf bille 🖺

(slutte år domate 🛔 🎀 🖯

(1) Marcet Griesie, Dies d'ets. Fayard, Paris, 1966.

(2) CRIDEV : Centre resnais d'information pour le développement et le libération des pauples. CRED : Cen-tre de rencoutres et d'échanges pour le développement.

(3) La contribution annuelle du conseil général et des communes du département associées à l'opération « l'ilo-et-Vilaine - Mopti » s'élève à 500 000 francs. Elle linence des puits

(4) L'Association malienne pour le développement (AMADE) est asso-ciée à l'ONG française CIMADE.

(5) Le plan hydraulique malien prévoix mille paits sur le plateau dogou, dont sept conts sont à creuser.

(6) Il s'agit généralement de villes petites ou moyennes. Avec Lille, Rennes est une des rares grandes villes engagées dans une coopération décen-tralisée autonome.



Siège social : Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue d 75755 Paris Cédex 15 - Téléphone : (1) 45 38 52 11

et de Remere : Ronnes-Assistate, B.P. 80.

Téléphone : 99 28 30 30

**TRANSPAC** 

# INTERNATIONAL TRADE DEVELOPMENT WITH **BRITTANY**\*



RES... CHERCHE PARTENAIRES... CHE

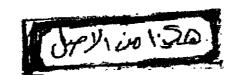
Pour accélérer l'internationalisation de son économie, la Région de BRETAGNÉ s'est dotée d'un outil : la MIRCEB.

Elle CHERCHE à travers le monde des PARTENAIRES dans divers domaines où les compétences de la BRETAGNE sont grandes: agricole, agro-alimentaire, électronique, télécom, pêche, habillement, etc...

MIRCEB\*

Mission Régionale de Coordination du Commerce Extérieur Breton

1, rue Général-Cultiquidat - 35044 RENNES Cedex - 161.99.38.97.97 - 7616copie 99.38.86.75 - 161ex 730020



### svec isquelle à faut Attent has double purts & a'on été achevés Final pu trouver loca-

secritoritativo de la & Ville e été amende à ention et à travailler legisle administratives de Sandiagara », A. Jam-Marc Prot. Co de compromettre la ATO FERNAISE de Conner DE la l'infostive et à la

wa échec ? Non, car debaché sistement à débouché AS BUYER TO THESE OF Tana, d'un Cometé de E Bandisgara Celling rides représentants de et des matances apte ausa des permiles employées dans neigh such als an Store Berry, Gractour ent du comste : the charge de l'identifi le habri de la réalissico male pae de la gestion Paul reste l'attribution de e-t-4. Cette forme M ADOM COMMENT, CAT emie des lourdeurs it will prend mous the diams dus popula-

the account piece directs-

Moni de nombreux PROPERT COLUMN TO 13 وي مينه: تحر عدد 😘 🗷 🛳 the deputs andin missand star soum mille hebitanta de and amount section, no made du sept purts. L'Emile Will e L'es

MATIONAL

**EVELOPMENT** 

tenares n'est par ser Rennes. Les très ser endadees cer paris connaissent les biemes (6). Rems to tres haut en souly son partenaire, au mon décues ses plus notes la e il nous faut manage dre a nous containe a ensemble J, cords 1

(1) Marcel Griede, in Fayard, Paris, 1964, in

(2) CRIDEV: Com
d'information pour kérang
la libération des pesse de tre de rencontre e le développement. (3) La considera

conseil fénéral et de me departement associés à la « Ille-et-Valaire - Nopis de 800 000 frants Ele ima (4) L'Associate sing

151 Le pian hydrater

(c) Il s'agit giobaicea हारीम्ब्री कृष्ट कर स्थानम् १९२७च व्या तक वृत्र प्राचीक

# LE PÉTROLE SOUS L'EMPIRE DU MARCHE

Sur un marché de plus en plus émietté, où la liste des producteurs ne cesse de s'allonger, des milliers d'opérateurs privés, amplifiant la moindre rumeur, jouent sur le pétrole comme ils le feralent sur n'importe quel produit financier (voir ci-dessous l'article de l'ierre

A nouveau, comme en 1986, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se désagrège; la guerre des prix bat son plein ; les cours du baril s'effri-tent, froiant les douze doilars. La période de stabilisation – autour de dix-huit dollars – n'aura duré que dixbuit mois et l'on est retombé, en valeur réelle, an dessous du niveau de 1973, sans pour autant que l'Occident sorte de su crise. Le rapport entre l'offre et la demande est bien plus favorable qu'en 1986 mais la main invisible » censée réguler les fluctuations se a main invisione à ceasee reguler les fractions se révèle inopérante. Alors que les pays consommateurs out su mettre au point des stratégies défensives — baisse de la consommation, développement des énergies de substitution... (lire l'article de Michael G. Renner, page 32) — les producteurs, membres ou non de l'OPEP (voir la carte page 32), demeurent désespérément divisés sur les politiques à court terme et au-delà.

Déchirements d'autant plus tragiques que nombre de ces Etats dépendent, pour sortir du sous-développement, de leurs exportations d'or noir : pour l'OPEP, celles-ci ont chuté, entre 1980 et 1987, de 287 milliards de dollars à 95 milliards de dollars. Ce tarissement des ressources financières a un terrible coût

humain: hier, coup d'Etat au Nigéria; aujourd'hui, san glantes émeutes en Algérie (voir pages 12 et 13); demain, d'autres soubremuts risquent d'ébranier les pays endettés que sont le Mexique ou l'Indonésie. Le rêve d'un marché des matières premières où les producteurs du tiers-monde contrôleraient la formation des prix, incarné par l'OPEP à partir de 1973, s'est écroulé.

La ruineuse guerre irano-irakienne - qui a tout de même enrichi nombre de marchands de canons et amélioré la balance commerciale de plusieurs pays occidentaux ou socialistes - a accéléré les mutations. Aujourd'hul, le gouvernement bassiste de Bagdad a acquis une place politique et militaire nouvelle qui n'est pas sans inquiéter ses voisins, et il a contribué, en multipliant la création d'oléoducs, à faire perdre au détroit d'Ormuz le statut de « veine jugulaire de l'Occident » (lire l'article de Pierre Terzinn, page 30). La République islamique de Tébéran mise sur la reconstruction et muitiplie les ouvertures vers l'Ouest. Les deux capitales cesseront-elles leurs surenchères et limiteront-elles leur production afin de stabiliser les cours? Une question cruciale, car, malgré un recul relatif, la région du Golfe demeure, en particulier grâce à ses réserves, le centre de gravité de l'industrie du pétrole, de cette « huile de pierre » qui, pour des décennies encore, sera la source dominante d'énergie mondiale.

ALAIN GRESH.



FARRIQUE DE MILLIARDAIRES

# Coûteuses mutations

PIERRE TERZIAN .

OUS not veux se recompose le tissu de l'industrie pétrolière mondiale. Les structures qui se mettent en place ont peut de points communs avec celles qui ont dominé les amées 1970-1985. Des dépendances inédites se créent, de nouvelles interdépendances apparaissent, les grilles de lecture des rapports de forces en présence sont boulever-

dée en premier lieu sur uns conviction universellement partagée par les divers acteurs sur le marché : les hydrocarbures resteront, pendant encore de nombreuses années, la source dominante d'énergie. Alors que, dans les années 70, dominées par l'obsession d'une raréfaction des ressources, les principales compagnies cherchaient à tout prix la « diversification » — la divestiture » , comme on dissit, néologisme créé par la coalescence des mots diversification et investissement, - on assiste aujourd'hui à la liquidation par ces mêmes groupes des actifs non pétroliers et à de nouveaux investissements dans ce qui constitue la base de l'industrie des hydrocarbures :

Cette évolution schizophrénique, faite de brusques passages du plus som-bre pessimisme à l'optimisme le plus béat, reste l'une des caractéristiques de ce qui est encore, malgré l'effondrement des prix pétroliers, la première industrie mondiale, tant par sa taille que par son importance stratégique. Une percée technologique dans le domaine des transports - avec la découverte de carburants « révolutionnaires » - peut certes anéantir du jour au lendemain bien des espoirs ; mais les décideurs se conduisent comme si une

Directeur de *Pétrostretégies*, hebdomis-daire spécialisé dans les questions d'énergie au Proche-Orient et en Afrique.

HE HE VIEW PARE ON PARE THE PARENTE OF THE PARENTE OF THE PARENT OF THE PARENTE O

telle rupture n'était pas possible, au mieux, avant 2025 ou 2030.

Le principal changement de perspective concerne l'offre mondiale, Hier, on imaginait que, dès les années 90, celle-ci scrait dominée par quelques grands producteurs du Golfe et que, des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrele (OPEP), il ne resterait plus que cinq ou six exporta-teurs significatifs.

Les fusions et les offres publiques d'achat (OPA) réalisées au début des années 80 a des coûts défiant l'imagination laissaient aussi présager une concentration équivalente des compa-

Certains révaient même à un condominium mondial dominé par quelques sociétés géantes alliées à cinq ou six exportateurs du Golfe.

Ces prévisions se sont écroulées sous le coup d'une double poussée. D'un côté le demande s'effondrait à la suite de l'augmentation des prix due au deuxième chois pétrolier de 1979-1981, des économies d'énergie et de la montée en puissance du nucléaire; de l'autre l'offre se gonflait par l'arrivée sur le marché d'une multitude de nouveaux producteurs-exportateurs dont le sous-sol avait été laborieusement foré dès le premier choc pétrolier de 1973-

La révolution iranienne, catalyseur du denxième choc pétrolier, a décuplé l'effet du cycle d'exploration lancé cinq ou six ans auparavant dans les pays non-membres de l'OPEP, et couramment désignés sons l'abréviation NOPEP. Un changement que nul n'avait su prévoir, pas même l'OPEP qui a financé, dès 1974-1975, directement ou par l'intermédiaire de la Banque mondiale, des activités d'explora-tion dans le tiers-monde pour aider les pays les plus défavorisés et pour pallier une pénurie dont elle était, elle auxi,

1986 devait, dans l'esprit des architectes de la « guerre des prix » - le ministre secudien du pétrole M. Ahmed Zaki Yamani et son homologue kowettien M. Ali Khalifa Al Sabah - corriger les dérapages survenus à la suite de la révolution iranienne et l'envolée des cours 🖚 40 doilars le baril en 1980-1981 contre 2,5 dollars en janvier 1973 et 11,5 dollars en janvier 1974. Mais l'affondre ment ainsi suscité des prix - 14 à 15 dollars le baril en moyenne en 1986 avec des minima à 8 dollars — a stabi-

lisé la demande, il no l'a pas relancée. Tombée à 44,7 % de la consommation d'énergie primaire de la Communauté économique européenne (CEE) en 1985 — contre 55 % en 1979 — la part du pétrole s'est maintenus à remontée à 45,6 % en 1986. La stagnation du nucléaire et la demande additionnelle d'énergie devraient plutôt profiter au gaz et au charbon qui rêve d'une revanche au tournant du siècle.

Le deuxième objectif de la e guerre des prix » de 1986 - rendre prohibitive ou même difficile l'entrée du club pétrolier aux nouveaux postulants, et arrêter le développement de gisements - coliteux - comme ceux de la mer du Nord ou de l'Alaska - n'a pas non plus été atteint. Car si la chute des prix a affecté les coûts moyens de production les plus élevés, les coûts marginaux (1), eux, sont restés stables. moyens et marginaux se confondaient à un niveau dépassant 18 dollars le baril les Stripper wells américains.

# Un « plancher politique »

○ E semi-échec de la « guerre des prix » s'explique aussi par des facteurs politiques. Même s'il l'avait voulu, le gouvernement de Ryad ne pouvait précipiter les cours en decà d'un certain seull sans déclencher des pressions politiques, internes et externes, insoutenables pour le royaume. Empiriquement, ce prix plancher politique se situe autour de 14 dol-

Entre le « plafond économique » crevé malgré elle par l'OPEP en 1979-1981 et le « plancher politique » respecté par les Saoudiens - contre l'avis des Kowertiens, - ce prix de 14 dollars permet une large pénétration de l'industrie par les nouveaux postulants détenteurs de capitaux. Et, en son sein, une profonde restructuration au profit des détenteurs des plus gros cash-flows et au détriment de ceux qui se sont fourvoyés dans des achats au prix fort au début des années 80. Les coûts moyens d'acquisition d'un baril de réserves prouvées (6 dollars environ), de production (inférieur à 4 dollars) de découverte d'un baril de brut (6 à 7 dollars) sont bien inférieurs au « prix plancher politique ».

Après avoir essuyé quelques ardoises en 1986 et avoir fait preuve d'une pru-dence extrême en 1987, les banques financent à nouveau les projets pétroliers « sérieux ». Et certaines d'entre elles n'hésitent plus à entrer directement dans le capital de sociétés de négoce international du pétrole, un secteur à risques s'il en est. Les temps ont changé : le pétrole est à nouveau por-teur d'avenir.

Mais oot avenir signific aussi l'émiettement des producteurs. En 1974, en dehors de l'OPEP, cinq pays seulement exportaient plus de 100 000 barils par jour (b/j) (2), et, avec un total de 4 millions de b/j, n'assuraient que 12 % des exportations mondiales. En 1987, seize pays non-membres de l'OPEP. désignés sous le sigle NOPEP, avaient dépassé ce seuil, produisaient 10 millions de b/j et assuraient 45 % des exportations. En 1990, ces NOPEP seront au moins dix-huit et, si aucune entente ne se réalise avec l'OPEP, leur production frôlera les 20 millions de b/j. Pour les pays membres de l'OPEP, l'évolution est inverse : entre 1974 et 1987, les exportations ont chuté de 27 millions de b/j à 13 millions et la

SALAN

MET PAR LA THERE

© Dargaud Editeur - 1972 - Goscimy et Morris.

LE SENAMES PROPERTY

LA MENASE, BASSA GLURT

STEMPARE DE LA PRINCIPIE TOTALITH DOOR PAITS DE production est passée de 31 millions de b/j à 17,7 millions (les prévisions les plus optimistes pour 1990 ne dépassent pas 20 millions de b/j). Alors que le ciub des exportateurs

s'élargit, le gâteau à partager se réduit : les exportations mondiales de pétrole atteindront, au mieux de 28 à 29 millions de b/j en 1990 contre 31 millions en 1974. Malgré l'échec en avril dernier à Vienne de la première rencontre « historique » qui avait réuni membres et non-membres de l'OPEP. une entente devient maintenant incluc-

Cette perspective inquiète les dirieants sacudions, car elle signifie, à terme, une dilution de leur pouvoir pétrolier dans un cadre élargi qui comptera des « poids lourds » tels que l'Egypte et le Mexique. Mais ils devront s'y résoudre : leurs contraintes financières sont plus dures qu'on ne l'imagine et ils ont besoin d'un rafferment, au moins modéré, des prix.

(Lire la suite page 30.)

(1) Colits marginaux : coût de la dernière

(2) 100 000 b/j pendant wh an = 5 mil-

# Lire pages suivantes

PAGES 30 et 31 | Column mutations, suite de l'article de Pierre Terzian : La lente marginalisation du détroit d'Ormuz, par P.T.; Union soviétique : un rôle subsidiaire pour le premier producteur, par Catherine Mercier; Gabon: les illusions perdues,

 PAGE 32 : Une longue guerre contre l'OPEP, per Michael G. Ren

# DÉCORATION

RÉNOVER VOTRE APPARTEMENT A PARIS ?

> Conseils, réalisation des travaux, tous corps d'état. qualité, délais.

ARCHI-DÉCOR (I) 47-63-47-12



· A L CAMBEE DES DERENCES : ( · Locky Luke · ) marified, les miles agalities mais seus d'entres seus

lion du Commerce Edérieu Bred - 18 99 18 97 97 - | Mark copie 99.38 86.75 - 188 18

enation de son économie.

PARTENAIRES dons BRETAGNE

con dimentare, électronique.

ent, etc.

reduction d'un outil. la MIRCER

# Coûteuses mutations

(Suite de la page 29.)

Des choix politiques s'imposent aussi à Ryad; comment vouloir forger une alliance stratégique avec Le Caire tout en continuant à refuser une entente entre membres et non-membres de l'OPEP dans laquelle l'Egypte a investi beaucoup de son presuge.

Mais, si elle est nécessaire, cette NAIR, at the est necessaire, cette entente ne sera pas facile. Sept NOPEP ont accepté de coopérer avec les treize membres du « cartel », mais comment gérer à vingt un surplus de capacité de production qui dépasse les 19 millions de b/j? L'équilibre, s'il est trouvé, sera donc bien fragile.

Certains pays cherchent une solution à leurs difficultés en prenant pied dans le raffinage (voir le graphique cidessous) et la distribution des pays consommateurs-importateurs. Leur principal souci est de s'assurer des débouchés stables. Les plus avancés dans ce domaine sont le Kowell, l'Arabie saoudite, le Venezuela et la Libye; Abou-Dhabi, l'Iran et l'Irak détiennent des participations moins importantes tandis que le Nigeria pose candidature.

Le volume de pétrole OPEP exporté par cette « voie intégrée » ne dépasse pas un million de b/j, et, en l'état actuel des projets et des négociations, il ne devrait pas dépasser les trois millions. Ainsi, compte tenu de la progression de la production, la part du brut intégré dans les exportations de l'OPEP devrait stagner à 20 % dans les prochaines années

Mais cette quantité viendra s'ajouter aux 20 % déjà exportés sous forme de produits raffinés. La nature même des ventes de l'OPEP évolue vers un plus grand émiettement : 20 % de produits raffinés, 20 % de brut « intégré », 60 % sculement de brut exporté, dont 15 % à 25 % enlevés directement par des

### Sous influence américaine

DISPERSION des producteurs, mais aussi émiettement des mécanismes de formation des prix depuis que l'OPEP a abdiqué son rôle dans ce domaine. Le marché est redevenu maître et les cours se déterminent sur les marchés spot (3) en référence au prix du Brent (mer du Nord) et surtout au marché à terme de New-York, le New-York Mercantile Exchange (NYMEX), dont l'ascension a été suigurante. Entre 1984, année du décollage, et 1987, le nombre de contrats conclus sur la NYMEX (un contrat correspond à 1 000 barils) a doublé chaque année, passant de 1,8 million à 14,6 millions. Quotidiennement, le volume échangé sur le NYMEX s'est accru de 5 millions de b/j en 1984 à 40 millions de b/j en 1987.

Mais 1 % seulement de ce volume correspond à des barils réels. Pour l'essentiel, le NYMEX est un marché financier, où les opérateurs effectuent des « arbitrages », se couvrent contre le risque, spéculent, etc. C'est donc un marché extrêmement volatile où la moindre rumeur peut déclencher des variations de prix de plusieurs dizaines de cents, voire d'un où deux dollars par dans son rôle de formateur des prix par des milliers d'agents dont la plupart jouent sur le pétrole comme ils spèculent sur tout autre instrument financier ou de placement.

Ainsi, au moment où les Etats-Unis deviennent fortement dépendants de leurs importations pétrolières - 40 % de leurs besoins - leur rôle dans la formation des prix se renforce, par NYMEX interposé. Car ce marché, malgré son caractère international, est influencé principalement par les opérateurs américains.

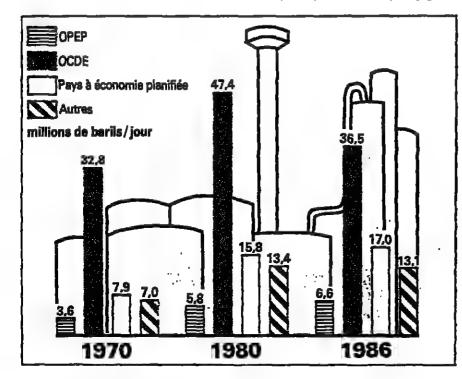
Le poids pétrolier des Etats-Unis augmente également grâce à l'orientation nouvelle adoptée par leurs compagnies. Celles-ci, tout en maintenant et développant leurs avoirs américains mais le potentiel de réserve s'épuise s'internationalisent en investissant massivement dans l'exploration à l'étranger. Si elles veulent rester à l'avenir d'importants producteurs d'or noir, les sociétés d'outre-Atlantique qui ne l'ont pas encore fait devront étendre le champ de leurs explorations au reste

Plus émiettée, plus internationale mais aussi plus américaine : ainsi se dessine l'industrie pétrolière du pro-

PIERRE TERZIAN.

(3) C'est un marché au jour le jour, où les contrats portent sur une cargaison à prix fine pour livraison immédiate. Lorsqu'en parie du marché spot en général, c'est de l'ensemble des transactions au comptant qu'il s'agit.

# LA REDISTRIBUTION DES CAPACITÉS DE RAFFINAGE



# **EN FRANCE AUSSI**

# Aventure inutile ou dernière chance?

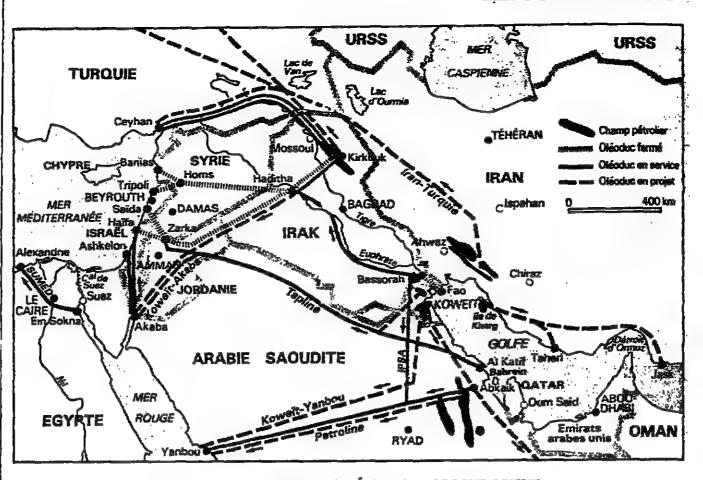
OUR une consommation d'un peu moins de 80 millions de tonnes chaque année, la production du brut en France a atteint en 1987 son plus haut niveau, 3,2 millions de tonnes, dépassant celui de 1965 et l'apogée de Parente avec 2,95 millions de tonnes). Cela représente déjà une économie d'environ 3 milliards de francs pour le poste « importations », et avec 4 % de la consommation plus qu'une espérance. Avec une couverture des besoins en hydrocarbures de 40 %, le déficit et le poids de cette « facture » seraient simplement un mauvais souvenir... Est-il possible de multiplier par dix les résultats actuels ?

En 1988, les investissements pétroliers représentant un montant de 2,2 milliards de francs, soit 6 % de plus qu'en 1987. Une cinquentaine de sondages sont prévus, en majorité dans le Bassin parisien, aux abords de Paris et même intra-muros. Est-ce pour vérifier cette opinion de spécialistes, principalement américains, selon laquelle « un cube de roches du Bassin parisien d'un kilomètre de côté contient 7 millions de tonnes de pétrole ». (Revue Pétrole-Progrès nº 139) ? Certes la profondeur de cet hotizon n'est pas précisée, mais le succès du périmètre de Chaunoy par exemple nous donne une indication : 2.400 mètres

Il y a trente ans, ceux qui affirmaient que le Royaume-Uni serait un jour d'abord autosuffisant, puis exportateur de pétrole, passaient pour des utopis tel Conrad Killan dans les années 40 pour les gisements d'Afrique du Nord...

> PIERRE PADOVANIL ancien membre de section du Conseil économique et social.

# La lente pargina



VOIES D'ACHEMINEMENT DU PÉTROLE AU PROCHE-ORIENT Une diversification des débouchés maritimes

l'entrée du Golfe, le détroit d'Ormuz offrait, il n'y a quelques mois encore le spectacle d'un extraordinaire paradoxe. Il abritait la plus forte concentration de flottes de guerre de son histoire alors que son importance pétrolière, prétexte invoqué de ces branle-bas militaires, n'a jamais été aussi réduite. L'opinion publique reste marquée par des images datant de 1973, quand ce bras de mer était le pessage obligé de 60 % des exportations pétrolières mondiales; depuis 1984 pourtant, cette part oscille autour

Ce n'est pas le seul paradoxe. Tous les dirigeants américains, de MM. Nixon et Kissinger en 1973-1974 à M. Reagan aujourd'hui, ont qualifié ce détroit de « vital ». Et pourtant, parmi les pays industrialisés importateurs de pétrole, les Etats-Unis sont de loin celui qui dépend le moins des achats dans cette région.

Ce bras de mer avait acquis, au début des années 70, une place exceptionnelle. Son importance même a provoqué son déclin : les principaux acteurs ont décidé de se rendre moins dépendants de cet étroit goulot qui pouvait être bloqué à tout moment.

Dès 1974, les Irakiens entreprenaient la construction d'un oléoduc reliant les gisements de la région de Kirkouk au port turc de Ceyhan en Méditerranée.Ce projet avait alors soulevé de nombreuses critiques : « entorse

à la solidarité arabe » - ne visait-il pas à se passer de l'oléoduc transsyrien? - ; gachis économique - le terminal de Fao ne suffisait-il pas à l'évacuation de tout le pétrole irakien vers le Golfe? Pourtant, en cherchant à se prémunir contre un éventuel blocage de Fao - son talon d'Achille - et contre une dépendance trop grande à l'égard du régime rival de Damas, les dirigeants de Bagdad avaient vu juste et loin. La guerre irako-iranienne a provoqué le blocus de Fao en 1980, sa chute en 1985 - avant sa reconquête en 1988 – et la fermeture de la . syrienne en 1982.

Cette expérience a poussé le gouvernement de M. Saddam Hussein à mul-

tiplier les voies d'évacuation de l'or noir. La capacité de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan a été doublée : de 700 000 barils par jour (b/j) en 1977 - année de sa mise en service - à 1,5 million de b/j à la mi-1987. Entretemps, Bagdad a construit un oléoduc de 500 000 b/j reliant les gisements de la zone de Basrah à l'oléoduc saoudien (Pétroline) qui débouche sur la mer Rouge à Yanbou. Dans un an, la capecité de cette canalisation, dénommée IPSA, sera portée à 1,65 million de b/j. En 1995, si tous les projets en discuscapacité d'exportation hors Golfe de l'Irak dépassera les 5 millions de b/j, alors que la production avant guerre n'atteignait pes 3 millions de b/j.

Tre to gard a 10 miles

A STATE OF THE PROPERTY OF

The section 1988

Same whomas I Present

Charles We a surple. In gar

Annual State of the State of th

nouvelle

The state of the state of the Contract of the

STATE OF COMMENTS AND

And Deposit to Changes and the Changes and the Changes I accompanies \$ 1

Gund to a

CO de constituent

Section acres seems

SECTION IN THE SECTION IN

850 000 Brief. In Or

Programme of the capital statement and

Service of authorities from the

COICE OF DON BE

DEAS & sail bornerage &

Sales Distances de

to et politique de et 354 Fig. 155

South States at the state of

Over de légalitration aus

105 per 1 miletan de (10)

Contract of the Contract of th

Perchasi no minios del mi

en adopte depois ( supplied

ridepardance and me-4

OC BELLEVISION DANS WE

STATE STATE OF THE STATE OF

300

The street le mag

# Comme si la guerre devait durer cent ans...

ET c'est le troisième paradoxe du Golfe. Pendant les deraières années des combats, Téhéran affirmait qu'il continuerait la guerre ceut aus s'îl le fallait, et Bagdad, assagi par ses échecs, appelait à un cessez-le-feu immédiat. Pourtant, sur le plan pétrolier, l'Irak agissait comme si le biocus de Fao devait s'éterniser, alors que l'Iran restait dépendant d'un seul port, Vuinérable aux attaques ennemies : Kharg.

Les raids aériens menés, à partir de 1984, par l'aviation irakienne contre ce terminal out fini par convaincre la République islamique d'aménager à son tour de nouvelles voies d'évacustion. Téhéran construit actuellement un oléoduc de 500 000 b/j vers Bandar-

Tahéri, à mi-chemin entre Kharg et Sirri, qui pourrait être prolongé jusqu'au détroit d'Ormuz et dont la capacité pourrait être doublée. L'Iran discute aussi la création d'une autre voie vers le port d'Iskenderoun en Turquie.

Mais c'est l'Arabie saoudite qui a, la première dans le Golfe, emboîté le pas aux Irakiens. Elle a construit une canalisation est-ouest qui peut évacuer plus de 3 millions de b/j - 4,8 millions au début des années 90 - vers la mer Rouge, alors que la production reste entièrement concentrée sur la rive quest du Golfe. C'est la fameuse Petroline inaugurée en 1982 et qui débouche Yanbou (voir la carte ci-dessus).

# UNION SOVIÉTIQUE

torze en 1984.

# Un rôle subsidiaire pour le premier producteur

CATHERINE MERCIER \* OUR la première fois depuis 1945, le production pétrolière de l'URSS a baissé en 1984 et 1985, stoppant ainsi une progression spectaculaire, de 160 millions de tonnes en 1960 à 616 millions en 1983. Malgré la remontée de 1987 624 millions de tonnes, – cette chute ne peut être considérée comme un accident de parcours. C'est en fait le résultat logique d'une politique engagée au début des années 70 : la priorité accordée aux forages d'exploitation au détriment de la prospection. Les réserves qui représentaient vingt-cinq ans de production en 1970 n'en représentaient plus que seize en 1977 et qua-

Premier producteur mondial de pétrole depuis 1974 - et de gaz naturel depuis 1983, - l'URSS connaît des difficultés inédites. Les nouveaux gisements sont situés de plus en plus loin à l'est de l'Oural, alors que l'énergie est consommée à l'ouest. Aux coûts de transport élevés, s'ajoutent les frais de production et d'investissement de plus en plus lourds, en raison de contraintes géologiques (profondeur des gisements), climatiques (complexité du forage en sol gelé), tachnologiques (perts de pression, infiltration d'eau). Ce secteur a aussi été particulièrement mai géré, et les autorités ont destitué le ministre responsa-

Ces problèmes sont d'autant plus préoccupants que les hydrocarbures représentent, en 1987, 80 % des rentrées en devises de l'Etat (contre 43 % en 1975), dont environ 60 % pour les seules ventes d'or noir. L'URSS partage ses exportations entire deux marchés : les pays socialistes du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), principalement ceux d'Europe ; les pays à économie de marché, industrialisés ou en voie de développement.

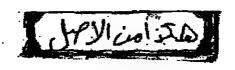
• Chercheur an Centre d'économie internationale des pays socia-

Entre 1975 et 1981, Moscou accroît fortement ses recettes pétrolières en devises fortes tout en garantissant l'approvision-nement de ses partenaires du CAEM. En 1982 toutefois, l'URSS choisit de faire porter sur l'Europe de l'Est les effets de la décélération de sa production en réduisant de 10 % ses livraisons — elles sa réduiront, entre 1981 et 1986, de 79,5 millions de tonnes à 67 millions, mais repasseront en 1987 à 78 millions. Malgré ces restrictions, les exportations en direction de l'Organi-sation de coopération et de développement économiques (OCDE) chutent, antre 1984 et 1985, de 81,2 millions de tonnes de pétrole à 67,5 millions. Si elles remontent à 83,9 millions de tonnes en 1987, les recettes en devises demeurent, en raison de la baisse du prix du baril, intérieures aux prévisions : 17,2 milliards de dollars en 1984, 8,8 milliards en 1986, 11,7 milliards en 1987. Résulats d'autant plus inquiétants que. les prix sont calculés en dollars dévalués par rapport aux monnaies européennes qui servent à payer l'essentiel des importa-

En 1987, les quantités de brut exportées n'ont pas retrouvé. le niveau de 1984 malgré la stratégie de réexportation adoptée par Moscou. La baisse des cours a en effet incité ses partenaires dans le monde arabe (notamment l'irak, la Syrie, le Libye et l'Algérie) à payer leurs achats d'équipements et d'armes en pétrole. Ces quantités représenteraient aujourd'hui 25 % des ventes d'or noir aux pays occidentaux.

Ce comportement paraît en contradiction avec les engage ments de Moscou, fin 1986, de réduire ses exportations de 10 % pour soutenir les efforts de l'OPEP en vue de rééquilibrer le marché. Mais tant que l'URSS n'aura pas trouvé d'autres sources de devises, ses déclarations de principe seront démenties par les faits. Toutefois Moscou, qui est un fournisseur merginal des pays occidentaux (6 % de leurs achata), ne joue aucun rôle dans le définition des prix du marché et son comportement sur le marché spot demeure prudent, afin de ne pes faire beisset

Dans les années qui viennent, la stratégie de Moscou restera. sans doute inchangée : orienter en priorité ses ventes vers les pays de l'OCDE afin d'obtenir, en échange, la technologie nécessaire à la modernisation de l'économia.



# La len marginalisation du détroit d'Ormuz

tankers » et la montée des pressions ira-niennes durant l'année 1987 ont aussi convaincu les Kowettiens de faire de même. Des études d'ingénierie sont actuellement menées pour un projet d'oléoduc Kowen-Yanbou, d'une capacité de 500 000 b/j à 1 million de b/j, dont les travaux, qui dureraient deux

ans, pourraient commencer en 1989. D'autres plans sont aussi discutés Pour l'Iran, un gazoduc à travers la Turquie. Pour l'Irak, un oléoduc vers Akaba en Jordanie. Pour le Koweit, une option vers Akaba également, utilisant le parcours de la Tapline actuellement sous-exploitée. Pour les pays du Conseil de coopération du Golfe, un

Si sculement les plus probables de ces plans sont menés à bien, les pays du Golfe disposeront en 1990-1995 d'une capacité d'exportation par oléodues hors Ormuz de 13 millions de b/j (contre seulement 2,3 millions de b/j en 1980 à la veille du conflit irako-iranien, et 4,45 millions à la fin de 1986). Cette expansion, dictée par des considérations purement stratégiques, réduira considérablement le rôle du détroit d'Ormuz, qui n'aura alors pas plus d'importance que d'autres nœuds pétroliers stratégiques, tel le détroit de Bab-El-Mandeb, à l'entrée de la mer



INAUGURATION D'UNE RAFFINERIE UN BIAN EN 1949 A l'époque ch l'Occident puriekt sur le chule..

# De nouvelles interdépendances régionales

BABEL MANDEB, la « porte des pleurs », est sans doute appelé, dans les années 90, a acquérir la même célébrité que le détroit d'Ormuz anjourd'hui, Deux fois plus étroit que ce dernier, Bab-El-Mandeb commandera, dès la prochaine décennie, le passage de 7 à 10 millions de b/j de pétrole brut et de produits raffinés, deux fois plus qu'actuellement. En 1988, 7 millions de b/j transitent par

As sud de Bab-El-Mandeb se trouvent les bases militaires française, à Djibouti, et soviétiques, à Aden et Socotra. An nord, ce sont les marines égyptienne et israélienne qui sont les plus actives. Les milieux diplomatiques bien informés estiment qu'il existe un accord tacite entre les pays riverains pour éviter une trop grande militarisation de la mer Rouge : mais ce consensus louable résistera-t-il à l'épreuve du pétrole ?

Seul producteur important d'or noir dans la mer Rouge, l'Egypte est rejointe maintenant par deux autres pays. Le Yémen du Nord extrait déjà 175.000 b/j et ce volume doit passer prochaînement à 200.000 b/j, puis dou-bler d'ici à 1990. Son voisin, le Yémen dn Sud, pourrait rapidement porter à 50.000 b/j — puis à 500.000 b/j au début des années 90 — une production limitée pour l'instant à 10.000 b/j. Reste le Soudan dont les capacité potentielles (50 000 à 100 000 b/j) sont entièrement à la merci de l'évolution politique intérieure, notamment dans les provinces du Sud, où fait rage la rébellion du colonel Garang et où sont situés les gisements découverts par le « major » américain Chevron.

En termes de transit maritime, la mer Rouge draine, en 1988, environ 600.000 b/j de pétrole brut en prove-nance du Goife (Iran, Emirats arabes unis, Koweft, Qatar et Oman) auxquels s'ajoutent les quantités déversées par les oléoducs saoudien (Pétroline) et irakien (IPSA) dont la capacité atteindra 6,4 millions de b/j dans quel-

première dans le Golfe and 122 Irakiens. Elle a commer A l'aube du XXII siècle, le paysage Listation est-cuest qui pen est pétrolier autour de la péninsule Arabide 1 millions de b/) - 41 m que connaîtra ainsi de profonds bouledebut des années 90 - est versements. Les pays producteurs joui-Rauge, alors que la probes ront d'une souplesse nouvelle de entierement concente al répartition de leurs exportations. cuest du Golfe. C'es la lange L'irak, pays le plus enclavé du Goife avant la guerre, possédera un système ine inaugurée en 1982 a que d'exportation souple et diversifié : sept 1 Yabou ivoir la corudita

oléodues débouchant sur quatre terminaux répartis en Arabie saoudite, Liban, Syrie et Turquio sans compter le terminal de Fao. Sa capacité d'exportation installée atteindra 7,25 millions de b/i dès 1991 et dépassera 8 millions en 1995, soit largement plus que sa capacité de production sctuelle - 3 millions de b/j - ou future - 6 millions de b/j en l'an 2000. Bagdad disposera ainsi d'une marge de négociation substantielle avec les pays par lesquels transite sa production, alors que la fermeture de l'oléodue transsyrien en avril 1982 l'avait contraint à un tôte-à-tôte avec Ankara.

L'Arabie saoudite et la Turquie deviennent d'importants points de passage, renforçant les interdépendances régionales. La capacité de transit de l'Arabic secudite sera de 7 à 8 millions de b/j alors que sa production au premier semestre 1988 atteignit 4,3 millions de b/j. Le projet visant à porter à 4,8 millions de b/j la capacité de la Pétroline n'assure pas seulement la sécurité des exportations de Ryad mais pousse les autres pays du Conseil de coopération du Golfe - en particulier

vers l'océan Indien. La capacité de transit de la Turquie et l'argent ainsi gagné - respectivement 1,5 million de b/j, plus 200.000 b/j exportés par l'Irak par la route et 335 millions de dollars - pourraient doubler d'ici

Kowett, Qatar et les Emirats arabes

unis - à choisir un embranchement

avec la Pétroline plutôt qu'un oléoduc

# La revanche de l'Egypte

▼ / IEUX pays de transit; l'Egypte èst V. en passe de prendre une belle revanche sur l'histoire. L'importance poquelle de la mer Rouge va propulser le pays au premier rang de l'actualité pétrolière et redonner au canal de Suez une importance quelque peu perdue depuis sa fermeture entre 1967 et 1975. En 1956, lors de sa nationalisation par Gamal Abdel Nasser, le canal assurait 60 % du transit du pétrole importé par l'Europe; tombé aujourd'hui à 20 %, ce pourcentage devrait remonter à 50 % à la fin de la prochaine décennie. Sans compter Sumed (Suezoléoduc Méditerranée)...

Les transporteurs pétroliers se préparent déjà à ces évolutions. Les supertankers, jaugeant plus de 250,000 tonnes de port en lourd et qui font actuellement le tour par Le Cap vers l'Europe ou les Amériques, seront atteints par la limite d'âge dans une diraine d'années. Et les pouvelles com-

mandes portent sur des navires dits «Suezmax» — conçus pour traverser le canal de Suez à pleine charge — au détriment des superpétroliers.

Cos transformations risquent de faire apparaître un clivage entre l'Europe et le Japon. Le Vieux Continent deviendrait tributaire de la mer Rouge et de la mer Méditerranée, alors que le Japon resterait dépendant du détroit d'Ormuz. Les Etats-Unis, quant à eux, pourraient importer indifféremment de l'une ou l'autre de ces régions.

Ainsi, alors qu'à l'horizon 2010-2020 s'épuiseront de nombreux gisements - dont coux de la mer du Nord - et que le Golfe concentrera à nouveau une plus grande part de la production mondiale de pétrole, l'émergence de nouvelles voies de transport rendra plus surs les approvisionnements.

# Les illusions perdues

**FABRICE** BEKALE

ADIS eldorado de l'Afrique noire, le Gabon connaît se plus grave crise depuis l'accession à l'indépendance : baisse de 50 % des recettes pétrosères de l'Etat ; dette de 2 milliards de dollars ; inflation à 15 %, chômage et compression du personnel dans de nombreux secteurs. Pour expliquer ces difficultés, les autorités invoquent l'effet conjugué des baisses du dollar et du baril de pétrole. Pourtant, quand on songe aux moyens dont a disposé l'Etat pendant les années 60 et surtout 70, on ne peut qu'être frappé per les conséquences désastreuses du modèle de loppement adopté depuis l'indépendancs.

Certas, les performences économiques des deux premières cennies de l'indépendance ont pu paraître prom avec un produit national brut par habitant d'environ 3 000 dollars et une population n'excédant pas - maigré des statistiques erronées - 850 000 êmes, le Gabon apparaissait comme un cas atypique sur le continent.

La conjonction d'un capitalisme excessif et d'un nationalisme bien timide accrut la fascination pour le « miracle » gabonais, qui attira un grand nombre d'expatriés, dont 25 000 Français. Amorcée per l'exploitation du bois su début du siècle, la mise en dépendance du pays s'est poursuivie à travers l'exploitation de l'or noir. Si les revenus ainsi obtenus ont permis d'assurer une régulation sociale et politique, ils n'ont pas contribué à une réalie économie de production. Imbibé de pétrole - la rente réprésente, en 1984, 43 % du produit intérieur brut, 83 % des cettes d'exportation, 65 % des recettes du budget, - l'Etat est devenu, pour le régime et sa clientèle, une machine à redistribuer cette manne. De vastes projets plus que constestables servent de moyen de légitimation interne et externe. Ainsi le chemin de fer transgabonais, qui doit écouler vers la côte le fer de Balinga, coûte 1 000 millierde de france CFA (1), alors que sa

finalité reste douteuse (2). Par le truchement des solidarités tribales, le partage du pectole pétrolier a entretenu l'illusion de la

Ces prodigalités expliquent en partie la crise de l'endettement extérieur survenue en 1977 ; mais ce coup de semonce est vite oublié avec la hausse du prix du baril en 1979. Aujourd'hui apparaissent à nu toutes les carences de l'économie : étroitesse du marché intérieur, manque de main-d'œuvre qualifiés, inéga-lités régionales, vulnérabilité d'une économie extravertie, spéculation foncière. La richesse ayant été mal maîtrisée, l'Etat connaît une crise de trésorerie le contraignant à taxer tous les revenus supérieurs à 100 000 france CFA, alors que les industries privées refusent de s'acquitter de l'impôt de « solidarité

Les entreprises de l'Etat sont cédées au secteur privé : ainsi les transports en commun (SOTRAVIL) ou le commerce (CODEV). Les exhortations officielles au renforcement du secteur agricole - dans un pays qui importe 88 % de son alimentation ~ ou à la création de petites et moyennes antraprises relèvent du voeu pieux. L'obstacle est à la fois économique - défaillances structurelles - et politique - immobilisme du

Alors que le Gabon célébre le 7 novembre 1988 le vingt et unième anniversaire de l'accession au pouvoir de M. Omer Bongo, le pays ne paraît pas au bout de ses peines. Les récentes découvertes de pétrole ne permettront sans doute pas d'inverde tonnes en 1978 à moins de 8 millions en 1987. Les années d'euphorie ont été celles du gaspillage des revenus au profit d'une élite sans projet de société; comment pourrait-elle aujourd'hui répondre à la situation catastrophique de l'économie qu'elle même a contribué à créer ?

(1) I franc français = 50 francs CFA. (2) Voir Roland Pourtier, «Stratégie ferrovinire et politique de capaco: le Tramgabonsis», Hárodote, Paris, # 25.

### Quand les Etats-Unis revendiquaient leur part

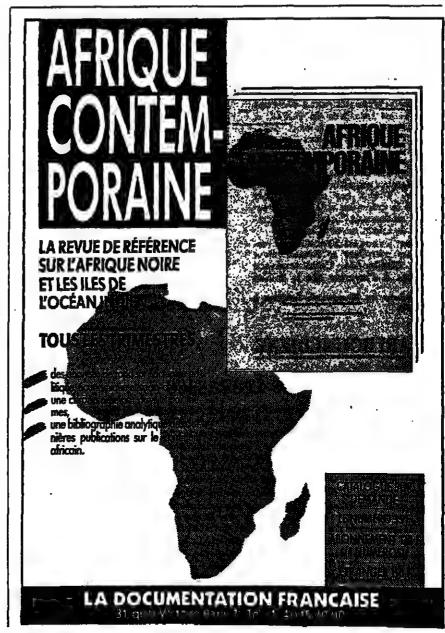
Après le première guerre mondiale, de longues négociations s'enga-gèrent sur l'avenir des provinces arabes de l'Empire ottoman, dont on sevait le sous-sol riche en pétrole. Le Royaume-Uni, puissance domini s'attribua la part du lion au grand dem de ses alliés, la France mais aussi les Etats-Unis. Le 12 mai 1920, dans une lettre à lord Curzon, secrétaire au Foreign Office, M. Devis, ambassadeur américain à Londres, écrivait :

...) L'administration de Palestine et de Mésopotamie durant la période intérimeire de l'occupation militaire a donné lieu à plusieurs communications entre le gouvernement des Etate-Unis et celui de Grande-Bretagne, relatives aux questions out ont créé une impression matheureuse dans l'esprit de l'opinion publique américaine : les autorités du couvernement de Sa Maiesté dans la récion occupée ont donné des avantages aux intérêts pétrollers britanniques qui n'ont pas été accordés aux compagnies américaines ; en outre, la Grande-Bretagne se prépare tranquillement au contrôle exclusif des ressources pétrolières dans cette région.

L'impression en question, croit-on, a été provoquée en grande partie par les nouvelles des déclarations autorisées concernant la politique générale pétrolière de la Grande-Bretagne, et des traveux actuels, tels que la construction de pipeines, chemins de fer et reffineries, l'exploitation de certains puits de pétrole (...).

Le gouvernement des États-Unis croit qu'il est autorisé à participer à toute discussion concernant le statut de telles concessions (pétrollères), non seulement à ceuse des droits existants essignés à des citoyens américains, mais aussi parce des principes généraux auxquels le gouvernement des Etats-Unis est intéressé.

(Source: André Nouschi, Luttes pétrolières eu Proche-Orient, Flammarion, Paris,



# e premier products Marie 1875 et 1981. Mascou accroî fortarei se

nts, à partir de

DE STRANGE SE

Markette A

Three are

Fret Bands!

CASPIENNE

FROCHE-ORIENT

tiplier les voies d'évantains poir La capacité de l'élocité

Ceyhan a eté doable

700 000 barils par jour (M) e

- Année de sa mise et me

. S mullion de b/j à la militi

temps, Bagdad a constitute

d= 500 000 b/j reliant is jour

La zone de Basrah à l'alcale p

Rouge à Yanbou. Dans mais

cité de cette camiliates

IPSA, sera ponée à 1,65 📥

En 1995, si tors les projects

sion avec la Turquie min

exportation la C:

l'Imk dépassers la 5 militi

alors que la production me

s. atta:grant pas 3 million di.

Tabén, à michemin em R

Siret, que pourrait ent f

rangulau détroit d'Orma si

capacité pourrait être double.

district aussi la création (E.

vere vers le pon d'Istendans

Mais c'est l'Arabie soule

**Enerre** devait durer cent ans...

quic.

(Pétroline) qui débouck ai

Miss maritimes

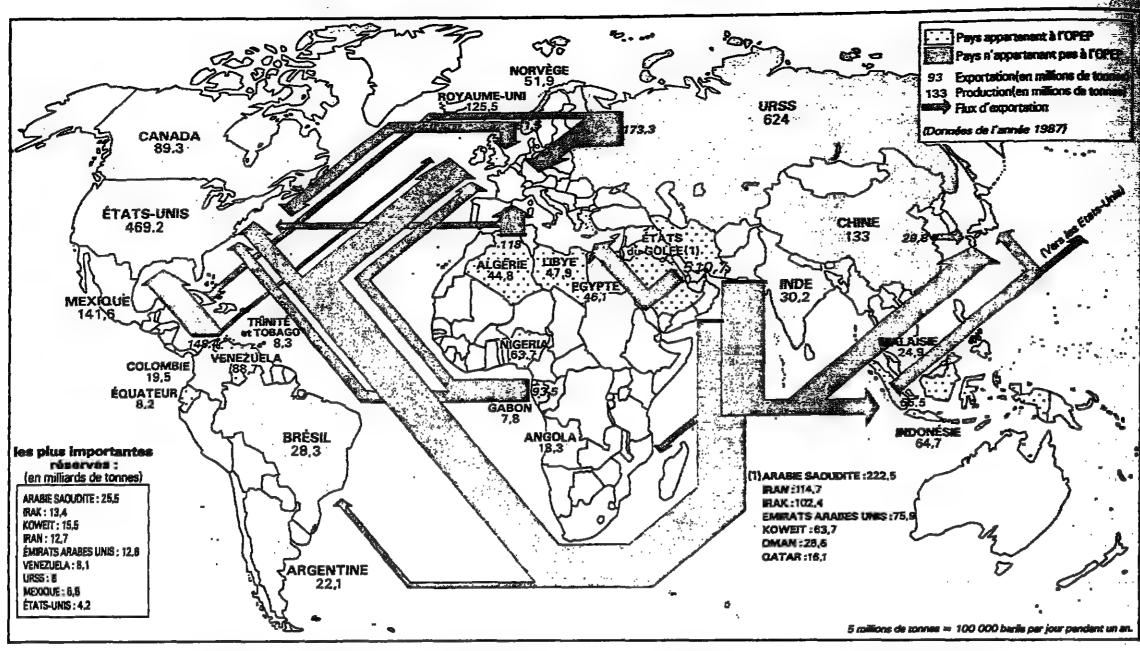
e transiv

Comment de devises fortas tout en garantsset/s E de mile porter du l'Europe de l'Est les disti The sign and penduction on reducant de 10 % state the electrons, entre 1981 et 1986, de 785 M 3 87 millions, mais repasseront of 1987 ill THE CONTROL THAT THE STATE OF STATES the cooperation at de developen The charge 4 57.5 mallors. Si elles mounts The distribute a 67.5 malhons. Si estes interested and 1987, less recettes et desse se the six in houses the park on beril, estimates at comments at a comment of the park on beril, estimates at a comment of the comment of the comments of the com de dollars en 1984, 8,8 miles de dollars en 1984, 8,8 miles en 1987. Résultats d'autant plus par la company de la 1367. Nésulets of automatic par les durpolanna da servent à payer (essett)

3027, fee quartités de brut exportes s'et pl THE PROPERTY OF COURS & OF STATE OF STA Moreover persit of contraction of the Befor more sun; pays occidentally. the Michaeles an 1986, de redure as se

MESSAGE SAN 1380, GO TOOLE OF THE M. Allow Serre Que l'URSS n'aura par la The design of the form of the state of the s Toutefors Moscou, que est mais en se company de la company de comp The de difference des prix du marché si se whether specific contents product, and the repo

With generalist Cost winercourt, in stratege in FOCOF with of obtains, an achange, is strategy to the contract of the contract



# Une longue guerre contre l'OPEP

MICHAEL G. RENNER LEMENT moteur du développement économique et source de revenus substantiels, le pétrole représente un enjeu décisif. C'est sur lui que s'est bâtie la prospérité de l'Occident après-guerre, et le défi de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dans les années 70 - pourtant bien plus limité que ne l'espéraient ses éléments les plus radicaux — a été vécu non comme un ajustement nécessaire, mais comme une pernicieuse attaque du Sud. L'OPEP, comme symbole du nationalisme du tiers-monde, devait

Des politiques visant à contrer les tentatives des pays en voie de développement de contrôler leurs ressources naturelles se sont progressivement mises en place dans les années 70, jouant habilement des divisions entre les gouvernements du Sud. L'industrie pétrolière mondiale a alors connu une profonde transformation. L'investissement massif de capitaux pour l'exploration a stabilisé la production américaine et aidé l'émergence de nouveaux producteurs. L'endettement a contraint de nombreux membres de l'OPEP à continuer d'exporter à tout prix. L'apparition d'autres sources d'énergie a diminué le rôle de l'or noir. Enfin, de nouvelles méthodes de commercialisation couplées avec des adaptations technologiques ont affecté la formation des prix. Toutes ces mutations ont accentué le caractère volatile du marché tout en donnant l'illusion aux Occidentaux de mieux le contrôler.

Pendant les années 50 et 60 les investissements pétroliers se concentraient dans le tiers-monde. Cette tendance commença à s'inverser des le milieu

\* Chercheur au Worldwatch Institute à Washington.

des années 60, mais le véritable tournant suivit la crise de 1973. Entre 1975 et 1982, 78 % du capital d'exploration furent dépensés dans le monde développé - dont 54 % pour les seuls États-Unis et seulement 6 % dans les pays du Sud importateurs d'or noir (1). Si les gisements des Etats-Unis et de la mer du Nord ont drainé l'essentiel des crédits, ils ne le doivent pas à leur richesse: « Dans les années 80, le pétrole sera découvert là où les bénéfices pour le chercheur sont les plus substantiels, et pas là où la géologie est le plus savorable (2) », déclarait sans fard un consultant pétrolier. Et les gouvernements des pays industrialisés ont su créer le climat nécessaire pour atticer les capitaux.

Paradoxalement, les régions les plus massivement explorées sont celles où les chances de découverte sont les plus faibles. Durant la décennie qui s'est achevée en 1981, pour chaque puits foré on a découvert 52,6 millions de barils dans les pays exportateurs du tiers-monde, 5,2 millions de barils dans les Etats importateurs du Sud et seulement 0,7 million de barils dans le monde industrialisé. Pour les mêmes zones le prix de revient du baril découvert a été respectivement de 0,24 dollar, 1,15 dollar et 4,80 dollars (3).

Cette stratégie a conduit à la montée en puissance des producteurs non mem-bres de l'OPEP - Royaume-Uni, Norvège, Mexique, Egypte, Oman, Angola, Chine ... - et à l'amoindrisse ment du rôle du « cartel ». Entre 1977 et 1982, sa production déclina de 31,7 millions de barils par jour à 20 millions. Mais si l'OPEP supportait pour l'essentiel les réductions de consommation dans les pays de l'OCDE, c'est sur elle que continuait à peser la responsabilité d'éviter un

effondrement des cours. L'Occident a aussi développé les énergies de substitution : charbon, nucléaire, hydroélectrique... Alors que l'OPEP fournissait 37 % des besoins d'énergie primaire du monde non communiste en 1973, ce pourcentage est tombé au-dessous de 20 aujourd'hui.

Une modification fondamentale est intervenue dans les modes de commercialisation. Dans les années 70, quand les pays de l'OPEP nationalisèrent les opérations pétrolières sur leur territoire, les compagnies concessionnaires durent s'engager sur le marché spot pour répondre à leurs besoins. Les membres de l'OPEP, qui manquaient des capacités de raffinage et d'accès au marché, tentèrent d'établir des liens directs avec les pays consommateurs. Attractifs tant que les cours étaient à la hausse et que les approvisionnements demeuraient incertains, ces contrats ne devaient pas survivre à un renversement de la conjoncture. Au début des années 80, la baisse des cours incita les gouvernements et les compagnies à s'approvisionner de plus en plus sur le marché libre. Certains gouvernements de l'OPEP contribuèrent eux-mêmes à

cette évolution : les prix spot servirent de référence à l'établissement de leurs propres contrats de vente. On estime aujourd'hui que la proportion de pétrole dont le prix est déterminé à partir des marchés spot varie entre la moitié et les deux tiers, pour seulement 5 % m 1979.

La multiplication des contrats netback a aussi contribué à ôter aux producteurs leur pouvoir de décision. Deus ce type de transaction - la moitié des exportations de l'OPEP en 1985 - le prix est fixé en fonction de la valeur future, sur les marchés spot, des produits raffinés qui seront extraits du baril de brut : tous les risques sont ainsi à la charge de l'exportateur. Enfin, le marché à terme (voir l'article de Pierre Terzian, page 29) a accentué le caractère incontrôlable des fluctuations, qui échappent à toute logique : la chute de 60 % des prix en 1986 a suivi une augmentation de 5 % de la produc-

# Facteurs de division

ES nouvelles techniques de raffinage ont également favorisé l'instabilité du marché. Traditionnellement, les bruts légers étaient les plus recherchés car on pouvait en «extraire» une plus large proportion d'essence, de fuel pour avion, de naphte... Aniourd'hui, des technologies sophistiquées permettent d'extraire à peu près la même quantité de tels produits d'un baril moins cher de brut lourd. Les raffineurs peuvent donc acquérir indifféremment l'une ou l'antre variété; ils augmentent ainsi leur marge de manœuvre et refusent les contrats à long terme.

Alors que, dans les années 70, les gouvernements de l'OPEP déterminaient en grande partie les prix internationaux, la tendance aujourd'hui s'est inversée. La majorité des producteurs, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'OPEP, ont soit aboli soit ignoré leurs propres prix officiels. Ils ont multiplié les contrats révisables tous les mois ou tous les trimestres en fonction des fluctuations sur le marché spot.

En revanche, les pays industrialisés, qui contrôlent l'industrie du raffinage et les circuits de distribution, se trouvent en bien meilleure position. Si, entre 1977 et 1984, le commerce de brut a chuté de 45 %, celui de produits raffinés augmentait de 18 %. La part de l'OPEP dans le premier est tombé de 84 % à 55 % tandis que dans le second, elle ne dépasse pas 25 % (5).

D'autres facteurs ont accentué la tendance, chez certains membres de l'Organisation, à maintenir un volume élevé d'exportations, aiguisant ainsi la

Après avoir « poussé » les prix en attisant la peur d'une pénurie immédiate, le conflit entre l'Irak et l'Iran contribua à prolonger l'engorgement

du marché. Les deux pays dépendaient de leurs ventes de pétrole pour financer leurs achats d'armes et ils ont construit de nouvelles installations et des oléoducs plus sûrs afin de remplacer ceux qui avaient été détruits (voir l'article de Pierre Terzian, pages 30 et 31). Chacun cherchant à empêcher l'adversaire de tirer parti de ses revenus, la guerre a été un des obstacles majeurs à un accord de limitation de la production à l'intérieur de l'OPEP. A cet égard, la cessation des hostilités ne change rien : les deux gouvernements seront contraints d'accroître leurs exportations pour financer la reconstrution et réanimer leurs économies.

En Angola, la guérilla de l'UNITA, soutenue par les Américains et l'Afrique du Sud, a astreint le gouvernement de Luanda à affecter une part importante de ses revenus - un tiers des dépenses budgétaires - aux forces armées. L'action des guérilleros de M. Savimbi a réduit presque à néant les ventes traditionnelles : café, diamants, produits alimentaires... Le st devenu la « ligne de survie » du MPLA et fournit 95 % des recettes d'exportations. La production a doublé entre 1982 et 1985 et on s'attend qu'elle double encore d'ici à 1990. Ainsi, la situation précaire de l'Angola crée un obstacle supplémentaire à un accord avec les pays membres de POPEP.

D'autres gouvernements sont condamnés à augmenter leurs ressources en devises pour pouvoir s'acquitter de leurs dettes. Un grand nombre d'entre eux, d'ailleurs, étaient tombés dans le piège de l'endettement parce que, précisement, leurs ressources attiraient les banquiers. Des priorités bien douteuses - importations massives d'armements sophistiqués, mise en place d'industries dépendant

international; importation de maind'œuvre et de personnel d'en de l'étranger; augmentation de la consommation des couches supérieures et moyennes... - ont fait de ces prêts un succès de la stratégie occidentale de recyclege des pétrodollars; mais elles n'ont pas préparé ces économies à affronter les changements de conjonc-

A première vue, les transformations du marché pétrolier représentent une réussite pour les compagnies qui out diversifié leurs fournisseurs, et pour les pays consommateurs qui out réduit leurs factures énergétiques et consolidé leurs approvisionnements. Des capitaux énormes ont été gaspillés à cet esset, mais aussi pour réduire le pou-voir de l'OPEP. Pourtant, l'ensemble de l'édifice repose sur de bien frantifondations. Et les problèmes dus aux déséquilibres anciens n'ont fait que S'aggrayet.

(1) Blitzer, Cavoulacos, Lessard, Paddock, «Oil Exploration in the Developing Countries: Poor Geology or Poor Contracts?», Natural Ressources Forum, Nations unies, New-York, vol. 9, nº 4, 1985.

(2) Petroleum Intelligence Weekly, 27 septembre 1982. (3) Charles Ebinger, « Market Stability: Worth Paying the Price», OPEC Bulletin, septembre 1985.

(4) Jahangir Amuzegar, «Cheap Oil: Whose Trojan Horse?», OPEC Bulletia, Vienne, juillet-soût 1986.

(5) Calculé d'après OPEC Annual Statistical Bulletin 1984, Vienne, 1985 et RP Statistical Review of World Energy, British Petroleum, Londres, 1986.





# HOUARI BOUMEDIENE

# Rêves fracassés

« I L est essentiel de ne pas perdre de vue que la consécration de l'entreprise de récupération des [richesses naturelles] restera lettre morte tant que les monopoles internationaux et les firmes multinationales qui excellent dans l'art de faire des concessions pour sauvegarder l'essentiel continueront à détenir les multi-ples mécanismes de transfert des richesses des pays pauvres et principalement le système de fixation du prix des matières de base. D'où la nouvelle bataille qui se profile sur le chemin difficile de la libération des peuples (...).

L'action des pays de l'OPEP se présente comme la première illustration, la plus concrète et la plus éclatante à la fois, de l'importance du prix des matières premières pour nos pays, de la nécessité vitale pour les pays producteurs de détenir les leviers de commande des prix et, enfin, des potentialités considérables que recèle l'union des pays producteurs de matières premières (...).

Après les décisions des pays producteurs de pétrole, l'action qui doit être inscrite à l'ordre du jour du tiers-monde est bien la généralisation à toutes les matières premières de base des acquis assurés par les pays producteurs de pétrole (...) »

(Extraits du discours du président algérien Houari Boumediene en avril 1974 à la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unles consacrée aux matières premières.)

EDESORDRE. EL

A CAM MACH Committee of the second Committe Diete Bent abapa fi 

THE REAL PROPERTY. in the second second -The Page Page 1 Printer a Lit & serging ! בורוומי

SUPPLIEST FUND Programme design

SOL ME TREALING ST

PRINTER FRANCAS ATIONALE Co Esponent

# EMPIRE DU MARCHÉ A COMPÉTITION Pays appartenant à l'Org Pays n'appartenant hailing 93 Exportation len militate les Flux of exportation (Données de l'année 1987)

# Supplieres de torres = 100 000 barils per per periodo

d'une intégration some au

unternational ; importate ét

d'œuvre et de personne d'est

de l'étranger; augmenten

consommation des condeside

et moyennes... - on hit en

on succès de la stratégicone

recyclage des pétrodolan; ad

m'out pas préparé es fem

affronter les changementés

A première vue, les trades

du murché pétrolier reptain

reussite pour les compagnes

diversifié leurs fournisses, 47

pays comommeteus of 6:

igurs factures énergétique de

ècurs approvisionnement le

LLUX COORDES ON SE PROPE

effet, mais Bussi pour ident

vour de l'OPEP. Poursus, les

de l'édiffice repose sur de liait

fondations. Et les problèmes

déséquibbres anciens s'es à

(1) Bleen, Comment land

Oil Exploration is the Bests, trees Poor Goology or Por De Variantal Responder Form limit

Worth Paying the Press, of the

(4) Jahangu Ammed (8)
Whose Trough Hore? (8)
Warmer milet-nodt 1986

(1) Calcult d'apris 072 and

Brail Review of World Lang.

Administratory storial: Box

Jesprimers
da 4 Monde,
7, rue des luites
75000 PARS

A la disponina de afficie pour modificacions le princip relativos ou autre, sinher sur p 1816 phone vert : (16) 1 (53)

er polycrom: 11

Edick par la SARL hand

Geram: André FIALIS

London, 1986.

York, vot. 9, 5-4, 1985. (2) Petroietan letellipun Fall

S'ARZIEVEL.

tenters !562

septembre 1985.

ner Bala, k Tank de the fluctua Milita fagilique : la direc 1986 a sain Milita de la produc

Single Mispendrama make pour flancour like one countries # ## das aida inear Crait foor Particle Anna 15 at 31; tener de la produc-M. P. Start M. A. start in the bestities so American pour

A PUNITA MAN HOTE SUPERw we sters dos - and forces and the The state of the s M S'Atland

= STER GRAVEVA 3:7:15 | 14 Critica de reini La ristrica La ristrica Propietro de la later par le prestige de la pres Atelies: 47. Proses is feet

# « LE DÉSORDRE. ÉLOGE DU MOUVEMENT », de Georges Balandier

# Un sociologue à l'écoute du monde scientifique

RENÉ PASSET \* EORGES BALANDIER poursuit l'entreprise qui, partant de l'anthropologie (Afrique ambigué, Anthropologiques), l'a conduit à explorer les espaces de la modernité (le Pouvoir sur scène, le Détour). Dans le Désordre (1), il s'agit, nous dit-il, de « cons-truire une sociologie dynamiste, géné-rative, fondée sur une double expérience : celle des sociétés de la tradition soumises à l'épreuve des grandes transformations, celle des sociétés de la modernité où prédomi-nent le mouvement et l'incertitude ».

Si le thème du désordre lui paraît essentiel, c'est que les façons dont il est considéré - en lui-même et dans sa relation à l'ordre - expriment autant de conceptions du monde. Celles-ci varient selon les lieux et les temps, avec notamment les paradigmes qui, à chaque époque, sédèrent la connaissance

La science mécaniste pour laquelle, dès le dix-neuvième siècle, « l'Univers est désormais sans mystère », symbo-lise celui-ci par l'image de l'horloge régie à tous les niveaux par le même système de lois. Ordre et désordre s'opposent alors et s'excluent mutuellement : le premier garantit le bon foncement de la machine et le second le perturbe. L'horloge est ce qu'elle est. construite et achevée, extérieure et supérieure aux hommes. La science a pour mission d'en découvrir progressirement les secrets, d'en révéler l'ordre et de faire reculer le vide de l'ignorance que comble le mythe : « Sous la rigueur du regard, et sous les coups

multiples et convergents des questions et des interrogations catégoriques dont l'esprit éveillé s'arme de toutes parts. vous voyez les mythes mourir »

Dès le début du dix-neuvième siècle, cependant, la machine à vapeur, dont Carnot étudie les lois de rendement, porte un coup sérieux à cette image : à l'éternelle répétitivité des mouvements horlogers répond la dégradation du combustible, devenu irréversiblement cendre et fumée pour animer la machine. Ce monde-là, qui tourne tou-jours selon les lois de Newton, obéit en même temps aux principes de la thermodynamique - le second notamment, celui de l'entropie, dont découle une progressive uniformisation, au bout de laquelle se situe la mort thermique de l'Univers. Ici, l'ordre est aux origines et le désordre croissant guide la marche du monde, en obéissant comme le montre Boltzmann à des lois de probabilités qui n'avaient nullement leur place dans le système précédent.

Aujourd'hui enfin, à la suite notamment des travaux de Prigogine, nous savons qu'un apport en énergie suffisamment puissant peut engendrer des phénomènes d'ordre et d'organisation : ce sont les structures hexagonales apparaissant à la surface d'un liquide huileux que l'on chauffe, les tourbillons du cours d'eau, les oscillations périodiques issues de certaines réactions chimiques. Von Foerster et Atlan montrent comment, des vastes brassages animés par le désordre, peut émerger progressivement un ordre parmi une immensité de combinaisons potentiellement réalisables. Ordre et désordre, loin de s'opposer, se combinent ici dans un mouvement constant de destruction

Le rite et le mètre

DE ces différentes conceptions l'auteur tire des grilles de lecture qu'il applique à l'interprétation des sociétés. Il ne lui paraît pas suffisant d'opposer des sociétés « froides », qui seraient régics par des lois semblables à celles de la mécanique classique et par la réversibilité, à des sociétés «chandes», qui seraient gouvernées par les principes d'une dynamique sociale, l'irréversibilité et l'entropie. Car, dans toutes, cohabitent l'aspiration en l'ordre conservateur et les perturbations du désordre, créateur de

Les sociétés traditionnelles tirent leur structure symbolique et leurs mythes de la conception d'un ordre existant hors du temps, régissant à la

\* Professeur à l'université Paris-I

fois l'Univers et les hommes. Le désordre qui les travaille apparaît comme une force négative qu'il faut éliminer, maîtriser ou canaliser : tel est le rôle du rite, du sacrifice, de la fête (fête des fous, carnaval, charivari, où l'« ordre à l'envers » ne s'exprime un temps que pour être mieux contenu) ; la tradition aztèque révèle même cette image, thermodynamique avant la lettre, d'une énergie de l'Univers qui s'épuise - dans la chaleur de la vie » et que reconstitue le sang des sacrifices humains... Dans ces sociétés, « le mythe dit l'ordre, mais à partir du chaos, du désordre, qu'il contribue à ordonner et à maîtri-

Les sociétés du modernisme font, en revanche, de l'ordre et du désordre, deux conceptions indissociables et complémentaires : « Ce ne sont plus d'abord les situations stables et les mais les évolutions, les crises et les instabilités... plus seulement ce qui demeure, mais aussi ce qui se transforme, les bouleversements géologi-ques et climatiques, l'évolution des espèces, la genèse et les mutations des normes qui jouent dans les comporte-ments sociaux » (Ilya Prigogine et Isa-belle Stengers). Le désordre révèle ici sa double dimension de force à la fois destructrice et créatrice : d'une part, la société « métrisée », la prolifération d'informations et d'images « en temps réel » essagant l'espace et gommant le déroulement du temps, l'« indécision » d'une humanité ayant perdu ses repères traditionnels; d'autre part, la crise envisagée comme processus de réorganisation, et plus largement la prise de conscience d'un mouvement de complexification pouvant susciter la création d'un ordre supérieur à

Face au désordre « qui ne se cantonne pas », Georges Balandier examine trois types de réponse sociale :

- celle du totalitarisme, débouchant à la limite sur - une machine-monde... qui absorbe l'espace, le temps, les forces naturelles et sociales, les êtres, en tirant une part de ses énergies de ceux qu'elle exclut, utilise, consomme. Cette relation à la machine est un rapport au mécanique, au non-vivant et donc à la mort - ;

- celle de la personne, pouvant se traduire soit par le rejet de toute norme, de toute valeur stable, et la recherche des jouissances immédiates ou, au contraire, par la recherche des valeurs de la religion et du sacré, mais pouvant aboutir aussi à sa propre négation dans les formes extrêmes que représentent les sectes :

- celle du mouvement, enfin, dont on sent bien qu'elle a sa préférence ( penser ce temps et en ce temps, c'est nécessairement penser le mouvement -), qui peut, elle aussi, dégénérer, dans « le petit culte des fonceurs et des gagneurs », des « pilotes expéri-mentés pour temps difficiles », la glorification - du héros de la performance et du dirigeant qui sait mener son entreprise » - ou, au contraire, déboucher sur « une conquête, une création constante que des valeurs jeunes, une éthique nouvelle et largement partagée orientent. Ce qui implique de donne toutes ses chances à ce qui est porteur de vie et non à ce qui relève du fonctionnement mécanique ».

Une recommandation qui semble avoir guidé la rédaction de ce livre, riche de faits, d'idées et d'analyses, le bouillonnement est celui-là même de la vie foisonnante et créa-

(1) Georges Balandier, le Désordre. Eloge mouvement, Fayard, Paris, 1988,

« LE PROTESTANTISME DOIT-IL MOURIR ? », de Jean Baubérot

# L'œcuménisme et les risques de dilution

**VALADIER** • ES protestants sont-ils, en France, une espèce religieuse mena-

cée, une ancienne minorité française en voie de quasi-disparition? Et si cela est, l'équilibre écologique - écologie culturelle, morale, spirituelle - du pays ne va-t-il pas se trouver peu ou prou menacé? » (p. 14). C'est à cette double question redoutable – à vrai dire, surtout à la première - que tente de répondre Jean Baubérot, connu par ses travaux d'historien et de sociologue, protestant réformé convaince (1). Il faut quelque courage pour oser poser publiquement une interrogation qui sans doute agite beaucoup de luthériens ou de réformés ; par là, d'ailleurs, leur inquiétude rejoint celle de nombre de catholiques qui, tout en ayant la position théoriquement dominante dans l'horizon religieux français, constatent une baisse de la pratique et une montée de l'incroyance et de l'indifférence religieuse, particulièrement dans les jeunes générations. Mais l'originalité de Jean Baubérot vient de ce qu'il s'inquiète plus particulièrement de l'avenir d'une minorité : celle-ci ne va-t-elle pas être noyée et perdre toute identité?

Le poids de la question s'aggrave lorsqu'on ouvre le dossier historique récent, comme le fait l'auteur avec une grande maîtrise. En effet, son interprétation de la place du protestantisme sur la scène française met devant une contradiction, très digne, par beaucoup de côtés, de la tradition calviniste. Cette contradiction apparaît d'abord lorsque, au début de la III- République, les protestants misent sur la laïcisation de l'Etat ou caressent le rêve d'une « protestantisation » de la France : le catholicisme n'était-il pas à ce point compromis avec les ennemis des libertés et de la République qu'il pouvait être considéré comme dévalorisé? Mais Jean Baubérot, qui ne cache nullement ce qu'avait d'anticatholique l'engagement - laïque - des protestants, montre aussi que ce procès a entraîné une parcellisation même du protestantisme, devenu - religion à la carte », mais surtout que la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat a en quelque sorte figé la situation et, paradoxa-lement, redonné à l'Eglise catholique un statut quasi officiel et privilégié.

A cette première contradiction politique s'en ajoute une autre, religieuse celle-là, certainement plus pernicieuse aux yeux de Jean Baubérot. Elle provient des efforts de l'œcuménisme, des volontés de dialogue notamment avec l'Eglise catholique. Certes, ici encore, les protestants ont pu d'abord penser que le dialogue ocuménique permettrait une - protestantisation - de l'Eglise catholique (retour à la Bible. mise en cause d'un fonctionnement autoritaire et dogmatique), et, par certains côtés, l'auteur n'est pas loin d'admettre que c'est bien ce qui s'est passé. Mais du même coup le piège apparaît : si l'on est totalement proche, si des différences minimes séparent les Eglises, à quoi bon persister à revendiquer une identité propre? Ne faut-il pas parler d'une unité des Eglises toutes prises dans une sorte de grand œcuménisme catholique ?

### Une sorte d'identité immuable...

A USSI Jean Baubérot prend-il parti pour une réaffirmation nette et sans vergogne de la spécificité protestante contre tous les risques de dilution ou d'étouffement sous les embrassades œcuméniques. Certes, on attendait qu'un sociologue fit pénétrer dans la vie concrète des Eglises, expliquât quelles sont leurs forces humaines et spirituelles réelles, sur quels points les Eglises se fixent des tâches significatives de leur identité. Mais ce dossier n'est pas ouvert. Au contraire - et c'est là sans doute la fragilité essentielle du livre, - au destin historique qui semble conduire à la dilution l'auteur n'oppose guère plus que la réassirmation volontariste des « trois mots d'ordre : Dieu

seul. l'Ecriture seule, la grâce seule - (p. 249) ou le principe théologique du « salut par la seule grâce de Dieu de Jésus-Christ, offert sans médiation à tout être humain » (p. 29). On s'étonne, par exemple, qu'on puisse revendiquer une sorte d'identité immusble, comme si le scul protestantisme n'avait pas rencontré de mises en cause et n'avait pas été, lui aussi, obligé de s'expliquer avec ses principes fondateurs. Les travaux du Groupe des Dombes, à peine évoqués dans le livre, à mon étonnement, ont précisément montré que pour tous, protestants comme catholiques, l'avenir n'est pas dans la réaffirmation obstinée de principes intenables comme tels (qui croit à - l'Ecriture seule », sans interprétations, et donc sans traditions interprétantes?), mais dans l'acceptu tion des débats théologiques qui obligent les uns et les autres à faire bouger ce que des séparations séculaires

A sa façon, le livre conduit à se demander si les minorités dans lesquelles Baubérot range le protestantisme – ce qui lui permet de croire que le protestant (Couve de Murville? Chaunu ?) aurait cause commune avec le Noir (marginalisé...) - ont un avenir dans le raidissement d'identités compromises (et incroyables) ou dans l'affrontement courageux des défis du présent. Je crains que son livre n'entretienne des nostalgies redoutables : elles peuvent provoquer des sursauts temporaires dans lesquels des spécificités se réaffirment. Ne portent-elles pas à moyen terme des germes mortels de repli et de banalisation?

(1) Jean Baubérot, Le protestantisme doit-il mourir?, Le Seuil, Paris, 1988, 286 pages, 110 F.

# Dans les revues...

B L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN. Trop souvent réduit à la portion congrue s'agrissant du grand marché européen, le politique retrouve ses droits dans ce numéro sur le thème - 1992, et après -. Des Européens convaincus, tels MM. Edgard Pisani, Hans-Jochen Vogel on Guido Carli, ne dissimulent pas les ambiguités d'un projet d'abord pensé en termes économiques. Au total, une quin-zaine d'articles sur le rôle de l'Etat, les zame d'articles sur le role de l'Edut, les problèmes monétaires, sociaux, agricoles, sur les régions ou la politique de recherche. Au nom du tiers-monde, M. Julius Nyenere s'exprime en partenaire inquiet. (Nº 3/4, novembre-janvier, trimestriel, 75 F. — SACP Initiatives, 62, boulevard

is POUVOIRS. Un bilen critique du droit administratif français, de ses dysfonctionne-ments et de son évolution face au développe-(Nº 46, septembre, trimestriel, 85 F. - PUF, 14, avenue du Bois-de-l'Epine, 91003, Evry

Garibaldi, 75015 Paris.)

E REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES. Un numéro spé-cial consucré an bilan de cinq ans de finances publiques en France (1983-1987). (Nº 22. 1988, trimestriel, 120 F. – Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris.) B DÉFENSE NATIONALE. Une étude

sur ales déboires des exportations d'armo-ments et les moyens de relancer ce com-merce. Un plaidoyer en faveur des bâtiments de surface, a cenils irrempiaçables de notre rayonnement ». (Octobre, mensuel, 40 F. — 1, place Joffre, 75700 Paris

B THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS. Une étude longue, percutante, très informée sur « le thème caché de la Campagne » électorale aux Rusts-Unis : endettement; pauvreté, fragilité de l'avenir... (13 octobre, bimensuel, 225 dollars. — PO Box 940, Faringdale, N.Y. 11737, Etats-Unis.)

B FORFIGN POLICY. La description de la campagne de l'administration Reagan, révé-lés par l'« Irangate», contre « les trois institutions clés de la démocratie américaine : le Congrès, le presse et l'électorat informé.

Anssi: un très passionnant article sur la vision soviétique de la crise de Cuba de 1962.

(Nº 72, automne 1988, trimestriel, 5,75 doi-Box 984. Farmingdale, NY 11737-

E FOREIGN AFFAIRS. L'attitude des Américains face aux changements en URSS; la Colombie, la guerre contre la drogue et la politique des Etats-Unis. (Vol. 67, N-1, auguste 1988, 5.95 dollars. – 58 East 68th Street, New York, NY 10021.)

E ETUDES. Une description du « péril social » qui menace les Etats-Unis, un article les chrétiens arabes en Terre sainte. (*Octobre* 1988, mensuel, 40 F. - 14, rue d'Assas,

E COMMUNISME. Un dossier argumenté sur la crise du communisme en Europe occidentale : effectifs, stratégies face à l'Etat, mutations de la classe ouvrière. (Nº 17. pre-mier trimestre 1988, trimestrel, 75 F. – L'Age d'homme, 5, rue Férou, 75006 Paris.)

E LA REVUE NOUVELLE Le recentrage politique dans une Belgique dominée par les classes moyennes. (Nº 10, octobre, men-suel, 240 FB. – 26, rue Potagère, 1030 E FAR EASTERN ECONOMIC

REVIEW. Un gros dessier sur l'industrie japonaise à la veille d'un nouveau bond en avant ; la crise des cadres du PC vietnamien. (13 octobre, hebdomadaire, 22 F, ou 20 doirs de Hongkong. - 181, Gloucester Road,

ongkong.)

B FRANK. Cette revue américaine publiée en France consacre une grande part de ce numéro à la littérature pakistanaise contemporaine: étude historique et sociologique, nombreuses traductions, de poèmes surout. (N° 10, automae 1988, 50 F. — C/o David Applefield, 31, rue du Colonei-Delorme, 93100 Montreuil.)

MAGHREB-MACHREK. Denx intéressants articles: sur les islamistes en Cisjondanie et à Gaza, et en Algérie. (Nº 121, juillet-aedit-septembre, trimestriel, 35 F. — La Documentation française, Paris.)

S REVUE D'ÉTUDES PALESTI-NIENNES. Deux beaux textes, l'un de Le Clézio, l'autre de Goytisolo, sur la tragédie palestinienne. (N° 29, automae, trimestriel, 70 F. – Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, 75906 Paris.)

B POUR LA PALESTINE. Le texte du document Bassam Abou Sharif » sur les conditions de la paix et un accablant témoi-gnage d'une Américaine, Karen White, sur les grage of the American Americans. (N° 23, troi-violences de l'armée israélienne. (N° 23, troi-sième trimestre, trimestriel, 15 F. – BP 184-04, 75160 Paris Cedex 04.)

B INFORMATIONS ET COMMEN-TAIRES. Autour du thème « Colts de Phomme et développement», doux articles complémentaires sur les crimes de guerre et componentaires sur ses enmes de guerre et les coûts humains du développement. (N° 64, juillet-septembre, trimestriel, 35 F. – Centre Crolesance des jounes sations, 31, place Bel-lecour, 69082 Lyon.)

B LA LETTRE DE SOLAGRAL Le marché du cacao en Côte-d'Ivoire et une étude sur la déforestation. (N° 74, octobre, measuel, 16 F. – 13, boulevard Saint-Martin, 75003

AFRIQUE ET DÉVELOPPE-MENT. Une étude sur le régime des changes et la politique monétaire de la future Namibie indépendante et des analyses sur les consé-quences de l'ajustement structurel en Afrique. quences de l'ajustement structurei en Arrique. (Vol. XII, a. 3, 1987, trimestriel, 35 F. – CODESRIA, BP 3304, Dakar.)

SI PEUPLES EN MARCHE. Un appel pour relancer l'idée de l'a Afrique verte »; une étude sur l'antosuffisance alimentaire en Chine. (N° 31, septembre, messael, 12 F. — 10, rue Lanterae, 69001 Lyon.)

E WORLD WATCH. Lester R. Brown attire l'attention sur le baisse des récoltes de céréales en 1988, qui entraînera une réduction des stocks. La sécheresse n'est pas seule en cause, d'autres facteurs plus durables mettent humaine. (Vol. 1, 10° 5, septembre-octobre, bimenspel, abonnement annuel : 20 dollars. — 1776, Massachusetts Avenue, NW, Washington, DC 20036.)

MONDES EN DÉVELOPPEMENT. Un mméro consacré aux nouvelles formes d'économie collective et aux coopératives. (N° 61, trimestriel, 150 F. – F. Denoel, (Nº 61, trimestriel, 150 F. - F. Denoel, ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)

B REVUE INTERNATIONALE . Le droit et l'intégration régionale » : les avatars de nombre d'expériences d'intégration régio-nales expliqués par l'inadéquation des disposi-tifs juridiques et institutionnels. (N° 27, 2/88, striel, 3 dinars. - BP 156, Tunis-

re, 1012.) E REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES. Un thème très actuel : les interconnexions entre dynamiques scine: As interconnections entire dynamiques locales et système mondial. (N° 117, août, trimestriel, 98 F. – UNESCO/Eres, 19, rue Gostave-Courbet, 31400 Toulouse.)

E REVUE INTERNATIONALE DU

TRAVAIL. Quel type de consultation multi-nationale entre syndicats et directions dans la CEE? Quel type d'emplois le reaganisme a-t-il créé? (Vol. 127, n° 5, 1988, 60 F. – BIT, 205, bd Saint-Germain 75346 Paris: Cedex 07, on CH-1211, Genève 22, Suince.) E LES DOSSIERS DU MILITANT. Une.

analyse de l'impôt de solidarité sur la fortune, vu par le syndicat CFDT du ministère des finances. (N° 4, septembre-octobre, 5 numéros par an, abonsement 60 F. – 26, rue de Montholon, 75009 Paris.) S REVUE POLITIQUE ET PARLE-

MENTAIRE. La pensée et l'action de Jean Longuez, petit-fils de Karl Marz, «incomu célèbre» du mouvement socialiste. (Publication spéciale, avec le concours du Centre national des lettres, 1988, 88 F. – Diffration

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. « Immigrés, l'avenir casemble » ; les conditions et les moyens d'une insertion, les pro-blèmes de la société française qu'elle révèle. (N° 60, octobre, mensuel, 16 F. – 12, rue du Chalgnot, 21000 Dijon.) S REVUE FRANCAISE D'ADMINIS-

TRATION PUBLIQUE. Un numéro co cré à l'immigration envisagée sous trois aspects : dimension internationale, politiques d'immigration et intégration sociale et politique. (N° 47, juillet-septembre, trimestriel, 76 F. – La Documentation française, 23-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.)

E NON-VIOLENCE ACTUALITÉ UE numéro très complet sur les enjeux pédagogiques et sociaux d'une éducation non violente. (Dossier #° 5, 80 F. — 20, rue du Dévidet, S LA REVUE DU MAUSS. Le mouve

ment anti-utilitariste dans les sciences sociales (MAUSS) transforme son bulletin en revue. Le premier auméro est consacré au débat entre rationalisme et relativisme, à propos de entre rationalisme et relativame, a propos de la question scientifique, du revenu de citoyen-neté ou du refus de condamner l'excision. (N° L, octobre, trimestriel, 59 F. – Librairie La Découverse, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)
B LE MOUVEMENT SOCIAL Série

d'études sur les paternalismes patronaux d'hier et d'aujourd'hui. (N° 144, juillet-septembre, trimestriel, 59 F. – Les éditions ouvrières, 12, avenne de la Sœur-Rosalie, 75621 Paris Cedex 13.) E LETTRE INTERNATIONALE Deux

très beaux dossiers : la culture européenne et l'écrivain face au politique. (N° 18, automne, trimestriel, 42 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.) E DRAILLES. Un numéro entièrement

consacré à Julio Cortazar, avec de nombreuses études ainsi que des textes de l'écrivain argen-tin. (N° 9, semestriel, 1988, 80 F. – 21, rue Rouget-de-Lisie, 33000 Nîmes.) E LES CAHIERS D'ENCRAGES. Une

série de contributions sur la culture et la contre-culture onvrières en Grande-Bretagne contre-enture onvrières en Grande-Bretagne et en Iriande. (Vol. II, n° 1, juin-juillet, pério-dicité aon indiquée, 35 F. – Encrages, DEPA, université de Paris VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Codex 02.)

MASSES OUVRIÈRES. - Catholicisme et révolution : une question qui demeure ». L'Eglise, la révolution, la classe ouvrière. (N° 422, septembre-octobre, bimes-triel, 32 F. – 12, avenne de la Sœur-Rossile, 75621 Paris Cedex 13.)

SCIENCE ET TECHNOLOGIE. L'explosion des pouveaux services de télécom-L'explonon des nouveaux services de telecom-munications, avec les premiers recordements en France du réseau numérique à intégration de services. (N° 9, octobre, onze numéros par au, 30 F. – 14, rae de Savole, 73006 Paris.)

### BIBLIOGRAPHIE

Les problemes d'actualité vus par les organisations internationales

Organisation de coopération et de développement éconor

 CHANGEMENT DE CAP EN POLITIQUE ÉCONOMIQUE, ONZE. ETUDES DE CAS : comment onze pays nt onze pays membres - dont les États-Unis, le Japon et la France – se sont adaptés dans les années 70 à des situations économiques « intenables ». (OCDE, Paris, 1988, 143 pages, 60 F.)

• LE VIEILLISSEMENT DEMO-GRAPHIQUE, CONSEQUENCES POUR LA POLITIQUE SOCIALE. (OCDE, Paris, 1988, 98 Pages, 100 F.)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture.

 QUEL EMPLOI POUR LES
JEUNES ? Une série d'études sur les
causes du chômage des jeunes dans les différentes régions du monde, et sur les remèdes. Préface d'Alain Touraine intitulée : « Un monde qui a perdu son avenir ». (UNESCO, Paris, 1988, 277 pages.)

# LES COURTS-CIRCUITS DE LA RAISON

# Le syndrome du soupçon

IL PENDOLO DI FOUCAULT, d'Umberto Eco. Bompiani, Milan, 1988, 509 pages, 26 000 lires.

E roman d'Umberto Eco est construit comme un gigantesque mots croisés à l'échelle de l'univers, dont les règles de remplissage des cases sont fondées sur les analogies verbales et la numérologie cabalistique. Muni de ces règles de composition, Umberto Eco brouille les pistes, accumule les références et les citations, multiplie les clefs d'accès, code les langages, « métaphorise » les métaphores, pendant plus de cinq cents pages, menées tambour battant, et nous guide, avec humour, dans ce voyage initiatique où nous croisons Descartes et les rosi-cruciens, Hitler et les brigades rouges, les jésuites et les francs-maçons, plus quelques fascinantes femmes aux étranges pouvoirs.

Le risque était grand de ne produire qu'un exercice, d'une virtuosité certes exceptionnelle, mais très artificiel. Or si on invoque l'artifice, c'est d'un véritable seu qu'il sant parler, illuminant de sa sormidable érudition nos « sociétés malades de leur culture ». De quelle maladie s'agit-il? Du syndrome du soupçon, qui serait, d'après Eco, un invariant de notre culture et de notre histoire : l'idée du complot comme explication des mystères de l'origine et de la marche du monde et remède à

 Tout était possible, étant donné que tout était invraisemblable », dit le narrateur du roman. Le génie d'Umberto Eco est de rendre cet invraisemblable nécessaire mais pour dénoncer le protagonisme paranolaque des initiés (les intellecmels?). Appliquant la formule de Jean Cocteau, « ces mystères nous dépassent, seignons de les avoir organisés », Umberto Eco met en scène un trio (insernal?) de rédacteurs d'une maison d'édition de Milan, qui lance une nouvelle collection d'ouvrages d'occultisme. Ce trio est composé de Casaubon, le narrateur, jeune érudit spécialiste des Templiers (il porte le nom d'un célèbre philologue de la Renaissance), de Jacopo Belho, compilateur d'encyclopédies pratiques et écrivain frustré (son nom est celui du village du grand écrivain italien Cesare Pavese), et de Diotallevi, spécialiste de la cabale, se prétendant juil sans l'être (il porte le nom attribué aux enfants trouvés : Dieu t'élève).

Nos rédacteurs entrent en contact avec les auteurs potentiels de la nouvelle collection ésotérique, qui disposent chacun de parcelles du savoir universel de l'occultisme. En accumulant et connectant de manière paranolaque les indices épars, le trio imagine, anticipation autoréalisante, le Plau des Templiers, visant à dominer le monde. Mais ce complot des Templiers, certains veulent en empêcher la révélation, et c'est alors que les ennuis commencent : disparitions et meurtres, plus inquiétants les uns que les autres, se succèdent dans une atmosphère de cauchemar. Au lecteur le plaisir de l'énigme et la découverte du rôle du pendule de Foucault, autour duquel commence et se termine le roman.

E N contrepoint de la narration principale, le journal intime sur ordinateur de l'un des membres du trio nous livre des pages poignantes sur la création littéraire, l'amour des femmes, et les mystères de l'enfance, tout en éclairant la genèse de l'action principale. Ce mécanisme de roman dans le roman fonctionne à la perfection et exprime avec force la grande maîtrise dont fait preuve Eco dans la

Roman total que celui d'Umberto Eco, qui a choisi l'érodition lumineuse pour dénoncer l'obscurantisme et tous les courts-circuits de la raison. En somme, Borges

**OBSERVATIONS** 

ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES

Directeur des publications : Jean-Marcel JEANNENEY

Une Revue trimestrielle et une lettre mensuelle traitant sous ce titre :

LETTRE

45 F

Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) - 69, quei d'Orsay, 75007 Paris - Tél. 45-55-96-12

REVUE

200 F

125 F

JUMELÉ

400 F

240 F

180 F

FRANÇOIS VITRANI.

# ENVIRONNEMENT

# UN MONDE INTOLÉRABLE. - René Dumont

± Le Souil, Paris, 1988, 282 pages, 110 F. «Ce travail représente mon dernier effort de synthèse, la conclusion de soixante-cinq années de recherches difficiles, mais passionnantes et passionnées. - Quelle jeunesse pou un testament! Il n'est pas d'âge pour planter.

René Dumont, c'est la paix, le tiers-monde et l'écologie. Trois dynamiques dont il s'atta-che à montrer ici la mutuelle et indispensable exigence. Indispensable, car la course aux armements, la spoliation du tiers-monde et le gaspillage des ressources naturelles finiront par avoir raison de l'humanité elle-même. La fin des - trente glorieuses », le krach boursier, l'exceptionnel appanvrissement du continent africain devraient donner un peu plus de modestie à tous les chantres du libéralisme. Le nisme de Maithus et du Club de Rome est d'une menaçante actualité. Il n'y a pas trop de nourriture. Mais il y a trop de bouches à nourrir. Les convictions de ce grand voyageur sur notre petite planète sont commes (1). On aurait aimé plus de précisions sur les forces sociales susceptibles de faire aboutir un projet de social-démocratie planétaire, à peine

CHARLES CONDAMINES.

de la conjoncture mondiale et française ;

Dans le nº 25 de la Revue (octobre 1988)

- Les déterminants des prix des matières premières,

- de prévisions à court et moyen terme ;

- de théories et politiques économiques.

- La Suède et les limites de l'Etat-providence.

- de l'économie de pays étrangers ;

ABONNEMENTS TARIF 1988

Institutions, entreprises

Particuliers .....

- L'inflation sous calmant.

- Dévaluer en Afrique.

(1) Voir son article «La survie de l'humanité en grand péril », le Monde diplomatique, octobre 1988.

# OCÉANIE

MOURIR A OUVÉA. Le tournant calédonien. - Edwy Pienel et Alain Rollat 🛨 La Découverte-La Monda, Paris, 1988, 274 pages, 89 F.

L'adoption du statut de la Nouvelle-Calédonie, confirmé par référendum le 6 novembre, a ramené la paix sur l'archipel. Est-il alors vraiment nécessaire d'évoquer le passé, d'aviver des plaies encore douloureuses ? Sans aucun doute, car c'est de la

démocratie et de ses dérapages qu'il s'agit. Mais surtout, soulignent Alain Rollat et Edwy Plenel dans leur introduction, « l'avenir ne se construit qu'à la mesure de la mattrise du passé ».

Les auteurs reconstituent cette tragédie, de l'acquittement des responsables de l'assassinat de dix Kanaks à Hienghène en décembre 1984 – la justice et la République s'y sont discréditées - aux dix-neuf morts d'Onvéa de mai 1988, sans omettre les ratissages, les bru-talités, les tortures, les blessés achevés et... le Rouvernement « couveant ces bavures ».

La description du mécanisme colonial rappelle utilement qu'un statut, si bon soit-il, ne mentalement inégalitaire ; le vrai défi reste à relever. Ce livre devrait aider responsables et opinion publique à se pas l'oublier.

ALAIN GRESH

### **EUROPE**

LES ALLEMANOS. - John Ardagh (tradoit per Dominique Peters)

\* Belfond, Paris, 1988, 474 pages, 138 F. Journaliste britannique, déjà auteur d'une présentation des Français à ses compatriotes (1), John Ardagh trace ici un portrait à la fois réaliste et bienveillant des Allemands, qui pe sont pas tous, ni uniquement, prospères et pecifistes, loin s'en faut!

Ils cèdent parfois au verbalisme, notamment les Verts ; souffrent de certains inconvéd'une vie culturelle où l'on constate « une grande activité pour une faible créativité »; utoritarisme traditionnel est en net rocul, si le juridisme et ses effets pervers resteut bien vivaces; enfin, s'ils aiment moins le travail qu'autrefois, ils demeurent peu accueillants

Mais il faut reconneltre que la jeunesse ouest-allemande est bien moins chauvine que son homologue britannique. Chemin faisant, des particularités sociales ou institutionnelle sont présentées très clairement : les difficultés des agriculteurs, dont une fraction non négligeable exerce aussi une activité salariée, on bien le système de compensation fiscale entre

On comprend mieux in culture morale et politique des Allemands, on mesure les ajustements ou'eux aussi devront consentir en vue de 1992, après avoir été introduit par John Ardagh chez le maire de Stuttgart, les petrons et les syndicalistes du Nord et du Sud, et même chez les Turcs des métropoles, tiraillés entre l'assimilation et le maintien de leur iden-

Un chapitre hounéte sur la République démocratique allemande justifie la généralité

JEAN-JACQUES GUINCHARD (1) France in the 1980, Penguin Books,

# **OUVRAGES DE RÉFÉRENCE**

LE GRAND ATLAS DES RELIGIONS

\* Universalis, Paris, 1988, 416 pages.

Cent quarante spécialistes internationaux revue toutes les religions du monde Mais pas à la manière d'un catalogue. Ile les interrogent et les comparent, mettant en relief ce qui les distingue et, parfois, les oppose. Une étude particulière est consacrée à la place des ns dans les sociétés contempo sait qu'elles jouent un très grand rûle dans les crises du Golfe, du Liban, de Chypre, d'Irlande, du Caucase, de Pologne, etc. D'autres études, fouillées, intelligentes, abortures « sacrées », des rites, des pratiques, des

Un livre de consultation utile - et très belnt illustré - à l'heure de la poussée des intégrismes de toutes sortes, du renouveau orthodoxe en URSS, de la vitalité du bouddhisme en Extrême-Orient et de la prolifera-

IGNACIO RAMONET.

FAITS STRATÉGIQUES 1988.

★ Editions Bosquet, Paris, 1988, 254 pages, 107 F.

Comme chaque année, cette édition reprend, en l'enrichissant, le célèbre annuaire de l'Institut international d'études stratégiques de Londres, permettant de faire le point sur les conflits qui ébranlent les différentes régions du monde (Afrique australe, Proche-Orient, Amérique centrale, Afghanistan, Phi-lippines...) sinsi que sur les grandes lignes de l'évolution des grandes puissances (URSS, Etats-Unis, Japon, Europe...). Une place par-ticulière est accordée aux négociations de désarmement (accord INF, négotiations START...). Mais, si les thèmes abordés restent les mêmes, le contexte, soulignent les auteurs, est totalement différent grâce aux changements intervenus en URSS, considérés comme - un des principaux moteurs de l'évoation internationale .. Aux Occidentaux de définir une nouvelle stratégie alors que « le jeu des relations internation n'est pas nécessairement un jeu à somme nulle... Dans certaines circonstances, tout le monde peut gagner ».

 LE DIAIRE D'UN THÉOLO-GIEN AFRICAIN. - Bénézet Bujo (Editions de l'Eglise d'en bas, BP 1198, Limette, Kinshasa, Zatre, 1987, 120 pages) : pour une Eglise des pauvres. LA DÉPENDANCE ALIMEN-

TAIRE (Institut national d'études de stratégie globale, Alger, 1988, 183 pages) : une étude d'actualité à l'heure des émentes algériennes.

 ENTREPRISES SOLIDAIRES. (Centre de formation pour le développe-ment, 3, rue Saint-Léon, 67082 Stras-bourg Cedex, 1988, 68 pages) : l'expé-rience d'une ONG.

 DROIT PUBLIC CONGOLAIS. -Jean-Marie Breton (sous la direction de) (Economica, Paris, 1988, 802 pages, 195 F): un monumental ouvrage pour aider à comprendre le droit africain.

 THE MBEERE IN KENYA.
 CHANGING RURAL ECOLOGY (vol.
 BOTANICAL IDENTITIES AND USES (vol. 2). - Bernard W. Riley, David Brokensha (University Press of America, New-York, 1988, 366 et 348 pages, 32,50 dollars chacun): interaction entre la population et l'environne-ment dans une région du Kenya.

### ASIE

HIROHITO, EMPEREUR DU JAPON. Un crimi nel de gaerre oablié ? - Lydia Chagoli ★ Edicione EPO, Bershem (Belgique), 1966 73 pages, 396 france belges.

Anjourd'hui pays respectable et respecté, le Japon est an-dessus de tout soupcon. Cette évi-dence, Lydia Chagoll ne la partage pas. L'anteur, de nationalité nécriandaise, a fait partie de ces milliers de femmes et d'enfants qui, pour avoir échappé aux Allemands durant la seconde guerre mondiale, out échoné dans les camps japonais en Asie, à Java ou aux Phi-lippines. Elle y a subi ces hommes autoritaires et serviles commandés par l'empereur Hiro-hito. Cet empereur beliciste, qui a échappé, en 1945, au tribunal des criminels de guerre. Mienz, pour l'ensemble des Japoneis, il est devenu le garant de la paix de son pays. Métamorphose que l'auteur réduit à ment par les questions redoutables qu'elle pose à cet homme symbole, sur sa responsabilité propre dans le guerre sino-japonaise, puis mondiale.

★ Pinter Publishers, coll. « Marzist Regimes», Londres, 1988, 199 pages.

un pays dont « la révolution est, [selon lui], fondée sur l'extraordinaire ressource que constitue son peuple », autorité « pour la première fois dans son histoire à participer à la vie politique. De minutieuses auxlyses, étayées de tableaux chiffrés, permettent d'appréhender la réalité de ce pays

HIROKO YAMANE

**AFRIQUE** 

CAPE VERDE. Politics, economics and society. - Colm Foy

La précision avec laquelle Colm Foy a choisi de présenter le Cap-Vert fait de cette synthèse un gisement dense d'informations sur

JEAN-PIERRE ALAUX

### AMÉRIQUES .

LE JEU DU POUVOIR. Dans les confin Majeon Blanche. - Hedrick Smith

Saliced, Paris, 1986, 642 pages, 1464 New York Times on URSS, Fant l'argent fait opérer le

On trouvers aussi confirmation et ex de l'extraordinaire puissance de loi israélien, un lobby influent jusque e

LE BARBARE MAGNARE. - Lacrosc Hutton ★ Editions du Cerf, Parls, 1988, 325 pages, 120 F.

Le « spectre d'un système esclamatine (...) hante la société haltienne», note Labance Hurbon, qui, tout au long de cet ouvrage sociologique, historique et anthropo s'efforce de décoder dans les pestiq croyances - vaudou, - noirieme - - l'intériori-sation par les Haltiens des Clichés s'appliquant jadis aux esclaves importés d'Afrique. Selon l'auteur, l'imaginaire collectif habien vient eacore et toujours se noemir de ces fa

# LE SUJET TABOU DES MINORITÉS

# Brûlot baroque pour les Sudètes

L'ARC DE DIEU, de Jaroslav Durych (traduit du tchèque par Enka Abrams), préface de Jan Patocka. - Souffles, Paris, 1988, 192 pages, 95 F.

ES formes douces et pleines d'une femme, enchissées dans le corps volupmeux d'un violon. Ainsi se présente, sous la converture due su peintre uchécoslovaque Jiri Kolar, le roman l'Arc de Dieu. L'archet de Dieu, peut-être... En tout cas, véritable concert baroque qui ne serait pas « un chant qu'on entend avec les oreilles », mais une musique préraphaélite, s'il en existait, sensuelle, hiératique, un peu macabre.

Un homme d'un certain âge, quelque temps après la seconde guerre mondiale, part en pèlerinage pour une destination « malaisée » : les Sudètes, encore dépenplées, livrées aux « sinistres et luxuriants fourrés d'orties », sous le regard des « curreaux noirs, ternes et aveugles des senêtres basses ». Sa quête s'explique par un obscur désir de faire pénitence, lui, le Tchèque qui porte si vivement la responsabilité collective de la « faute », celle de l'expulsion, en 1946, de deux millions cinq cent mille Allemands, avec ce que cela a compris de crimes, d'exactions, de viols.

Comme dans tout voyage initiatique, son chemin est semé de pièges, d'épreuves, de tentations innommables. Mais la pire des tentations serait justement de céder à une fascination morbide en ne sechant pas reconnaître la vie là où elle est. Or cette vie se manifeste sous la forme d'une femme jeune belle...

Elle, l'Allemande, est retournée seule sur les lieux de sa déchéance. Pour expier, parce qu'elle y a survécu, un viol dont elle a pourtant été l'une des viotimes. Mais l'homme reconnaît la vie. Par un phénomène de consubstantiation qui pourrait paraître, sinsi décrit, d'un romantisme ou d'un mysticisme débridé, l'homme, en assurent à cette femme un amour autant charnel que pudique, restaure l'arc de Dieu qui avait été brisé. Il rétablit, ainsi que le veut la Genèse, citée par l'auteur en exergue, « l'alliance... avec toute ême qui vit et anime la chair qui a vie ».

Ce livre, écrit en 1955, interdit, publié en 1969 et à nouveau proscrit, dérange. En effet, le sort des minorités ou des groupes ethniques à l'intérieur des divers Etats-nations qui constituent l'Europe centrale reste l'une des réalités préoccupantes et souvent occultées de ces pays. On pense particulièrement à la forte minorité, assez « remuante », des Hongrois de Slovaquie (1). La nécessaire constitution des identités nationales, on leur maintien, face aux bouleversements historico-politiques et aux découpages territoriaux, a néanmoins « clos tragiquement des siècles de cette symbiose ethnique qui avait été l'une des caractéristiques de l'histoire de l'Europe centrale (2) ».

Le très poétique et mystérieux roman de Jaroslav Durych (3), au lieu de réduire l'histoire, en restitue la complexité : il s'agit ici de savoir comment un peuple, le peuple tchèque, constitué en nation, règle ses comptes avec son pessé; comment il pourrait gérer son présent en y intégrant les sujets tabous de son passé récent ; comment, à travers cette démarche, il peut non pas risquer d'entsmer son identité, mais, au contraire, la confirmer.

E VIDEMMENT, la philosophie d'une « alliance » renouée, même en pensée, avec ceux qui furent rendus collectivement responsables des horreurs du nazisme ne peut aisément gagner les cœurs et les esprits, encore moins dans un pays qui en a été la victime. De plus, cette « alliance » passe chez Jaroslav Durych par le pardon et même le repentir, des concepts éminemment « catholiques »... Pis, l'auteur illustre la force du repentir individuel dans un système où l'individu n'est pas censé être roi. Et, s'il est vrai que, « dans l'Europe centrale ». du vingtième siècle, la réalité des nations reste plus forte que celle des classes sociales et des idéologies (4) », alors ce livre, par l'esprit et la forme, offense les

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Cf. Lajos Grendel, Tir à baller (traduit du hongrois par Ghislaine Ripault, dans la collection dirigée par Iboya Virag – acmellement à Souffles), l'Harmattan, Paris, 1986.

Dans cet «antiroman», l'anteur, qui réside à Bratislava, vent éviter de deveuir su soume-bloc » coincé dans le « labyrimbe de l'identité centre-européenne ». (2) Victor S. Mamatey - Radomir Luza, la République Ichécoslovaque, 1918-1948, Librairie du Regard, Paris, 1987.

(3) Jaroslav Durych (1886-1962) est, avec Jacob Demi, l'un des principaux représes tents de la littérature catholique tchécoslovaque.

CULTURE

Carry Andrews & B Control to the series of the

----The Samuel of the Property of the The state of the s Director on rate to A SECRET PROPERTY OF

The second of the second THE RESERVED IN STREET The same of the last of the same of the The state of the s STATE THE THEFT IS BOTH Troublet, & Fr Section 14 Section 14 25261 July 2 3 1615.4 - AM

State the first and the state of the The second second A SEC. YELL S The Wall Part of State State Market and Market

Service of the servic The Part of the Pa The State of the State of Stat the second state of the second second THE REAL PROPERTY AND ADDRESS.

POLITIQUE

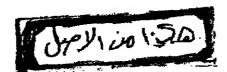
THE STATE OF LINE MINISTRAL Fr. Name Title Marie Party, These was page

A C street to compare & Continue of the Contin the state of the state of the state of Sed and to the Constitutes are Mandale COLUMN CON 12 PROPER ME

to long the sea of the last The second of 1832 2 1865. the state of the state of Service des fortieres, et uns aussi de les establishes and Manager Cam on manager and and

Services formers of in in printiple in brage gan of the second of th of dermes chapters do said September of the bring in representation of the brings of

BERNARD CASES



AMÉRIQUES

LE JEU DU POUVOR. Dans les come Maison Blanche - Heriti Sai

# Belford Paris 1963 60 PRIL Aprèt avoir cie longiene de la Prèt avoir cie le longiene de la Prèt avoir cie le longiene de la Roccotte de la Roccotte

Cent qui le defennent de 1980 a le Même si l'ouvrage aurai prise a le Même si l'ouvrage aurai prise ranco à un format mois mois mois ranco à un format mois mois mois ranco de 1980 de les des les despete de crista par la configuration de l'étant de la configuration de l'étant de la configuration de l'étant de la configuration de l'extraordinaire puissant a me de l'extraordinaire puissant a me de l'extraordinaire puissant a me de l'extraordinaire puissant de le la configuration de la configu

SERGE BUY

LE BARBARE MAGNARE - Lite # Editions du Carl, Paris, 1981, 19

to the Par

Hiro

THE PARTY OF

# **eque** pour les Sudète

DE DIFL, de Jaroslav Durychimità por Enka Abramsi, prélin é Mocka. — Sonffles, Paris, 1988. 95 F.

at d'anne de mone, en dal sées dans le compale. es presentir. 2010 La converture de m pie Le remant : les de lieu. L'arche & le The appears Daniel at the person passes in was the same than the treatment of the same

describer et qui pe a consi la reconde guerre mais Land America City Comment of Contract of South to Propriet Commenter des feméreres Luisers » Sa quête s'enfant the base to I among to you poste at vivement be Anne a, treile de l'expuision, en 1946, de leur **(in., a res**e de la que lenta a la monte de crime, **im** 

teibetoger, nin enemin est semt & pe Mais la pire des tentations seramerbele en un santuatt pas reconsitrate The desire state in firme d'une femme puit, it

tent de la déchare le leur de la déchare le lucie de la l deret d'un renantione ou d'un me the & castle female in amour aman chard P a come semination of amount and and part and the second of a second state and as

public on liver et à nouveau par broth at the track of the second of the Beneral Live of Contract Part in the de per para. Ca perse peruculirant Mit of the Hutterrite de Sieraquie (It la mine the state of the majories for the book Service desperates territorisus, a respective appetent to a series of the se

roman de Jarosia: Durych (5), a lei to managerate de la completa de savar completa d CHANGE OF BRIDE STATE AS CHESTS SEE BY The product of y integrant les super mbos de were more demarche, it jeut non pas risque for printe, la confirmer.

Page a alliance » renourie, mine a page The a alliance a resource des horse Be give, crete a minance passe and the The plant cette a miliance a passenger of h separtir, des cancer is eminement appe the sections restricted from the sections of the sections restricted from the sections of the section of th des automat restr plus form que cell de la forme elles à

MARIE-FRANÇOISE ALLA

estacione de bungais par Guidaire Riparis de la bungais par Guidaire Riparis de la bungais par Guidaire Riparis de la company de a Brataliva veri eran on over level Detri, Funder proposed to

# **CEUX QUI REFUSAIENT LA DÉFAITE**

# « Les Hommes d'Uriage »

ES purs, dont la pureté attendit pour se manifester la fin de 1942, ont fait, font encore, grief à Uriage de s'être fondée en août 1940, donc sous le couvert des institutions de Vichy. C'est oublier, ou ignorer, que le secrétariat d'Etat à la jeunesse était trusse de gens qui avalent cessé d'être pétainistes avant leur naissance, pour la reison que le vieux maréchal était délà mort : en 1925 exactement, selon le constat de décès dressé par de Gaulle. Certes, Dunoyer de Segonzac, le «Vieux Chef» de trente ans, croyait alors que l'homme de Montoire était encore celui de Verdun. Après tout, cette fidélité à une illusion qui sera déçue était moins sur-prenante et plus respectable que la brusque conversion des « pétainistes rouges ».

En tout cas, Uriage n'exista que pour abriter et nourrir un refus intellectuel et spirituel total à la défaite et à tout ce qui emblait au nazisme. Et dès l'été suivant, le visiteur de passage, formé à ce parfum, humait que la clandestinité y était déjà commencée. Avant de devenir une clandestinité si l'on peut dire ouverte, puis qui éclatera dans les maquis, enfin puis qui éclatera dans les maquis, enfin dans le corps franc « Bayard », jusqu'à retrouver la lumière et la guerre tout court dans l'armée de Lattre.

Pierre Bitoun (1) a tenu à citer les détracteurs d'Urlage, par souci d'impartialité, mais non sans voir que ce qu'ils exposent crûment, c'est leur sectarisme impénitent, ou une aigre rancune; et aujourd'hui, pour le dernier à élever la voix ; cette brillante infirmité intelleciuelle qui le précipite toujours, avec délectation, non sans talent, dans le faux.

Les jeunes lecteurs, et même les autres, plus ou moins instruits des drames, misères, humiliations de l'Occupation.

### CULTURE

L'ARGENT ET LES LETTRES. - Jean-Yves

★ Fayerd, Paris, 1988, 552 pages, 180 F.

A lire le titre soul, le lecteur s'attend à voir aborder une question très actuelle et dans une perspective critique. Mais le livre est d'un his-torien, il s'agit donc du pessé, et fixé dans des bornes strictes : 1880-1920. Actuel néanmoins, isqu'il date la naissance du «capitalisme d'édition ». Or, quoi que l'édition d'aujourd'hai veuille donner à croire, tout a change quand «l'éditeur» est devenu une smade entreprise dont les benquiers crientent l'activité. Tandis que l'écrivain, lui, jusqu'à zouvel ordre, reste un individu. Le rapport est rsé. L'autour est devenu l'ouvrier travaillant à façon pour l'entreprise, dont la

Il y a certes assez locatemos cu'on parle de la - production littéraire - ; mais c'est récemment qu'on voit des estalogues d'éditeur vanter les « produits » qu'ils vendent, le livre n'est donc plus une œuvre mais un produit, à l'égal d'une voiture, d'une boîte de conserve ou d'une brosse à dents. D'ailleurs - toujours le thre. - + les lettres - sont-elles antre chose qu'un alibi? L'écrivain non commercial ve accueil chez les éditeurs artisanaux dont le bénéfice commence après le millième laire; alors que l'entreprise d'édition perd encore de l'argent, ce qui n'est pas sa rocation, au huitième mille. Dans les grandes correprises, la littérature ne doit guère compter que pour 10 % de la production.

On attend de Jean-Yves Mollier une histoire, les documents ne manquent pas, d'après 1920 – où la personne de l'éditeur existait très fortement - pour s'arrêter au temps, à partir des années 50, où le capitalisme de l'édition devint, enlin, digne du capitalisme tout court.

# POLITIQUE

PETITE HISTOIRE D'UN GRAND MINISTÈRE. - Bernard Toulemonde

k Albin Michel, Paris, 1988, 302 pages,

C'est un véritable voyage à l'intérieur de ration de l'éducation nationale que propose Bernard Tonlemonde, ancien directeur dans ce ministère et aujourd'hui recteur de l'académie de Montpellier. Un décorticage des rounges, des structures, des féodalités, des res de décision, des rapports entre politiques et hants fonctionnaires, etc. L'aute a servi sous trois ministres de 1982 à 1987, solide expérience des hommes, et son analyse s'appuie constamment sur des exemples très is, dessinant ainsi une véritable cartogra-Phie des pouvoirs dans un ministère qui gère 1 150 000 agents.

Un pouvoir d'ailleurs largement « sous influence», tent est sensible le poids des diffé-rents groupes de pression, au premier rang le la Fédération de l'éducation natiotale (FEN). Le dernier chapitre de cette oscopie est con travaux d'Hercule - que sont la réconcilistion du public et du privé, le décentralisation et la rénovation de l'enseignement.

BERNARD CASSEN.

découvriront avec étonnement la fraternité qui régnait dans cet étrange couvent d'Urlage; et en conséquence, non moins surprenante, une tolérance sereine où toute pensée, toute parole est reçue : où vivent ensemble le monarchiste et le marxiste, chrétiens et farouches lalques, «le chef gaulliste et l'intellectuel déjà mendésiste». L'unanimité se fera jusque sur ce moine volontiers solitaire et silencieux, non moins à vocation de Père supérieur, et sur son «pessimisme incorrigible»; alors qu'il s'agit, au fond, chez Strius, d'un regard à longue distance. Tout un chapitre est consacré à Hubert Beuve-Méry, celui qui, au « lâche soulagement » avait préféré l'absolu resus des «accords» de Munich ; il s'achève sur création du Monde. Le premier numéro paraît pour annoncer ce que l'optimisme nbiant n'avait pas prévu : l'offensive allemande en Alsace. Cinq anciens

Le grand mérite de l'auteur, c'est d'avoir su convoquer et écouter pour nous ces « hommes d'Uriage », à travers le temps, pendant et après l'aventure sur laquelle ils témoignent et résléchissent tout au long de ces trois cents pages, qui sont aussi, - un voyage biographique dans la société française ».

d'Uriage y trouvèrent la mort.

Avec la particularité étonnante que, dans des échantillons évidemment remarquables, cette société de Gaulois aura donné pendant quatre ans l'exemple d'un miraculeux accord. Il aura fallu Hitler.

(1) Pierre Bitoun, les Hommes d'Urlage, Découverte, Paris, 1988, 298 pages,

### SOCIÉTÉ

LES PAYSANS DANS LA SOCIÉTÉ FRAN-CAISE, DE LA RÉVOLUTION A NOS JOURS. - Annie Moulin

\* Editions du Seuil, coll. « Points Histoire », Paris, 1988, 306 pages, 44 F.

caise jusqu'aux années 50, le monde paysan fut le lieu de formidables mutations. Marqué aujourd'hui encore par ses origines rurales, l'Elexagone a vu évoluer l'activité et le poids de sa paysannerie selon les époques et à travers les différentes régions. Point de départ de l'étude menée par l'auteur, la France de 1789. Le tableau de synthèse que propose cet ouvrage retrace deux siècles d'histoire rurale et présente l'avantage de replacer en situation l'étude de la classe paysanne. Elle y est considérée dans ses rapports avec les autres élé-ments du corps social et non pas comme une entité séparée. Une démonstration organisée rigourcuse qu'il n'existe plus aujourd'hui une paysamerie à proprement parier mais des paysans, tant les disperités sont grandes à

CAROLE DANY.

# COMMUNICATION

SAGGIO SUI MOVIMENTI DEL 1968 IN EUROPA E IN AMERICA. - Peppino Ortoleva # Editori Riunki, Roms, 1988, 304 pages,

Brillant spécialiste des communications de asse, le professeur Peppino Ortoleva étudie, dans cet essai sur le mouvement de 68, les relations entre la politique internationale an cours des années 60, la circulation de grands thèmes mobilisateurs et les révoltes des jeu à travers le monde. Il reconstruit le percours de San-Francisco à Prague, en passant par Mexico, Paris, Rome et Madrid - des grandes idées de 68, repère leurs fondements (classime et de le psychanalyse, mais aussi chanteurs pop) et rappelle les furieux ent cette - époque de toutes les révoltes ». Une anthologie de textes (documents, prises de position d'intellectuels, tracts...) complète ce passionnant essai.

# **BIOGRAPHIE**

IRÈNE DE LIPKOWSKI. -- Andrée Dore-Auditert et Annie Morzelle

★ Sãoō, Lavel, 1988, 279 pages, 120 F,

Née en 1898 dans une famille hors du commun - son père, le docteur Marie, sera un précurseur dans le domaine psychiatrique et di placement des patients en milieu non hospitalier, - Irène a traversé l'histoire de notre siècle. Initiée très tôt à la politique, c'est surtout sprès la seconde guerre mondiale – durant laquelle son mari, Henri de Lipkowski, meurt en déportation - qu'elle se lance dans l'acti et que son itinéraire rejoint celui du général de

A.G.

# «L'Argent noir», de Pierre Péan

OUT le livre s'annonce dans sa phrase d'attaque c'est le mot : « Plus que la peste hier et le SIDA aujourd'hui, la corruption tue. En détournant à leur profit l'argent public, en méprisant au-delà de toute décence l'intérêt général, de nombreuses élites du tiersmonde doivent être tenues pour responsables, au moins partiellement, de la misère dans laquelle croupiss moins deux milliards d'êtres humains » (1). L'exorde de ce réquisitoire appelait, avec l'exposé de la réalité, des témoignages et des preuves, le procès implacable qu'il est en effet. La franchise parfois rude, d'autant plus courageuse, de l'auteur, le refus de toute précaution diplomatique, l'indignation douloureuse difficile à contenir, loin de rendre moins crédible cette enquête aussi sérieuse qu'approfondie expriment la vérité nue.

ici, l'« argent noir » correspond à ce que fut l'« or noir » (avant le pétrole, puits sans fond d'exploitation des hommes et de corruption), qui enrichissait, Africains conpris, les trafiquants de l'« ébène » ; autre image pour désigner pudiquement l'esclavage. Le plus temble de cet acte cusation, c'est qu'il implique ce qu'on s'interdit de dire publiquement : l'« affranchissement » du tiers-monde l'a plongé dans une misère physique et morale et l'a conduit à subir une domination pire que cette forme atténuée de l'esclavage qu'était la colonisation moderne.

Una pudeur et la mauvaise conscience ont reieté dans l'oubli ces administrateurs d'un désintéressement et d'une probité absolus, comme d'ailleurs l'était toute l'administration française, et qui vivaient très près de leurs « sujets », voués à toutes les tâches, de la justice de paix à l'assistance sociale. Paternalisme, bien sûr. Mais à leur place, quels parâtres I Ceux que Pierre Péan appelle crûment des « chefs de bande ». Sans doute les peuples trouvent-ils quelque amère consolation à être exploités, dévorés jusqu'au sang (ce n'est pas qu'une lmage) par les leurs plutôt que par l'étranger. Mais ce n'est là, précisément, que la moltié de la

La corruption est toulours à deux faces : point de corrompus sans corrupteurs. Et l'« argent noir » a sa source intarissable dans des mains blanches. Ce que la convenance, la diplomatie et la complicité active ou passive des Etats obligent à taire. Ainsi, ces « échanges » si profitables pour les une, désestreux pour les autres, sont-ils devenus l'un des articles les plus respectés de la sublime loi moderne : la loi du merché.

'AUTEUR montre fort bien comment l'Occident, jouant de la cupidité et de la mégalomanie de la plupart des dirigeants du tiers-monde, a épongé le « choc pétrolier » et changé pour lui en profit la menace d'une crise redoutable. Il lui a suffi de vendre sux pauvres une production somptuaire ou inutilisable : palais de béton pour les maîtres, et pour les futurs chômeurs, des usines noyées par les sables ou rouillant dans les caisses non ouvertes des expéditeurs. Le plus grand méfait aura été d'étendre le mirage aux populations en les détournant des activités qui les auraient du moins à

Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre que c'est à Washington que se sont révélés les incorruptibles : le Congrès mit, sur ce point, un terme aux ardeurs libérales de

la libre entreprise en votant le « Foreign Corrupt Practices Act ». Mais les lois sont faites pour être tournées, en attendant d'être abrogées. Quant aux paradis de la corruption, le compte est vite fait des dirigeants humains, soucieux pour « leur » peuple de progrès véritable, et l'auteur ne s'arrête qu'à un seul. Mais il salue le seul pur incomuntible que connut l'Afrique: Thomas Sankara traqua impitoyablement la corruption ; autre sacrilège : il fut aussi le seul chef africain à dénoncer sans aucune tiédeur et à proscrire dans son Etat les mutilations sexuelles exercées sur les femmes. Aussi fut-il assassiné. Pour la symétrie, Pierra Péan consacre un autre chapitre à celui qui est devenu, avec ses 2 000 milliards de nos centimes, l'une des trois plus grandes fortunes du monde entier. Quant au « tiers » monde, « en voie de développement », oui : pour l'oppression, la misère, la famine et la mort.

Encore fallait-il que les corrompus, outre leur commission, provende des anges gardiens des paradis fiscaux, recoivent de quoi payer les merveilles à eux vendues avec un non moins merveilleux libéralisme. Pendant des années, les banquiers firent la queue pour leur placer, non moins libéralement, du crédit. L'auteur ne manque pas de noter que plus de libéralité encore se dépensait, mais sans risque, chez les émirs aux pare-chocs en or. C'est cet or-là qui venait se changer en ce métal à la fois vil et écrasant. Les banquiers ont fini par s'aviser de leur légèreté, et qu'en la gavant ainsi, non de grain mais de plomb, ils tuaient de leurs mains la poule aux œufs d'or. Il faut donc se résigner maintenant à de généreux sacrifices pour que la pauvre poule survive et continue de pondre.

On observera pourtant que les riches et bons fournis-seurs de marchandises et de crédit sont rarement des pays totalitaires. Pierre Péan n'écrit pas moins : «Le couple que forme l'affairisme et la corruption ne peut s'ébattre librement que dans des pays non démocratiques, » Sous la réserve, toutefois, que tels de ces pays qui passent pour des modèles de démocratie, et sont vojontiers professeurs de vertu, peuvent être le théâtre des ébats les plus indé-

CE qui ne saurait démentir Pierre Péan, ni certes tars l'optimisme et l'espoir. Meis en attendant un avenir métamorphosé pù serait consacré l'avenement universel d'une démocratie véritable, ca qui est universal, à des degrés cartes fort divers, c'est la corruption, qui n'épargne pas les pays dits « socialistes ». On peut même y voir prospérer, dans l'impuissance générale, d'avides et délirants « rois nègres » et leur tribu, de race blanche et même clatine ». Pourtant, blanche, noire ou rouge, c'est quand la corruption est française qu'elle indigne le plus Pierre Péan, car c'est au plus vif qu'elle l'atteint.

Mais quoi i dans le monde d'à-présent, insolemment, glorieusement mercantile, si le pays des droits de l'homme et de l'Etat de droit, répudiant la raison d'Etat, se donnait pour vocation de devenir le pays des devoirs de l'homme, il serait bientôt voué lui-même à la pauvreté, sans même par-

(1) Pierre Péan, l'Argent noir, corruption et sous-treloppement, Fayard, Paria, 1988, 238 pages, 95 F.

# HISTOIRE

ADOLPHE CRÉMEUX. L'oublié de la gloire. -

± Le Souil, Paris, 1988, 392 pages, 130 F.

Un homme considérable, reflétant son siècle et le marquant. Un surdoué qui le demeura

toute se vie. Un Adolphe Thiers qui serait pes-

sionné de moralité. A contre-courant de la

Restauration, il est tenu, à trente ans, pour le

Chinon, le garde des sceaux de 1848, le minis

tre de la justice de 1870, l'homme - qui mit

Louis-Philippe en voiture », qui conseilla les

Bonsparte et commt la prison après le 2 décembre, ne s'efface pas moins devant le pro-digieux défenseur de l'égalité des hommes

quelle que soit leur religion. Juil - non prati-

communautés juives ou chrétiennes d'Orient,

dans un consensus qui est à l'honneur de l'opi-nion publique du siècle dernier, il fait, par décret, « des indigènes français de l'Algèrie

[des] citoyens français -.

il préside le consistoire central et l'Allian

ant il sa vent d'abord « citoven français ». —

élize universelle. Engagé à fond pour les

GEORGES BUIS.

LA GUERRE DU BLÉ AU XVIII SIÈCLE. - E. P. Thompson, V. Bertrand, C. A. Bouton, F. Gauthier, D. Hunt, G.-Fl. Ikni.

★ Les Editions de la Passion, Paris, 1985, 237 pages, 120 F.

La foule dans les rues, les convois de grains suisis : au dix-huitième siècle, en Angleterre et en France, se développent des mouvements de taxation populaire du marché alimentaire. Une passionnante étude, fruit de la collaboration d'une équipe de chercheurs, analyse les formes de la conte populaire directe.

L'importance des actions paysannes, au cours de la Révolution française en particulier, atteste que les populations rurales furent à même de formuler des objectifs politiques propres et s'efforcèrent de les atteindre. Un projet qui, disent les antenrs, « affirmait le droit de la communauté à l'existence ». Initistives individuelles, mouvements régionaux, si l'action paysanne fut multiforme, elle imposa l'abolition du système (fodal et s'efforca de constituer, contre le pouvoir de l'aristocratie de celui de la bourgeoisie, une classe sociale nt sa propre attitude à l'égard de la propriété de la terre.

Cet ouvrage apporte nuances et rigneur dans l'étude de l'histoire paysanne du siècle de la Révolution et souligne la complexité des motivations et des comportements.

93 ET LES JACOBINS. — Dominique Aubry ★ Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 1988, 346 pages, 113 F.

la révolution française vue par les ALLEMANDS. - Joší Lefebvre

★ Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 1988, 273 pages, 109 F.

L'ouvrage de Dominique Aubry s'attache d'abord à élucider l'action et les idées des Jacobins, en soulignant le caractère inépuisa-ble de cette problématique. Tout l'intérêt réside dans une confrontation minutieuse des faits avec leurs représentations idéologiques, en particulier littéraires. Chatesubriand, M™ de Staël, Thiers, Vigny, George Sand et Hugo sont pareillement cités comme témoins.

Quant à l'ensemble des textes traduits et présentés par Joël Lefebvre, il comble une lacune considérable. Des premiers jugements portés à chaud sur les événements à la vision de Hogel, en passant par tous les théoriciens du romantisme allemand et ses poètes, il nous invite à découvrir non seulement le foisonnement d'idées suscité par la Révolution, diversité des jugements portée sur les évi ments de 1789, mais surtout l'impact qu'ils eurent sur des théoriciens essentiels et peu s en France, comme Hardenberg, Fr von Baader ou J. Gürres.

JEAN-MICHEL PALMIER.

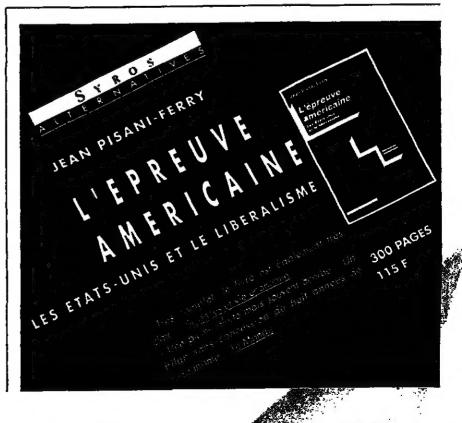
THOMAS PAINE OU LA RELIGION DE LA LIBERTÉ. -- Bernard Vincent

★ Aubier Montaigne, Paris, 1987. 393 pages, 118 F.

Le 30 novembre 1774, le paquebot London-Packet touche au port de Philadelphie après avoir traversé l'Atlantique. A son bord, un Anglais inconnu, désargenté, malade de siè-vre. Son nom : Thomas Paine. Sa seule richesse : une lettre de recommandation signée per Benjamin Franklin, qui le présente com un jeune homme plein d'idées et de mérites ». Le pluriel se justifiait bien. Désor-mais, le surt de Paine se retrouve lié à l'his-toire. Auteur du Sens comman (1776), il par-ticipera étroitement à la séparation des treize provinces d'Amérique de l'Angleterre. Auteur des Droits de l'homme. (1791), il participera étroitement aux tamultes de la Révolution

Formidablement enlevée, cette biographie and enfin justice à un démocrate qui révait er liberté politique et jus sociale et qui, pour cette raison peut-être, fut calomnié de tous côtés, tant vivant que mort.

Françoise Barthélémy.



# LE MONDE DIPLOMATIQUE

# **AVANT LA FOUDRE NUCLÉAIRE**

# Le rêve technicien et la décision politique

Par PHILIPPE FORGET et GILLES POLYCARPE

HEURE est au désarmement. Il serait indécent de s'en plaindre. Ce processus d exige cependant de la France une vigilance soutenue : elle ne saurait participer à une négociation internationale sur les armes nucléaires, tandis que les deux Grands resteraient surarmés, ni, à l'inverse, se laisser aller à des ambitions dépourvues de sagesse politique. Certains esprits, agités par la disperition des forces nucléaires intermédiaires (FN1), décrient la posture stratégique française, jugée « dogmatique », et révent de lui substituer une imitation incohérente de la riposte graduée américaine. Trop effrayante en elle-même, la menace de riposte massive, disent-ils, ne serait pas crédible. Travestie par ses détracteurs en doctrine du tout ou rien, la dissussion française devrait s'orienter vers une stratégie de ripostes souples, graduées, et adaptées à des attaques adverses que l'on suppose alors sélec-

Cette position sape les fondements mêmes du républicanisme français : la République, comme gouvernement de la volonté générale, n'a rien à négocier dès lors que la liberté de son peuple est mise mortellement en péril. La culture politique française, bien plus républicaine que libérale, ne fait pas de la nation une addition d'intérêts particuliers ou une conjonction de féodalités, mais le projet irréfragable de la liberté et du progrès dont la défense ne saurait admettre une graduation dans la

Au plan conceptuel, cette attitude méconnaît la logique de la dissuasion : l'agresseur potentiel peut clairement imaginer la sanction intolérable que la France lui infligerait après une éventuelle attaque et il ne peut jamais avoir la certitude que cette riposte n'interviendrait pas. L'évaluation du risque nucléaire pesant en premier lieu sur lui, et non sur l'agressé, ce simple ordre des perceptions à la tentation des ripostes sélectives, le président de la République, M. François Mitterrand, en a lui-même fait justice : - On ne suppose pas tout un échelonnement de batailles successives sur un territoire aussi étroit [l'Europe], avec une capacité de destruction aussi considérable (1). » En outre, les Européens ne veulent pas d'un accroissement inconsidéré des dépenses de défense et des arsenaux nucléaires sur leur sol, d'autant que la tension Est-Ouest lend à s'estomper.

Toute forme de risposte graduée ou différenciée se situe déjà dans une perspective d'échec de la dissuasion. Elle postule une guerre nucléaire dans laquelle l'escalade serait résistible grace à la sélectivité et à la souplesse des frappes. Or personne ne peut parier sur une limitation de la bataille nucléaire en Europe : parvenu à ce stade, le conslit révélerait la nature et la totalité des forces de la modernité, et il mobiliserait toutes les armes

Respectivement : docteur en philosophie politique ; ancien élève de l'Ecole polytechnique.

de la technique, jusqu'à l'apocalypse de notre histoire. Les deux dernières guerres en Europe sont-elles restées limitées dans leur ampleur et leur intensité?

Mais, diront les partisans de la dissuasion différenciée, des frappes antiforces, en évitant le tout ou rien, sont plus crédibles, donc plus dissuasives. C'est là réduire la crédibilité de la menace nucléaire aux spécificités techniques des armements, et oublier le caractère émiperment politique et « destinal » de l'arme atomique. Quand l'adversaire suppute une attaque, il ne peut envisager le passage au nucléaire qu'en cas d'exacerbation radicale de l'inimitié politique. Comment, dès lors, la France pourrait-elle prétendre, aux yeux de l'adversaire, déclencher le seu nucléaire, par lequel elle se risquerait elle-même, pour protéger des enjeux mineurs ou pallier une insuffisance de sa défense conventionnelle ?

### Un saut qualitatif

TL n'existe pas de « zone grise » entre des enjeux mineurs et des enjeux vitaux, qui serait couverte par des frappes antiforces. Seul existe un saut qualificatif opérant la transformation d'un consiit limité en une guerre totale. Et c'est la possibilité de ce saut, dont le moment reste incertain pour l'adversaire, qui fonde la réalité de la dissuasion nucléaire. L'agresseur potentiel suit ainsi qu'il existe une limite du supportable qui, une fois atteinte, déclenche l'ultime avertissement et risque de le précipiter dans l'apocalypse. La notion d'ultime avertissement n'est pas un artifice de sophiste. Elle exprime, dans le discours stratégique, la signification politique du saut dans le nucléaire et, à la limite, n'est pas liée spécifiquement à la stratégie française. Elle révèle que, pour tous les belligérants, s'impose l'alternative suivante : soit le premier échange nucléaire est l'occasion dernière de la reconnaissance de l'autre, soit il énonce la négation totale et définitive de l'ennemi. La dialectique dissuasive est déjà consommée dans l'esprit des protagonistes lorsqu'ils passent à l'acte nucléaire, sauf ultime et unique sursaut de la

Les concepts de « riposte graduée » ou de · dissuasion différenciée - présupposent un temps linéaire et séquentiel comme durée d'une crise aigue en Europe. Or cette crise doit plutôt être interprétée comme un mouvement d'accumulation des forces matérielles, sociales et spirituelles antagonistes. Elle demande à être saisie dans sa totalité, pour savoir si son enjeu est limité, ou si elle constitue déjà un affrontement décisif qui appelle la foudre nucléaire. A ce moment, le souci essentiel du politique est de percevoir si la totalité de l'affrontement est réellement en devenir. Le paradoxe de la crise est qu'il lui faut le risque de la guerre totale pour produire sa vérité ou son artifice. On ne peut prétendre la maîtriser par la juxtaposition de frappes nucléaires

sélectives : la question sondamentale de la crise est de juger justement si oui ou non le feu nucléaire doit être allumé! En définitive, l'option du tout ou rien est un faux problème. La dissussion est intrinsèquement life à l'estimation politique des enjeux et des volontés. Elle anticipe une situation qui, comme somme d'événements en continuel dépassement, peut se transformer en choc agonique. Elle place d'emblée le spasme nucléaire comme horizon de la violence armée. On ne peut vouloir décomposer ce spasme sous peine d'avouer déjà son incapa-La crédibilité de la dis-

suasion nucléaire relève originairement du jugement et de la volonté du politique. Comme l'a dit fort justement M. Jean-Pierre Chevènement : - Cette volonte ne dépend pas de la prisence sur le terrain de tel ou tel type de matériel (2). » Le rêve technicien ne peut se substituer à la décision politique.

La doctrine stratégique française, peaufinée au fil des ans, procède d'une lecture attentive de la nature politique de la dissussion. Dans cette perspective, toute stratégie qui vise à interdire la guerre doit veiller aussi à ce que la crise ne puisse survenir ou se développer hors de toute contrainte, les forces classiques jouant un rôle crucial pour en prendre la mesure. Face à une puissance dénuée de ces forces, un adversaire pourrait être tenté par des opéras. Il montrerait sa dé alors que l'agressé ne disposerait pas des moyens pour vérifier si celle-ci est réelle. Des forces classiques sont donc nécessaires : d'une part, elles éclairent sur les intentions de l'agresseur ; d'autre part, elles s'opposent à ses stratagèmes d'intimidation en évitant de compromettre la dissussion nucléaire pour défendre des enjeux mineurs.

Mais les seuls moyens militaires ne suffisent pas à asseoir la sécurité, c'est-à-dire les conditions politiques et stratégiques d'un ordre de paix stable. En amont de la menace nucléaire, il faut s'appuyer sur une dynamique de la sécurité. Des alliances vivantes et clairement définies, une conduite sagace du désarmement conventionnel et chimique peuvent en être les rouages essentiels. Par ses alliances, une puissance moyenne accroît l'incertitude d'une superpuissance sur la définition de ses intérêts vitaux et lui interdit tout gain limité car leur conflit ne pourrait rester confiné dans un cadre

Par le désarmement, une puissance moyenne peut travailler à instaurer la confiance et veiller à corriger les déséquilibres militaires compte tenu des asymétries géostratégiques. Désense et sécurité ne sont pas une alternative, mais les deux pôles complémentaires d'une même action pour la paix dans la liberté. Si la volonté d'exister politiquement exige d'être prêt à assumer l'épreuve de la crise, le prudence, comme vertu politique, demande d'ordonner un paysage de paix en Gouvernant le choix d'un désarmement

équilibré, la prudence doit régler aussi la stratégie des moyens de la dissussion. Le destin d'un peuple étant en jeu, l'autorité politique ne doit pas admettre que la décision du feu nucléaire lui soit dictée par les besoins de la bataille, alors que le conflit général pourrait ne rable. La frappe préstratégique d'ultime avertissement doit être dégagée des soucis militaires ractiques. Les moyens de cette frappe ne sauraient donc voir leur crédibilité d'emploi déterminée, dans la perception adverse, par la manœuvre des forces classiques. Ce serait indiquer à l'adversaire jusqu'où il peut aller. Son incertitude serait diminuée et la dissussion affaiblie. Le président de la République doit impérativement disposer de moyens qui ne restreignent pas son espace de décision, tout en accentuant l'incertitude de l'agresseur potentiel. Ces moyens ont seulement besoin d'être suffisants, sauf à se développer en dehors de toute pertinence légitime, car la défense et la sécurité de la France - et, au delà, celles de l'Europe - reposent avant tout sur le choix de l'intransigeance républicaine et de l'intelligence politique.

(1) Rencontre avec la presse, le 12 juillet 1988, à l'issue de la visite de la base aérienne de Luxeuil. (2) Intervention au colloque de la revue Wehrkunde, Munich, 6 février 1988.

The same of the l

THE RESERVE OF A PROPERTY OF

A TOTAL OF A SECOND The state of the s

State In Line Street will

THE OWN THE PARTY IN A CHARLES HE SHEET SHAME Section of the section of

The second Start In Provi week Trester par la M

Am ampirement qu'un m

CE NUN

1 to some motion - dors the

The same of the same

of the sources and the second of the second

the because a screenic magnific

Ser is targe day a bell

time means pour in a sel

parces concessions in one majoring

les e maracon sur la di

A TANSMEN OF ST. LEVEL OF STATE OF STA

2) [2025 18 et 18; et 6es back

The same of the plan court

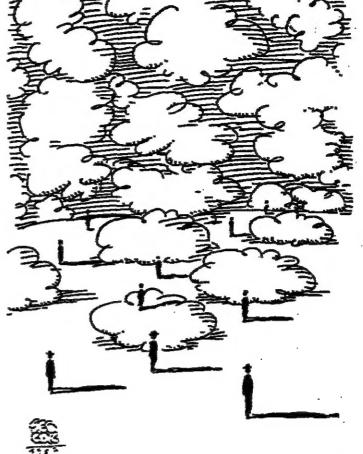
DE LA DEMOCRATE

to bearing per mil

Se viet The Statement of Statem

TO THE REAL PROPERTY.

ATTY COLOR OF THE



# Dans ce numéro :\_\_\_\_\_

PAGE 2: Courrier des lecteurs.

PAGE 3:

Elections américaines : l'attente de l'Amérique latine, par Françoise Barthélémy.

PAGES 4 et 5:

Les prémices d'une société de partenariat aux Etats-Unis, par Pierre Dommergues.

PLANÈTE, suite de l'article de Claude Julien.

PAGES 8 et 9:

Les multinationales omniprésentes et... impuissantes, par Jacques Decoraoy. — Mortelle démission du syndicalisme, par Christian de Brie.

# VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE

(POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

 Autres produits alimentaires ; arrivages de l'Argentine par avion garantis;

expéditions partout dans le monde.

carnar France (CD



17, rue de la Comète ~ 75007 Paris Télex: 20 50 88 F - Tél.: 47-05-96-61

# PAGES 10 et 11:

SUR LES CAUSES DE LA PAUVRETÉ DES NATIONS ET DES HOMMES DANS LE MONDE CONTEMPORAIN, par Michel Beand.

# PAGES 12 et 13:

L'ALGÉRIE SOUS LE CHOC, par Ignacio Ramonet. — Ceux qui tirèrent la sonnette d'alarme, par Sadia Ayata. — Dans la presse française, par Alain Gresh.

# **PAGE 14:**

L'ÉLAN RETROUVÉ DE LA DIPLOMATIE SUD-AFRICAINE, par Alain Gresh. - Petites manœuvres pour contourner les sanctions, par Steve Askin.

# PAGES 15 à 18:

LA CHINE EN CRISE: à la campagne, montée des dif-férenciations sociales, par Roland Lew. — En ville, la classe ouvrière et la résistance aux changements (R.L.). — Une jeunesse à la fois choyée et désorientée, par Patrice de Beer. — Le nécessaire combat contre les privilèges et pour la démocratie, par Liu Binyan.

# **PAGE 19:**

La responsabilité des marchands d'armes dans la guerre du Golfe, par Olivier Russbach.

# PAGES 20 et 21:

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMO-CRATIE (V) : De l'école à l'Université, l'injustice ton-jours recommencée, suite de l'article de Gérard Courtois.

# PAGES 22 et 23:

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE : Le risque d'une formidable régression des politiques fiscales, par Christian de Brie. - La justice au service des intérêts économiques ou des citoyens ? par Jean-Paul Jean.

# **PAGE 24:**

A la recherche de la politique communautaire; par Bernard Cassen. Colloques et rencontres.

# PAGES 25 à 28 :

Rennes: deux vocations pour l'Europe (supplément).

# PAGES 29 à 32 :

LE PETROLE SOUS L'EMPIRE DU MARCHÉ : coûteuses mutations, par Pierre Terzian. — URSS: in rôle subsidiaire pour le premier producteur, par Catherine Mercier. — La leute marginalisation du détroit d'Ormuz (P.T.). — Gabon: les illusions perdues, par Fabrice Bekale. — Une longue guerre coutre l'OPEP, par Michael G. Rettner. G. Renner.

# **PAGE 33:**

Un sociologue à l'écoute du monde scientifique, par René Passet. — L'œcuménisme et les risques de dilution, par Paul Valadier. Dans les revues.

# PAGES 34 et 35:

LES LIVRES DU MOIS : «L'Argent noir », de Pierre Péan, par Yves Florenne. — « Il Pendolo di Foucault », d'Umberto Eco, par François Vitrani. — «L'Arc de Dieu », de Jaroslav Durych, par Marie-Françoise Alleia.

Le Monde diplomatique du mois d'octobre 1988 a 616 tiré à 170 000 exemplaires.

Novembre 1988

